LA

RÉFORME ADMINISTRATIVE EN ANGLETERRE

I.

Dans le courant de l'été de 1854, une des plus nombreuses et des plus belles armées que l'Angleterre ait mises sur pied est partie pour l'Orient au bruit des acclamations populaires. Devant l'ennemi, elle a fait tout ce qu'on attendait d'elle : elle a été brave et heureuse les armes à la main; mais, engagée dans une expédition lointaine et d'un genre nouveau, elle a rencontré des obstacles que le public n'avait pas prévus. Après six mois d'efforts, les résultats semblaient douteux encore, malgré des pertes cruelles. La nouveauté du climat, la rigueur des saisons, l'excès du travail, le défaut de préparatifs, l'insuffisance de l'armement et de l'approvisionnement, l'absence ou la confusion des moyens de transport, d'abri, de bien-être, de guérison, avaient donné aux souffrances inséparables de la guerre une intensité funeste. Au mois de décembre dernier, l'armée anglaise semblait épuisée; on la disait anéantie, et beaucoup ajoutaient que c'en était fait de la puissance militaire de la Grande-Bretagne.

Chose étrange, à Londres même on tenait ce langage! Qu'en Europe la nouvelle d'une atteinte éprouvée par l'armée et la puissance anglaise fût accueillie avec empressement, exagérée avec complaisance, rien de plus simple. L'Angleterre ne manque pas d'ennemis par le monde, elle est si libre, elle a été si heureuse; elle a traversé

dans un calme si profond les périodes de troubles et d'angoisses infligées aux monarchies du continent, et elle s'est montrée avec elles si fière de ses institutions, de son repos, de sa fortune, elle a si peu caché sa confiance en elle-même et dans ses destinées, qu'au premier revers tous ceux qu'elle a humiliés devaient relever la tête et jouir d'un noble plaisir, celui de proclamer sa déchéance. Mais ce qui est plus singulier, c'est qu'elle-même, ou peu s'en faut, a eu l'air d'y croire.

Avec quel soin, avec quelle verve, la presse de Londres a recueilli, décrit, célébré les maux de l'armée anglaise, chacun s'en souvient. Comme elle a pris à cœur d'en étaler toutes les conséquences, toutes les misères, d'en faire rejaillir le contre-coup sur la force et même sur les institutions du pays, on ne l'a pas oublié. Elle recevait un rude démenti; elle avait, au début de la guerre, montré une présomption sans limite. Elle n'avait préparé l'opinion à aucune des difficultés, à aucun des mécomptes que toute guerre, même heureuse, amène avec elle. Elle l'avait comme à plaisir nourrie des illusions de l'orgueil et du patriotisme. L'opinion publique, qu'elle avait exaltée, tombait de son haut pour ainsi dire. Les Anglais sont fiers, mais sincères, et connaissent peu certaines finasseries de la vanité. Ils se montraient naïvement désolés et humiliés : désolés, car, préoccupés plus qu'aucun peuple des questions de bien-être et de *comfort,* ils ressentaient au fond de l'âme les souffrances de leurs soldats, et faisaient comme la découverte des maux de la guerre; humiliés, car ils avaient conçu et manifesté de tout autres espérances, et ils reconnaissaient avec douleur qu'ils ne faisaient pas tout mieux que personne. Ce double sentiment s'est produit sans détour. Loin de rien atténuer, on a tout avoué, tout déploré, tout mis au pire, et l'on ne s'est point inquiété de donner ainsi des armes à la compassion affectée et à l'envieuse joie de tous les ennemis de *la perfide Albion.*

Telle est, dit-on, la faiblesse des peuples libres, telle est, selon moi, leur force. Ils ne cachent ni leurs illusions, ni leur orgueil, ni leurs passions. C'est par la dure expérience des choses qu'ils se forment et s'aguerrissent aux épreuves qu'ils doivent subir, aux difficultés qu'ils doivent vaincre. Ils font en public et sous les yeux du monde leur rude apprentissage de la politique et de la guerre, et c'est parce qu'ils sentent tout vivement et avec excès qu'ils se montrent à la hauteur des efforts que les événemens réclament. « Un peuple libre ne comprend que lorsqu'il a senti, » disait le général Washington.

Mais ce n'est pas la mode de penser comme Washington. On a pris au mot la presse et la nation anglaise. On a cru à une redoutable crise. On est allé disant que l'Angleterre ne pouvant plus

compter en Europe, il ne lui restait qu'à se mettre en révolution; pour se relever, elle n'avait plus qu'à se perdre. Les institutions représentatives, qui ont tant d'ennemis, en ont maintenant d'une nouvelle sorte : ce sont leurs amis. Ceux-ci pensent devoir à leur mérite de ne croire ni à leur force ni à leur durée. Ils regardent comme nécessaire à la beauté de la chose qu'elle ne subsiste pas, et pour en faire un idéal, de la déclarer impossible. Que voulez-vous? On tient à ce que tout le monde soit malade de la maladie à laquelle on a succombé; il faut que personne ne réussisse parce qu'on a échoué. A entendre quelques-uns de ceux qui vantaient le plus l'Angleterre, on les croirait impatiens de changer le panégyrique en oraison funèbre. Qu'y avait-il cependant de si fort extraordinaire dans les événemens de l'an dernier? Dût-on accepter sans rabais les dépositions de la presse, cette grande exagératrice, l'habitude de prospérités inouies a pu seule rendre l'Angleterre si prompte à prendre l'alarme. Que dans une première campagne, après une longue paix, une armée montre quelque inexpérience, que l'instruction des soldats, que l'administration militaire laisse quelque chose à désirer, que l'Angleterre, absorbée depuis trente ans par les questions les plus grandes de la législation intérieure et de l'ordre économique, ait négligé de dresser à l'avance ses troupes à débarquer et à bivouaquer en Crimée : un tel malheur peut entraîner des pertes douloureuses, mais ne saurait surprendre ni abattre l'orgueil d'une nation. Plus d'une fois l'Angleterre a commencé par des revers une guerre qu'elle devait tout autrement finir. Ce n'est pas à nous de lui rappeler ces souvenirs-là. Elle sait son histoire, et nous n'aimerions pas à la lui raconter; elle y verrait qu'elle n'a jamais éprouvé d'échec ou rencontré d'obstacles sans accuser ses généraux et ses ministres plutôt qu'elle-même. Elle ne s'en est pas prise aux institutions, mais aux hommes. Souvent même, abusant du principe de la responsabilité, le poussant jusqu'à l'injustice, elle a par des rigueurs parlementaires montré que pour servir un peuple libre il ne suffit pas d'être habile, il faut être heureux. Après tout, une grande guerre à conduire est chose si difficile, elle exige non-seulement des généraux, mais des administrateurs même, un déploiement si extraordinaire de calcul et d'activité, de dévouement et de vigilance, de prévoyance et de travail, que je me sens porté à excuser l'emploi, même rigoureux, de toute la pénalité constitutionnelle, quand il s'agit d'obtenir les grands sacrifices au prix desquels s'achètent les grandes victoires.

Or cette fois la question ministérielle a bien été posée, et en janvier 1855 elle a été résolue contre le ministère; mais lui-même paraissait faiblement désireux de se maintenir, et ses adversaires n'étaient pas bien animés. Les haines politiques sont fort calmées en Angle-

terre, et les partis ne se précipitent plus avec fureur les uns contre les autres. Le changement de cabinet paraissait aller de soi, et n'exciter ni joie, ni colère. Par une disposition d'esprit qui caractérise notre époque, au lieu de rechercher comme autrefois la conduite du gouvernement dans un besoin de vengeance, on s'est presque uniquement proposé de savoir si la responsabilité ne devait pas remonter des ministres aux institutions administratives et politiques. On a eu l'air de se demander si la faute n'était pas au parlement qui avait maintenu, à la nation qui avait souffert des pratiques, des usages incompatibles avec la force d'un grand gouvernement, s'il n'y avait pas à découvrir un mal général et profond, si ce n'était point enfin le cas d'appliquer la panacée universelle : la réforme.

Ce serait une réforme motivée par une circonstance toute particulière. De quoi s'agissait-il? Des moyens de faire vivre en pays ennemi quarante ou cinquante mille hommes de bonnes troupes; mais c'est encore un des traits de notre temps que l'esprit de réforme se montre généralisateur, et dépasse volontiers le cercle des questions spéciales qui lui ont donné l'éveil. Ainsi le débat a monté de degrés en degrés d'une question de cabinet jusqu'à une question d'ordre social. Le premier point, celui auquel on se fût arrêté jadis, était de savoir si le pouvoir avait fait et s'il ferait aujourd'hui tout ce qu'il y avait à faire. Le second, c'était une question déjà touchée dans la session précédente, et qu'il fallait plus profondément résoudre. Le ministère, comme chargé du gouvernement de l'armée, était-il organisé d'une manière satisfaisante? Puis, comme le gouvernement de l'armée n'est pas tout, cette armée, gouvernée bien ou mal, était-elle bien organisée elle-même, et les institutions militaires du pays n'étaient-elles pas à refaire? Voilà une troisième question, et on l'a posée. Mais l'organisation imparfaite de l'armée ne serait-elle pas une partie d'un tout qui ne vaut pas mieux? Si les choses d'administration n'ont pas été, comme la législation, l'objet de réformes opportunes, n'est-ce pas que l'administration même est mal constituée? Ainsi est née la quatrième question, celle de la réforme de tout le *service civil*. Enfin, ministère, armée, bureaux, tout cet ensemble qui a si peu varié depuis un siècle et demi, est lié aux institutions du pays, dépend au moins de la manière de les entendre et de les pratiquer, et s'il faut modifier les effets, n'y aurait-il rien à voir aux causes? S'il faut retoucher l'accessoire, le principal doit-il rester intact? La constitution a-t-elle été comprise et développée dans le sens le plus favorable à la grandeur de l'état? Et si elle ne l'a pas été, n'est-ce pas la faute du parlement et de la nation, c'est-à-dire de l'esprit qui les anime? Et comme cet esprit est celui de la société telle qu'elle est faite, que faut-il penser de l'ordre social en Angleterre?

Un fil logique assez visible lie ces cinq questions, et elles ont été toutes abordées à propos de l'état hygiénique de l'armée anglaise devant Sébastopol. Par les argumens employés, par les motifs invoqués, ce qu'on a appelé la réforme administrative a semblé par momens embrasser toutes ces questions à la fois. Les promoteurs de cette réforme ont fait de leur mieux pour la grandir en importance, ses adversaires pour en exagérer les dangers. Et les timides et les sceptiques, et tous ceux qui voient chaque nuit apparaître le spectre de la démocratie, tous ceux qui ont intérêt à le faire jouer par manière de fantasmagorie pour effrayer les gens, ont eu prétexte à dire : « Il s'agit d'une révolution. »

A mon avis, il n'en est rien. Je reconnais qu'on agite en Angleterre, encore qu'avec peu de suite et de vivacité, quelques questions qu'on ferait mieux de regarder comme définitivement résolues par une expérience près de deux fois séculaire. J'avoue encore que l'émotion très vive et très naturelle ressentie par la nation à la nouvelle du dépérissement de son armée a dans le premier moment fait accueillir toutes les sortes d'hypothèses et d'expédiens; une extrême inquiétude accepte tous les conseils et choisit mal entre les remèdes. Cependant l'Angleterre ferait preuve d'une faiblesse d'esprit dont on ne l'a pas jusqu'aujourd'hui soupçonnée si elle se croyait plus malade qu'elle n'est réellement, parce que certains empiriques le lui disent, et si elle en venait aux moyens désespérés, parce que son état inspire une suspecte inquiétude à tous ceux qui lui en veulent. Quant à nous, nous ne craignons point qu'elle se laisse prendre à ce piége.

Notre intention est de retracer dans ses principaux détails la controverse politique qui a occupé l'Angleterre pendant les six premiers mois de cette année. Nous ne raconterons pas tous les faits : nous n'écrivons pas l'histoire des événemens, mais l'histoire des questions, et nous ne citerons les actes des chambres, de la presse et de l'opinion qu'autant qu'ils servent à mettre les questions dans leur jour; mais nous parlerons de tout avec bienveillance et avec liberté.

II.

Il y eut une courte session en décembre 1854. Alors, pour la première fois, la tribune parla des souffrances de l'armée. M. Layard, que nous rencontrerons souvent dans toute cette affaire, dit deux choses qu'il faut noter, parce qu'elles sont devenues les lieux communs du débat : « Il nous faut des hommes plus jeunes et plus faits pour l'action (plus tard il se réduisit à dire : Il faut un homme). — Si une entreprise particulière devait être conduite comme les ministres

ont essayé de conduire la guerre, il y aurait banqueroute avant huit jours. »

Le mois suivant, M. Roebuck fit sa motion. Il proposa un comité d'enquête pour s'assurer de l'état de l'armée devant Sébastopol et de la conduite des autorités chargées de pourvoir à ses besoins. Cette proposition était naturelle. Si l'on songe à la gravité de la question, à la préoccupation publique, à l'évidente impuissance où chaque fraction du ministère était de prendre la tête des affaires, à moins qu'on ne lui prêtât main forte ou lui fît violence, il fallait un acte énergique qui fût à la fois une menace et un appui, un stimulant et un frein. Quiconque avait été ou croyait rester ministre était obligé de s'y opposer, c'est tout naturel, et pour s'y opposer, de crier à l'usurpation de pouvoir. Cependant M. Roebuck, qui est tout à la fois très avancé en libéralisme et très sensé, savait bien que l'énergie dans le choix du moyen n'excluait pas la prudence dans l'emploi du moyen. Il ne voulait que mettre dès le premier moment aux mains de la chambre une arme dont elle se servirait comme le commanderaient les circonstances, et l'événement lui a donné raison; mais ceux-là même qui s'opposaient à l'enquête, c'est-à-dire à un procédé régulier d'intervention parlementaire, commençaient à produire ces singulières doctrines qui acquittent les hommes pour accuser les choses, et mettent le pouvoir hors de cause afin de faire le procès aux institutions. Lisez par exemple le discours de M. Bernal Osborne. C'est un radical vif et sincère, mais il est secrétaire de l'amirauté; il défendait donc le ministère. Pourquoi le sacrifier en effet quand toute la faute ne venait pas de lui, mais d'un système qui date du moyen âge, et qui a résisté au temps et à la raison? En disant que c'est l'organisation militaire qui a fait le mal, l'orateur se vantait presque de déplaire à l'aristocratie; mais il devait à son pays la vérité.

La chambre n'eut pas autant d'indulgence d'un côté ni de sévérité de l'autre : la motion passa et le ministère partit. Ainsi fut résolu ce que j'ai appelé la première question. La seconde ne tarda pas à venir. Il s'agissait de la consolidation comme parlent les Anglais, ou, comme nous dirions, de la centralisation des pouvoirs qui forment, dirigent et administrent l'armée. Il faut ici rappeler comment en 1854 ils étaient encore divisés. Il n'y avait point de ministre de la guerre. Personne dans le cabinet n'exerçait directement une autorité un peu considérable sur l'armée, excepté quand le commandant en chef des forces était membre du cabinet, et depuis longtemps il ne l'était plus. Par un singulier scrupule, l'armée étant sous l'autorité directe de la couronne, on tenait que le commandant en chef, n'ayant à répondre qu'à la reine, devait être en dehors de

la politique. Et cependant les nominations et les promotions le regardaient seul. L'armée, une fois votée par les chambres, lui appartenait pour ainsi dire. Il y avait bien un secrétaire *de* la guerre, ou plutôt *à* la guerre, *secretary at war*. Les secrétaires d'état, celui des colonies, celui des affaires étrangères, sont des ministres. Les secrétaires de l'amirauté, de la trésorerie, etc., sont comme nos secrétaires-généraux de ministères. Le secrétaire à la guerre, lui, n'était pas de droit membre du cabinet, quoique M. Fox Maule le fût sous lord John Russell, et M. Sidney Herbert sous lord Aberdeen; il n'était que le ministre des finances de la guerre. En cette qualité, il tenait en échec le commandant en chef, qui ne pouvait sans lui ordonner un mouvement ou un rassemblement de troupes, parce que c'est une dépense. C'était d'ailleurs le secrétaire qui demandait annuellement à la chambre le vote de l'armée et de la loi qui règle la discipline, *mutiny bill*. Il proposait les crédits nécessaires et répondait de leur emploi. Il transmettait à l'armée les décisions royales en matière financière, accordait les demi-soldes, faisait publier officiellement les promotions. Tous les rapports du militaire avec le civil étaient de sa compétence, et sa responsabilité était fort étendue. Point de déplacement de troupes sans son concours, puisqu'il en devait ordonnancer la dépense; mais c'était le ministre de l'intérieur et non pas lui qui communiquait à cet égard au commandant général les intentions du gouvernement, quand il s'agissait de la sûreté du royaume, et le ministre des colonies, quand il fallait pourvoir à celle des colonies. Les *horse guards* (on désigne ainsi dans l'usage le commandant en chef, parce qu'il siége à l'hôtel des gardes à cheval), assistés par un adjudant-général et par un quartier-maître général dont la nomination ne regarde pas les ministres, demeuraient et demeurent encore chargés des ordres à donner aux troupes, de la direction du personnel, de l'avancement, de la discipline. Cette autorité échappait à tout contrôle; mais on ne lui confiait qu'une armée sans ingénieurs ni canonniers. L'artillerie et le génie dépendaient d'un maître-général de l'ordonnance, qui lui aussi jouissait d'une certaine indépendance, communiquait directement avec la reine, et réunissait dans ses attributions les fortifications, le casernement, l'armement, les poudres et salpêtres, la literie, enfin la cuisine et l'éclairage de l'armée. Le personnel à sa nomination était très nombreux; mais du moins admettait-on qu'il était lié au gouvernement par la solidarité politique. Cependant, comme il a eu rarement place dans le cabinet, son administration restait en dehors du gouvernement; elle était seulement sur quelques points partagée par le bureau de l'ordonnance, dont il est le chef officiel.

La juridiction militaire est dirigée par un magistrat, le *juge avo-*

cat, qui ne relève d'aucun ministre, mais qui siége au parlement et suit ordinairement le sort du cabinet qui a conseillé à la couronne sa nomination.

Vient ensuite un corps spécial, nullement militaire, qu'on nomme le commissariat, et que le duc de Wellington définissait en lui donnant pour attribution le soin des estomacs des hommes et des chevaux. C'est à quelques égards l'équivalent de notre intendance militaire; seulement ce service est une branche de la trésorerie. Avec les dépenses de l'approvisionnement, le commissariat est chargé de faire les fonds de l'armée, et il lui sert dans certains cas de caissier et de banquier.

La paie ne le regarde pourtant pas, c'est l'affaire d'un payeur-général qui, depuis quelques années, réunit à la solde des troupes la solde de la marine. Autrefois ce poste était singulièrement lucratif, et les hommes les plus considérables, le premier Pitt, le premier Fox, Burke enfin, ne l'ont pas dédaigné. Comme le payeur-général n'agissait que sur ordonnancement du secrétaire de la guerre, son autorité était petite, mais fort peu contrôlée, et ce titre a donné souvent, il donne aujourd'hui encore à celui qui en est revêtu l'entrée dans le cabinet.

Il y a enfin un département médical de l'armée; le surintendant qui le dirige dispose de toutes les nominations. Responsable au commandant en chef de la discipline de ses chirurgiens, il l'était au secrétaire de la dépense des hôpitaux.

Voilà de compte fait six autorités, qui toutes ont la force armée pour objet, et qui ne sont point subordonnées entre elles ni soumises à une autorité centrale. Il n'en est aucune, excepté le commissariat, qui dans sa sphère ne puisse prendre un grand nombre de décisions avec une complète indépendance et sans qu'un ministre en réponde, le secrétaire de la guerre n'étant ministre qu'accidentellement. Ce fait n'est pas unique dans l'administration anglaise. Le ministère ne centralise pas la direction de toutes les autorités secondaires, à moins qu'un bill spécial ne les ait placées sous les ordres d'un de ses membres. Ce qu'on appelle un bureau (*board*, administration collective) n'est officiellement dans la dépendance gouvernementale que lorsque c'est un comité comme celui du commerce ou des Indes, présidé par un ministre; mais à défaut du lien de la subordination légale, le lien de l'amitié politique ou des engagemens de parti maintient l'unité nécessaire. Tel fonctionnaire ne relève point des ministres; seulement il entre aux affaires et il en sort avec eux : cela suffit.

Quoi qu'il en soit, à cette administration militaire avec ses cinq ou six têtes on superposa, sous le ministère de lord Aberdeen, un secrétaire d'état de la guerre, et le duc de Newcastle regretta qu'on

ne lui permît pas de cumuler avec ce titre celui de secrétaire d'état des colonies. On conserva cependant le secrétaire *à* la guerre, et le duc de Newcastle et M. Sidney Herbert siégèrent ensemble dans le même conseil, sans qu'on ait jamais bien su comment les attributions étaient réparties entre eux. Probablement les décisions relatives à la guerre de Crimée étaient prises sur le rapport du secrétaire d'état, qui les transmettait ensuite à tous les départemens militaires, mais qui n'en dirigeait pas l'exécution. Cet arrangement, très imparfait, fut, comme on sait, un des motifs de la retraite inopinée de lord John Russell au mois de janvier dernier. Il voulait qu'au moins toutes les parties de l'administration militaire formassent un comité ou bureau dont le secrétaire d'état fût le chef responsable, et il faisait entendre que ce chef ne devait plus être le duc de Newcastle. On a souvent demandé que le personnage revêtu de ces fonctions fût à la fois un homme politique et un homme de guerre. Il y aurait à cela convenance plutôt que nécessité, puisqu'après tout dans la maritime Angleterre le premier lord de l'amirauté a cessé depuis bien longtemps d'être un marin; mais, sans insister sur la spécialité de la profession militaire, on ne devrait, au moins pendant la guerre, en donner le gouvernement qu'à un ministre prépondérant. A l'époque de la guerre de sept ans, Pitt, comme secrétaire d'état des affaires étrangères, se réserva tout ce qui concernait l'armée et les opérations militaires. Il n'admit dans sa confidence que son beau-frère, Temple, alors président du conseil, et l'Europe entière a cru Pitt premier ministre, quoiqu'un autre duc de Newcastle en portât alors le titre.

Lord Palmerston, en formant le cabinet actuel, a donc eu avant tout cette grande question à résoudre. Peut-être l'exemple de Pitt pouvait-il être suivi. L'opinion demandait un ministre de la guerre qui eût de l'activité et du commandement, surtout un caractère à briser tous les obstacles. Pour ce dernier motif, on eût accepté lord Ellenborough, quoiqu'il fût tory, ou lord Grey, quoiqu'il eût parlé pour la paix. Lord Palmerston appela lord Panmure, l'ancien secrétaire à la guerre des whigs. Ce dernier titre fut aboli, et toutes les attributions qu'il désignait passèrent de droit au secrétaire d'état. Lord Palmerston expliqua à la chambre des communes qu'on réunirait à ces attributions la partie civile de l'administration du maître général de l'ordonnance, qui abandonnerait également la discipline de l'artillerie et du génie au commandant en chef. Quant au partage à faire entre celui-ci et le ministre, on fut bref et vague. Il fut dit que, si d'autres changemens étaient jugés nécessaires, les *horse guards* seraient consultés dans les choses de leur compétence, mais que le ministre apprécierait le conseil et déciderait. L'unité n'a donc

pas été complétement établie. Ce n'est pas tout à fait ce que lord John Russell avait indiqué, ce qu'à la chambre des pairs lord Grey avait réclamé avec beaucoup de force et de solidité. L'autorité sur le personnel de l'armée est dans une main; l'emploi de l'armée et la guerre sont dans une autre; l'intendance militaire reste au trésor. Le commandant en chef, lord Hardinge, passe pour l'homme de guerre le plus instruit de l'Angleterre; il s'est fait beaucoup d'honneur comme gouverneur de l'Inde, où il a dirigé l'armée sans la commander, et beaucoup de personnes ont regretté qu'il n'eût pas été nommé général en chef de préférence à lord Raglan. Malheureusement il représente les traditions de l'ancienne armée et de l'ancienne politique, et l'on s'accorde à penser que sous la longue dictature du duc de Wellington aux *horse guards*, l'esprit d'immobilité y avait pris racine. M. Fox Maule, qui n'a servi qu'avec un grade peu élevé dans les *highlanders*, s'est bien acquitté de diverses fonctions politiques et mérite la plus grande estime; mais lorsqu'il échangea son nom contre le titre de lord Panmure, on disait que sa santé l'éloignait de la vie active. Il est représenté à la chambre des communes par son sous-secrétaire d'état, M. Frédéric Peel, le second fils de sir Robert, peelite apparemment, mais du côté libéral, qui se défend avec fermeté et précision, mais qui ne paraît pas fort amoureux des innovations. Toutefois, il faut dire que sous l'administration actuelle, les plaintes sur l'état de l'armée expéditionnaire ont cessé. Le passé seul motive celles qui durent encore, et c'est une première circonstance qui diminue l'intérêt et l'à-propos des projets de réorganisation dont on les accompagne.

Voilà donc comment ce que nous avons nommé la seconde question a été résolu. Dans le premier moment, on n'a point été satisfait, mais on a peu réclamé. Il y avait nécessité de laisser faire le nouveau cabinet, car il était le seul possible. La chambre des communes manque de candidats nouveaux aux fonctions de gouvernement. La force des choses poussait lord Palmerston au premier rang. La nationalité de sa politique, son expérience, sa capacité, sa manière pleine de confiance et d'entrain, sa merveilleuse aptitude au travail, un certain isolement habilement conservé au milieu des grands partis politiques, tout le désignait pour la haute mission qu'il acceptait et lui donnait des facilités singulières pour la remplir. Il n'est pas sûr qu'il ait usé de toute la force qu'il tenait des circonstances, et que son pouvoir n'ait pas excédé sa volonté; mais quoi qu'il ait fait, il a été approuvé, et il devait l'être. L'opinion ne lui a pas demandé un compte trop rigoureux du choix de ses collègues; on sentait combien peu ce choix était libre. Enfin l'opposition elle-même, pour se créer un terrain d'attaque, pour donner aux es-

prits, s'il était possible, une direction et un aliment, consentait à ménager provisoirement les hommes, et à porter toutes ses forces sur les questions de réforme générale.

Ces questions ont leur valeur, mais il faut qu'elles viennent à propos, et leur temps n'est point le temps de guerre. Les questions de conduite sont tout alors. Le caractère des hommes d'état, leur coup d'œil, leur prévoyance, leur activité, leur courage, voilà ce dont il faut alors s'enquérir. Si donc on voulait faire de l'opposition, on pouvait se faire rendre raison par ceux qui ont gouverné ou qui gouvernent de tout ce qui affaiblit ou suspend l'action militaire du pays, et non se jeter dans les projets et les nouveautés, à moins qu'on ne prétendît que l'Angleterre est devenue radicalement, absolument incapable de soutenir la guerre. Et dans ce cas encore on aurait eu à demander aux ministres comment ils l'ont déclarée. Ignoraient-ils l'impuissance de leur patrie, ils sont responsables de leur ignorance; n'ont-ils pas osé révéler à la nation un si triste secret, ils sont responsables de leur faiblesse. Ce sont là des suppositions extrêmes et chimériques, et qui ne peuvent convenir qu'aux déclamateurs. A mon avis, il n'y a pas en ce moment d'opposition à faire, même contre l'ancien ministère, puisqu'il est tombé. C'est lui cependant qui a engagé la guerre, c'est lui qui en a conçu le plan et préparé les moyens. Il répond de tout, et s'il est par les intentions au-dessus de l'ombre d'un reproche, on ne peut porter de sa conduite le même jugement. S'il eût été nécessaire que le comité Roebuck donnât à son examen une conclusion politique, elle aurait peut-être été sévère.

Il faudrait passer sur tout cela, si l'on ne soutenait que tout le monde a fait son devoir, afin de prouver que les institutions ont manqué au leur, et si l'on ne risquait, en déplaçant le mal, de tromper le public anglais sur le remède. On peut accorder que tout le monde a fait son devoir, en ce sens que tout le monde a fait de son mieux; mais il n'en résulte pas que personne ne se soit trompé. Or on répond de l'erreur comme du reste.

III.

Il me siérait moins qu'à personne d'attaquer les hommes qui composaient le dernier cabinet. Il avait été appelé par la voix de la nation. Il était admirablement propre à faire le bien du pays, si la paix se fût maintenue. On lui a reproché d'être une coalition, mais cette coalition ne reposait sur le sacrifice d'aucun principe, et tel est d'ailleurs en Angleterre l'état des opinions politiques, que longtemps encore un peu de coalition sera la condition de la force et de

la durée d'un cabinet. Il y avait dans celui-là des hommes qui ont honorablement manié depuis cinquante ans les plus grandes affaires du monde, des hommes qui ont siégé dans les conseils auprès de M. Fox et qui sont la tradition vivante du grand parti dont il était le chef, des hommes qui ont été les compagnons de Robert Peel dans ses hardies et bienfaisantes entreprises, des hommes enfin qui ont attaché pour jamais leur glorieux nom à la mémoire de toutes les grandes réformes dont s'enorgueillit leur patrie. Je ne sais en quel pays on aurait aisément rencontré une plus heureuse réunion d'esprits supérieurs et de nobles caractères. Malheureusement ce ministère, composé en grande partie d'hommes qui ont dépassé la maturité de l'âge, n'était pas préparé à la destinée qui l'attendait. Le navire était magnifique pour le commerce et la navigation, il pouvait braver les flots et les vents; mais ce n'était pas un vaisseau de guerre. Les événemens lui ont à l'improviste imposé une tâche pour laquelle il n'était point fait.

Le moment est arrivé où l'on peut sans embarras revenir sur les antécédens et les débuts de la guerre. La valeur des armées alliées a triomphé des plus grands obstacles. Une victoire décisive est venue couronner l'héroïsme à la fois patient et impétueux de nos soldats. La vérité peut se dire sans risque d'aggraver des revers ou d'envenimer des souffrances. Pour moi du moins, je puis parler à l'aise. Je suis de ceux qui pensent que la cause de la guerre valait la guerre, et qu'il était de l'honneur de la France comme de l'Angleterre d'engager cette terrible partie, le jour où la diplomatie a été trouvée impuissante à nous donner un pacifique dénoûment. La situation que la Russie s'est faite en Europe depuis quarante ans ne pouvait être à jamais supportée, ou bien il faut dire que l'Europe a eu tort de s'inquiéter des agrandissemens de Charles-Quint, de Louis XIV, de Napoléon. Il a toujours été écrit dans l'avenir de ce siècle que la querelle éclaterait. L'aveuglement et la faiblesse pouvaient seuls se refuser à comprendre cet arrêt de la politique. A la la prépondérance de la Russie est due cette tyrannique unité de l'Europe, si longtemps indivisible, et dont le fardeau a pesé depuis tant d'années sur la France et ravi à ses meilleurs gouvernemens l'apparence de la liberté d'action. Heureusement, parmi les ambitions de la puissance moscovite, il y en avait une dont les gouvernemens de l'Europe ne pourront endurer le triomphe qu'au jour où ils ne seront plus que l'ombre d'eux-mêmes. Les vues plus ou moins déclarées, plus ou moins patientes de la Russie sur Constantinople ont le privilége d'inquiéter à la fois et de rallier dans une même jalousie la plupart des grandes nations du monde, et il devait arriver qu'une fois, soit en se révélant par des imprudences, soit en se

démasquant par des résultats, elle romprait les liens des anciennes coalitions, pour donner naissance à des alliances nouvelles. On pouvait du moins espérer que la préoccupation exclusive, énervante, de leur propre conservation, ne paralyserait pas si constamment tous les gouvernemens menacés de révolution, qu'ils devinssent insensibles à tout autre danger. Que cette terreur secrète, que cette sollicitude continue eût un moment de relâche; que la bonne fortune du bon droit voulût que la Russie fît la faute de choisir ce moment pour se trahir, et l'Europe devait se retrouver elle-même. Or cette faute, la Russie l'a commise. L'amener à la commettre eût été la tâche d'une politique habile, devancer même cette occasion pour agir eût été l'œuvre d'une politique audacieuse; mais la faute commise, l'occasion venue, aucune politique sensée ne pouvait hésiter. Il n'y avait plus d'alternative qu'entre une diplomatie assez prompte et assez forte pour ajourner le conflit en faisant reculer l'adversaire et une guerre résolue à propos pour lui arracher, un temps du moins, les armes qu'il tient suspendues sur la tête du fils d'Othman. De façon ou d'autre, plus tôt ou plus tard, mais un jour, un jour enfin, la question devait se poser, et le rôle de la France était écrit. Elle n'aurait point à choisir entre les systèmes de tel ou tel cabinet. Peu importerait le gouvernement, peu importerait même l'opinion de la France. Son intérêt, son honneur parlerait plus haut que sa voix.

Le ministère de lord Aberdeen s'est résolu ou résigné à la guerre; mais il est demeuré longtemps sans y croire. Cette incrédulité était générale; je l'ai vue partagée par les meilleurs esprits. La guerre était probable, qu'on la disait impossible; elle était certaine, elle était imminente, que l'on en contestait encore la probabilité. Une bonne partie des cabinets de l'Europe s'est fait cette illusion. On se disait : « Tout le monde désire la paix; il faudra bien que de manière ou d'autre la paix soit maintenue. » Ce raisonnement faisait la quiétude presque universelle. Il eût fallu dire au contraire, et cela dès l'origine : « Nous marchons à la guerre; il faut donc faire les plus grands efforts, si nous voulons sauver la paix. » Le meilleur moyen de la sauver eût été de n'y pas compter. La sécurité sans prévoyance a été pour beaucoup dans ce qui est arrivé.

Le gouvernement anglais me paraît avoir cru trop tard à la guerre, et je ne sais s'il n'a pas espéré, comme le disaient certains politiques, qu'une démonstration belliqueuse, en avertissant l'Europe du danger, suffirait pour amener un irrésistible retour vers la paix. Bien des gens n'ont prévu qu'une simple guerre maritime, c'est-à-dire quelques blocus, quelques vaisseaux coulés bas, quelques magasins incendiés. Puis, quand il a été question d'envoyer un corps de débarquement, ce n'était pour les mêmes politiques qu'un moyen

d'encourager les Turcs ou de couvrir Constantinople. Toutes ces illusions échelonnées ont été successivement emportées par les événemens; mais il ne m'est pas prouvé que l'Angleterre n'en ait point partagé quelques-unes. Confiante dans sa force et dans sa fortune, elle s'est imaginé qu'un effort d'un moment, que le bruit de son nom, que l'aspect de son pavillon uni au nôtre, que tout au plus un hardi coup de main suffirait au triomphe de sa politique. Telles sont du moins les promesses que la presse a faites à la nation, et je ne sais si la nation n'en pas été dupe un instant. Mais le gouvernement devait-il l'être une seule minute, et ne pas savoir et dire dès le premier jour de quoi il s'agissait? C'était un grand parti que d'envoyer une armée en Orient : je suis loin de le blâmer; mais il importait à l'Angleterre de ne pas se dissimuler combien c'était un grand parti, et par conséquent de calculer, en le prenant, et le moment du départ, et le but à atteindre, et les moyens d'opérer. Aller en Crimée n'était nullement une folie, à condition d'y aller à temps, de savoir ce qu'on y allait faire, de s'assurer qu'on le pouvait faire, et d'être prêt à doubler en cas de revers les forces de l'expédition. Ce dernier point, nous n'avons pas en France besoin qu'on nous le rappelle; mais on peut douter que le gouvernement anglais, que le peuple anglais eût assez réfléchi à cette vérité d'expérience élémentaire, qu'on ne doit jamais mettre une armée en campagne sans être en mesure de la remplacer peut-être avant la fin de la première année. Tandis que la France est par situation toujours prête à faire face à cette nécessité éventuelle, c'est pour l'Angleterre un difficile effort, quelque chose de nouveau et d'inaccoutumé. Par sa constitution militaire, lorsqu'elle a risqué cinquante mille hommes, elle a risqué son armée. Je crois donc très digne d'attention l'avis de ceux qui voulaient qu'en engageant avec l'armée française un corps auxiliaire de dix ou douze mille combattans, afin de constater l'union des deux drapeaux, elle réservât toutes ses ressources pour la coopération maritime. Sur l'élément où elle domine, elle peut sans peine suffire à dix ans de guerre, et l'Europe conjurée ne l'épuiserait pas. En quoi serait-elle atteinte dans son honneur ou diminuée dans sa force, quand elle aurait reconnu qu'elle n'a pas au même degré que les puissances continentales les moyens de guerroyer sur le continent, qu'elle n'est pas matériellement une puissance militaire de premier ordre? La faiblesse serait de l'ignorer et d'agir en conséquence; la faiblesse serait, en l'apprenant, de se désoler puérilement, et de sacrifier d'autres avantages plus précieux, de vouloir changer en quelque sorte sa nature et sa destinée, pour se donner artificiellement un genre de force dont on n'a pas besoin. Que dirait-on de l'Autriche, si elle croyait tout perdu, parce qu'elle s'apercevrait qu'elle ne peut égaler la puissance

maritime de l'Angleterre? On ne peut tout avoir, et il ne faut faire que ce qu'on fait bien. Quand la Providence a donné à l'Angleterre sa ceinture de mers, quand elle l'a préservée et dispensée des invasions, qui sont dans les possibilités de la Prusse, de l'Autriche, de la France, l'Angleterre a reçu des faits eux-mêmes le conseil que, par la bouche de Thémistocle, l'oracle donnait aux Athéniens. Une certaine infériorité militaire n'est insupportable que lorsqu'on peut l'attribuer au manque d'énergie ou de patriotisme. Or le peuple anglais n'a rien à craindre de ce côté, et son histoire lui a prouvé que, même avec des conditions d'infériorité numérique, il peut intervenir puissamment dans les démêlés de l'Europe. Certaines conquêtes, je le veux, lui sont à jamais interdites; mais qu'il ne le regrette pas: c'est peut-être par les mêmes invincibles raisons que son indépendance ne peut jamais être mise en péril.

Allons plus loin : on a supposé que dans la mesure de ses forces naturelles l'Angleterre pourrait avoir éprouvé un certain affaiblissement par l'effet de l'inaction et de la négligence. Pendant que les autres puissances profitaient d'une longue paix pour perfectionner leur système militaire, celui de la Grande-Bretagne serait resté stationnaire. Malgré l'excellente qualité des soldats, son armée aurait perdu l'aptitude à tenir la campagne. Trop rarement réunie par divisions, inaccoutumée à la vie des camps, aux longues marches, aux grandes manœuvres, et par sa composition même, mal connue de ses officiers, vieillie dans son état-major, dénuée de l'instruction nécessaire à chaque degré de la hiérarchie, elle serait plus propre à montrer sur les champs de bataille une bravoure chevaleresque qu'à supporter les travaux de la guerre d'invasion. Je répète ces allégations sans les garantir; mais quand cela serait, quand il serait vrai que quarante ans de paix, de développemens industriels, d'améliorations économiques, de réformes législatives, auraient engourdi la vie militaire dans le pays le plus libre, le plus riche et le plus tranquille, rien là ne dépasserait la prévoyance humaine, et dès le principe le gouvernement anglais aurait pu s'en aviser et se conduire d'après cette donnée. *Sonder les reins et le cœur* de l'état est un des devoirs de ceux qui le mènent.

Sans aucune jalousie et dans un esprit de bienveillante justice et de fraternité d'armes, les Anglais ont opposé à leur propre exemple l'exemple des Français. Nous n'avons nulle tentation de contester que l'épreuve de cette année ait été, aux yeux du monde, glorieuse pour nos chers soldats; nous disons même sincèrement que nous croyons aux Français plus d'aptitude naturelle à la guerre qu'aux Anglais, à la guerre, bien entendu, non au combat : il n'y a point de troupes plus braves que les troupes anglaises; mais faire la guerre n'est pas

se battre seulement : c'est faire tous les métiers à la fois et les faire en hâte, au milieu de la confusion, du dénuement et du péril. C'est, pour un soldat, remplacer au besoin le terrassier, le bûcheron, le maçon, le charpentier, le menuisier, le tailleur, le blanchisseur, le boucher, le cuisinier, le boulanger, sans avoir toujours les instrumens et les matériaux de toutes ces professions; c'est vivre de privations et d'expédiens. Laquelle des deux races est plus propre à ce genre d'industrie? Nous croyons le savoir, et nous rappellerons aux Anglais quelques circonstances particulières à notre pays, et qu'ils ne peuvent toutes nous envier. Toujours la France a dû se préoccuper des guerres d'invasion, c'est-à-dire qu'elle a été à toutes les époques exposée aux plus grandes opérations militaires que le temps comportât. *L'année de Corbie*, comme à l'époque de la prise de Longwy, elle a dû penser au salut de son territoire et de sa capitale. La révolution et l'empire l'ont forcée à se mesurer avec tous les ennemis, tous les climats, toutes les souffrances, tous les périls. De là une immense expérience qui non-seulement a profité à notre monde militaire, mais qui s'est propagée dans les esprits et qui est entrée dans la tradition nationale. L'imagination du peuple est familiarisée dès l'enfance avec les choses de la guerre. Aussi la France n'a-t-elle pas de plus grande affaire que son armée. La paix en diminue la force, mais non l'importance, et depuis vingt-cinq ans nous avons eu rarement moins de quatre cent mille hommes sous les armes. Comment donc ne pas s'en occuper sans cesse? comment ne pas donner à cette force brute et ruineuse, si elle n'est utile, tout ce que par l'organisation, la discipline, l'instruction, l'équipement, elle peut acquérir de disponibilité, d'énergie, d'utilité, d'intelligence? Il n'est pas vrai, — que les Anglais se gardent de le croire, la perfidie tenterait seule de le leur persuader, — non, il n'est pas vrai que le système constitutionnel soit un obstacle à la bonne tenue, à l'habile entretien, à l'éducation guerrière d'une grande armée. Toutes nos institutions militaires, pénétrées de l'esprit de la révolution française, se sont développées, perfectionnées, fixées sous ce gouvernement. Jamais chez nous l'intérêt de l'armée n'a été pris plus à cœur que depuis trente ans, et l'on ne persuadera qu'à des sots ou à des valets que la liberté politique n'attise point le foyer du patriotisme et de l'honneur. J'ajouterai, car je suis décidé à tout dire, que le caractère et la politique des princes de la maison d'Orléans les portaient à s'occuper de l'armée avec une sollicitude ardente et à vivre de la même vie qu'elle. Enfin comment oublier que, militairement parlant, nous n'avons pas eu la paix, nous, depuis 1830? Nous avons eu en Algérie vingt ans de guerre au moins, parfois jusqu'à cent mille combattans. Et quelle guerre! la guerre dans le désert, un ennemi insaisissable

et cruel, des embûches de toutes sortes, un pays stérile, un climat changeant, des lieux insalubres, des saisons meurtrières, toutes les souffrances, toutes les privations, toutes les difficultés ont aguerri les corps et les âmes, et forcé toutes les intelligences à chercher par méthode ou par instinct tous les moyens de conserver la force, la santé, l'entrain, les vivres, les armes. Il n'y a point d'école supérieure à la guerre d'Afrique pour former les hommes aux vertus et aux talens individuels du soldat; il n'y en a point qui ait plus appris aux chefs et aux administrateurs le devoir et l'art de veiller au physique et au moral des hommes et de leur rendre supportable le cruel labeur au prix duquel la gloire s'achète. Faut-il s'étonner qu'il nous reste quelque chose de tout cela, et que notre armée d'Orient nous ait fait à chaque instant souvenir de notre armée d'Afrique? Or ce sont là des circonstances qu'on ne peut emprunter ni reproduire, c'est un passé qu'on ne peut s'approprier; il n'y a point d'invention administrative qui puisse remplacer cela; une réforme organique n'y peut rien. Que la guerre se prolonge, et elle donnera aux troupes anglaises ce qui peut leur manquer, ou plutôt elle le leur a déjà donné, et je suis sûr que les plaintes, fondées peut-être à la fin de 1854, ne le sont déjà plus à la fin de 1855.

Tout ceci est dit, non pour repousser une réforme, mais pour en déterminer l'utilité et la portée et faire tomber toutes ces bruyantes exagérations qui, par la voie des espérances chimériques, pourraient conduire à d'imprudentes innovations. Nous pouvons maintenant aborder de sang-froid les questions sur lesquelles on s'efforce, jusqu'à présent, il est vrai, avec un succès médiocre, d'échauffer l'opinion.

IV.

La première est l'organisation de l'armée. Les plaintes sont générales. Cependant on ne propose pas de changer le mode de recrutement, et, suivant toute apparence, on n'y peut pas songer. Du mode établi découlent cependant plusieurs des inconvéniens qu'on dénonce. L'armée est recrutée par engagement volontaire et même par une sorte de racolement. Il n'est ni dans les idées, ni dans les mœurs, ni dans les nécessités du pays de recourir au recrutement forcé. Or le recrutement forcé, entre autres avantages, en a deux principaux. D'abord il donne des armées plus constamment jeunes, et dans leurs rangs tous les états, tous les métiers sont représentés; c'est une ressource précieuse pour toutes les industries de la guerre. Citons un détail qui n'est pas méprisable : les soldats anglais vieillissent dans leur profession, il ne serait pas juste de les empêcher

de se marier, et d'ailleurs, chez nos voisins, le mariage est fort protégé; il s'ensuit que les femmes de soldats, menant une vie analogue à celle des femmes de nos gendarmes, se chargent d'une foule de soins dont les hommes s'acquittent chez nous : la tenue du fourniment, la réparation de certains effets, la cuisine enfin, la cuisine, cette grande affaire de nos escouades en pantalons garance, sont des choses plus ou moins inconnues des *privates* en habit rouge, et l'on ne saurait croire combien ces circonstances de ménage, pour ainsi parler, ont de conséquence dans un camp retranché en pays ennemi. Autre point plus important et d'un ordre plus élevé : c'est le recrutement forcé qui rend tout à la fois juste et possible d'ouvrir aux soldats les rangs des officiers. Par l'autre mode, les corps sont trop exclusivement composés d'hommes grossièrement élevés, les candidats manqueraient pour les grades, et cet avancement ne leur est pas strictement dû comme dans notre système. Ce n'est que par exception et en temps de guerre qu'une aptitude spéciale peut se déclarer; mais quand elle se déclare, je me hâte de le dire, il faut qu'on la puisse accueillir et récompenser. Toute interdiction de prendre les officiers commissionnés parmi les officiers qui ne le sont pas (sous-officiers) doit donc être levée, qu'elle se fonde sur un usage établi ou sur une règle écrite. Les vertus guerrières ont droit à ce prix. On ne fait à cela qu'une objection, c'est qu'il importe de conserver aux officiers le caractère de *gentlemen*, c'est-à-dire une certaine distinction de sentimens et de manières qui tient aux habitudes sociales et à l'éducation. Que ces qualités existent aujourd'hui dans l'armée anglaise, rien de plus assuré; mais l'avantage n'en est-il pas atténué par un certain défaut d'esprit militaire? Les officiers anglais ont quelque chose de chevaleresque, mais on dit qu'ils ne sont pas assez *troupiers;* ces mots s'entendent chez nous. La promotion des sous-officiers, dans la mesure très restreinte où elle serait possible, contribuerait à changer cela, et donnerait immédiatement à l'armée plus d'ensemble et d'unité; on verrait plus de soldats capables de s'élever au-dessus de l'automatisme qui suffit à la vie de caserne, plus d'officiers portés à s'identifier avec les corps qu'ils commandent. Le point d'honneur militaire, excité et entretenu par l'esprit de corps, remplace ou supplée tout ce qu'on attend des habitudes du *gentleman*. Au moyen âge, la noblesse faisait la guerre; au nôtre, la guerre fait la noblesse.

Les officiers anglais achètent leurs grades; tous ne sortent pas des écoles spéciales; celles-ci sont faibles, les examens d'aptitude illusoires. Un jeune homme assez riche pour payer 1,190 livres sterling dans la cavalerie ou 450 dans l'infanterie, obtient aisément le grade d'enseigne, surtout s'il est recommandé. Sans doute les emplois d'of-

ficiers ne sont pas l'apanage exclusif de la noblesse; on ne voit de ces sottises-là qu'en Allemagne. La noblesse anglaise d'abord serait trop peu nombreuse. Puis son origine n'est pas seulement militaire; elle n'a point l'ancien préjugé de l'épée, et, hormis pour les héritiers de pairie (six cents personnes à peu près), toutes les professions lui conviennent autant que celle des armes. Assurément lorsque le fils, le neveu, le cousin d'un lord se présente, toutes les portes lui sont ouvertes, mais il ne les ferme pas derrière lui; la bourgeoisie trouve aussi l'entrée libre, seulement la bourgeoisie ne s'y porte pas en foule. La carrière militaire est recherchée par les fils d'officiers ou d'ecclésiastiques, mais non par les jeunes gens du commerce et de l'industrie. Il est vrai que les influences politiques, les connexions de parti, les recommandations parlementaires ou électorales servent beaucoup, surtout pour obtenir un grade que la mort ou la révocation mette à l'entière disposition du commandant en chef. Il en est de même pour les emplois d'état-major. Faute d'un apprentissage spécial un peu sérieux, ils sont abandonnés à la faveur. Cependant il ne résulte pas de tout cela un mauvais corps d'officiers, ni surtout un ensemble d'où ne pût sortir un bon corps d'officiers; mais l'éducation préparatoire leur a manqué, et l'éducation du régiment leur manque pour y suppléer. Comme on l'a remarqué, il n'y a pas, à parler exactement, d'armée anglaise, mais une collection de régimens qui ne sont jamais ensemble dans un camp, jamais accouplés par brigades ou réunis par division, jamais en contact de service avec les armes différentes de celle à laquelle ils appartiennent. Aux colonies même, il est rare qu'un régiment serve tout entier dans le même poste, et ce qu'on appelle l'unité régimentale est presque toujours démembrée. Ainsi, tandis que les généraux et l'état-major n'ont aucune occasion de voir l'armée et lui demeurent à peu près étrangers, les jeunes officiers sont rarement à portée d'apprendre leur état, même de connaître leur corps. A l'intérieur, dans les garnisons, on estime qu'un enseigne peut apprendre en six semaines tout ce qu'il est strictement tenu de savoir, et le service est en général surveillé et conduit par les sous-officiers. Il suffit de décrire cet état de choses pour le condamner; mais le moyen d'y mettre un terme est si simple. Que l'on conserve ou non l'achat des grades, quoi de plus aisé que d'instituer de véritables écoles militaires, et d'établir qu'on y entrera par la voie du concours, et que nul ne sera enseigne, s'il n'a passé par l'école ou s'il ne sort des rangs des soldats? Ce ne serait nullement fermer la carrière à l'aristocratie, ce serait lui offrir au contraire une nouvelle occasion de se distinguer et de constater une aptitude au service, qui peut-être serait proportionnellement plus commune dans ses rangs que dans les classes vouées spécialement

aux professions lucratives. Les écrits que nous avons lus, les discussions que nous avons suivies, n'ont pas présenté à ce système d'objection valable, ni même de difficulté sérieuse, et pour l'établir on devra, s'il le faut, faire violence à l'esprit de résistance et d'inaction imputé peut-être avec justice à l'administration des *horse guards*.

Dans le système actuel, le grade payé au début est considéré comme une propriété privée. On le vend en le quittant et on le quitte en achetant le grade supérieur. Voici le tarif dans les troupes de ligne :

		Prix d'achat.	Payé par jour.	
Cavalerie.	Enseigne	1,190 l. st.	8 shill.	» d.
	Lieutenant	1,260	9	»
	Capitaine	3,228	14	7
	Major	4,575	19	9
	Lieutenant-colonel	6,175	23	»
Infanterie.	Enseigne	450	3	3
	Lieutenant	700	6	6
	Capitaine	1,800	11	7
	Major	3,200	16	»
	Lieutenant-colonel	4,540	17	»

Ce tarif est souvent dépassé dans la pratique. On a calculé que la paie proprement dite, c'est-à-dire diminuée du prix de l'intérêt du capital versé, était bien modique, puisqu'à ce compte un lieutenant-colonel qui touche 419 livres n'en gagnerait réellement que 172; mais quoique cette considération économique ait été présentée par le duc de Wellington, on a fort bien répondu que la somme intégrale de 419 livres ne serait pas un salaire exagéré pour un premier commis du commerce, et que la moitié de cette somme est une prodigalité, si elle sert à entretenir un invalide sur le pied d'activité. Or l'avancement par ancienneté, le seul admis dans presque tous les cas, donne souvent des officiers hors d'âge. Comme tout système qui érige en propriétés les fonctions publiques, ce système est avantageux pour le fonctionnaire, mais non pour l'état. Il garantit l'un des passe-droits, mais prive l'autre du choix des plus capables. Quand le lieutenant-colonel se retire, le major, le capitaine, le lieutenant et l'enseigne le plus ancien du régiment, à qui il ouvre ainsi une chance de promotion, lui complètent une somme de 4,540 livres sterling (dans l'infanterie), et le nouvel enseigne verse ses 450 liv., dont il est dûment crédité. Ainsi point d'injustice, mais point d'émulation. Il n'est tenu compte ni de l'âge ni du mérite. En même temps les avantages pécuniaires attachés aux grades sont si peu de chose, que le service, déjà peu tentant pour des hommes d'ambition, offre encore moins d'attrait aux gens qui calculent. C'est cependant un ordre de choses auquel il est assez difficile de toucher. Parmi les motifs qui militent pour les réformes, la crainte de l'abus des in-

fluences est au premier rang. L'expérience semble indiquer en Angleterre que dans tout service public où n'existe aucune règle absolue d'avancement, et cette règle absolue est ordinairement l'ancienneté, l'intérêt politique tend à décider des nominations. C'est assurément dans l'armée que l'empire absolu des considérations de parti, de clientèle et de famille pourrait porter le plus sérieux dommage. On aura donc bien raison de ne pas renoncer à la promotion pour ancienneté, ni à la vénalité des grades, sans remplacer ces garanties vicieuses par d'autres garanties. En trouver de meilleures n'est pas un insoluble problème. Il y aurait beaucoup à prendre dans nos règlemens français. Seulement que les Anglais se persuadent bien que la faveur, les recommandations, les influences, la camaraderie, ne sont nullement des inconvéniens particuliers aux gouvernemens libres. Dans ceux-ci, on s'en aperçoit plus vite et on s'en plaint davantage, voilà toute la différence.

Quand les changemens qui viennent d'être indiqués seront accomplis, un rapprochement qui a été réclamé se fera comme de lui-même. Aujourd'hui il y a en quelque sorte deux armées sous le drapeau anglais, celle d'Europe et celle de l'Inde. Comme la seconde est à la solde de la compagnie, les grades en sont moins recherchés, et l'opinion, une certaine opinion du moins, trace entre les deux services une ligne de démarcation qui n'est pas en faveur du plus difficile et du plus instructif. Il n'est pas aussi aisé qu'il devrait l'être de repasser d'une armée dans l'autre et de faire compter en Occident les titres sérieux qu'on peut avoir acquis en Orient aux honneurs militaires. Cependant, ont dit avec raison certains orateurs, les guerres de l'Afghanistan sont les guerres d'Algérie de l'Angleterre, et Napoléon n'a pas été bien inspiré le jour où il a appelé Wellington un général de cipayes.

Dans toute cette partie de la discussion, on doit avouer que le gouvernement n'a point paru accepter assez franchement les idées nouvelles. Il est évidemment gêné soit par des préjugés puissans, soit par des difficultés secrètes, soit par des considérations d'économie, et on lui a vu cette indécision timide et disgracieuse des ministères de concession, non cet air de résolution, de hardiesse et de prévoyance qui sied aux ministères de réforme. Il faisait bien de répondre quand on exagérait le mal; il hésitait trop à s'engager quand les demandes étaient raisonnables. Je sais que rien ne refroidit comme l'exagération de l'adversaire, et l'on devait être peu tenté de suivre M. Lowe, qui cependant est presque ministre aujourd'hui, quand il s'écriait : « Que l'Angleterre soit indépendante et que la chambre des communes périsse! » Il n'est ni désirable ni probable que l'esprit militaire prenne dans la société anglaise les proportions

qu'il peut avoir dans quelques états du continent. Aucune mesure d'organisation ne transformerait à ce point les idées et les mœurs, et si l'on compare la marine à l'armée, on verra tout de suite de quel poids est dans la balance le génie national. Dans les dernières discussions, on a soutenu que l'organisation de la marine n'était pas irréprochable, et elle a encouru quelques-unes des critiques qu'on adresse à celle de l'armée. Cependant il n'y paraît guère; la marine n'est point en cause. Et pourquoi? C'est que l'esprit anglais est, pour ainsi parler, maritime. Les aventures, les travaux et les combats de mer sont l'éternel entretien du peuple. Il est poussé naturellement vers la mer, comme autrefois notre jeunesse vers les camps. Cette différence s'explique d'elle-même, et il ne serait pas sage de l'effacer. Outre qu'on n'y réussirait pas, il ne paraît pas qu'il y eût pour l'Angleterre grand profit ni grande sûreté à trop lutter contre le vieux préjugé national à l'endroit des armées permanentes. Les précautions constitutionnelles doivent demeurer tout entières, et depuis la guerre de la succession jusqu'à celle de la révolution, il me semble qu'elles n'ont point condamné l'Angleterre à la médiocrité.

V.

Le vrai champ de la réforme, c'est l'administration, le *service civil*, comme on l'appelle. Nous avons dit que là était la quatrième question posée au commencement de cette année. Si ce n'est la plus importante, c'est la plus discutée.

On a vu que M. Layard a eu l'honneur de déclarer le premier que l'administration était au-dessous de toutes les industries privées. M. Layard est, comme on sait, un grand voyageur, un explorateur habile des contrées archéologiques. Le monde savant lui doit en grande partie les monumens de Ninive et deux ouvrages d'un haut intérêt sur ces précieux débris d'un art et d'une civilisation longtemps inconnus. Il parle avec esprit et vivacité, mais peu de sûreté dans la pensée et dans l'expression. Quoique jeune encore (il n'a que trente-huit ans), il est peut-être entré un peu tard dans la chambre pour y jouer le rôle auquel il aspire. Du moins lui manque-t-il cette expérience du débat, cette connaissance des antécédens et des affaires qui donnent à l'esprit une vue claire et distincte du but qu'il veut atteindre. Ses discours ont quelque chose de confus et de hasardé, avec une certaine tendance à l'exagération. Pendant quelques années, une assez grande incertitude a enveloppé sa politique; on a pu croire qu'il s'entendrait avec certains ministères, et il a été un moment sous-secrétaire d'état avec les whigs. Il

est probable que ses intentions n'étaient pas suffisamment arrêtées, peut-être ne le sont-elles pas encore, et n'y a-t-il aujourd'hui de décidé pour lui qu'une chose, c'est qu'il ne veut pas du second rang. C'est à merveille, pourvu qu'on soit du premier. Sa connaissance de l'Orient et un voyage récent en Turquie l'ont fait écouter dans ces dernières années, quoiqu'il ait été toujours assez difficile de savoir où il en voulait venir. C'était évidemment passer le but que de comparer, comme il l'a fait, la situation du mois de février dernier à la veille de la révolution française, et de conseiller à la chambre des communes l'exemple de la convention nationale et l'envoi des représentans du peuple en mission.

Après M. Layard, celui qui a frappé le plus grand coup en faveur de la réforme administrative, c'est M. Lyndsay. Le 23 mars, on discutait certains abus ou manquemens reprochés au service des transports pour l'armée; M. Lyndsay généralisa l'attaque, et dans un discours étendu, il dit que le système était vermoulu, pourri, *rotten*, jusqu'au centre, et bien entendu que le gouvernement était tombé au-dessous de l'industrie privée. Ce rapprochement est devenu classique dans la question. M. Lyndsay est un libéral avancé; il est entré comme tel dans la chambre il y a un an; il a écrit nombre de brochures sur les affaires navales, et il est à la tête d'un établissement fort intéressant pour le commerce maritime. Son langage n'avait rien qui pût surprendre; mais, ce qui dut produire plus de sensation, sir Stafford Northcote remercia M. Lyndsay d'avoir appelé l'attention sur l'ensemble du service civil. Il dit que le gouvernement et le pays avaient fait un immense effort, et que cependant il y avait eu en général insuccès, *failure*. Tout avait conspiré pour donner la plus fâcheuse idée de la manière dont la nation, dont le pouvoir même était servi, et quant à lui, sans vouloir ni suivre ni exciter la clameur publique, il ne pouvait s'empêcher de dénoncer le mal où il le voyait, dans l'organisation du personnel des bureaux. On ne le suivit pas sur ce terrain, et l'on revint au service des transports. On dut remarquer toutefois que sir Stafford Northcote est un homme capable et modéré. Il a été l'un des collaborateurs intimes de M. Gladstone pendant que celui-ci était chancelier de l'échiquier. On peut donc le regarder comme un de ces réformistes qui ne sont pas sans une bonne proportion d'esprit conservateur. Et en effet, dans toute cette question, nous distinguerons l'action simultanée de deux opinions, une opinion du dehors, un peu bruyante, un peu hasardeuse, excitée et produite avec déclamation par quelques hommes nouveaux qui ont de l'ardeur et de l'inexpérience, et une opinion réfléchie, méthodique, conçue avec étude et exprimée avec une rigueur un peu puritaine par des hommes d'administra-

tion, qui paraissent en général patronés par des peelites et notamment par M. Gladstone. C'est ce concours d'autorités fort différentes qui fait pour nous l'intérêt de la question de la réforme administrative.

Sous l'influence de l'opposition, à la voix de MM. Layard et Lyndsay, une association s'est formée dans l'intérêt de la cause; elle doit la servir par les moyens d'usage : souscriptions, *meetings*, rapports, pétitions. Elle a débuté par une grande assemblée dans le théâtre de Drury-Lane, où des harangues successives ont proclamé sous toutes les formes le nouveau cri : *The right men in the right places*, et elle a élu domicile près du Strand, King William-Street. C'est ainsi que l'idée d'une réforme administrative a été lancée dans le public; mais en elle-même elle venait de plus loin. La première attaque un peu vive est partie d'un écrivain qui ne dit rien à demi et qui cherche le neuf tantôt par un besoin sincère de sa forte imagination, tantôt par un motif moins ingénu, l'amour de l'effet. On dirait que sa fantaisie le conduit plus que sa raison. Il lui faut absolument trouver à contredire et à blâmer dans son pays et dans son temps, et pourvu qu'il se passionne et qu'il surprenne, il n'est pas fort difficile dans le choix des moyens ni des sujets. Obscur, incohérent, outré, il rachète tout par une verve vraie et par une originalité naturelle que ne réussit point à compromettre sa singularité cherchée. Le lecteur se rappelle-t-il une certaine brochure politique de Balzac, ou seulement sa manière de parler gouvernement et administration dans ses romans, et de trancher avec une intrépidité fabuleuse sur les choses et les personnes, comme si nul avant lui ne s'était douté de rien (1)? Il y a du Balzac dans la manière de M. Carlyle. Voyez son pamphlet intitulé : *Downing-Street*, 1850. C'est là que tous les offices de Downing-Street, c'est-à-dire les bureaux des principaux ministères, sont définis par ce nom : nids de chouettes (*owleries*). Ce sont, dit l'auteur, de singulières entités; qui les a faites? Nul ne le sait. A juger par le résultat, il n'y a que deux suppositions : l'ouvrage est mal fait, ou c'est un mauvais ouvrage à faire. Le plus stupide subalterne s'en acquitterait aussi bien que toute la cohorte du *red tapeism* (2). (C'est là que je crois avoir vu pour la première fois ce mot qu'on lit partout aujourd'hui et par lequel il faut entendre : routine bureaucratique.) Mais qui ne sait la puissance de l'humaine stupidité une fois qu'elle s'est bien installée? L'hercule réformateur, sir Robert Peel, ou tout

(1) Dans un des documens de l'enquête sur l'administration, on a très sérieusement cité une page de Balzac extraite, je crois, du roman intitulé *les Employés*.

(2) Le lacet rouge, *red tape*, sert à fanfiler ensemble les pièces administratives, et de là l'adjectif *red tapish* pour désigner les gens de bureau.

autre qui se serait posé la question : quel est le travail nécessaire? comment doit-il être exécuté? aurait eu besoin d'une clairvoyance et d'un courage!...

« Le seul ennemi que nous ayons dans cet univers est la stupidité, l'obscurité d'intelligence des pédans. Vanité que la réforme parlementaire, que l'invention de boîtes à scrutin (*ballot boxes*)... l'administration réelle va tout de travers. — Qui sera premier et prendra en main la barre du gouvernail, autrement dit le bondon de la taxation? Sera-ce l'honorable Félix Parvulus ou le très honorable Felicissimus Zero? Avec toute notre *électionnerie*, et nos débats pour Hansart (1), et notre patience à supporter sans fin cette tempête de jargon qui porte en tout lieu son ravage, nous travaillons à résoudre cette grande question, à déclarer enfin, sans une goutte de sang versé, hormis le sang insignifiant de quelques nez cassés en temps de *hustings*, mais avec immense effusion de bière et d'encre, et avec une explosion de non-sens qui obscurcit toute l'atmosphère, que le très honorable Zero sera l'homme. Quand nous l'avons fermement établi, Zero, tout tremblant de ravissement et de terreur, monte sur le haut de la selle, s'y cramponne avec les genoux et les talons, les mains et les pieds, et le cheval galope — où il veut. Le très honorable Zero devrait essayer de diriger le cheval; mais, s'attachant de l'éperon et des griffes, il est trop heureux si le cheval daigne seulement galoper quelque part et ne pas le jeter par terre. Des mesures, une politique, un plan ou un programme de bien ou de mal public, ne sont pas choses à rencontrer dans la tête de Felicissimus, hormis qu'il ne puisse inventer quelque affaire de ce genre qui plaise à son cheval pour l'instant, et qui l'encourage à aller d'un pas plus doux à Dieu ou au diable, comme cela se pourra, et à ménager la peau de Felicissimus, laquelle s'use vite. Voilà ce que nous appelons un gouvernement en Angleterre depuis tout à l'heure deux siècles. — Un noble mortel ayant à la fois sagesse naturelle et pratique expérience, une véritable intelligence d'homme, et non celle d'un automate de bureau (*red tapish*), d'une chouette et d'un pédant, apparaissant là dans ce sombre chaos *Downing-Street*, avec la parole du commandement, et venant y brandir, à la manière d'Hercule, la pelle et le balai divin, y faire passer un courant d'eau et nous dire avec un *fiat* : « Ici sera la vérité, un travail vrai, et le talent pour l'accomplir désormais; je chercherai, je le veux, les hommes capables pour travailler ici, ce sera l'élixir de vie pour ce pauvre pays et pour moi : » que ne pourrait pas faire un tel homme en cet endroit-là! »

Voilà bien l'esprit de réforme aveugle, tranchant, qui ne regarde à rien et critique tout. Cependant, depuis qu'on s'est mis à s'en occuper sérieusement, l'autre esprit de réforme, celui qui raisonne et ne déclame pas, s'est trouvé dans la littérature politique d'autres antécédens qui seront plus appréciés par les esprits sages.

M. Henri Taylor est un homme de lettres, un poète même, peu

(1) Hansart, nom du premier éditeur de la collection des débats parlementaires.

connu, je crois, en France, en Angleterre plus estimé aussi qu'il n'est connu (1). Il a publié, il y a vingt ans, un roman historique dialogué, un poème dramatique que je ne peux comparer qu'au *Cromwell* de M. Hugo et aux *États de Blois* de M. Vitet. Ce sont deux tragédies en vers, liées par le sujet, mais séparables, plus longues que la scène ne le comporte, ayant cependant les formes théâtrales, et dont *Philip Van Artevelde* est le titre et le héros. Cet ouvrage a donné une assez haute idée du talent de l'auteur, qui paraît aussi modeste que distingué; mais M. Taylor a peu le temps d'imprimer : il est le premier des cinq *senior clerks* (commis principaux) du département des colonies. Sa vie est retirée et laborieuse, et cependant, comme fruit de son expérience du maniement officiel des affaires, il a imprimé en 1836 un petit livre, intitulé *l'Homme d'État*, qui n'a pas été alors fort remarqué, mais qu'on a recherché depuis, et duquel on a pu tirer dans ces derniers temps nombre de citations toutes marquées au coin de l'esprit d'observation et d'un ingénieux bon sens. L'auteur écrit en réaction contre les publicistes spéculatifs, qui considèrent la société dans ses élémens, et qui ne vont guère plus loin, comme si l'on pouvait naviguer sur une rivière à sa source. L'analyse décompose dans ses principes le gouvernement libre, comme si les élémens étaient plus importans que l'ensemble; mais la manière dont le gouvernement administratif doit être exercé dans un état libre, personne ne s'en occupe. L'auteur est cependant, comme Bacon, persuadé qu'en politique les hommes pratiques (*pragmatici*) doivent moins ressembler à l'alouette, qui s'élève et ne sait que chanter, qu'au faucon, lequel s'élève aussi, mais rapporte une proie. Il est de l'école de Bacon, de Machiavel et de Burke, et, prenant son homme d'état pour ainsi dire au berceau, il le suit du collége au parlement, dans la vie publique et dans la vie privée, dans l'opposition et dans le pouvoir, et il lui donne pour toutes les phases de sa carrière une série de conseils où brillent l'expérience et la sagacité. On ne peut guère analyser ce livre, il est trop court, et ses trente-quatre chapitres traitent presque autant de questions détachées; mais nous devons ajouter qu'en n'attaquant aucune des bases essentielles, aucun même des usages fondamentaux du gouvernement de son pays, M. Taylor trouve à redire à la manière de le pratiquer, et oppose souvent l'un à l'autre, dans la considération du bien public, le point de vue de l'administration au point de vue du parlement.

Son vingt-deuxième chapitre a pour titre : *Réforme de l'exécutif*. C'est juste la question du jour. La difficulté est, selon l'auteur, de

(1) Voyez, sur les œuvres de M. Henri Taylor, la *Revue* du 1er décembre 1849.

bien séparer ce qui est parlementaire ou politique de ce qui ne l'est pas. Le ministre est responsable du tout; il faut donc que, pour la seconde moitié, il soit aidé ou suppléé par un officier sûr. Il est vrai que lorsque les partis n'ont point d'intérêt dans une affaire, la responsabilité est purement nominale : il faut un scandale pour qu'elle devienne réelle; mais, ignorée même du public, une décision ministérielle a en soi les caractères essentiels d'un jugement. Elle doit donc être précédée d'une exacte information, puis dûment motivée, et telle que l'autorité supérieure soit toujours en mesure d'en rendre compte. De là l'importance du sous-secrétaire d'état permanent. Elle n'est pas inférieure à celle de l'autre sous-secrétaire d'état, celui que le flux et le reflux de la politique apportent et remportent. Tandis que l'un a bien assez à faire de maintenir l'action constante et régulière de l'administration, l'autre, comme le ministre, n'a d'yeux que pour les ordres du jour du parlement. Il reste pourtant bien des choses utiles à concevoir ou à exécuter, qui, n'étant ni consacrées par les précédens ni demandées par les chambres, sont négligées. Un ministre parlementaire n'aime pas à se créer plus d'affaires qu'il n'en a. Il devrait donc avoir un ou deux secrétaires d'état de plus, qui penseraient pour lui en quelque sorte, et lui suggéreraient ces mesures par lesquelles un homme d'état laisse sa trace personnelle dans l'administration. Il n'y a plus au-delà que le secrétaire privé (chef du cabinet du ministre), qui, selon l'auteur, ne devrait pas être pris exclusivement dans le cercle de l'intimité, et les clercs ou commis. Ceux-ci sont choisis et employés trop indistinctement, et M. Taylor pense qu'il y a dans leur travail une part de besogne toute matérielle qu'on pourrait avec avantage livrer à des copistes payés à la tâche. Quelques scribes seulement pour les choses secrètes seraient traités en fonctionnaires. Resterait la partie intellectuelle du travail des bureaux, et pour laquelle il faudrait des clercs mieux choisis et mieux traités. On pourrait les demander aux chefs des grandes écoles, à la littérature périodique, aux sociétés ou clubs de discussion. A la trésorerie, on les examine avant de les admettre; aux colonies, on les prend à l'essai, et nul ne devient titulaire qu'après une épreuve d'un an. Il faudrait combiner ces deux systèmes, et soutenir le zèle et l'émulation, d'abord par une rétribution plus forte et progressive, puis par un avancement dont le mérite fût la règle au moins autant que l'ancienneté. On verra que ces idées défraient aujourd'hui toute la discussion, et il semble que M. Taylor la prévît, lorsqu'il disait à la fin de son livre qu'il ne soutenait point, avec Pope, que « le meilleur gouvernement fût le mieux administré, » mais qu'enfin les questions de gouvernement n'étaient en général que des questions de forme, et qu'un temps pouvait venir où elles

descendraient au second rang, et où les questions d'administration prendraient leur place. La réforme des premières conduirait naturellement à la réforme des secondes, et l'on devait excuser un effort *prématuré* (en 1836) pour ramener l'attention des hommes qui réfléchissent des formes de gouvernement à l'affaire du gouvernement.

La marche annoncée était en effet si naturelle, qu'en 1846 lord John Russell, étant premier lord de la trésorerie, eut l'idée de réserver une part des places de début dans l'administration aux meilleurs élèves des écoles placées sous la garde du gouvernement, et le comité d'éducation (1) fit en conséquence un règlement, rapporté sous le ministère de lord Derby. Dans quelques départemens, des examens ou des épreuves de capacité furent imposés; mais, voulant généraliser ce système, lord John, en 1848, de concert avec le chancelier de l'échiquier, commit trois des principaux fonctionnaires de la trésorerie pour faire une enquête dans toutes les parties de l'organisation de ce service. Deux de ces commissaires, assistés d'un ou deux membres spéciaux pour chaque administration, durent étendre cet examen à dix autres départemens, dont quelques-uns se divisent en plusieurs sections (2). Ce travail se continua sous lord Derby: M. Disraeli s'y montra favorable; mais c'est sous le cabinet suivant que les choses furent poussées avec le plus d'ardeur, et M. Gladstone, en adjoignant aux commissaires enquêteurs sir Stafford Northcote, mit dans la balance le poids de sa volonté et de son opinion personnelles.

Le résultat de l'enquête a été imprimé l'année dernière en deux volumes. Le premier contient les rapports des diverses commissions, plus un rapport d'ensemble; le second est le recueil des opinions écrites et motivées de trente-huit personnes consultées sur les conclusions du rapport d'ensemble. Rien, plus que la lecture de ces documens, n'est propre à faire connaître l'administration de la Grande-Bretagne.

Les principaux directeurs de l'enquête furent sir Charles Trevelyan, secrétaire de la trésorerie, et sir Stafford Northcote. Ils en rédigèrent les conclusions, et leur rapport, en date du 13 novembre 1853,

(1) *Committee of the privy council for education*, commission fondée en 1839 et composée de ministres ou membres du conseil privé, sous la présidence du président du conseil. Elle est chargée de l'emploi des sommes votées pour l'avancement de l'éducation générale et de la surveillance des écoles normales du gouvernement.

(2) La trésorerie, le département des colonies, le département de l'Irlande, le bureau du commerce, les écoles centrales ou normales, musées, institutions scientifiques, formant le *département de la science pratique;* le bureau de la loi des pauvres; l'office du conseil privé; la commission des dîmes, rentes foncières et clôtures; la commission des terres et émigrations coloniales; le bureau de l'ordonnance, l'office des travaux et bâtimens publics.

établit que le service civil n'est pas constitué de manière à se recruter des hommes les plus capables. Les emplois sont convoités par ceux qui ont le moins d'ambition et d'activité, parce que le travail est léger et la retraite assurée. Les commençans (*junior clerks*) sont choisis suivant les caprices du patronage. Ils ont pour éducation professionnelle la routine des bureaux, et l'avancement à l'ancienneté les dispense de tout effort. Toutes les parties du service étant isolées les unes des autres, personne n'en peut, par la pratique, acquérir une connaissance générale et systématique. Aussi les emplois suprêmes sont-ils pour la plupart donnés à des personnes étrangères à l'administration, et qui n'y devraient entrer qu'à titre d'exceptions. Il importe qu'un acte du parlement mette un terme à cet état de choses, en relevant la position des employés, en substituant la promotion par mérite à l'avancement par ancienneté, en prescrivant un système de rotation entre les divers bureaux, en organisant enfin un bureau central qui, à certaines époques, citerait devant lui les jeunes candidats, les examinerait sur l'histoire, la jurisprudence, l'économie politique, les langues modernes, en suivant un programme spécial pour les divers ordres de fonctionnaires, et dresserait, par ordre de mérite, une liste d'admissibles qui seraient successivement appelés au fur et à mesure des vacances.

Ce projet est devenu le texte d'une intéressante controverse. Parmi les personnes consultées, les universitaires ont en général donné leur approbation. On distingue aussi, au nombre des témoignages favorables les mieux motivés, ceux de M. Rowland-Hill, secrétaire de l'administration des postes et fonctionnaire très estimé; de M. Edwin Chadwick, commissaire du bureau général de la santé, qui s'est exprimé plutôt avec le ton d'un critique spirituel que d'un praticien exercé; de M. Henri Cole, un des secrétaires du département des sciences et des arts; enfin de M. John Stuart Mill, le fils de l'économiste et de l'historien de l'Inde, qui lui-même remplit un emploi important dans l'administration de la compagnie, et qui s'est distingué par ses écrits originaux sur l'économie politique et la logique. Les exemples empruntés à la compagnie des Indes venaient de droit dans l'enquête. D'abord elle est une de ces entreprises privées dont on recommande si fortement l'imitation au gouvernement. Puis, lorsqu'en 1853 son privilége a été prorogé, un acte du parlement a aboli toute nomination de patronage, et ordonné que des règles d'admission seraient déterminées par le bureau du contrôle. Dans le service médical, les places ont été données au concours, et l'on a vu un Hindou sortir d'épreuve avec un grand succès. Par les soins de lord Ashburton et de M. Macaulay, qui a défendu ce système dans un beau discours, un programme scientifique et littéraire,

d'un ordre assez élevé, a été rédigé pour l'examen des candidats aux emplois de commis de la compagnie, et jusqu'ici elle paraît s'applaudir du résultat.

Les projets de réforme n'ont pas laissé cependant de rencontrer de sérieux contradicteurs. Deux sous-secrétaires d'état, l'un de l'intérieur, l'autre des colonies, MM. Waddington et Merivale, se sont élevés contre l'exagération des reproches, et l'opinion du dernier est une critique vive et piquante du système d'examen proposé. M. Édouard Romilly, président de l'*Audit-Office* (commission des comptes), en a contesté la forme et réduit l'utilité à peu de chose. Le témoignage le plus digne peut-être d'attention est celui de sir James Stephen. Il a été longtemps sous-secrétaire d'état permanent des colonies, et il a pris sa retraite pour devenir professeur d'histoire moderne à l'université de Cambridge; ses *Essais de Biographie ecclésiastique* forment un recueil très remarquable, et l'on annonce la publication de ses *Leçons sur l'Histoire de France*. Par son expérience de fonctionnaire et ses talens d'écrivain, il mérite doublement d'être écouté. Or il tombe bien d'accord ou à peu près de tout le mal signalé par le rapport des commissaires de l'enquête, mais il croit ce mal fort difficile à détruire, et moins dommageable qu'il ne paraît. La médiocrité ne peut être bannie des affaires humaines, et quelquefois elle fait mieux que l'habileté. L'examen, comme on le propose, ravirait au gouvernement la liberté de ses choix. Donner au plus digne ne peut être une règle posée qu'entre un despote et ses esclaves. Enfin cette opinion d'un si grand poids déjà a été reprise et développée avec beaucoup d'autorité par sir George Lewis, alors rédacteur en chef de la *Revue d'Édimbourg;* mais il avait été secrétaire de la trésorerie, et l'on sait qu'il est maintenant chancelier de l'échiquier.

Il ne l'était pas quand le gouvernement eut à prendre un parti sur le plan de sir Stafford Northcote et de sir Charles Trevelyan; c'était alors M. Gladstone, dont l'esprit un peu rigoriste est naturellement porté aux réformes radicales, quand elles n'ont rien de révolutionnaire. Lord Aberdeen aime la règle et n'est pas sans quelque sévérité presbytérienne. Lord John Russell ne craint pas l'innovation et tranche volontiers dans le vif. Dès le 31 janvier de l'année dernière, la reine avait annoncé, dans son discours au parlement, qu'on dressait par ses ordres un plan pour régler l'admission aux emplois du service civil, et ce plan que nous avons esquissé, M. Gladstone se préparait à le soutenir dans la session présente. Qui plus que lui était capable de le faire triompher?

On voit pourtant qu'il ne s'agissait pas d'une bien grande affaire. L'examen constatera-t-il dans les admissibles un minimum de ca-

pacité, ou sera-t-il le jugement comparatif d'un concours? sera-t-il pratiqué par un bureau central ou par des jurys spéciaux? Faudra-t-il donner à ces mesures la solennité d'un acte du parlement ou tout régler par un ordre du conseil, etc.? Telles sont les questions sur lesquelles on se divisait, car personne n'était d'avis de ne rien faire. Voici enfin sur quelle masse d'intérêts il fallait statuer. Les personnes au service du gouvernement sont, d'après les recensemens de 1851, au nombre de 53,678. Il y en a 31,996 touchant de 50 à 150 livres par an, et dont le service n'a rien d'intellectuel, ou paraît si simple, qu'on a proposé, pour une bonne part, d'en charger des entrepreneurs. Sur les 21,682 restant, il y a, dit on, 840 vacances par an, dont la grande majorité pourrait être remplie par des nominations faites sur preuves de capacité; mais 15,134 de ces fonctionnaires, dont le salaire va de 150 à 800 livres, sont en dehors du personnel des administrations centrales, et ce n'est pas d'eux que s'occupe le plan de réforme. Reste un effectif de 6,494, comprenant depuis le premier ministre jusqu'aux derniers commis, dont le traitement de début est de 80 ou de 90 livres. L'administration proprement dite comprend environ 37 officiers (sans compter la maison royale et les jurisconsultes de la couronne). C'est là, dans le sens large du mot, le ministère. Un tiers à peu près forme le cabinet. Ce corps, non reconnu par la loi, est un sous comité du ministère désigné par lui-même, et qui, délibérant secrètement, impose ses volontés au reste. Au dessous, il y a encore en tête de chaque département une partie politique et amovible qui comprend à la trésorerie jusqu'à sept places, et une des deux places de sous secrétaires d'état créées dans certains ministères. Cet état-major politique doit demeurer soumis aux vicissitudes parlementaires. Quant à l'état-major administratif, il doit être à la fois soustrait à l'influence des partis et à la règle hiérarchique, si l'on veut se conserver le droit de rattacher au service public des hommes d'un mérite exceptionnel. L'ordre établi par le plan de réforme ne s'appliquerait donc que là où commence la hiérarchie remplie par avancement. C'est au maximum 4 ou 5,000 places, et par an 200 nominations. Voilà le champ de la réforme administrative (1).

VI.

On en était là, quand les événemens de Crimée sont venus inspirer aux Anglais une défiance générale de la force de leur gouvernement. Soudain la réforme administrative a été promue au rang d'une

(1) *North British Review*, n° 45.

question de parti. L'émotion publique, cherchant où se prendre, s'est portée un peu au hasard sur les objets les plus divers, et les documens calmes et inoffensifs, préparés par des commissions qui n'avaient nullement prévu le siége de Sébastopol, sont devenus pièces au procès dans l'enquête ouverte sur l'état de l'armée assiégeante et sur les effets de la guerre. Le ministère renversé par la guerre se trouva celui qui avait pris le plus franchement l'initiative de la réforme, et il put, sans inconséquence et même par calcul, continuer à la soutenir, puisqu'elle tendait à l'absoudre en condamnant des choses qui n'étaient pas son ouvrage. Pour ceux qui cherchaient des thèmes d'opposition, c'était une bonne fortune que la publication de pièces émanées de l'administration, qui la présentaient en quelque sorte divisée contre elle-même, et donnaient à ses censeurs des auxiliaires dans son propre sein. Ce ne fut pas une moins bonne fortune que l'intervention subite dans le débat d'un écrivain éclairé et impartial qui prît assez vivement parti, sans esprit d'opposition, pour des idées d'opposition. M. Greg, que nous avons essayé de faire connaître aux lecteurs de la *Revue* (1), suit, avec une attention prompte à se changer en inquiétude, le cours des idées qui se succèdent dans son pays. Fidèlement attaché aux institutions fondamentales, il professe cette maxime, que pour conserver il faut innover, et va jusqu'à dire que les exigences irréfléchies de la démocratie ne peuvent être prévenues que par des changemens hardiment faits, dussent-ils porter sur quelques parties regardées comme essentielles du gouvernement parlementaire. Vivement frappé de l'état des affaires, un peu alarmé du conflit des plaintes et des systèmes, il écrivit avec toute la chaleur du patriotisme et du talent un pamphlet qui, pour la forme, est propre à donner une haute idée de l'écrivain; *la Seule Chose nécessaire* (*the One Thing needful*), tel en est le titre. — Notre cause était bonne, dit M. Greg; nous avions une belle armée, tout le monde a rempli son devoir, personne n'eût fait mieux, et l'on a échoué! C'est que les ministres étaient servis par un mécanisme dont les neuf dixièmes ne dépendaient pas d'eux. S'agit-il du militaire? Que pouvaient-ils sur le commissariat, sur l'état-major médical, sur le département du quartier-maître général? Les officiers, ils les trouvaient tout faits. Et comment? J'ai un second fils étourdi qui n'est pas méchant, mais qui n'est bon à rien. Je sollicite une commission, je la paie et je l'obtiens. Si je suis en faveur, je l'obtiens plus vite. Pour devenir officier-général, que faut-il? vieillir. Passons au civil. Mon troisième fils est sans intelligence, mais il est tranquille; un négociant n'en voudrait pas pour commis. Un de mes amis est en crédit;

(1) N° du 15 janvier 1855.

je puis être utile à quelqu'un de la majorité : mon fils devient commis avec 90 livres de traitement, et dans vingt ans il en aura, s'il vit, 250. Quelle entreprise commerciale, quel soumissionnaire de chemin de fer consentirait à subir les liens d'un pareil système? Mais à qui le reprocher? A John Bull, qui l'a toléré. Si l'on y eût touché naguère, quels cris! Et cependant voulez-vous mettre un terme à la proscription du mérite? rendez le ministère plus libre; qu'il soit maître de ses choix. Les hommes capables existent, ils abondent; on les trouverait dans le pays, mais non dans le service public; dans l'armée, mais non parmi les colonels. Il ne s'agit point d'exclure l'aristocratie, mais de prendre les habiles dans l'aristocratie. On ne sera point forcé de repousser ses amis, mais de choisir des amis qui aient fait leurs preuves. Que le ministère puisse appeler à son aide quiconque l'aidera le mieux, dans le parlement, hors du parlement. Si dans la chambre la réforme a restreint le cercle des hommes jeunes et capables, qu'une réforme nouvelle l'élargisse; qu'elle crée vingt nouveaux siéges à la disposition de la couronne; ce sont vingt membres qui ne voteront pas si l'on veut, mais ils parleront et feront les affaires. Point d'erreur chinoise; point de places données comme des places académiques. Que les chefs de chaque service examinent leurs candidats, et que le ministre responsable nomme librement. S'il s'est trompé, qu'il le reconnaisse, et qu'une révocation répare son erreur. Lord Palmerston ne doit point s'arrêter à moitié chemin. Que lui servirait d'aliéner l'aristocratie sans contenter l'Angleterre? Qu'il aille jusqu'au bout, ou bientôt il faudra quelque chose de plus qu'un changement de ministère.

Lord Palmerston n'accomplit pas tout à fait ce programme. Son ministère passa par deux ou trois remaniemens. Rien de frappant ne vint saisir les imaginations, et dans un second écrit : *le Moyen d'en sortir* (*the Way Out*), M. Greg demanda comment il se faisait que l'Angleterre, habituée à tout surmonter, ne se sentît faible que dans son administration. Il était de ceux qui ne portent envie ni aux facilités du despotisme, ni à la vigueur de la démocratie. Le gouvernement anglais les surpassait tous deux en ressources. Le pays était plus fort que du temps de Pitt. Ni l'ardeur nationale, ni les moyens financiers ne faisaient défaut. Que manquait-il donc? Un gouvernement qui eût le courage de secouer ses chaînes, de braver les intrigans, les factions, les grandes familles, qui songeât à faire, non à vivre. Lord Palmerston et lord Panmure n'ont parlé que pour rassurer et se défendre. Il fallait proclamer les fautes et les désastres, instituer et non concéder le comité Roebuck, exiger confiance absolue ou dissoudre. Un temps peut venir où la dissolution ne suffirait plus.

Ce langage était véhément. Ces deux écrits, pleins de verve, ont

produit de l'effet. Les erreurs qu'on y peut relever ne sont peut-être que des vérités exagérées, seule espèce d'erreurs où puisse tomber un excellent esprit trop ému. On a répondu avec beaucoup de raison à M. Greg qu'il avait oublié de montrer qu'un ministre, abandonné à son libre arbitre, dût gagner en discernement ce qu'il gagnerait en indépendance, et qu'il fût dans la meilleure posture pour faire de bons choix, quand on lui interdisait de choisir parmi ceux qu'il connaissait parce que ce serait faire du gouvernement une coterie, et d'avancer ses parens de peur du népotisme, ou ses partisans de peur du *job* (1). En insistant sur les inconvéniens ou les difficultés de la liberté, on ne prouve pas le mérite de la dictature.

Ces vues allaient au-delà d'une réforme administrative, et elles demeurent livrées à la discussion. Excités par l'exemple de M. Greg, cent écrivains ont publié des brochures; les rédacteurs des revues sont entrés en lice, et toutes les questions que nous avons touchées ont été présentées sous des aspects qu'on s'est efforcé de rendre divers. Cependant la discussion a toujours roulé dans un cercle assez étroit. La *Revue d'Edimbourg* ne s'est prononcée que sur la réorganisation de l'armée, qu'elle réclame hautement; elle se réserve sur le service civil. Ce que j'ai lu de mieux sur le service civil, ce sont les articles du *North British Review*, n° 45, et surtout d'une revue nouvelle qui paraissait pour la première fois, *the National Review*, juillet 1855. Ces deux recueils sont réformistes dans cette question, mais avec une modération éclairée. J'étais curieux de lire la *Revue de Westminster*, qui passe, comme on sait, pour l'organe du radicalisme; mais les choses ont assez marché en Angleterre pour que ce mot ne désigne pas toujours en politique quelque chose d'excessif, et la *Revue de Westminster*, qui aurait du succès en France, si elle y était plus connue, se distingue surtout comme journal de la liberté philosophique. Elle s'est dégagée des liens d'un étroit benthamisme, et dans l'ordre spéculatif, elle donne souvent des articles remarquables. Quand elle parle du continent, elle n'est pas sans préjugés. A l'identité de certains noms qu'usurpent des partis fort divers, elle prend quelquefois pour siens des radicaux européens qui n'ont nullement ses idées, et combat leurs adversaires, sans toujours s'apercevoir qu'elle tire sur ses propres troupes, car au fond sa politique est modérée, du moins dans les questions pratiques, et notamment sur les points qui nous occupent, elle est loin de s'être jetée dans les exagérations. Ses deux articles, n° 14, l'un sur le service militaire, l'autre sur le service civil, sont judicieux, mais sans nouveauté. Le même numéro contient sur le ministère de lord Palmerston des réflexions qui n'indi-

(1) Le *job* est ce qu'on appelle quelquefois en français *une affaire*. C'est tout arrangement dans lequel, sans forfaiture ni vénalité proprement dite, l'intérêt particulier se cache sous le voile de l'intérêt politique.

quent pas une entière confiance, mais qui concluent raisonnablement sur la guerre d'Orient. L'article saillant est dans le numéro suivant; il a pour titre : *le Déclin du gouvernement de parti*. L'auteur, qui est tout au moins inspiré par M. Greg, se félicite de voir peu à peu passer de mode cet antagonisme systématique et ces victoires alternatives des grandes associations mises en présence par la révolution de 1688. L'histoire, plus que leurs convictions, expliquait leurs luttes constantes. Des ambitions de famille, des intérêts héréditaires étaient pour autant dans le débat que les opinions politiques. Cependant à mesure que le pays s'est éclairé, que la sphère des électeurs et du public s'est agrandie, l'utilité générale a été mieux comprise, plus consultée, et l'on a reconnu combien de moyens d'attaque ou de défense, combien de garanties, de restrictions bonnes pour protéger les partis contre la couronne ou les uns contre les autres, avaient cessé de servir le moins du monde au bien commun. On s'est lassé de cette éternelle partie d'échecs parlementaire. On a cherché avant tout des résultats, et c'est la société qui est devenue le grand et véritable parti. La conclusion est que le chef du gouvernement, le premier ministre, doit représenter plus complétement l'état et moins exclusivement ses amis, et qu'exerçant le vrai pouvoir royal, il doit être peu à peu délivré de toutes les misérables sujétions qui entravent sa marche. Tel voulait être Peel, un législateur véritable. Il est tombé, parce que le temps n'était pas venu de gouverner sans parti. Il n'est pas venu encore, et l'on est encore loin du terme; mais on y marche, les partis déclinent. C'est une révolution lente, et, pour la préparer, « il faut faire des millions d'Anglais propres à être bien gouvernés; » car les lumières et les sentimens d'un peuple sont, plus que des artifices ou des routines constitutionnelles, les garanties de sa liberté.

Il faut se borner dans cette analyse de publications monotones et innombrables. Quelque effort que l'on ait fait pour donner par des considérations accessoires, par des vues d'avenir, plus de relief et de grandeur à la réforme administrative, on n'a pas réussi à traduire en vœu positif, en question actuelle, autre chose que ceci : quelle qu'en soit la cause, négligence ou faiblesse, empire de l'habitude, exigence des partis, abus du patronage, prétention de l'aristocratie, influence des électeurs, l'administration n'est pas excellente, et cela tient au personnel des bureaux. De meilleurs choix, une condition plus élevée, un système d'avancement qui stimule le zèle et récompense le mérite, voilà ce que tout le monde veut. Entre les partisans et les adversaires de la réforme, je ne vois guère que deux différences : c'est que les seconds regardent comme une utopie un système combiné de promotions par mérite et par ancienneté qui n'ouvre pas la porte à l'arbitraire, c'est-à-dire à la partialité, et répugnent à régler

l'admission dans les bureaux par un examen *compétitif*, c'est-à-dire à décerner les places au concours. Or ainsi pense le ministère.

Le 21 mai dernier, un ordre de la reine en conseil (1) a nommé pour vérifier, suivant des règles fixes, l'aptitude des prétendans aux postes de *junior* dans tout établissement civil, une commission composée de sir Édouard Ryan, contrôleur général adjoint de l'échiquier, M. John Shaw Lefevre et M. Édouard Romilly. Il statue que les conditions de capacité pour chaque département seront déterminées par les commissaires avec l'assistance des chefs du département, sans qu'ils puissent jamais s'occuper des nominations faites ou à faire. L'examen d'admission sera suivi d'un temps d'épreuve; mais toutes ces règles ne seront applicables qu'aux candidats qui sont au-dessous d'une certaine limite d'âge. Au-delà de cette limite, le chef du département conserve la liberté de ses choix.

Cette mesure, on le devine, n'a pas eu grand succès, et la société pour la réforme administrative, publiant son premier papier officiel, a, par une adresse au peuple, récapitulé tous les griefs et fait un énergique appel à l'opinion publique, qu'elle trouve froide. Oublie-t-on qu'à l'armée la mauvaise administration a tué trois hommes quand le feu n'en tuait qu'un, que de six millions sterling dépensés pour les transports, deux l'ont été en pure perte? Ne sait-on pas que Peel a déclaré qu'il aimait encore mieux livrer les chemins de fer à des compagnies irresponsables qu'aux mains engourdies, *torpid*, du gouvernement, — que lord John Russell a raconté que M. Pitt avouait que dans toute son administration il n'avait jamais pu mettre exactement l'homme qu'il aurait voulu dans la place où il l'aurait voulu, — que M. Gladstone a dit qu'il lui faudrait deux bonnes heures pour rendre intelligible le système compliqué de pouvoir confié sans garantie à un chancelier de l'échiquier? Mais M. Gladstone avait annoncé la résolution d'abolir en administration le patronage politique, et l'ordre du conseil le maintient; il n'établit que des garanties illusoires, en confiant l'examen de capacité à des hommes qui, tels que M. Romilly, ont combattu le système du concours. C'est le moment de s'écrier plus que jamais : Les hommes de mérite aux places qu'ils méritent! *The right men in the right places!*

Cependant la société ne dissimule pas sa surprise de voir si peu de réunions suivre son exemple. Malgré la polémique des journaux, la passion publique n'a pu s'emparer de la question, et quand la chambre des communes en a été saisie, elle l'a discutée comme une affaire ordinaire. Le 10 juillet dernier, une motion de M. Scully tendait à donner plus de force au système de l'ordre du conseil, en ren-

(1) Les ministres ou le cabinet ne peuvent donner d'ordres qu'à leurs subordonnés. Les volontés du gouvernement qui sont générales ou obligent les sujets sont exprimées sous la formule d'ordres rendus en conseil, *privy council*, et non conseil de cabinet.

dant les examens publics et en les faisant servir à ranger les candidats par ordre de mérite. Lord Goderich, qui soutient avec talent des opinions avancées, a vivement appuyé, et le système adopté pour le service civil de l'Inde lui a paru le vrai modèle à suivre. Le chancelier de l'échiquier a défendu l'ordre du conseil. Suivant lui, la réforme administrative se réduit à deux choses : améliorer l'organisation, et sous ce rapport l'investigation ordonnée par le dernier cabinet se continue, puis relever le personnel, et c'est le but du système de l'examen. La publicité serait inutile, car une partie de l'examen doit porter sur des épreuves écrites. L'ordre de mérite ou le concours lierait les mains au ministère et annulerait sa responsabilité. Impraticable pour les hauts emplois, il ne serait pas utile pour les emplois inférieurs. Les compagnies commerciales que l'on cite sans cesse n'en voudraient pas, et l'on n'y a eu recours dans le gouvernement de l'Inde qu'afin de restreindre la toute-puissance de la compagnie; l'expérience a justifié l'ordre en conseil.

M. Lyndsay et sir Stafford Northcote ont répondu : le patronage a de nouveau été dénoncé avec tous ses abus; mais c'est surtout M. Gladstone qui, sans précisément appuyer la motion, a décrit le mal dans toute sa gravité, et soutenu comme il sait le faire la nécessité de la réforme. Son discours et celui de son successeur, sir George Lewis, peuvent être regardés comme les deux meilleurs exposés contradictoires de la question, telle qu'elle reste pendante devant le parlement. Aussi lord Palmerston, qui ne pouvait garder le silence, a-t-il judicieusement remarqué qu'on était d'accord sur le but, en désaccord sur les moyens. Il a fait l'éloge des agens actuels de l'administration et l'éloge des examens en général; il a trouvé qu'il était fort difficile de poser une règle d'avancement qui s'appliquât à toute la hiérarchie et combinât les droits du mérite avec la durée des services, et il a conseillé de laisser expérimenter le système récemment établi; après quoi la question préalable a été adoptée à 140 voix contre 125.

VII.

Si l'on nous demandait maintenant ce que nous augurons de ces longs débats, il nous serait impossible de témoigner ni beaucoup de crainte ni beaucoup d'espérance. Il se peut qu'un de ces jours l'examen *compétitif* triomphe, et nous sommes assuré que la prérogative royale n'en souffrira pas. En France, les officiers de l'armée qui n'ont pas été soldats sont au fond nommés au concours, puisque c'est ainsi qu'on entre dans les écoles polytechnique et militaire. Qu'y perd le pouvoir du prince? Quand M. Royer-Collard, dans la mémorable discussion de la loi de recrutement de 1818, demanda que la loi décrétât le concours, on se récria, et à défaut de la loi l'usage lui a

donné raison. Tôt ou tard un système analogue pénétrera par les écoles jusque dans l'armée anglaise. En même temps les sous-officiers obtiendront quelquefois l'épaulette. L'apprentissage militaire sera plus sérieux et plus obligatoire; l'avancement deviendra une récompense, et tout cela, non sans quelque proportion de faveur et de partialité politique. Aux réformes de ce genre, l'état militaire gagnera plus que le service civil; mais il subsistera toujours assez d'abus pour occuper la critique : l'aristocratie ne sera ni affaiblie ni compromise, les réformes ne font la plupart du temps ni tout le bien ni tout le mal qu'on en attend. Dans une brochure très bien faite pour la défense du ministère Aberdeen (*Whom shall we hang? — Qui pendrons-nous?*), on a fort réduit les allégations de faits qui ont motivé tant de gémissemens et d'accusations. La crédulité et la malveillance doivent avoir beaucoup menti; mais elles auraient dit vrai, voyez la marche des idées! « L'armée anglaise a, dit-on, peu à peu disparu. On lui a distribué du café sans qu'il fût brûlé, et de la viande sans les moyens de la faire cuire. Les médicamens étaient insuffisans ou altérés. On est forcé de remplacer des vétérans par des recrues. Le prestige de l'Angleterre est brisé. L'orgueil de la nation ne le peut souffrir, et sacrifierait ses institutions mêmes à sa grandeur. Le temps presse; on n'a qu'un moment pour sauver les institutions. A l'œuvre donc! Et quelle œuvre? Ayez un bon programme littéraire pour l'examen des candidats aux grades d'expéditionnaires, et nommez les expéditionnaires au concours. » — En vérité cette manière de raisonner n'est-elle pas un peu puérile, surtout quand on songe que les souffrances de l'armée anglaise sont passées, que depuis plusieurs mois le service est rétabli dans les parties où il avait manqué, que les correspondances de Crimée ne parlent que de la bonne tenue des troupes, et qu'enfin Sébastopol est pris?

On objectera, surtout en France, que la gravité du débat est toute morale, qu'elle réside dans la nature des idées que la crise a suggérées et des sentimens auxquels on a fait appel. N'a-t-on pas de toutes parts accusé l'aristocratie, le patronage, l'existence des partis? Or, si l'on démontrait que ces choses ne doivent plus subsister, on aurait aux yeux de bien des gens l'air de conclure à la suppression du gouvernement britannique. Effectivement, une fois engagés dans cette voie, la logique conduisant la marche, la rhétorique battant le tambour, quelques-uns ont fait mine de vouloir donner l'assaut aux antiques remparts de la constitution.

La presse a pour devise ces mots de Juvénal : *Ut declamatio fias.* Malheureusement *la déclamation* fait plus de bruit que de besogne. Cette fois même elle a fait moins de bruit qu'on ne croit en avoir entendu. L'aristocratie a été nommée, on s'est plaint de son influence; mais l'a-t-on attaquée en elle-même? Jamais à la tribune. « Je suis

fier de notre aristocratie, dit M. Laing : elle n'est pas efféminée. » — « Qui cherche à diviser l'aristocratie et le peuple? dit M. Lyndsay. Je ne puis la comparer sans orgueil à celles du continent. » — « La composition du personnel administratif n'est rien moins qu'aristocratique, dit M. Chadwick, et les classes supérieures n'ont rien à perdre au concours. » — « Nous ne voulons point d'une révolution même pacifique, » dit la *Revue de Westminster*, et je lis dans un discours prononcé dans un collége pour les ouvriers par le révérend M. Maurice, donné souvent pour un prédicateur socialiste : « Plébéien que je suis, je ne puis ni n'ose nier que le sentiment de la naissance ne soit une chose précieuse pour un homme et pour une nation... Cette foi qui manque aux Américains, l'Angleterre elle-même en a besoin. Il n'est pas vrai que le sentiment de la famille, le respect des ancêtres soit trop fort parmi nous; il n'est pas de moitié assez fort. Il n'est pas vrai que les membres de notre aristocratie doivent y renoncer. Ils doivent le célébrer et le cultiver en eux-mêmes. Nous devons, s'il nous est possible, le célébrer et le soutenir dans leur sein. C'est là ce qui les préserverait de tout abaissement, de toute cette indolence, cette indifférence, ce goût de la mode et de la richesse que nous leur imputons. » C'est qu'en effet il faudrait une haine aveugle pour mettre au compte de l'aristocratie les abus qu'on déplore. Elle n'a point par privilége les grades de l'armée, encore moins les places de bureau, qu'elle recherche peu. Le défaut d'expérience militaire, s'il existe, est commun à la bourgeoisie comme à la noblesse, et l'une comme l'autre, plus que l'autre peut-être, a besoin de bonnes écoles spéciales. L'aristocratie, étant un élément considérable de la société anglaise, a sa part des reproches adressés à tous ces moyens d'influence, ou si l'on veut, de corruption que couvrent les mots de *patronage, interest, job* enfin; mais sa part va en décroissant, tandis que celle des classes moyennes augmente. Quand M. Layard disait à la réunion de Drury-Lane qu'il voulait faire commencer le règne des classes moyennes, il venait un peu tard, et il oubliait que dans son propre parti on les accuse d'avoir, depuis leur avénement par la réforme, confisqué à leur profit les faveurs du pouvoir et développé le trafic parlementaire. Il y a tel écrivain réformiste qui ne dissimule guère qu'il regrette les bourgs-pourris, et rien en ce moment ne désigne l'aristocratie comme telle à la jalousie des masses. On semble au contraire enclin à croire que la voix du bien public se fait plus entendre au sein d'une classe consacrée au gouvernement que dans la sphère des professions privées. Ceux qui ont le plus critiqué la nomination de l'infortuné lord Raglan se sont plaints, non qu'il fût un Somerset, mais de ce qu'il était vieux, et le général Simpson n'est point un aristocrate. La démocratie en Angleterre n'a point d'injures à venger ni de haine à

satisfaire. L'esprit de réforme agissant pour le plus grand intérêt de la communauté, voilà l'esprit qu'elle souhaite et croit voir en grande partie réalisé dans le gouvernement. Ses chefs sont plutôt du parti du pouvoir. Sir William Molesworth publiait en 1839 une belle édition des œuvres du philosophe Hobbes. Il la dédiait à son ami M. Grote, le savant historien et l'habile vengeur de la démocratie grecque, *et quod præcipue laudi est, pro æquali universorum civium libertate adversus optimatium dominatum propugnatori acerrimo et constantissimo.* Or sir William Molesworth est ministre depuis bientôt deux ans. Il a remplacé tout à l'heure lord John Russell aux colonies, et sa popularité est entière, et pas une voix ne s'est élevée pour l'accuser d'avoir cessé de mériter l'éloge qu'il décernait à son ami M. Grote : tant il est vrai que l'esprit libéral et réformateur du gouvernement est tout ce qu'il faut à la démocratie britannique.

Mais si l'aristocratie n'a été touchée que pour avoir eu sa part du patronage, c'est donc au patronage qu'on en veut. Le sens du mot est connu. Quand on parle du patronage du premier lord de la trésorerie, on entend parler du nombre de nominations dont il dispose. Or, ce droit, les ministres sont accusés d'en user moins pour le bien public que pour récompenser leurs cliens ou pour s'en faire de nouveaux. En d'autres termes, les rapports de famille, de société, de parti, entrent pour beaucoup dans la distribution des places. Cela est possible; je dis plus, cela est certain. A moins d'ouvrir au hasard un almanach des adresses, comment mettre en place des gens qui ne seraient connus ni du ministre ni de personne? Les emplois un peu importans, un peu lucratifs, ne sont pas fort nombreux. Admettons qu'ils soient distribués dans un cercle très-resserré. De quoi se plaint-on? Est-ce d'en être privé? Le dommage n'est pas étendu, car la proie à partager est petite. Mais la passion des places se serait-elle développée dans le pays, ou veut-on l'y introduire? On se plaint que ces emplois ne soient pas assez recherchés, et l'on voudrait en augmenter l'éclat et le profit pour les rendre plus dignes de l'ambition du talent. Dieu préserve l'Angleterre d'une révolution administrative qui deviendrait ainsi une révolution sociale! Dieu conserve à ce noble pays le premier des biens, l'indépendance individuelle! Le patronage n'est sérieusement critiquable que si les places sont distribuées contrairement à l'intérêt public. Or c'est à ce personnel composé par le patronage qu'appartiennent sir Charles Trevelyan, sir Stafford Northcote, sir James Stephen, M. Taylor, M. Chadwick, M. Rowland Hill, etc., tous ces fonctionnaires dont les réformistes invoquent l'autorité; le mal n'est donc pas si grand. Qu'il existe cependant et que le patronage ait des abus, n'en doutez pas. Posez des conditions de capacité à l'entrée de la carrière, posez des règles d'avancement; que l'administration ait comme l'armée des états de

service; exigez toutes les garanties possibles, vous ferez bien. Mais s'il subsiste encore des abus, si les ministres donnent encore des places à la faveur (et ils en donneront, et le patronage ne sera jamais irréprochable), dites-vous bien qu'on ne change pas les choses humaines dans leur essence, et consolez-vous en pensant que des ministres responsables sont après tout moins faciles aux abus que des ministres qui ne le sont pas. L'obligation de rendre compte de leurs actes et de répondre à l'opposition crée pour eux un réel intérêt de bien faire, comme le besoin du succès pour ces entreprises si vantées du commerce et de l'industrie. Plusieurs de celles-ci ont assurément beaucoup d'agens habiles; mais combien n'en ont pas! Combien ont échoué par la négligence, le désordre, l'imprévoyance, l'esprit d'aventure! Avec la volonté de réussir et l'amour du travail, avec de l'opiniâtreté et du jugement, on fait beaucoup dans les affaires privées. Qu'est-ce que tout cela dans les affaires publiques, si l'on n'y joint une instruction étendue, une éducation générale, l'expérience du monde, la connaissance des hommes, l'art de se contenir, de ménager les caractères, de concilier les intérêts, de négocier avec les amours-propres, enfin la patience et la modération? On ne mène point une administration comme une usine, et un bureau comme un atelier. C'est une contradiction de citer pour exemple les compagnies du gaz ou de chemins de fer, et de faire subir aux employés un examen sur l'histoire et la littérature. Le ministre qui cherche autour de lui, dans ses attenances, dans son parti, des collaborateurs, tient compte des conditions du bien public au moins deux fois sur trois, ou s'il y manque, la presse et la tribune sont là pour l'en faire souvenir.

Mais l'efficacité de ce contrôle est elle-même attaquée. Un état libre est un gouvernement de parti, et l'esprit de parti, ce népotisme en grand, corrompt l'administration. Commencerait-on par hasard à se lasser de la liberté? Les temps seraient bien changés. De souvenir de contemporains, il y a eu une époque où la réforme la plus nécessaire paraissait suspecte, si, tout en servant au bien-être ou à l'utilité du public, elle donnait à l'autorité un droit avec un devoir de plus. Je citerai la police de Londres. On s'accorde pour en louer l'organisation. Or à la fin du dernier siècle la surveillance de la ville était confiée à chaque quartier, qui s'en acquittait à sa mode et aux frais des intéressés. Londres et surtout ses environs n'offraient aucune sûreté. C'était le temps où Chamfort disait : « La police est une si belle chose, que les Anglais aiment mieux les voleurs, et les Turcs aiment mieux la peste. » Et ce mot semblait pris au sérieux par de grandes autorités. Les premiers bills qui en 1792 essayèrent d'introduire un peu d'uniformité dans la police de la métropole et de la faire au moins surveiller par un magistrat soldé rencontrèrent une

vive opposition, et M. Fox attaqua cette innovation comme dangereuse, et cette magistrature comme incompatible avec la liberté du citoyen. Toutes les mesures qui ont progressivement complété le système actuel ont soulevé une vive résistance; à ce prix, l'ordre semblait coûter trop cher à la liberté. Il y avait sans doute de l'exagération dans cette susceptibilité ombrageuse. C'était une faiblesse, si l'on veut, — faiblesse de peuple libre! Aujourd'hui, pour atteindre à quelques perfectionnemens problématiques dans la composition des bureaux, certaines personnes feraient bon marché de l'influence de la représentation nationale, et l'on incrimine l'existence des partis, attendu qu'ils peuvent protéger de mauvais commis. On veut voir dans la chambre élective non plus un contrôle, mais un instrument de corruption. Un ministère plus à l'aise ferait mieux et obéirait plus fidèlement à la dictée de l'intérêt public. Les précautions restrictives qu'on a prises autrefois contre le pouvoir sont surannées et s'appliquent à des abus qui ne peuvent renaître. Autres maux, autres remèdes. C'étaient les armes des partis, il faut les briser. Grâce à Dieu, le gouvernement des partis est en déclin.

C'est là un singulier langage, et s'il pénètre jusque dans son tombeau, George III, tout mort qu'il est, doit en tressaillir de joie. C'est dans le palais de Leicester-House, où sa jeunesse fut élevée, c'est dans le salon de sa mère, entre l'évêque de Norwich et lord Bute, qu'il apprit à penser que depuis 1688 on n'avait travaillé qu'à retenir le pouvoir royal aux mains des grandes associations politiques et à confisquer le sceptre au profit des partis. C'était avant lui le traître Bolingbroke qui, trop bien connu des chefs populaires des deux chambres, avait imaginé, pour se faire des amis en cour, cette fiction d'un roi indépendant des partis, et par cela même décoré du nom de roi patriote. Le travail personnel de George III dans tout son règne ne tendit qu'à regagner un peu de l'arbitraire que ses prédécesseurs avaient imprudemment aliéné. Singulier retour des opinions humaines! On dirige au nom de l'intérêt public contre les institutions les mêmes critiques que leur adressait jadis la coterie des *amis du roi*.

Burke, avant les plus habiles écrivains de notre époque et aussi bien apparemment que les plus habiles, a connu et décrit cet esprit étroit et routinier qui domine quelquefois dans les bureaux. Lisez le portrait éminent qu'il a tracé de George Grenville; il semble avoir dépeint dans ses plus grandes proportions l'idéal du *red tapeism*, l'homme d'état bureaucratique (1). Et ce même Burke ne voyait d'obstacle efficace soit à la prépondérance de la cour, soit à celle de l'esprit administratif, que le parlement, que la résistance des partis,

(1) Voyez *Edmund Burke*, premier article, dans la *Revue* du 15 janvier 1853.

que leur fidélité à eux-mêmes. Et c'est cela même que l'on prétend changer. Ce sont vieilleries dont on se lasse, et lorsqu'il y a des partis dans toute l'Europe, on pense toucher à l'âge où il n'y en aura plus en Angleterre. On imagine un temps où il n'y aura plus deux esprits dans la société, l'un conservateur, l'autre réformateur, ayant chacun leurs représentans. On aspire apparemment au règne de l'unanimité. On oublie donc comment un écrivain célèbre a défini l'unanimité.

Je reconnais que la réforme parlementaire, ou plutôt l'esprit du temps, a modifié les partis; mais ce n'est pas un fait nouveau, et depuis deux cents ans ils se sont incessamment transformés. Il est vrai que les partis moins divisés au fond, plus obligés de compter avec l'opinion publique, sont moins libres dans leurs ressentimens et leurs vengeances, c'est-à-dire que l'esprit de parti est moins violent et qu'il connaît le frein. La classe moyenne, à laquelle la réforme a donné dans la chambre cent cinquante siéges de plus, enlevés généralement à une oligarchie de propriétaires, a, dit-on, deux grands défauts : elle est demandeuse, et elle a besoin de l'être pour s'assurer sa clientèle électorale; puis elle est peu politique, et ne fournit point d'hommes d'état. Les élections, en devenant franches et réelles, amènent dans la chambre des hommes qui se sont distingués dans leur profession, c'est-à-dire des hommes d'un mérite spécial et d'un âge mûr. Les jeunes ambitieux, les inconnus qui ont du talent et de l'avenir se voient fermer les portes de Westminster. Ceci ramènerait en bonne logique à l'aristocratie dont on se méfie pourtant. Mais quand l'armée sera mieux composée et un peu plus instruite, quand les soldats seront moins grossiers et les officiers plus soldats, quand les bureaux seront remplis d'un personnel plus lettré, les hommes d'état n'abonderont pas davantage. Aussi M. Greg a-t-il inventé cette aristocratie au choix de la couronne, cette institution de cadets politiques qui siégeraient dans la chambre comme des apprentis virtuoses destinés à la charmer par l'esprit et la parole. Y a-t-il bien songé? ne voit-il pas quelle proie nouvelle il offre aux partis? Comment supposer que des ministres iront se donner de gaieté de cœur des rivaux ou des adversaires, et négligeront un tel moyen d'accroître leur clientèle et celle de leurs amis? Si l'on dit que le mérite éclatant, que le jugement du public leur forcera la main, il faut alors que l'opinion, bon juge du mérite, le distingue de bonne heure, et n'attende pas qu'il se prouve pour l'élever. Et pourquoi donc alors ne l'élèverait-elle pas d'elle-même par la voie de l'élection? Pourquoi l'accuse-t-on de méconnaître les hommes d'avenir et de n'estimer que les capacités constatées dans les professions privées? Dans tous les systèmes, on a besoin en dernier ressort de recourir à l'esprit public; s'il est aveugle, égaré, engourdi, toute réforme est

vaine; dans le cas contraire, ne vous défiez pas tant des élections. Il est plus facile d'exciter et d'éclairer l'opinion électorale que le pouvoir exécutif. Gagnez des voix à vos idées, et vos idées triompheront. Si le public ne recherche pas assez les candidats que leur jeunesse et leur talent promettent à la politique, si les brigues et les frais des élections mettent les représentans de la classe moyenne dans la dépendance des électeurs, et les obligent à se soutenir par la corruption, si la chambre devient ainsi trop indulgente pour les abus du patronage, parce qu'elle même en a besoin, c'est contre tout cela que l'action de la presse, des associations, des pétitions est bonne. C'est à ce mal que quelques mesures de réforme, non pas administrative, mais électorale, peuvent remédier. C'est dans ce sens qu'il faut stimuler la chambre, agiter le public. Tout ramène, comme on le voit, à ces vieilles et éternelles garanties, les chambres, les élections, la presse, l'opinion. Tout corrobore notre opiniâtre confiance dans les forces propres du gouvernement représentatif. Il ne faut pas l'altérer pour l'améliorer, mais tirer parti de ses ressources et le développer dans le sens de son génie. C'est à la chambre de forcer les ministres à ne pas s'endormir dans la routine; c'est à la presse de pousser le pays à rajeunir la chambre par des choix nouveaux; c'est à l'opposition de retrouver et de mettre en lumière ces hommes d'état qui depuis la réforme sont, dit-on, perdus et cachés. Une des erreurs de notre temps, et dont notre révolution française a souvent pâti, est de croire, dès qu'un inconvénient se fait sentir, qu'il suffit de quelque combinaison législative pour s'en délivrer. Les réformes sont bonnes assurément, mais elles ne sont ni bonnes à tout, ni d'une efficacité sans limite, et quelques dispositions écrites ne changent pas un mouvement d'idées, un état des esprits, une cause morale enfin dont les effets inquiètent. « Tout est opinion à la guerre, disait Napoléon; après une bataille perdue, la différence du vainqueur est peu de chose: c'est l'influence morale qui fait tout (1). » Ce qui est vrai à la guerre est encore plus vrai dans la politique, et c'est pour donner toute sa force au ressort de l'opinion que les constitutions libres furent inventées. Que le public veuille des ministres plus jeunes, des membres du parlement plus maîtres d'eux-mêmes, une administration plus sévèrement composée et plus active dans le sens du bien public, il aura tout cela, s'il le veut; aucune loi ne le lui donnera. Que l'Angleterre fasse donc quelques réformes écrites, si cela lui plaît; mais qu'elle n'en espère pas trop et ne s'y fie guère. Qu'elle se fie à la liberté et qu'elle en use.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) Lettre au roi Joseph, 22 septembre 1808.

LA NÉERLANDE

ET

LA VIE HOLLANDAISE

III.[1]

LES PÊCHES ET LES POPULATIONS MARITIMES.

Les historiens qui ont parlé des Bataves et des Frisons ont oublié de nous dire comment vivaient ces peuples. Ils ont célébré les guerres, les excursions, les entreprises sur mer et sur terre des premiers Hollandais, mais ils ne nous ont presque rien dit de la pêche, le plus ancien des arts utiles, celui qui a jeté en Hollande les fondemens de la prospérité nationale. Quand l'histoire se tait, c'est à l'économie politique de rechercher les causes matérielles sur lesquelles s'est élevée la puissance morale d'un état. Nul n'ignore le rôle important qu'ont joué dans le monde les Provinces-Unies. Il fut un temps où la nation batave, du fond de ses marais, se déclarait elle-même *le balai des mers* (2), où après avoir vaincu l'Espagne jusque dans les Indes, elle protégeait les successeurs du roi qu'elle avait chassé, où elle résistait à toutes les forces de la France et de la Grande-Bretagne coalisées contre son coin de terre, où la Tamise vit les bâtimens de guerre hollandais entrer dans ses eaux bannière au vent

(1) Voyez les livraisons du 1er juillet et du 15 août dernier.

(2) Quelques audacieux marins hollandais attachaient, dans les anciens temps, un balai au haut du mât de leur navire, pour défier les corsaires des autres pays.

et voiles déployées. Quand maintenant on réfléchit aux causes d'une élévation si rapide et si incroyable, on reconnaît avec étonnement que toute cette grandeur historique a son origine dans une barque de pêcheurs.

La pêche a été dans les Pays-Bas le berceau de la navigation et du commerce. Comme dans le corps humain un organe a besoin du secours des autres organes pour vivre et pour fonctionner, de même chaque contrée dans le monde a besoin, pour prospérer, des produits que donnent les contrées étrangères. Les richesses qui manquent à un pays se trouvent représentées dans ce pays même par le superflu des richesses naturelles qui s'y engendrent : c'est cette loi de répartition des denrées qui ouvre aux sociétés la voie féconde des échanges. La Néerlande manquait de beaucoup de choses nécessaires à la vie, mais elle a trouvé dans les mers voisines une large compensation à la stérilité de ses terres labourables. La pêche lui fournissait le poisson en abondance : en répandant sur les autres contrées le produit de ses filets, qui excédait de beaucoup ses besoins, elle obtint du grain et des bois de construction, première origine de son commerce et fondement de la grandeur de ses villes. Son génie industrieux changea et transforma les substances premières par le miracle de l'échange; c'est ainsi qu'elle fit du pain, de l'or, du diamant avec la chair des poissons. La mer a été pour toutes les sociétés modernes, mais plus particulièrement pour la Hollande, un grand théâtre de développement moral. L'influence que cette masse d'eau a exercée sur la civilisation a été jusqu'ici trop peu remarquée : sans elle, l'homme n'eût point acquis pleinement le sentiment de ses forces, il n'eût point tourné les yeux vers le ciel avec une persévérance intrépide pour observer les mouvemens des astres; les sciences physiques, l'industrie, les arts utiles, n'eussent point franchi d'un pas si assuré les limites du moyen âge religieux. La Hollande est fille de l'Océan, et, comme le fantôme biblique, elle a marché sur les eaux pour aller à la conquête des richesses.

Il est inutile de remonter aux textes plus ou moins obscurs qui révèlent l'origine très ancienne de la pêche maritime sur les côtes de la Néerlande. L'alimentation des races s'est calquée, au début de l'état social, sur les moyens d'existence que leur avait ménagés la nature. Le voisinage des forêts et des plaines a fait les peuples chasseurs; le voisinage des lacs, des fleuves et de la mer a fait les peuples pêcheurs. Une grande partie de la population batave vivait donc depuis des siècles du produit de ses filets. Les habitans de la Hollande avaient greffé en outre diverses branches de commerce sur l'industrie de la pêche bien avant la guerre de l'indépendance. La réformation n'a pas créé les Pays-Bas; mais si les pêcheries hollandaises

existaient sans le moindre doute avant la révolution politique et religieuse qui dégagea les Provinces-Unies, il est vrai de dire que cette industrie, comme d'ailleurs tous les élémens de la fortune publique, puisa dans la liberté une séve et une force nouvelles. C'est alors seulement que le pays se sentit vivre dans sa plénitude, et qu'il commença, selon la parole d'un historien, à « jouir des mers. » Aujourd'hui, quoique certaines pêcheries hollandaises soient en décadence, l'importance de cette industrie demeure encore considérable; on le verra par les chiffres que nous empruntons aux documens officiels. A cet art utile se rattache d'ailleurs un intérêt de grandeur politique et d'indépendance pour les Pays-Bas. Les pêcheries hollandaises contribuent à assurer les moyens d'existence aux classes laborieuses; elles forment une pépinière d'intrépides marins, elles donnent naissance à un commerce international qui n'attend que l'abaissement du tarif des douanes pour reprendre un éclat obscurci depuis plus d'un siècle.

Selon la nature des poissons qui se trouvent dans la Mer du Nord, la pêche néerlandaise se divise en plusieurs branches; mais il est un produit tout national qui peut nous servir de type pour déterminer le caractère des différentes pêcheries locales : c'est le hareng. On suppose que le hareng fut inconnu des anciens; il ne s'est pas trouvé jusqu'ici dans la Méditerranée. Ce fruit de l'Océan a été pour les Pays-Bas un élément de grandeur et de prospérité. Le hareng introduit dans des tonnes a changé les destinées historiques de la Hollande, et par suite les destinées du monde au XVIe et au XVIIe siècles. Une industrie qui a exercé une si grande influence sur la révolution des Provinces-Unies et sur les événemens qui la suivirent n'est pas indigne de notre attention (1). Aussi longtemps que la pêche hollandaise fournira annuellement plus de 50 millions de harengs, elle comptera encore parmi les grandes pêches maritimes de l'Europe.

Les Hollandais distinguent trois espèces de harengs : 1° le hareng *pec* ou caqué, nommé en hollandais *gekaakte haring*, qui se pêche au nord de l'Écosse pendant l'été; 2° le *steur-haring*, qu'on pêche en automne sur les côtes de Yarmouth, qu'on sale d'abord pour le fumer plus tard, et qui, fumé, prend alors le nom de *bokking;* 3° le *pan-haring*, sorte de hareng frais qu'on pêche dans le Zuiderzée, et qui sert de nourriture aux classes pauvres. Depuis un temps immémorial, les pêcheurs de *hareng caqué* (*gekaakte haring*) ont établi le siége de la corporation à Vlaardingen et à Maasluis. — Les côtes de la Hollande sont bordées par des villages dont les habitans, comme

(1) Le hareng, considéré comme *animal utile*, a déjà été le sujet d'une étude pleine d'intérêt dans la *Revue*. Voyez la livraison du 1er janvier 1849.

ceux de Scheveningen et de Katwijk, préparent le hareng saur (*bokking haring*). — Enfin les villes qui s'élèvent autour du Zuiderzée, et surtout les îles de cette mer intérieure, telles que Urk, Schokland et Marken, envoient des barques qui exploitent le hareng frais. La vie de la mer est commune à ces différentes catégories de pêcheurs, mais avec des nuances que nous tâcherons d'indiquer. Le caractère et les habitudes changent selon la figure des lieux, selon la nature des occupations, selon le séjour plus ou moins prolongé des hommes sur la mer. Ce qui ne change pas, c'est l'humble majesté de cette population brave et pauvre qui dispute aux tempêtes la nourriture de chaque jour.

I.

La petite ville de Vlaardingen (dans les anciennes chartes *Flerdling*) s'annonce par un clocher qui de loin ressemble assez bien à un mât de vaisseau, et qui s'élève sur un océan d'herbe tacheté de vaches noires. On assure qu'elle tire son nom d'une ancienne rivière dont il ne reste rien qu'une mention plus ou moins honorable dans les archives de la province. Aujourd'hui elle est située sur la Meuse, ou, pour mieux dire, sur un bras de la Meuse que divise en cet endroit une île récemment formée. Ses vaisseaux s'abritent dans un port tranquille, le long duquel s'alignent, sur le quai, des comptoirs ou des magasins, constructions sévères, avec des ouvertures fermées par des volets de bois, et dans lesquelles on tient en réserve les instrumens de pêche. A quelques-unes de ces fenêtres sans vitres débordent de longs filets qui sèchent. Sur le port, des hommes à la figure brunie par le vent de mer et par le soleil déchargent de lourds tonneaux qu'on roule devant les vaisseaux qui les ont apportés. Ces vaisseaux ou barques, appelés *buizen* ou *doggers*, sont solidement construits, pour la plupart en bois de chêne, avec un seul mât et une puissante voile carrée qu'on abaisse tant que le bâtiment se repose. On ne contemple point sans un sentiment de respect ces bateaux-pêcheurs qui ont bravé les tempêtes du Nord. Quelques-uns rapportent de leur dernier voyage de nobles cicatrices : leurs flancs rapiécés, leurs voiles souvent déchirées comme des drapeaux après une campagne, leurs ancres rouillées et qui annoncent des services honorables, tout raconte les défis qu'ils ont portés aux élémens.

Vlaardingen était anciennement une ville importante et fortifiée; mais, comme toutes les villes hollandaises qui vivent de la mer, elle est aujourd'hui déchue de son antique splendeur : *jam pagus est quæ Troja fuit*. Dans de petites rues étroites et basses, des maisons de brique, penchées comme des vaisseaux qu'incline le vent, abritent

des ménages de pêcheurs. Ces habitations, dont la propreté fait toute la richesse, ont un aspect simple et modeste, mais non pas triste. A Vlaardingen, on ne rencontre dans les rues pendant l'été que des femmes et des enfans : les hommes sont à la mer. Ces femmes font sécher sur le devant de leur maison le linge qu'elles viennent de blanchir, ou bien elles travaillent aux filets. Sur une population de sept à huit mille habitans, on compte deux mille pêcheurs : le reste pratique plus ou moins des industries relatives à la navigation. Il y a cinq chantiers dans lesquels on construit des flibots. Une trentaine de navires marchands, qui font le commerce avec la Méditerranée, mouillent plusieurs fois par an dans le port. Quelques-uns d'entre eux apportent le sel d'Espagne et de Portugal avec lequel on prépare le hareng. A la porte de quelques armateurs figure en guise d'écusson un petit bâtiment peint et sculpté avec ses voiles. Ainsi tout dans la physionomie de la ville, dans les habitudes, dans les signes extérieurs, rappelle la vie de mer.

C'est à Vlaardingen qu'il faudrait écrire l'histoire de la pêche du hareng, au milieu de ces filets qui ont pesé dans les destinées du monde, de ces *buizen* qui ont provoqué pendant longtemps la jalousie de l'Angleterre, de ces pauvres familles par lesquelles s'est élevée en grande partie la fortune des Pays-Bas (1). La Belgique paraît avoir été le berceau de cette pêche; mais, vers le milieu du XIIe siècle, elle passa des Flandres dans la Zélande. Quoique abondante, jamais la pêche de ce poisson frais n'eût constitué une branche importante du commerce national sans la découverte que fit vers 1380 Guillaume Beukelszoon. Ce fut lui qui inventa l'art de préparer et de conserver le hareng dans le sel. On ne sait rien de sa vie, sinon qu'il naquit à Biervliet, petit village de la Zélande. Il est cependant peu de découvertes qui aient produit tant de richesses en ne demandant aucun sacrifice à l'humanité. Ces petites causes, dédaignées par l'histoire, n'échappent point à ceux qui mettent au niveau des événemens politiques les révolutions accomplies dans l'alimentation et dans le bien-être des peuples modernes. Aux yeux de l'économiste, il n'y a point de vils produits. Charles-Quint, lui, sachant ce que la Hollande devait au hareng caqué, voulut perpétuer le souvenir d'un si grand service rendu à la patrie. Se trouvant en 1556 à Biervliet, il fit ériger un tombeau à Beukelszoon, qui était mort en 1397. Il y a

(1) Les armemens pour la pêche du hareng ne sont point limités au port de Vlaardingen. De Maasluis, de Zwartewaal, de Delfshaven, d'Enkhuisen, d'Amsterdam, de Ripp, de Middelhornis, de Wormerveer, partent des *buizen*; mais en 1853, sur 93 navires dont se composait la flottille pour la grande pêche, 60 appartenaient à la ville de Vlaardingen. On peut donc considérer cette dernière place comme le centre de la fabrication du hareng caqué.

peu d'exemples d'un monument funèbre aussi bien mérité. L'Évangile raconte qu'un des disciples du Christ trouva dans la bouche d'un poisson une pièce de monnaie pour payer le tribut : c'est l'histoire de la Hollande; elle a trouvé dans la bouche du hareng le moyen de payer ses énormes impôts, de subvenir à l'entretien d'un pays que ruinait la mer, et d'alimenter la source de la richesse publique.

Une autre circonstance vint compléter la découverte de Beukelszoon. — A Hoorn, en 1416, se fit le premier grand filet pour la pêche du hareng. Il faut avoir vu à Vlaardingen décharger sur des voitures ces immenses filets, il faut songer aux myriades de harengs qui s'y sont engloutis depuis plus de quatre siècles, il faut réfléchir aux conséquences historiques d'une telle invention pour comprendre ce qu'ont à la fois d'utile et de poétique ces éperviers des mers. Avec les progrès dans l'art de prendre et de conserver le hareng, cette pêche s'étendit, puis se déplaça. Vers le commencement du xve siècle, elle s'établit à Enkhuisen et à Hoorn. Les guerres avec l'Espagne et ensuite avec la France étant survenues, les Zélandais trouvèrent plus d'avantages à armer leurs vaisseaux et à écumer la mer. Le hareng avait d'ailleurs changé de parages : il avait quitté les côtes de la Norvége, de la Suède et du Danemark, où il se pêchait alors, pour celles de l'Écosse, où il se trouve encore aujourd'hui. Cette inconstance dans la marche du poisson n'est pas un fait particulier : on cite d'autres mers dans lesquelles le hareng a paru, disparu, reparu, et cela à des intervalles de temps considérables. Les calculs scientifiques n'ont pu déterminer jusqu'ici la loi de ces mouvemens. Quoi qu'il en soit, la pêche du hareng passa alors presque tout entière dans les deux provinces de Nord-Hollande et de Sud-Hollande, où elle se maintint longtemps à un degré de prospérité singulière. Tout porte à croire, il est vrai, que les résultats de cette industrie maritime ont été un peu exagérés. Si l'on acceptait sans critique les chiffres donnés par quelques historiens sur l'importance de cette pêche et sur le nombre des *haringbuizen*, il faudrait en conclure que toute la population mâle des sept provinces unies était occupée à prendre, à encaquer ou à vendre le hareng. Tout en retranchant de ces statistiques l'excès ou l'invention, on est forcé de reconnaître que cette branche de commerce était extrêmement féconde. Un écrivain plus ou moins digne de foi fait monter à près de vingt mille le nombre des personnes qui tiraient leur subsistance de la pêche du hareng. Plus d'une fois la Grande-Bretagne s'émut de voir les bateaux hollandais ramasser sur ses côtes toute cette manne de la mer (1). On regardait alors la pêche du hareng, ou la grande

(1) Dans des temps plus reculés, des familles royales et princières s'allièrent pour

pêche, comme une branche si précieuse du commerce national, que dans plusieurs édits elle est appelée *le Pérou* (*de goud myn*) *de la république batave*. Qui eût dit alors que cette industrie si florissante, que cette grande pêche (*groote visscherij*) dût expirer un jour sous sa renommée? Tel est pourtant aujourd'hui l'état des choses. Mourir de gloire n'est guère pour les industries, non plus que pour les personnes, une destinée commune. Aussi convient-il de rechercher les causes d'une décadence qui ressemble si peu au déclin ordinaire des grandeurs humaines.

L'art d'encaquer le hareng a constitué jusqu'ici un monopole. Cette industrie était protégée, c'est-à-dire réglementée. L'époque de l'année où l'on devait jeter les filets dans la mer, la longueur de ces filets, le nombre des mailles (1), la forme des *buizen*, le jour de la sortie et de la rentrée dans le port, tout était déterminé par des lois ou par des coutumes ayant force de lois. La corporation des pêcheurs de hareng était soumise à un serment solennel; il était interdit à tous les membres, quels qu'ils fussent, d'exercer cette industrie en pays étrangers. On devait même défendre l'accès des bâtimens-pêcheurs aux hommes des autres nations. En échange de ces obligations et de ces servitudes, la confrérie jouissait de grands priviléges. Elle seule pouvait saler et préparer le hareng à bord; elle recevait d'ailleurs des primes d'encouragement qui étaient refusées à toutes les autres branches de la pêche. Cette sollicitude avait une raison d'être dans un temps où le secret du caquage n'était point encore divulgué. Il faut même convenir que le hareng hollandais dut à ces règlemens une partie de sa réputation. Cette denrée excellente défiait alors sur tous les marchés de l'Europe la concurrence des autres pays. Le hareng néerlandais était une véritable puissance, et l'on peut dire qu'il fit plus pour la grandeur des Provinces-Unies que le canon même des vaisseaux bataves. Cependant les temps changent, et avec eux les destinées de l'industrie. Le hareng hollandais, si haut qu'il fût placé dans les régions économiques, peut-être même à cause de cette élé-

s'assurer le droit de pêche. Édouard Ier, roi d'Angleterre, avait donné sa fille Élisabeth à Jean Ier, vingtième comte de Hollande. Il résulta de ce mariage des lettres patentes qui autorisaient les pêcheurs hollandais, zélandais et frisons à jeter leurs filets près de Jernemuth, dans la mer de sa majesté britannique, *in mari nostro*. Il est probable que ce droit de pêche était le présent de noces apporté par la fille du roi d'Angleterre au comte de Hollande.

(1) Chaque filet neuf était visité par un compteur juré, et marqué d'un plomb portant les armes de la ville. Un collége des pêches présidait à l'exécution des lois et des règlemens. Toute cette organisation subsiste encore de fait, mais on peut dire qu'elle est détruite en principe depuis ces dernières années, car, en réduisant la prime et en annonçant l'intention de la supprimer, le gouvernement des Pays-Bas s'est engagé à détruire lui-même ce réseau de formalités qui en était la conséquence.

vation, fut atteint par les revers de fortune qui détrônent tôt ou tard toutes les souverainetés (1). La Grande-Bretagne était entrée en lice : après avoir parcouru le système des primes et avoir entassé ruines sur ruines, elle finit dans ces derniers temps par appeler à son secours la liberté des pêcheries. De ce jour, le hareng hollandais, aristocratiquement cher, se vit non dédaigné, mais isolé sur la place. Pendant que l'Angleterre marchait, la vieille pêche néerlandaise, immobile sous ses chaînes d'or, esclave de sa célébrité, fière de ses primes et de ses priviléges, avait vu décroître d'année en année le nombre de ses *buizen*. Pour juger cette situation critique, il faut comparer à ce qui était ce qui est aujourd'hui. Un tel contraste nous mettra sur la voie d'une solution.

Jusqu'à ces dernières années, le départ des bateaux pour la grande pêche était fixé à la Saint-Jean (24 juin). Ce départ était précédé de fêtes. Il existe un livre de vieilles chansons hollandaises que chantaient les pêcheurs avant de se mettre en mer. On portait des toasts au succès de la pêche et l'on priait Dieu de bénir les filets. Enfin on attachait les voiles, et la flottille pacifique allait à la conquête du hareng. Aujourd'hui les *doggers* partent dans les premiers jours du mois de juin et peuvent dès lors ouvrir la pêche; mais, fidèles aux traditions ou si l'on veut aux préjugés, les pêcheurs ne profitent qu'à contre cœur de cette liberté toute nouvelle. « Le hareng, disent-ils dans leur langage naïf, n'aime point à être pris avant la Saint-Jean. » En 1755, le nombre des *buizen* partant pour la grande pêche était de deux cent trente quatre; en 1820, il était encore de cent vingt-deux; il est aujourd'hui de quatre-vingt-dix. Ce groupe de voiles se dirige vers les côtes de l'Écosse. Deux navires de guerre les accompagnent pour les protéger et les surveiller. Il est interdit aux pêcheurs de toucher la terre. Ils ne doivent pas non plus vendre de poissons à bord. La flottille se maintient à la hauteur des Shetlands, d'Édimbourg, et sur les côtes de l'Angleterre (2). La réputation du hareng hollandais tient surtout à la puissance des *doggers*, très bons bâtimens de mer, dont la constitution nautique permet de jeter les filets dans des eaux très profondes. Là seulement se trouvent les harengs de grande taille et d'une qualité supérieure. Treize ou quatorze cents hommes environ prennent part à ce travail de mer. A peine saisi par la main des

(1) Parmi les causes de la décadence de la grande pêche, il faut compter les guerres de l'empire : alors que les mers étaient fermées, la Hollande dut se résigner à voir tomber entre les mains des Anglais le plus beau fleuron de sa couronne économique.

(2) Nous avons vu un tableau dans lequel l'artiste, témoin oculaire de cette scène intéressante, a représenté la manière dont les bâtimens pêcheurs se comportent en mer. Il est difficile d'imaginer rien de plus poétique ni de plus imposant. Au milieu de ces abîmes d'eau peuplés par une force occulte, *crescite et multiplicamini*, il semble que la faible créature humaine atteigne à la grandeur de la nature.

pêcheurs, le hareng est caqué, c'est-à-dire ouvert avec la lame d'un couteau et mis dans des barils; on y ajoute du sel qui fond et dans lequel le poisson se conserve. Depuis une huitaine d'années, une corvette à vapeur accompagne la flottille. Les cent premiers barils sont chargés sur cette corvette, qui les transporte à toute vitesse dans le port de Vlaardingen (1). Autrefois l'arrivée des premiers harengs donnait lieu à des fêtes et à des cérémonies nationales dont l'éclat a diminué avec l'importance même de cette pêche. Aujourd'hui les marchands de poissons à La Haye, à Rotterdam et à Amsterdam se contentent d'arborer un drapeau sur leur boutique et de pendre une couronne de verdure. Le premier hareng est toujours porté dans un char pavoisé et offert triomphalement au roi, qui reconnaît ce cadeau par une gratification de 500 florins. Il y a quelques années encore, dans les premiers jours qui suivaient la pêche, de riches Hollandais promettaient aux gros poissonniers de La Haye un ducat par tête de hareng; chaque marchand faisait en conséquence des sacrifices intéressés pour obtenir le premier cette étrenne de la mer, arrivée à Vlaardingen sur les ailes de la vapeur. L'un d'eux, homme d'esprit, nous racontait que vingt-quatre harengs, apportés de Vlaardingen à La Haye par dix hommes et dix chevaux lancés ventre à terre, lui avaient coûté, seulement de port, 200 florins. A présent, le hareng de primeur est encore recherché; il se vend dans les premiers jours de 3 à 4 fr. la pièce (2). Les riches habitans de La Haye en envoient de petits barils à leurs amis de la Drenthe et de l'Overyssel, qui leur adressent en échange des coqs de bruyère. Tout cela peut être intéressant comme détail de mœurs, mais au point de vue économique on se demande si l'état doit protéger plus longtemps un produit de luxe, un objet de mode, que consomment seulement les classes opulentes. Grâce à la surveillance, au système des primes, à la marque de feu imprimée sur les barils, le hareng hollandais a conservé dans le monde sa renommée, mais voilà tout : *stat magni nominis umbra.* Tant que ce produit de l'art et de la nature a maintenu la splendeur

(1) Les jours suivans, cinq navires connus sous le nom de *chasseurs*, et qui portent un pavillon bleu piqueté de blanc, ramassent successivement en mer le produit de la pêche. Aussitôt que le premier chasseur a réuni cent vingt tonnes, il part pour la Hollande; le deuxième revient avec cent soixante-dix, et ainsi de suite jusqu'au dernier. Quand les cinq chasseurs ont fini leur service, la primeur du hareng caqué est à peu près déflorée.

(2) Dans les premiers jours qui suivent la pêche, le prix du hareng en gros est de 1,400 francs la tonne. Chaque tonne contient à peu près sept cents harengs. A mesure qu'on avance dans la saison, le prix des tonnes diminue, et la taille du poisson s'amoindrit. La tonne renferme alors huit ou neuf cents harengs. Un surveillant ouvre et examine les tonneaux qu'on débarque sur le port de Vlaardingen, pour s'assurer qu'ils sont pleins et que la marchandise est de bonne qualité.

des Provinces-Unies, payé les flottes, étendu le commerce, tout esprit sage et pratique se serait bien gardé d'en rire; mais aujourd'hui que ce côté utile a disparu, le royaume des Pays-Bas a mieux à faire que de mettre son point d'honneur dans un hareng.

Il est bien vrai que là ne s'arrête point la portée économique de cette industrie : la grande pêche repose sur un fond plus sérieux que le commerce de primeur. Quand les cinq bateaux chasseurs ont rapporté l'un après l'autre la fleur de ce qu'on appelle ici la pêche de saison, les hommes continuent de jeter leurs filets, et les *doggers* rentrent en Hollande avec leur butin. Ces bâtimens peuvent tenir de 420 à 450 tonnes; mais il est très rare qu'ils retournent avec un chargement complet. Nous avons vu revenir dernièrement à Vlaardingen deux bateaux-pêcheurs qui, après une absence de sept semaines, rapportaient chacun 150 tonneaux : les armateurs se montraient tout à fait contens du résultat. L'ensemble de la grande pêche donne à peu près 34,000 barils de hareng pec, dont 21,000 sont exportés et produisent en moyenne 456,000 francs. Ces chiffres sont respectables sans doute; mais, quand on les rapproche du mouvement de la pêche anglaise, quelle différence! En 1849, l'Angleterre avait déjà sur les mers 14,962 bateaux-pêcheurs, elle employait 104,427 hommes, et elle emplissait 770,700 tonnes de hareng caqué (1). On est donc forcé de reconnaître que les pêcheries anglaises, dont le développement est tout nouveau, ont marché à pas de géant depuis le jour où elles ont secoué la chaîne des primes, tandis que les pêcheries hollandaises, autrefois si célèbres, sont demeurées stationnaires, et ont même rétrogradé sous le régime de la protection. Dans un temps où la révolution du bon marché atteint l'une après l'autre toutes les branches de l'arbre économique, un produit qui s'isole fastueusement dans sa renommée est un anachronisme. Le hareng hollandais, ce patricien coudoyé sur les marchés d'exportation par le hareng étranger, d'origine moins noble et de qualité moins délicate, mais qui se vend à prix réduit, ne peut plus soutenir la concurrence. Ces faits ont attiré l'attention du gouvernement des Pays-Bas : une enquête a été ordonnée; le résultat de cette enquête a été de porter la lumière sur les côtés faibles de l'ancien système. Tous les intérêts ont été entendus; ils sont venus l'un après l'autre plaider leur cause devant la commission, et nonobstant l'avis des intéressés, c'est-à-dire des armateurs, on a conclu que les priviléges dont jouissait depuis des siècles la grande pêche devaient s'effacer devant la liberté de l'industrie. Le gouvernement est entré

(1) Les résultats obtenus en 1850 précisent bien l'état de la pêche dans les deux pays. L'Angleterre a recueilli 507,024 lasts de hareng caqué; la Hollande, 2,515. Le last représente quatorze tonneaux.

dans cette voie; les primes ont été successivement réduites, l'intention avouée est de les abolir. Toutefois l'état a cru devoir jusqu'ici borner son initiative à ces premières mesures; il a laissé aux conseils provinciaux le soin de modifier sur quelques points l'ancienne juridiction, se réservant de présenter plus tard une loi qui mette les intérêts de la pêche nationale en harmonie avec le principe de liberté. Il est à désirer que cette loi vienne. Les industries longtemps protégées souffrent plus de l'incertitude que d'une décision énergique, mais brève, qui les fasse rentrer promptement dans le droit commun.

Si maintenant nous voulons nous faire une idée plus nette de la fâcheuse influence du système des primes sur la pêche nationale, retournons à Vlaardingen. Qu'y voyons-nous? — Une sorte de tristesse et de solitude règne sur le port. Il y a dix ans, on comptait à Vlaardingen près de 80 bâtimens pêcheurs; il n'y en a plus aujourd'hui qu'une cinquantaine. Ces *doggers* ont pour la plupart un âge respectable, et à mesure qu'ils vieillissent, ou qu'ils tombent en ruines, ils laissent dans le mouvement de la navigation une place vide qu'on ne se soucie plus guère de combler. Les vaisseaux diminuent; les hommes manquent. Les pêcheurs de Vlaardingen, surtout quand la pêche d'hiver a été mauvaise, trouvent plus avantageux de s'engager comme matelots sur les navires marchands. On les remplace alors par des étrangers, le plus souvent par des Prussiens. Ces signes de décadence, ou mieux de renouvellement (car la pêche hollandaise est dans une période de transition), ne doivent point détourner notre intérêt du personnel et du mécanisme, très simple d'ailleurs, qui ont longtemps maintenu cette pêche à un si haut degré de puissance économique. Quelques mots suffiront pour écrire l'histoire des *buizen* depuis leur sortie du chantier jusqu'au moment où, ornés de leurs cordages et de leurs voiles, pourvus de leurs hommes, armés de leurs instrumens de pêche, ils s'avancent vers la Mer du Nord.

Jusqu'ici, ces bâtimens se construisaient à Vlaardingen. Le prix d'un *dogger*, avec les agrès, les filets et tout le matériel de pêche, était de 20,000 florins. L'armateur dont ce bateau est la propriété s'entend avec un *maître* qui se charge de choisir son monde. L'équipage de chaque bâtiment-pêcheur se compose en été de 15 personnes : 11 hommes et 4 garçons. L'armateur n'a affaire qu'au maître : il lui donne 5 pour 100 du produit. Dans l'été, les hommes reçoivent des gages fixes, 5 florins 3/4 par semaine; ils font deux voyages pour la pêche du hareng. Leur nourriture habituelle est le gruau; leur boisson est le café et le genièvre. La plupart d'entre eux ont pratiqué la mer depuis l'âge le plus tendre. Nous avons vu sur ces *doggers* des enfans de dix à douze ans, que les familles en-

voient pendant l'hiver à l'école et pendant l'été à la grande pêche. Quant au courage de ces hommes, il est inébranlable. Plus braves que les matelots qui naviguent pour le commerce, ils ne connaissent point le danger. L'histoire, si prodigue de récits quand il s'agit de batailles navales, de tueries sur l'eau, garde le silence dès qu'il s'agit des luttes pacifiques de l'homme avec les élémens. Il semble que les actes d'héroïsme perdent leurs droits à la célébrité du moment où ils deviennent utiles. Ne serait-il pas temps d'accorder mieux que l'oubli à ces populations intéressantes qui vont conquérir le bien-être, non pour elles-mêmes, hélas! (car elles sont et restent pauvres), mais pour la société tout entière? Parmi ces obscurs pêcheurs, il y a peut-être des Van Speyk anonymes dont le courage n'a manqué que d'une occasion pour se produire sur un théâtre plus vaste et plus éclairé. Ce que valent ces hommes, ce qu'ils ont essuyé de fatigues, combien de fois ils ont vu la mort face à face, l'Océan le sait, mais l'Océan n'en dit rien. De leur côté, ils n'en parlent guère : la mer et eux, ce sont des ennemis qui s'estiment en silence. Outre la bravoure, quelques-uns de ces hommes ont encore d'autres facultés qui étonnent. Bien qu'ignorans en général, une fois à la mer, ils deviennent d'excellens marins pratiques. On en voit même qui semblent doués d'un véritable sens navigateur, et chez lesquels ce don, aidé par l'expérience, supplée à l'absence de la théorie. Un armateur de Vlaardingen nous a montré un maître ou patron qui se promenait en veste et en sabots, et qui dans son genre était une espèce de Christophe Colomb. On lui avait dit il y a quelques années : « Il faut que tu ailles aux Indes, » et il y alla. Une autre fois, il trouva le chemin de la Californie. Aborder sur des terres connues avec si peu de lumières acquises, c'est presque les découvrir.

Ces mêmes bâtimens, qui ont fait deux voyages d'été pour la pêche du hareng, vont pendant l'hiver à la pêche du cabillaud (*kabeljaauwvisscherij*). Il est vrai que cela dépend un peu de l'âge du *dogger;* quand un navire est trop vieux, il ne peut plus supporter le service d'hiver. L'équipage est de douze matelots qui reçoivent 2 et 1/2 pour 100 du produit; le capitaine reçoit le double. La Mer du Nord est encore le théâtre de cette pêche, mais les bâtimens font voile cette fois du côté de l'Islande et du Doggersbank; ils s'avancent jusqu'au 63e degré. Pour cette pêche, on n'emploie plus de filets : une corde d'une étendue considérable, garnie de crochets placés à quelque distance les uns des autres, sert à prendre le cabillaud. Les mêmes bâtimens et les mêmes hommes font trois ou quatre voyages en hiver. Ils rapportent le cabillaud à l'état frais ou salé. Pour le ramener vivant, chaque *dogger* a un réservoir à claires-voies dans lequel on jette le poisson, qui continue de nager et de recevoir l'eau

de la mer, comme s'il était libre. Le cabillaud salé prend le nom de morue. Cette pêche d'hiver est des plus dangereuses : il y a deux années, dans ces eaux farouches (*aquæ truces*, dit Tacite), deux bâtimens périrent; on compte en moyenne un vaisseau par an qui ne revient plus. L'hiver, quand le voyage dure plus de cinq semaines, c'est que le *dogger* a fait naufrage. Les femmes regardent alors, avec un sentiment inexprimable, loin, bien loin sur la Meuse, et si elles ne voient rien venir du côté de la mer, elles rentrent chez elles mornes et désolées. Il arrive quelquefois que le bâtiment se perde et que les hommes réussissent à se sauver sur un autre vaisseau, mais c'est très rare. On n'arrête point sans tristesse sa pensée sur cette fin obscure, ténébreuse, enveloppée dans le mystère de l'Océan, sur ces malheureux dont la famille elle-même ne sait rien, sinon qu'ils ne sont pas revenus. Quand on jette ensuite ses regards autour de soi sur les hommes de Vlaardingen, que le même sort attend peut-être, et qui, insoucians de leur vie, chargent gaiement leur vaisseau pour le prochain voyage, on éprouve une sorte d'admiration douloureuse qui serre le cœur.

La pêche du cabillaud est une des plus anciennes et des plus célèbres dans l'histoire économique de la Hollande. Comme celle du hareng, elle a beaucoup perdu de son ancienne prospérité; ce n'est pourtant pas qu'elle donne des résultats moins favorables. Depuis dix années, les bateaux-pêcheurs attestent, par un produit croissant, que le poisson n'a pas diminué dans ces mers et que la main de l'homme ne s'est point affaiblie (1). Ce qui manque à la pêche du cabillaud comme d'ailleurs à celle du hareng, ce sont les débouchés. Les Pays-Bas ont à leur portée un excellent marché, ils ont la Belgique, qui fait maigre une partie de l'année, en bonne catholique qu'elle est; malheureusement ce marché se trouve fermé par un tarif de droits d'entrée considérables. Il en est de même pour la France : en France, la morue coûte 60 fr. la tonne, en Hollande 30 à 35 fr.; mais un mur de douanes s'oppose à ce que la concurrence puisse s'établir entre les deux produits. L'avenir des pêcheries hollandaises est lié à la libre entrée du hareng et du cabillaud chez les nations voisines; cette libre entrée est énergiquement réclamée dans ce moment même, par la plupart des économistes belges, au nom des intérêts de la classe ouvrière.

La vie des pêcheurs de hareng, qui deviennent en hiver des pêcheurs de morue, est tout entière à la merci des flots; ces hommes ne passent à terre que deux ou trois semaines dans l'année. Quand

(1) En 1853, trente-cinq bâtimens ont fait cent douze voyages et rapporté 8,078 tonnes. En 1852, trente-huit *doggers* avaient récolté de la même pêche, en cent quarante-quatre voyages, 11,939 tonnes, soit 16,324 pièces.

ils reviennent toucher le port de Vlaardingen après un voyage, c'est pour repartir bientôt. Identifiés avec la mer, avec son calme et ses fureurs, ses bons et ses mauvais jours, ils vivent des présens qu'elle leur fait, ou mieux qu'ils lui arrachent. En retour de cette existence dure, pleine de fatigues et de labeurs, livrée à toutes les violences des élémens, ces hommes, qui ont fait la grandeur politique et commerciale de la Hollande, reçoivent un mince salaire : un pêcheur gagne de 250 à 300 florins par an (600 fr.). On se demande ce que deviennent les femmes à Vlaardingen pendant que dure la pêche, c'est-à-dire presque toute l'année. Elles prennent soin du ménage; le reste du temps, elles travaillent à faire du filet chez elles ou dans les ateliers. Ce demi-veuvage ne semble pas d'ailleurs leur être très pénible : elles se consolent dans leurs enfans, qui sont nombreux, et auxquels elles servent à la fois de père et de mère. Quand le mari ne revient pas, on l'attend triste et inquiète, on l'attend longtemps, puis on finit par se résigner à cette absence qui ne finit plus. Autrefois la loi interdisait de se remarier avant dix années aux femmes qui ne pouvaient point produire la preuve matérielle de leur veuvage. Or quelle preuve les pauvres femmes de Vlaardingen auraient-elles fournie de la mort de leur mari? L'Océan ne signifie point les décès, et la preuve d'un naufrage est dans l'absence même de toute nouvelle. Les mœurs avaient à souffrir de cette disposition légale; tout le monde n'a point l'opiniâtre fidélité de la femme d'Ulysse. On a sagement fait en modifiant cet article, et en permettant aux femmes de pêcheurs de se remarier après trois années.

L'état de la ville de Vlaardingen, ses rues attristées, son port silencieux, ses bâtimens de mer qui vieillissent et qu'on ne renouvelle pas, tout annonce l'état de souffrance dans lequel est tombée la grande pêche. Et que dire de Maasluis? C'est encore une bien autre désolation. Ce pauvre village, assis sur un bras de la Meuse qu'il est question de supprimer, a l'air d'un condamné à mort qui demande grâce. Si triste que soit la condition actuelle de la grande pêche, il ne faut pourtant pas prononcer légèrement le mot de décadence. Ce qui a vieilli, ce qui s'écroule en ce moment, c'est l'édifice des primes, ce sont les formes sacramentelles d'une organisation qui a eu de l'éclat, mais qui n'a plus de raison d'être. Nous ne doutons point que la pêche hollandaise ne se régénère sous un régime de liberté. La ville de Vlaardingen conservera d'ailleurs longtemps l'avantage que lui donnent son excellent matériel de pêche, la renommée de ses produits et l'habileté de ses matelots (1).

(1) En même temps que les armateurs de Vlaardingen ont perdu un privilége, ils en ont d'ailleurs conquis un autre. Depuis ces deux dernières années, ils n'ont plus exclusivement le droit de préparer le hareng de saumure; mais en revanche ils peuvent faire

Avec cela, elle peut abandonner un monopole auquel nous reprocherons surtout d'avoir étouffé sous un vain nom l'intérêt des autres pêcheries néerlandaises. Le hareng pec, cette célébrité historique, a relégué le hareng des côtes, et surtout celui du Zuiderzée, dans un immense dédain. C'est contre cet ostracisme que proteste à cette heure une sage économie politique. Il n'est pas juste qu'un objet de luxe, un fruit défendu (au moins dans la primeur) pour la majorité des contribuables, absorbe toute la sollicitude de l'état au détriment des sources plus sérieuses de l'alimentation nationale. Ceci nous conduit naturellement à étudier la pêche des côtes, les résultats qu'elle produit et la vie des populations qui l'exercent.

II.

Les côtes de la Hollande sont masquées par des chaînes de dunes qui dérobent au voyageur la vue des eaux. Après une longue et pénible ascension dans ces collines de sable, tournez les yeux, la mer est là! Cette Mer du Nord était mal connue des anciens, qui l'envisageaient à travers des fables et de superstitieuses terreurs. Tacite lui-même se la représentait comme bouleversée par des vents éternels et comme peuplée de monstres. La vérité est que ses côtes sont tempêtueuses; sa couleur est changeante : sur le premier plan, elle est d'un jaune écumeux qui ressemble à l'eau de lessive; plus loin, d'un vert mourant; là-bas, d'un bleu évaporé qui se confond avec la ligne ondoyante du ciel. De grands nuages projettent obliquement de distance en distance leur ombre grave sur ce miroir indécis. Aucuns rochers, aucunes falaises ne brisent l'effort des vagues : cette mer se roule sur le lit de sable qu'elle s'est fait elle-même et qu'elle étend toujours. La physionomie des côtes de la Hollande varie peu : du sable et puis du sable, de l'eau et puis de l'eau, le ciel et puis le ciel. Sur ces côtes, qui donnent le sentiment de l'infini, s'élèvent, depuis l'embouchure de la Meuse jusqu'au Helder, plusieurs villages de pêcheurs. Les plus intéressans de ces villages sont Scheveningen et Katwijk.

La plage de Scheveningen est fréquentée pendant la belle saison par les baigneurs. Un joli village, relié à La Haye par une route plantée d'arbres et par une promenade en forme de bois qui se perd dans les dunes, reçoit durant l'été des étrangers de toutes les nations. Ici tout se ressent du voisinage de l'Océan. L'église, qui ne manque point d'élégance, conserve l'énorme crâne et quelques ver-

du hareng fumé. Grâce à ses robustes *buizen* qui sont capables de tenir la haute mer durant trois et quatre mois de l'année, Vlaardingen fumera désormais des harengs qui, à cause du volume, seront plus recherchés que les autres sur le marché de la Belgique.

tèbres d'un cachalot qui fut jeté sur le rivage en 1617 par une tempête. Ce silencieux débris est comme un commentaire de ces paroles de Job : « Les monstres te racontent, ô Seigneur! » Dans la principale rue, qui conduit à la mer, on rencontre plusieurs marchands de coquillages. Cette mer, dont on entend la voix, ne se montre elle-même que quand le voyageur a les pieds tout près de l'eau. Le brusque plaisir de la surprise et la grandeur de la scène qui se déploie alors compensent bien cette gradation d'effets qu'on rencontre sur d'autres rivages. Une flottille de pêche, dont les flibots sont ou échoués sur le sable, ou maintenus par l'ancre, ou éparpillés au large, dit un vieux poète néerlandais, comme les pensées du cerveau de la mer, associe l'image du travail aux souvenirs historiques. Ici l'Océan a lieu d'être fier de la Hollande et des Hollandais. En 1673, de Ruiter défit en vue de Scheveningen les flottes anglaise et française. Ce petit village est d'ailleurs le Cherbourg de la Hollande. Il a vu des exils et des infortunes royales. C'était par une froide journée de janvier 1795; les pêcheurs chargeaient dans deux barques des ballots et des malles de voyage; d'une voiture qui débouchait à l'extrémité du village sortirent un homme enveloppé d'une large pelisse et une femme qui portait un enfant dans ses bras. Cet homme était le prince d'Orange, l'enfant était le petit-fils du dernier stathouder, le futur roi Guillaume II. En 1813, cette plage revit et reçut au milieu des acclamations le représentant de la même famille, assise maintenant sur le trône des Pays-Bas. Si vous continuez sur la droite votre promenade dans les sables, vous rencontrez l'hôtel des bains, où les habitans de La Haye se rendent le dimanche soir pour entendre de la musique. C'est à la tombée de la nuit, quand la mer vole au ciel toutes ses étoiles, un point de vue solennel et magnifique. J'ai assisté, devant cet hôtel, à un feu d'artifice sur l'eau, dont le motif était naturellement l'incendie d'un navire. Je n'ai pas grand goût pour les fusées et les chandelles romaines; mais ici la vulgarité de ces fêtes se relevait par la grandeur du théâtre. La sombre mer faisait presque à elle seule tous les frais du spectacle, et grâce à son fracas sublime, à ses nuages déchirés, aux catastrophes trop réelles dont l'imagination pouvait se retracer le tableau dans cet incendie artificiel, la scène ne manquait point de majesté.

Cette grande rue, ces jeux, ces bains, ces cafés, ces hôtels, tout cela pourtant n'est point Scheveningen. On peut avoir habité cet endroit pendant plusieurs étés et ne point connaître le village des pêcheurs. Derrière d'élégantes habitations, qui servent véritablement de trompe-l'œil, se cachent des rues étroites, de pauvres niches de brique, dans lesquelles se dissimule une population silencieuse et

misérable. A la porte de ces réduits, devant lesquels sèchent du linge, des filets, des chemises rouges et des chapelets de poissons enfilés dans une corde, apparaît de temps à autre une figure de femme triste, vieillie et amaigrie par la fièvre. Les enfans, eux, jouent à travers toute cette détresse, comme si c'était un des priviléges de leur âge d'ignorer le mal et la pauvreté.

La population de Scheveningen est de 6,800 habitans, parmi lesquels 450 catholiques seulement. Il est à noter que la plupart des aubergistes et des marchands de poissons professent le catholicisme, tandis que les armateurs et les pêcheurs sont réformés. Il y a pour le village deux écoles de l'état que nous avons visitées, et qui sont parfaitement tenues. La première est, à vrai dire, une salle d'asile qui reçoit 250 enfans des deux sexes. Les enfans quittent cette première école vers l'âge de six ans, et entrent alors dans l'école primaire, qui contient 600 élèves. L'instruction est distribuée par un chef, cinq sous-maîtres et cinq surveillans. On enseigne la lecture, l'écriture, le calcul, la géographie et un peu d'histoire. Les enfans sortent de cette seconde école entre dix et douze ans : le vaisseau les réclame. Tout fils de pêcheur devient pêcheur. Habile, intrépide, ayant pour ainsi dire du sang de marin dans les veines, il acquiert bientôt l'art de conduire un navire et de jeter les filets. Dès l'âge de seize ou dix-sept ans, il connaît déjà le métier. Cette nouvelle éducation efface l'éducation scolaire. De ce qu'ils ont appris dans les classes, il ne reste à ces enfans de la mer que la connaissance des lettres écrites, dont ils se servent pour lire la Bible. Il est assez rare de trouver un garçon de vingt ans qui sache signer son nom le jour de ses noces. L'ignorance, tel est le premier trait du caractère des pêcheurs. Cette ignorance se lie à un attachement tenace pour les usages et pour les traditions du passé. Ils font en tout comme faisaient leurs ancêtres. La population maritime de Scheveningen ne s'assimile point aux étrangers, et par étrangers il faut entendre ici les Hollandais eux-mêmes. L'un d'eux, né à Rotterdam, établi depuis vingt années dans le village, nous racontait qu'il était encore considéré par les pêcheurs comme un homme d'un autre pays. L'originalité de cette population s'abrite derrière la langue, le costume, les habitudes et les mœurs comme derrière une barrière infranchissable.

La langue des pêcheurs est une sorte de patois qui diffère essentiellement du hollandais ordinaire, et dans lequel certains linguistes ont cru reconnaître des traces de l'anglo-saxon, qui paraît avoir été la souche de l'idiome national. Leur costume est particulier, surtout celui des femmes : elles portent, durant l'hiver, un corsage de serge ou d'indienne, une jupe de serge brune, un long camail de la même étoffe et de la même couleur, doublé de rouge, avec un collet droit et raide. Cet habillement a quelque chose d'aus-

tère et de cénobitique : on est d'ailleurs forcé de convenir qu'il s'adapte bien au climat et à la profession. Un grand chapeau de grosse paille, bordé d'un ruban noir, doublé d'une indienne à fleurs, abaissé légèrement de chaque côté, relevé par derrière et par devant en forme de nacelle, leur sert à maintenir sur la tête jusqu'à trois et quatre corbeilles. Ces femmes ont une stature robuste, une grande taille, une figure médiocrement jolie, mais qui respire un air de santé, — des yeux bleus dont les paupières sont peu ouvertes, et des membres vigoureux. A trente ans, elles ont déjà beaucoup perdu de leur fraîcheur; leur peau est hâlée, circonstance qui tient sans doute au voisinage de la mer et à l'habitation dans les dunes. Les dunes constituent un pays dans le pays même; le sable y réfléchit plus fortement qu'ailleurs les rayons du soleil : c'est l'Arabie de la Hollande. Les hommes sont relativement de petite taille; leur costume, pantalon et veste noirs, favorise peu leur tournure, qui est grave, mais lourde. Ils ont le visage rond, le col court, les cheveux le plus souvent bruns et frisés. Leur grand luxe consiste dans des boutons de chemise et dans des boucles d'argent, qu'ils attachent aux pieds ou à la ceinture. Cette persistance dans le costume, surtout dans celui des femmes, cette fixité des traits physiques, ces caractères de race qui se conservent par le soin qu'ont les garçons et les filles de Scheveningen de ne se marier qu'entre eux, tout cela est peut-être une conséquence du commerce avec la mer. L'Océan, dans lequel certains poètes ont cru voir une image de l'inconstance, est au contraire, comme l'a très bien fait observer Byron, une image de l'éternité : c'est, de tous les élémens, celui qui a subi le moins de vicissitudes depuis l'origine du monde. Tel l'aurore de la création l'a vu naître, et tel il roule encore maintenant. Il se déplace; il ne change pas. Aux forces du temps, qui minent les rochers, qui altèrent le niveau des continens, qui transforment la nature vivante et les destinées humaines, il oppose, lui, sa mobile stabilité.

Les mœurs des pêcheurs qui habitent la côte participent du caractère de l'Océan. Ils n'ont aucune des habitudes de la ville. Le fond de leur caractère est l'indépendance. Scheveningen ne fournit presque pas de domestiques : filles et garçons, aucun ne veut servir. Il semble que le commerce avec la mer développe le sentiment de la dignité humaine. Les pêcheurs ne veulent point de maîtres; pauvres, mais libres, ils ne reconnaissent aucune autorité; ils n'obéissent même point à l'armateur. Le patron part à son heure et quand il veut; l'équipage le suit, non par subordination, mais par sentiment du devoir et par besoin. Les pêcheurs fuient le service militaire; ils résistent à la conscription : ce ne sont point les dangers du métier des armes qu'ils détestent, c'est la discipline. Les grandeurs de la vie militaire ne leur en dissimulent point les servitudes. Ces hommes

n'aiment point la terre : il leur faut l'espace, la libre immensité des mers, le flot indompté, le ciel bleu le jour, étoilé la nuit, l'âcre brise du nord, la conscience de l'homme debout sur ses actes comme le mât du vaisseau sur les mouvemens de l'Océan. Soldats du travail, ils aiment à braver volontairement le feu de l'éclair, le hennissement des flots qui courent sans mors et la bouche écumante autour de la quille du navire. A terre, ils ont le mal du pays. Étrangers aux conventions sociales, ils ne veulent être ni réglés ni protégés. Ce sentiment d'indépendance est visible sur leur physionomie. Les matelots et les pêcheurs se distinguent des autres hommes par la manière dont ils portent la tête haute en marchant. C'est pour eux, on le dirait du moins, qu'a été fait le vers d'Ovide :

Os homini sublime dedit....

Cet amour de la liberté déteint jusque sur leurs croyances religieuses. Les pêcheurs de la côte, ainsi que nous l'avons vu, sont tous ou presque tous réformés; ils ne reconnaissent que deux livres qui aient le droit de leur parler de Dieu, la Bible et la mer. Il semble que l'Océan exerce sur eux une action morale et sanctifiante. L'ivrognerie est rare parmi les pêcheurs de Scheveningen; mais ceux-là même qui boivent du genièvre à terre avec excès s'abstiennent de toute intempérance quand ils naviguent. A bord du vaisseau, les jurons sont inconnus. La vie de la mer exalte chez ces hommes simples et ignorans le sentiment religieux. Quand un flibot part, chaque pêcheur emporte ordinairement sa Bible. On ne prend jamais de repas sans prière, et le repas finit également par une action de grâces. Le dimanche, si les hommes sont en mer, ils s'abstiennent de pêcher; s'ils sont à terre, on entend dès le matin dans leurs petites maisons le chant des psaumes. Le sentiment religieux s'exprime en mille circonstances; mais les autres affections de l'âme, telles que l'amitié fraternelle et l'amour conjugal, se montrent peu. Les hommes et les femmes se sont connus dès l'enfance, et peut-être l'habitude déflore-t-elle la tendresse de leurs relations domestiques; mais cette indifférence n'a-t-elle point aussi une autre cause? Le cœur de ces hommes est engagé ailleurs : ils aiment la mer. Voilà leur fiancée à eux, leur maîtresse. Elle est inconstante, capricieuse, terrible; mais elle leur plaît ainsi. Il faut voir les pêcheurs de Scheveningen quand par les gros temps ils se promènent désœuvrés sur la plage; le regard qu'ils adressent à la mer exprime une sorte de passion furtive. C'est le regard de l'amant à la femme irritée. Cette affection-là chez eux ne vieillit pas. On rencontre sur le sable d'anciens pêcheurs que l'âge retient à la rive, mais qui ne se lassent point de contempler la masse tumultueuse des eaux, les voiles errantes sur l'abîme et le troupeau des nuages conduits par le vent. Ces patriarches de la mer

sont vénérés des pêcheurs, qui témoignent en général un grand respect pour la vieillesse. Quand la mort vient, ils la reçoivent avec un visage calme et résigné, comme une ancienne connaissance qu'ils ont vue passer plus d'une fois sur leur tête dans les horreurs de la tourmente. Froids et inanimés, ils reposent non loin des vagues qu'ils ont soumises, au bord de cette mer troublée comme le temps, stable et impassible comme l'éternité.

Les femmes ont également des affections peu expansives. Toutefois, malgré cette placidité apparente, il arrive souvent qu'elles soient dans un état de grossesse, ou même qu'elles aient un enfant avant le jour du mariage; mais il n'y a presque point d'exemple que la fille enceinte ait été abandonnée de son fiancé. Assurée ainsi de la constance de son amant, la fille-mère ne s'afflige point de sa fécondité; elle se présente devant l'officier civil sans rougir; son regard semble au contraire dire : « Vous voyez que je ne m'étais pas trompée! » Les garçons et les filles se marient très jeunes. L'infidélité conjugale est rare, surtout de la part des hommes. Les femmes sont extrêmement diligentes; elles font en sorte de suppléer par leur industrie et leur activité au faible salaire de leurs maris. On les rencontre dans les rues de La Haye portant sur leur tête le poisson que les hommes ont pu obtenir des armateurs à titre de petit bénéfice. Le mouvement qu'elles se donnent pour vendre est extraordinaire : quand elles ne peuvent tirer l'argent de leur marchandise, elles pratiquent le système d'échange. On les voit alors revenir vers le soir, sur la route de Scheveningen, avec du pain, du bois, des légumes qu'elles rapportent fièrement sur leur tête dans les mêmes corbeilles où elles ont apporté des soles, des crevettes. Dans leur maison règne ou une extrême propreté ou une saleté repoussante; quand elle se rencontre, cette saleté doit être mise sur le compte de la misère : sept et jusqu'à huit personnes couchent quelquefois dans une seule chambre, ou, pour mieux dire, dans un réduit obscur, où l'on ne logerait point des animaux domestiques. Deux fois le choléra-morbus visita ces pauvres masures et y fit d'affreux ravages.

Dans ces ménages de pêcheurs, les querelles sont à peu près inconnues. Il est vrai de dire que la femme est le chef de la maison : elle doit cette domination domestique à la supériorité de ses connaissances et de ses lumières acquises. Plus civilisée, plus intelligente, peut-être moins morale, elle se montre en tout la maîtresse de son mari, qui obéit à ses conseils, on pourrait presque dire à ses ordres. Ces lions de la mer, qui affrontent avec une espèce d'insouciance les plus grands dangers sur leurs frêles bâtimens, se laissent conduire comme des agneaux par la main de leurs compagnes. Quoique les sentimens parlent généralement peu entre les couples, on surprend quelquefois

des scènes d'amour conjugal qui intéressent. Je me souviens d'un jour où la mer n'était point irritée, mais chagrine : un groupe de femmes se tenaient sur les dunes et échangeaient des signaux avec les hommes d'une douzaine de bâtimens qui allaient partir. Du groupe, parmi lequel il y avait des enfans, se détacha une jeune femme qui tenait une orange dans sa main. Elle jeta quelques paroles que contrariait fort dans le moment le bruit du vent et des vagues; pourtant la voix de l'amour fut plus forte que la voix de la mer, car de l'un des bâtimens appareillés s'élança un pêcheur qui marcha dans les eaux jusqu'à la ceinture, et vint recevoir des mains de la femme ce gage de tendresse naïve. Un moment après, les ancres se levaient, la petite flottille se dispersait sur la mer; le groupe de femmes continua de demeurer sur la dune, échangeant un dernier adieu avec les hommes des bâtimens qui s'éloignaient; puis elles rentrèrent en silence dans le village.

La pêche des côtes se divise en deux branches distinctes : 1° la pêche du poisson frais; 2° la pêche du hareng qu'on fume, *steur-haring* (1). C'est la pêche du poisson frais qui doit la première appeler notre attention. Scheveningen peut mettre en mer 112 flibots ordinaires et 8 petits. Un flibot ordinaire coûte de 5,500 à 6,000 florins : il est la propriété d'un armateur, qui lui-même se trouve souvent commandité par une main inconnue. Quand l'armateur veut équiper son bâtiment, il prend un patron, c'est-à-dire un ancien matelot plus capable et plus expérimenté que ses camarades; ce patron cherche de son côté six hommes et un garçon. Tous les ans, les pêcheurs de Scheveningen ont à faire au bureau de police une déclaration qui consiste dans cette simple formule : « Je m'enrôle sur tel bâtiment et sous tel capitaine. » L'armateur donne chaque année aux hommes de son flibot pour la pêche du poisson frais un grand filet et demi, deux câbles et demi, et quelques cordages. Le reste du filet et du cordage est à la charge des pêcheurs. L'équipage doit aussi pourvoir à ses besoins de nourriture et de ravitaillement. Les frais de réparation du navire se partagent entre l'armateur et les matelots; ce qui est au-dessus du *klamp*, c'est-à-dire la partie du bâtiment qui est hors de l'eau, incombe au compte de l'équipage; la partie qui est dans l'eau regarde l'armateur. On donne de cette division de responsabilité un motif plus ou moins logique; la moitié qui plonge s'use, l'autre moitié qui surnage se détériore souvent par négligence. Le voilage est supporté par l'armateur. Pour la pêche du poisson frais, les flibots ne font généralement que de courts voyages

(1) Ce mot *steur-haring* vient du mot anglais *store*, comme si l'on disait hareng de provision.

en haute mer. Les produits de cette pêche consistent surtout en soles, carrelets, plies, qu'on prend dans des filets de corde appelés tirasses, en hollandais *sleepnetten*, et qui s'ouvrent dans l'eau comme une fosse. Une pêche a cessé sur cette côte, c'est la pêche à la ligne pour le cabillaud et le merlan. On jette ordinairement les filets pendant la nuit. Le poisson pris et rapporté dans les flibots est vendu à Scheveningen même. Le marché a lieu sur la grève : ces fruits de la mer, étendus sur le sable, sont achetés par des marchands du village. La vente se fait au moyen d'un papier qu'on donne pour se présenter chez l'armateur; l'argent serait refusé; c'est un mode d'échange trop lent sur la plage, qui offre alors une scène piquante et animée. Le poisson acheté par les marchands de Scheveningen, lesquels sont environ au nombre de cinquante, est conduit à La Haye dans de petites charrettes tirées par des chiens d'une mine assez farouche, mais aussi ardens à l'ouvrage et aussi fiers de leur office que les meilleurs coursiers. Le soir, les marchands, hommes ou femmes, occupent sur ces charrettes parmi les corbeilles la place que la vente du poisson a laissée libre, et regagnent ainsi leur demeure, traînés par leur humble attelage.

Un flibot qui se livre à la pêche du poisson frais depuis le 1er février jusqu'à la mi-août rapporte de 2,000 à 2,500 florins. Le bénéfice est distribué de la manière suivante : l'armateur prend d'abord 10 pour 100 du revenu brut; ce qui reste est partagé ensuite entre le patron, l'armateur et les matelots. Le patron reçoit un quart de plus que les autres; l'armateur reçoit autant que les hommes de l'équipage. En outre, chaque fois que le flibot arrive de la pêche du poisson frais, les petites soles, les *pitermans* sont pour les pêcheurs, qui les transmettent à leurs femmes (1). Cette répartition est loin de satisfaire les matelots : en général ils détestent l'armateur, et quand l'occasion se présente de le tromper, ils n'y manquent pas. Fins sous leur ignorance et un peu menteurs sous une apparence grossière (car il faut mettre les ombres au portrait), hostiles envers quiconque n'est point de leur village et de leur profession, ils pratiquent volontiers la maxime du fabuliste : « Notre ennemi, c'est notre maître. » La fraude la plus commune à laquelle ils se livrent est de vendre en mer du poisson frais et de ne point tenir compte à l'armateur de ce bénéfice éventuel. Leur excuse est dans les dangers qu'ils courent et dans leur extrême pauvreté. Ce sont, il faut le dire, d'intrépides matelots. La mer n'a pas de colères qui les effraient. Quelquefois ils vont sur les côtes de l'Angleterre en une seule jour-

(1) Les matelots d'un flibot dont on a bien voulu nous montrer les comptes ont reçu l'année dernière 158 florins et 2 cents. Ils ont eu pour cadeau (*zood-visch*) 33 florins 17 cents 1/2.

née. Dans les gros temps, on ferme toutes les ouvertures, et le vaisseau ballotté se maintient comme il peut sur les précipices de l'Océan (1). On compte six ou huit flibots perdus en vingt-six années. Pendant les jours de tempête, les femmes courent sur la dune; elles regardent en silence, le visage morne, le cœur glacé, cette masse d'eau furieuse qui tient leur frère, leur mari, et qui peut les engloutir (2). Les armateurs sont assurés, du moins en partie, pour les risques de mer; les pêcheurs ne le sont pas. Leur seul espoir est dans la bienfaisance publique. Il existe bien à Scheveningen un hospice pour les orphelins; mais les ressources de cet hospice sont insuffisantes pour donner asile à toutes les infortunes que crée la mer. Il faut voir, le lendemain d'une catastrophe maritime, les pauvres habitans de Scheveningen pour avoir une idée des douleurs de la vie des côtes.

La pêche du poisson frais cède la place vers la fin de l'été à la pêche du *steur-haring*, qui commence à la mi-septembre et qui se termine vers le mois de décembre. Pour cette seconde pêche, le ravitaillement ainsi que tous les autres frais, soit de cordages, soit de filets, sont supportés par l'armateur, qui reçoit la totalité du butin. En retour, il donne à chaque matelot, pour chaque centaine de florins gagnés, 2 florins et 80 cents; le capitaine ou patron touche une fois et demie la même somme. Chaque flibot est monté par huit hommes, qui, lorsqu'ils reviennent de la pêche du hareng, reçoivent en outre de l'armateur un pour-boire de 12 à 20 florins (3). Les résultats matériels de cette pêche, pour ce qui regarde le seul village de Scheveningen, sont considérables. En 1853, les pêcheurs ont rapporté 18,194,500 harengs, qui ont donné une somme de 218,915 florins 45 cents. En 1854, quatre-vingt-dix flibots ont été absens durant trois mois; cinq ont fait quatre voyages sur les côtes de l'Angleterre, vingt-huit ont fait trois voyages, cinquante-deux ont fait deux voyages, et sept autres un voyage. La pêche n'a point été si abondante qu'en 1853 : ces quatre-

(1) La côte de Scheveningen est d'un abord difficile. Les bâtimens sont construits en conséquence : ce sont des vaisseaux plats qui échouent sur le sable. Il est question, depuis quelques années, de bâtir un port qui donnerait une importance nouvelle à Scheveningen et à la ville de La Haye. Ce projet utile, mais qui entraînerait des dépenses considérables, est ajourné comme tant d'autres à des temps meilleurs.

(2) Il y a quelques mois, Scheveningen eut un naufrage à déplorer. Un bâtiment de pêche, parti depuis une semaine, n'était pas revenu; les pressentimens les plus sombres attristaient les visages. Bientôt la nouvelle arriva d'Angleterre qu'un pêcheur anglais avait pris, remorqué et conduit à Lowstoff la carcasse de la jonque *Cornelia*, dans laquelle se trouvaient les cadavres de quatre marins hollandais. On ne disait rien de trois autres hommes, qui, selon toute vraisemblance, avaient été renversés par-dessus le bord. Presque tous les pêcheurs avaient une femme, une famille; l'un d'eux laissa neuf orphelins.

(3) Pour la pêche du hareng, chaque matelot reçoit en tout de 80 à 100 florins.

vingt-dix flibots ont rapporté néanmoins 11,729,000 harengs (1). En présence de ces chiffres, on s'étonne de la misère des pêcheurs de la côte : cette misère, qui contraste avec les résultats économiques de leur travail, est cependant trop réelle. Sur cent pêcheurs, il y en a quatre-vingt-dix-huit qui sont pauvres. L'hiver, on leur distribue du pain et de la soupe; autrement, nous disait un officier civil de l'endroit, ils mourraient de faim. On compte à Scheveningen 3,530 personnes qui reçoivent de la communauté calviniste des secours à domicile. Ce malaise navrant a des causes qu'il importe de signaler. D'abord le salaire des pêcheurs est faible; ils gagnent au plus 4 ou 5 florins par semaine. Un tel résultat n'est point en rapport avec les fatigues du métier; il fait une triste exception à la loi qui veut que les professions industrielles où il y a pour l'homme risque de la vie soient rétribuées en conséquence. La pêche est d'ailleurs soumise à des chômages. Au mois de décembre et de janvier, les pêcheurs ne veulent point jeter leurs filets dans la mer; les tempêtes sont alors, disent-ils, plus fréquentes que dans les autres mois de l'année. Il est extrêmement désirable (et c'est peut-être le meilleur remède au paupérisme) que les populations de la côte ne se reposent point uniquement sur la pêche. Déjà quelques matelots de Scheveningen font des voyages d'hiver pour porter divers objets de consommation en France, en Belgique et à Londres (2); d'autres défrichent un peu dans les dunes. Cette culture des dunes constitue un des traits caractéristiques de la côte. Quand on a résolu de convertir une certaine étendue de sable en terre labourable, on y mène paître la première année des animaux domestiques, le plus souvent des moutons. Ce n'est encore qu'un pacage; mais les années suivantes on y introduit la bêche et l'on égalise le sol. L'ennemi de cette culture naissante est le vent; on lui oppose des digues et quelquefois des plantations d'arbustes; le champ embryonnaire est fumé ensuite avec les engrais qu'on a sous la main, le plus souvent avec du poisson. Ceci fait, on y plante des pommes de terre, qui viennent bien, ou d'autres légumes. A voir ces champs conquis sur la dune sauvage, véritables chefs-d'œuvre de création humaine, on éprouve

(1) La préparation diffère de celle qu'on pratique à Vlaardingen et à Maasluis. On n'entasse pas ces harengs-là comme ceux de la grande pêche dans des tonneaux, mais on les amasse à fond de cale, et l'on y jette du sel (*steur*), se réservant de les saurer plus tard. Le principal débouché du *steur-haring* est dans la Belgique, où il prend alors le nom de *diepwatersche bokking* (hareng d'eau profonde et qui a été fumé). Les pêcheurs de Scheveningen peuvent maintenant caquer le hareng, mais ils usent très peu jusqu'ici de cette liberté.

(2) Il existe pour les jeunes filles une maison de couture, fondée par la reine-mère de Hollande; on y fait des chemises et d'autres ouvrages pour les pauvres de la commune. Cet établissement ne fonctionne que pendant l'hiver.

pour la patience et l'industrie de ces pauvres gens une admiration mêlée de tendresse.

Si de Scheveningen nous suivons la mer, nous rencontrerons à Katwijk, à Noorwijk, à Egmond, à Zandvoort, la même côte, la même race, la même misère. Au moment où nous visitâmes le Katwijk des pêcheurs (car il y a deux villages du même nom, situés l'un à côté de l'autre), le typhus y régnait (1). Depuis treize années, la pêche du poisson frais à Katwijk est en décadence. A la vue de cette situation déplorable, quelques économistes se sont demandé si l'usage des filets de corde n'avait point appauvri les mers. Cette question se lie à une autre qui relève de l'histoire naturelle. La fécondité a été donnée aux animaux, surtout aux poissons, pour résister aux entreprises de l'homme; mais dans quelles limites cette fécondité résiste-t-elle? En d'autres termes, est-il possible de dépeupler les eaux? La science n'hésite point à se déclarer pour l'affirmative. Le champ de la vie sous-marine est une source de richesses inépuisables tant que les forces de reproduction font équilibre aux moyens de destruction mécanique; mais du jour où cet équilibre se trouve rompu, il y a lieu de craindre que dans un espace de temps donné les mers les plus peuplées ne se convertissent en solitudes. Notre siècle a vu naître un art ingénieux qui se propose d'ensemencer et de repeupler les eaux au moyen d'une graine animale soumise à la volonté de l'homme. On se demande seulement s'il ne vaudrait pas mieux prévenir par de sages mesures l'anéantissement des poissons que d'en être réduit un jour à revivifier les mers par des moyens artificiels. Le danger d'un appauvrissement des mers est-il à craindre? Pour en juger, il suffit de jeter les yeux sur les filets de corde, ces sépulcres flottans dont la bouche s'ouvre pour dévorer les habitans des eaux, dont le plomb laboure et soulève le fond de la mer. Non-seulement tous les poissons que le filet rencontre sont emportés, mais aussi tout le frai qui se trouve dans le sol est détruit. On a proposé en conséquence d'interdire pendant la saison d'hiver l'usage de cette pêche (2). Le principe sur lequel se fonderait une telle défense est inattaquable : les richesses du règne icthyologique constituent le capital des mers; ce capital appartient au genre humain tout entier. Les générations présentes ne doivent point détruire le fond, elles peuvent seulement en toucher les revenus. L'état, qui doit veil-

(1) Sur la côte de Katwijk est une triple rangée d'écluses monumentales qui protégent l'embouchure artificielle du Rhin. Sur le pilier central qui sert de clé de voûte à la première écluse on lit cette inscription, en langue hollandaise : « Réunion du Rhin à la Mer du Nord commencée le 7 août 1804 et achevée le 21 octobre 1807. »

(2) Les mers ont besoin de se reposer au moins pendant quelques mois de l'année. Dans la discussion soulevée en Hollande sur cette matière, on a plus d'une fois invoqué comme une autorité l'opinion émise dans la *Revue* par M. de Quatrefages.

ler non-seulement sur les intérêts du présent, mais aussi sur ceux de l'avenir, est donc en droit de protéger les forces prolifiques de la mer contre des moyens d'exploitation dangereux; seulement, comme des pêcheurs étrangers traînent ces mêmes filets sur les côtes de la Hollande, il faudrait obtenir une convention internationale qui, au nom même des intérêts de la pêche, défendît de ravager les eaux. La question vaut qu'on y réfléchisse. Les gouvernemens ont des congrès pour régler la paix ou la guerre : où serait le mal quand ils auraient des congrès économiques pour conserver et accroître les moyens alimentaires des peuples?

Quoique souffrante, la pêche des côtes est pour la Hollande une ressource considérable. Sans protection aucune, gênée même par les règlemens, qui favorisaient jusqu'ici la grande pêche au détriment des autres pêches nationales, cette industrie a lutté contre les forces avares de la nature, et obtenu des résultats qui méritent d'appeler notre attention. En 1850, du 1er février au 5 septembre, quarante-huit barques ont pris sur la côte de Katwijk pour 78,902 florins de poissons frais. En 1853, trente-six flibots ont rapporté 6,096,000 harengs. Outre les barques qui sortent des villages situés près de la Meuse, 218 bâtimens, montés par 1,744 hommes, jettent leurs filets dans la mer qui baigne les côtes de la Nord-Hollande et de la Sud-Hollande. Les frais annuels d'équipement pour chaque vaisseau se montent à 4,500 florins. Ce capital qui flotte sur les eaux a une valeur sans doute, mais le travail des hommes qui luttent jour et nuit contre toutes les forces de l'Océan représente une autre valeur non moins grande et non moins féconde.

La Mer du Nord n'est pas le seul champ labouré par les barques néerlandaises. Il existe une autre pêche plus obscure encore dans ses moyens d'action, presque dédaignée, mais dont le développement silencieux mérite d'appeler les regards de l'économiste : c'est celle qui s'exerce sur le Zuiderzée. Dans ce golfe, formé depuis les temps historiques par les invasions de la mer, nous allons rencontrer un nouveau théâtre de faits qui nous fournira de nouvelles armes contre le monopole en matière de pêche et des argumens décisifs en faveur de la liberté de cette industrie.

III.

Le Zuiderzée forme comme un bassin de la Mer du Nord. Ainsi que les années arrondissent le corsage d'une jeune fille, les siècles ont élargi l'échancrure par laquelle cette mer enfonce son sein dans les terres. La masse des eaux occupe aujourd'hui un espace de cinquante-quatre lieues carrées; elle s'avance sur les provinces de Frise, d'Overyssel, de Gueldre, d'Utrecht et de Nord-Hollande. L'été, les

bords du Zuiderzée sont ravissans. Une ceinture de villes et de villages, liés par des prairies, des jardins, des maisons de campagne, presse mollement les contours du golfe. Ces villes anciennes vivent plus ou moins de la navigation et de la pêche.

En partant d'Amsterdam, si nous suivons la gauche du bassin, on rencontre d'abord Monnikendam, qui doit son nom et peut-être son origine à un ancien monastère (1). Un clocher d'église, une tour, des maisons de brique harmonieusement groupées, des mâts de bâtimens et des voiles de pêcheurs, tels sont les principaux traits de cette ville, qui sort du fond de l'eau, comme la nymphe antique, avec une couronne de verdure. A propos de nymphe, voici Edam, autre ville de la Nord-Hollande, à laquelle se rattache une légende locale. C'était après une forte tempête qui avait confondu le ciel et la mer; les eaux, chassées par des vents furieux, avaient brisé les écluses, envahi les terres, lorsque les jeunes filles d'Edam, allant faire boire leurs vaches dans le lac de Purmer, avisèrent une femme aux membres nus et couverts d'une mousse verdâtre qui nageait à la surface de l'eau. D'abord la nouveauté du spectacle les effraya; puis, un peu remises de leur émotion, elles tirèrent la fille de mer dans un filet et la conduisirent à Edam. Là on la débarrassa de la vase et de la mousse qui la couvraient : ornée d'habits plus conformes à la pudeur de son sexe, elle apprit à manger du pain et à filer; mais une inclination naturelle l'entraînait toujours vers les eaux du lac. Elle parlait une langue inconnue, et ne comprenait rien au hollandais. Un grave chroniqueur, Snoyus, affirme tenir le fait de témoins oculaires; il réfute l'opinion de ceux qui, par goût du merveilleux et du chimérique, ont prêté à cette fille une queue de poisson. Et maintenant, si vous doutez de l'histoire en elle-même, regardez à Edam ce vieux bas-relief conservé sur un des murs de la ville : vous y verrez le portrait authentique de cette nymphe marine dans l'état de nature. Les formes sont belles et font regretter, si les autres filles de mer lui ressemblent, que l'espèce n'en soit pas plus commune (2).

D'Edam à Hoorn, la côte s'arrondit et se comprime pour donner ensuite naissance à un promontoire sur la pointe duquel s'élève Enkhuisen. La ville de Hoorn tire son nom de la forme recourbée de son port, qui s'avance dans l'eau comme une corne de bœuf. Une telle configuration est elle-même un symbole des mœurs pastorales de

(1) *Monnikendam*, barrage sur la rivière des moines.

(2) On a cherché si ces légendes avaient quelque fond historique : plusieurs se sont demandé si cette fille de la mer n'était point une femme d'Islande ou de Norvége jetée sur les côtes du Zuiderzée par une tempête; d'autres Hollandais ont cru que leurs naïfs ancêtres avaient pris un phoque pour une créature humaine : il est plus probable que l'imagination seule a fait les frais de ces fables merveilleuses, qu'on trouve répandues fort loin sur les côtes de la Mer du Nord.

la Nord-Hollande et des richesses naturelles qui s'y débitent. Hoorn est, avec Alkmaar, le plus grand marché de beurre et de fromage qui existe dans cette contrée. Entourée de riches pâturages, cette ville surgit à la fois d'un océan d'herbe et d'un océan d'eau. Une fois par année, la grande rue, couverte de six ou sept mille têtes de bétail, présente une scène curieuse et animée. Sur une des portes de la ville, nous avons admiré deux grands bœufs en pierre fièrement sculptés; plus bas est une femme agenouillée qui trait sa vache. L'art hollandais est peut-être le seul qui ait célébré les travaux domestiques, au lieu de poétiser le meurtre. Au moment où je visitai la ville de Hoorn, les jeunes filles couraient les rues à la tombée de la nuit avec des lumières enveloppées dans des papiers de couleur. Cet usage, dont l'origine est inconnue, rappelle la fête des lanternes qui se célèbre chez les Chinois. Le divertissement dure au moins une semaine, et les habitans semblent y prendre un goût extrême. Cette vieille ville, aperçue à la lueur des feux qui se promènent çà et là, ne manque point de caractère. On aime ses maisons chancelantes et penchées comme un homme ivre, ses auvens de bois, ses canaux remplis d'eau salée, son hôtel de ville, gracieuse construction de 1615 et retouchée avec assez de goût. Une digue solide protége la ville contre les surprises de la mer, qui, malgré cette défense, est entrée au mois de janvier 1855 dans une des rues (1). Son port est hanté par des bâtimens de commerce qui distribuent non-seulement aux Pays-Bas, mais à la Belgique, à la France et surtout à l'Angleterre, les richesses agricoles qui s'échappent de la ville comme d'une corne d'abondance. Deux cents pêcheurs environ, logés pour la plupart dans des cabanes, vivent à Hoorn des fruits de la mer. Nous sommes ici au milieu de ces filets qui ont porté si haut et si loin l'ancienne prospérité de la Hollande. L'histoire de la pêche se lie étroitement à l'histoire de la navigation et des découvertes maritimes. On ne sait point assez l'influence que cet art utile a exercé sur la connaissance du globe, en créant des marins habiles et intrépides, des chercheurs de terres nouvelles. Hoorn fut le berceau du navigateur Willem Schouten, qui, en 1616, doubla la pointe la plus méridionale de l'Amérique, à laquelle il donna le nom de sa ville natale. On devrait donc écrire cap Hoorn.

De Hoorn à Enkhuisen, nous traversons par terre une chaîne de villages bien autrement curieux que Broek, qui n'est après tout qu'un décor d'opéra-comique. De jolies maisons mi-partie de bois et mi-

(1) Ce jour-là, tous les habitans étaient sur pied : une milice bourgeoise, dont les fonctions consistent à repousser les eaux, fit vaillamment son devoir. Un des moyens les plus simples et les plus ingénieux dont on se sert pour opposer un obstacle à l'ennemi, quand la mer a troué une digue, c'est d'étendre des toiles dans l'eau sur la blessure; la mer, qui ronge la pierre, ne peut mordre cette surface lisse, et se retire humiliée.

partie de brique, couvertes les unes de tuiles, les autres d'un manteau de chaume bizarrement découpé, s'alignent le long d'une route plantée d'arbres. Il est convenu qu'ici les portes ne sont pas faites pour entrer dans les maisons ni pour en sortir. Ces portes dorées, gauffrées, sculptées, peintes quelquefois de plusieurs couleurs, sont des ornemens, des hors-d'œuvre. On ne les ouvre qu'aux trois grandes solennités du foyer domestique, la naissance, le mariage, la mort. Le reste du temps, on pénètre dans les maisons par derrière. Quand elles sont simples, ces maisons de bois ne manquent point de charme; mais trop souvent un goût maniéré les défigure en voulant les embellir. Ici la manie de la propreté s'attaque même à la nature. Les arbres qui bordent la route sont peints en blanc; d'autres fois ils portent la couleur de la maison devant laquelle ils s'élèvent taillés en muraille. Ces arbres nous ont paru étonnés et un peu confus de leur toilette; mais ce doit être une illusion de notre part : qu'est-ce qui dans ce monde se trouve ridicule? On arrive par cette route à Enkhuisen (1). C'était autrefois une cité florissante. Au XVIe siècle, elle envoyait à la grande pêche une flotte de cent quarante bâtimens protégés par vingt vaisseaux de guerre. On admirait son port, ses édifices, son chantier de construction navale, ses fabriques de sel. Aujourd'hui quelle solitude et quelle décadence! Une des anciennes portes d'Enkhuisen se trouve à un quart d'heure de la ville : l'herbe a effacé les maisons. Des moutons d'une maigreur apocalyptique broutent cette ville déchue, qui ne sera bientôt plus qu'une ruine. Ses rues pleurent, *viæ suæ lugent*. Des murs qu'émiette le vent, de vieilles maisons aux écussons de pierre qui ne trouvent plus d'habitans ni de fortunes pour les remplir, des figures d'hommes et de femmes hâves, délabrées, sépulcrales, tout cela déroule un chapitre d'histoire qu'on pourrait intituler : Comment meurent les villes. C'est surtout à l'approche de la nuit que cette scène de désolation et de caducité me pénétra d'une tristesse indéfinissable. La mer était noire sous un ciel sans lune. De moment en moment, le glaive de l'éclair fouettait le sein du golfe ensanglanté. Ce spectre de ville penché sur les eaux était lugubre à voir. Cela nous rappela une ancienne légende du Nord : une jeune fille éprise de sa beauté, morte la veille de ses noces en punition de son orgueil et de sa coquetterie, avait obtenu de revenir toutes les nuits d'orage pour se mirer entre deux éclairs dans la mer!

Nous négligerons les autres villes du Zuiderzée, Medemblik, Harlingen, Workurn et Kampen, qui ne présentent plus, du moins au point de vue de la pêche, qu'un intérêt secondaire, et nous visi-

(1) D'anciens géographes rapportent au hareng l'origine et le nom de cette ville : *Enchusa, quasi harenchusa, priore syllaba truncata.*

terons les habitans des îles, qui ont pour unique industrie de jeter leurs filets dans le golfe. En face de Monnikendam s'élève la petite île de Marken (1). Une barque surmontée d'une voile y conduit en moins d'une heure par un bon vent; mais cette heure met des siècles entre les habitans de l'île et ceux du continent. L'entrée du port est étroite : on n'a pas osé l'agrandir dans la crainte que la pression des eaux ne causât des désastres par un vent nord-ouest. Construit en 1834 et amélioré en 1853, ce port est d'ailleurs excellent; des bâtimens de pêche serrés les uns contre les autres y dressent fièrement leurs mâts. A terre, vous vous trouvez sur un sol plat et uni, de niveau avec la mer, et que protége une digue de circonvallation. A la surface de cette plaine s'élèvent des tertres construits de main d'homme, sur lesquels se sont établis des groupes de maisons décorés du titre de bourgades. Le voyageur peut ainsi juger par ses yeux le procédé de construction employé par les premiers habitans de la Hollande pour défendre leurs demeures contre les eaux. Ces bourgades, au nombre de huit ou dix, et dont une ne se compose que de six maisonnettes, ont toutes des noms, et même d'assez jolis noms, la *Tour-de-Feu*, le *Bourg-des-Roses*, etc. Les maisons sont construites en bois, les unes peintes, les autres goudronnées, couvertes de tuiles ou de chaume. La plupart des bourgades se ressemblent : il y en a pourtant une qui se distingue entre toutes par le luxe de ses constructions, et qu'on appelle ici la capitale de Marken : c'est la *Bourgade-de-l'Église*. La maison du pasteur (la *pastorie*) y est bâtie en pierre. Un cadran solaire en bois, un jardin fruitier composé de quatre grands arbres (les seuls à peu près qui existent dans l'île), des volets qui préservent de la pluie et des vents de mer, en voilà assez pour que les habitans considèrent cette demeure comme un ornement dont ils ont lieu d'être fiers. Près de la maison du pasteur s'élève l'église; à côté de l'église, l'école, et non loin de l'école, la maison de ville. L'église est un bâtiment neuf, reconstruit en 1846 avec une toiture de zinc; les eaux ont pénétré déjà dans l'intérieur, qui exige de grandes réparations. Les habitans de Marken, au nombre

(1) L'origine du nom de Marken ou *Marsch* a beaucoup exercé les antiquaires. Quelques-uns veulent que la population de cette île tire son origine des Marsaces, *Marsatii*, dont il est fait mention dans Pline et dans Tacite. Ces Marsaces occupaient autrefois un coin de terre dans le lac Flévo. L'île de Marken fut séparée du continent à la fin du XIIIe siècle. Anciennement elle formait une des propriétés d'un cloître de la Frise. C'était alors une contrée déliciense, et on y voyait de magnifiques jardins, entretenus par les moines. D'abord la séparation de Marken et du continent n'avait qu'une largeur de quelques pieds; on passait d'un bord à l'autre au moyen d'un pont de bois : peu à peu la déchirure s'augmenta; des campagnes très fertiles furent minées par les eaux, et les paysans se trouvèrent transformés en pêcheurs. L'état actuel de l'île est très peu connu des Hollandais eux-mêmes. A Marken, l'arrivée d'un étranger est un événement : on le regarde avec surprise comme un être tombé de la lune, mais sans malveillance.

de 950, professent tous la religion réformée. A la voûte de l'église sont suspendus deux modèles d'anciens bateaux de pêche dont on se servait autrefois dans l'île. Ces monumens historiques de la navigation se trouvent bien placés dans un temple chrétien, au milieu des souvenirs d'une religion qui a commencé au bord de la mer, sur une barque de pêcheurs. L'école reçoit deux cents enfans des deux sexes, qui apprennent les élémens de l'histoire nationale, de la géographie et de l'arithmétique. L'instituteur est né dans l'île, il honore ses humbles fonctions par la bienveillance avec laquelle il sert de cicérone aux étrangers. Dans la principale rue de la capitale de Marken, on nous montra la maison du bourgmestre, qui ne se distingue d'ailleurs des autres maisons de bois que par un air d'aisance et de propreté. Autrefois la Bourgade-de-l'Église n'était point pavée : c'était Paris avant Philippe-Auguste. On jetait çà et là quelques planches durant l'hiver sur le sol bas et marécageux. Aujourd'hui l'état des voies s'est amélioré. Les habitans, depuis un temps immémorial, pratiquent d'une maison à l'autre un passage sur de petites chaussées. Cette organisation des chemins, ces tertres, ces petites maisons uniformes, tout cela donne aux bourgades de Marken l'air d'une cité de castors, ces premiers habitans de la Hollande, selon d'anciennes traditions d'histoire universelle, et qui ont aujourd'hui disparu devant les établissemens de l'homme.

L'intérieur des maisons mérite qu'on s'y arrête. Le plus souvent la même chambre sert tout à la fois de chambre à coucher, de cuisine et de magasin pour les outils de la pêche. Quelques maisons ont pourtant une seconde pièce séparée, — le salon, comme on dit ici, — dans laquelle on garde les meubles et les vêtemens; mais c'est un luxe presque aristocratique. Les chambres, de plain-pied avec le sol, n'ont point de plafond; elles communiquent par en haut avec le grenier, sur lequel s'élève à angle droit la toiture de tuile ou de chaume. Les maisons manquent également pour la plupart de cheminée. Devant la fenêtre principale s'élève une grande plaque entourée d'une rangée de briques ou de pierres. Contre cette plaque se trouve soudée dans le sol une pièce de fer contre laquelle on fait le feu. Une ouverture pratiquée dans le toit laisse passer la fumée, qui, avant de sortir, se répand dans le grenier, où elle sèche les filets. On ne cite qu'une trentaine de maisons qui aient une cheminée. Plusieurs fois dans l'année on nettoie l'intérieur, et on le couvre d'une craie blanche. Une table entourée de chaises très basses, un vieux bahut chargé de faïences et de jolies porcelaines de Chine, une horloge à pied, des seaux pour le lait dont les cercles de cuivre brillent comme de l'or, tout cela forme dans les habitations de l'île une alliance de faits qu'on trouve rarement chez les autres races, la propreté dans la pauvreté. Ce goût des chinoiseries, des vieux cris-

taux, des rideaux et des couvertures de lit à fleurs est un trait délicat du caractère batave; l'art s'assied à côté de la misère près du foyer domestique, qu'il éclaire d'un rayon consolant. Il y a d'ailleurs tant de paix dans ces intérieurs modestes, tant d'ignorance des besoins que développe la civilisation, tant d'insouciance des richesses et du luxe, qu'on aimerait à y vivre, si l'on pouvait oublier son siècle. La misère n'est point, comme le croyaient certains utopistes nourris à l'école de Jean-Jacques Rousseau, une conséquence de la société : c'est au contraire une annexe de l'état barbare, un fait primitif contre lequel l'état social est appelé à réagir incessamment. Les insulaires de Marken sont restés, par suite de leur isolement, à l'origine des choses; mais comme dans l'île tout le monde est pauvre ou peu s'en faut, on ne s'aperçoit guère de la pauvreté. Chemin faisant, on nous montra la maison d'un *riche capitaliste* qui mettait ses fonds dans le commerce : cette maison était tout simplement une cabane.

Lorsque nous visitâmes l'île de Marken, les femmes étaient occupées à faire leurs foins. Les hommes ne se mêlent point de cette besogne : ils se contentent de diriger leurs flibots sur la mer et de manier leurs filets. La récolte était conduite par des barques sur de petits canaux qui se relient à un canal central appelé grand canal de l'île. De temps en temps, on franchissait des ponts ou ce qu'on appelle ainsi, c'est-à-dire des planches qu'on tourne et sur lesquelles les habitans marchent pour traverser des ruisseaux immobiles. Les foins, réunis près du port, étaient chargés dans une espèce d'embarcation qu'on nomme petit bateau de Marken, *Marker-binnenschuitjes*, et dont le modèle n'existe point ailleurs. Le sol de l'île est une argile très féconde : il produit, outre le foin, des joncs qui croissent en grande quantité et qu'on exporte. Ces diverses récoltes donnent par an 10,000 florins. Les pâturages proprement dits servent à la nourriture des bestiaux. Il existe à Marken cinq *paysans;* les Hollandais donnent le nom de paysan (*boer*) moins à l'homme qui façonne la terre qu'à celui qui élève des troupeaux. On compte dans l'île 22 vaches et environ 300 moutons; nous n'y avons pas vu de chevaux. La plupart des eaux de puits étant saumâtres, les habitans n'ont pour abreuver les bêtes à cornes que l'eau pluviale, celle qu'ils boivent eux-mêmes. On a calculé que sur ces mêmes terres on pourrait nourrir 3,000 moutons, ce qui produirait pour les pauvres insulaires un bénéfice considérable; mais la crainte des inondations a empêché jusqu'ici le développement de cette industrie (1).

Les habitans de l'île de Marken en sont encore au premier âge en

(1) Les inondations sont moins fréquentes depuis cinquante ans que dans le dernier siècle, où la digue était moins haute. On se demande alors pourquoi on ne l'éleverait pas davantage encore, afin de préserver entièrement l'île; mais les hommes de l'art prétendent que le sol ne supporterait pas un fardeau plus considérable.

fait de science économique. Chez eux, la division du travail n'existe pas. Tous font la même chose ou peu s'en faut; ils vivent de la pêche (1). Quant au commerce, il est à peu près nul : pommes de terre, légumes, objets manufacturés, tourbe, tout est apporté chaque semaine de Monnikendam, de Hoorn ou d'Amsterdam. Il n'y a dans l'île que deux boulangers, de sorte qu'on reçoit également par eau une grande quantité de pain. Hommes, adolescens, vieillards sont presque continuellement sur la mer. Autrefois ils prenaient une part considérable à la grande pêche, mais ils y ont à peu près renoncé. En revanche, le nombre des pêcheurs de plies s'est beaucoup augmenté : à la fin du dernier siècle, il n'y avait que 18 bâtimens destinés à la pêche des plies, on en compte aujourd'hui 90 (2). Le foyer domestique, la maison intérieure, appartient à la femme; le flibot, la maison extérieure, appartient à l'homme. Il met à soigner cette demeure flottante la même coquetterie, le même zèle que la ménagère apporte à nettoyer sa cabane. Le dimanche et les jours de fête, les bâtimens de pêche rangés dans le port semblent plutôt une flotte d'agrément, disposée pour le plaisir des yeux, qu'une flotte de travail et d'utilité. Il existe encore dans l'île quelques autres industries, mais toujours vivant de la mer. On nous a montré une fabrique de voiles; nous avons également visité deux ateliers de charpenterie, qui servent à construire les maisons de bois, celles qui restent à terre comme celles qui vont sur l'eau. Dans un de ces ateliers, deux enfans d'une douzaine d'années s'amusaient à façonner un petit modèle de bâtiment. Ici les jeunes garçons jouent avec des flibots, comme ailleurs les petites filles avec des poupées.

Les insulaires de Marken ont adopté un costume uniforme. Les hommes portent une veste ou camisole de drap, une cravate à glands nouée négligemment, mais non sans grâce, des boutons d'or à la chemise, une culotte flottante à larges plis, des bas de laine noire et des sabots. Cet habillement, d'un style oriental, d'une forme libre et pittoresque, ressemble, au turban près, à celui des anciens mame-

(1) Il y a pourtant quelques exceptions; la mer est bien toujours le grand chantier de travail, mais quelques marins s'engagent pendant l'été pour le transport des marchandises; d'autres s'occupent du traînage des bâtimens qui doivent passer par-dessus le Pampus. Le Pampus est un banc de sable qui s'est formé dans le Zuiderzée, devant le port d'Amsterdam, et qui menaçait cette ville d'une destinée semblable à celle d'Enkhuisen. Par bonheur, rien n'est impossible aux Hollandais, quand il s'agit de lutter contre les obstacles de la nature. Une machine appelée chameau soulève les navires sur son dos et leur fait traverser ce désert de sable. Un tel mode de transport si pénible est d'ailleurs presque abandonné aujourd'hui. Les vaisseaux marchands entrent pour la plupart dans le port d'Amsterdam par le canal de la Nord-Hollande.

(2) Par suite de ces accroissemens, le port est devenu trop petit, et l'on est occupé à construire un second bassin, qui recevra un nombre égal de vaisseaux.

lucks. Les femmes ont sur la poitrine une espèce de cuirasse en laine bariolée par devant de dessins et de fleurs, noire ou rouge par derrière, des manches longues et étroites, également en laine ou en percale rayée, une jupe bleu-foncé et un tablier blanc. Leur bonnet se rapproche pour la forme de la mitre des anciens évêques; des deux côtés de la tête coule une touffe de cheveux blonds, non frisés, qui rappellent par l'éclat de la couleur l'épithète donnée aux anciens Bataves, *auricomi Batavi* (1). Ce costume est commun à tous et à toutes : il consacre par un trait visible l'égalité des conditions sociales. On ne connaît point à Marken de distinction de rang ni d'état. La mode est un mot qui ne correspond à rien : la coutume règle les changemens, très légers du reste, que doit subir la toilette. Le costume ordinaire est remplacé les jours de fête, de foire, de noces, de fiançailles, par un autre vêtement plus orné. Chacune de ces solennités a un vêtement spécial. A Marken, on rencontre d'ailleurs très peu de jolies filles, tandis que beaucoup d'adolescens ont une figure intéressante. Ce contraste se remarque dans toutes les races qui ont conservé plus ou moins intact l'état de nature : c'est surtout la civilisation qui a créé la beauté de la femme.

Le caractère est particulier comme le costume. Les hommes et les femmes se marient entre vingt-quatre et vingt-huit ans. On se préoccupe d'accorder les inclinations et les âges, non les fortunes. Ce que dit Tacite en parlant des mœurs des anciens Bataves est ici de l'histoire vivante; on ne connaît point d'adultères, *nulla adulteria*. « La femme n'épouse point son mari, mais le mariage. » Les séparations sont très rares; de mémoire d'homme, on n'en cite qu'une seule. La naissance d'un enfant naturel est un événement qui ne se produit pas une seule fois en vingt années. Il arrive, comme chez les pêcheurs de la côte, qu'une fille donne avant le mariage des signes de grossesse; mais du moment qu'elle est, comme on dit en Hollande, dans un état béni, le mariage s'ensuit toujours. Quiconque agirait autrement, nous racontait un vieillard de l'île, n'oserait plus regarder la mer. En effet, la mer est la conscience visible du pêcheur; il tient à se montrer devant elle honnête et pur. La vie de famille est exemplaire. Le mari étant absent une grande partie de l'année, soit qu'il voyage dans la Mer du Nord pour la pêche du hareng, soit qu'il s'occupe dans le Zuiderzée à la pêche des anchois, c'est à la femme que revient l'éducation des enfans. Cette charge, qui constitue le premier de ses devoirs domestiques, est remplie avec une scrupuleuse vigilance. On aura une idée de l'étendue de ses fonctions et de la gravité de son fardeau moral,

(1) Les femmes romaines se montraient, dit-on, fort jalouses de cette chevelure, qu'elles se procuraient dans le commerce, ou dont elles imitaient la couleur par des moyens artificiels.

quand on saura que sous ces cabanes couvertes de chaume il y a souvent de neuf à douze enfans. Les femmes font en outre tous les habillemens, même ceux des hommes; elles s'occupent de la culture des terres, elles filent le chanvre nécessaire pour les agrès, elles blanchissent le linge. Dans ces soins pénibles et compliqués, les ménagères ne sont assistées d'aucune servante; elles font tout par leurs mains. Les mœurs des hommes se distinguent par une grande sobriété. Les habitans de l'île doivent à ces habitudes sévères un état de prospérité relative, si on les compare aux pêcheurs des autres localités. Bien qu'ils aient à lutter contre mille causes de paupérisme, telles que les étés mauvais, les hivers précoces, ils ne descendent point à implorer l'assistance publique. Cette tempérance est en outre une raison de longévité; on rencontre dans l'île beaucoup de vieillards. A la vue de ces figures calmes comme la mer par un beau soir d'été, on se prend à aimer cette médiocrité honorable, ces pauvres gens riches des biens qu'ils ignorent, cette famille de pêcheurs dont les liens se resserrent par la conformité des travaux, des inclinations et des dangers.

Les femmes ne quittent presque point leur île; les hommes, au contraire, respirent le souffle et la vie de la mer. Les pêcheurs de plies montent chaque dimanche vers minuit dans leur bâtiment; ils passent la semaine sur le golfe, et ne rentrent chez eux que le samedi. Le seul jour qu'ils passent à terre est employé à réparer les filets, les voiles et les cordages. De graves dangers menacent ces voyageurs infatigables. La lame du Zuiderzée est plus courte et moins tumultueuse que celle de l'Océan, mais elle est perfide. Leur sang-froid au milieu des dangers et des tempêtes égale leur humanité. Toujours prêts à porter du secours aux vaisseaux qui sont en péril, ils ont donné mille preuves de courage et de présence d'esprit. Nous avons suivi les pêcheurs du Zuiderzée dans une de leurs excursions nocturnes. Le bâtiment sur lequel nous faisions voile était monté par trois hommes. Sur le devant était une petite chambre avec un parquet peint en bleu et luisant, une cheminée en bois, un lit, une armoire et des siéges, le tout bariolé de couleurs vives. Cette chambre prenait jour sur le toit par quatre ou cinq ouvertures carrées, fermées de couvercles de bois qu'on leva, et à travers lesquelles nous vîmes luire les étoiles. Dans la partie découverte étaient les filets, les perches, les crochets, une ou deux ancres à plusieurs dents et de gros sabots peints en vert. Un des trois hommes tenait le gouvernail et observait la voile, les deux autres promenaient les filets dans la mer. La pêche fut assez bonne. Le poisson pris était jeté au milieu de la barque, dans un réservoir plein d'eau salée. Nous regagnâmes la terre avant le jour. On abaissa la voile, on mit en ordre

les instrumens de pêche, et le mât fut coiffé d'un grand filet à mailles brunes dans lequel la lune vint se prendre comme un oiseau.

Les mœurs des habitans de Marken sont communes aux insulaires d'Urk et de Schokland, avec de très légères nuances qu'il serait superflu d'indiquer. Ces deux dernières îles s'élèvent à fleur d'eau comme un rêve de l'Océan. La tradition veut qu'elles aient formé autrefois une île unique : entre Schokland et Urk, il est un point de la mer qui est généralement connu sous le nom de *cimetière;* à la surface de l'eau s'élèvent quelques débris de murs. Les pêcheurs ont plus d'une fois déchiré leurs filets dans ces parages. Les habitans de Schokland (1) s'attendent à ce que d'un jour à l'autre ce qui reste de l'ancienne île disparaîtra sous la mer. Les prodigieux ouvrages de brique, de joncs, de pilotis, de roche, par lesquels on cherche à soutenir une terre ruinée, ne font, disent-ils, que reculer cette date fatale. Quand on considère l'état des lieux, on reconnaît que cette crainte n'est point tout à fait chimérique. A la surface de ce sol, que la mer ébranle, les maisons tremblent; par les gros temps, l'intérieur des maisons s'agite, et les meubles chancellent. En 1825, on crut que les sinistres pressentimens des habitans de l'île allaient être justifiés par une catastrophe définitive. Les eaux montèrent à 10 pieds et 1/2 au-dessus du sol; la grande digue fut détruite sur une étendue de plus de 200 mètres; d'énormes pilotis de chêne furent enlevés comme des roseaux; 26 maisons disparurent; des hommes, des femmes, des enfans périrent. De cinquante et une vaches qu'on comptait dans l'île en 1824, on n'en voit plus aujourd'hui que cinq. Dans les nuits sombres et par les gros coups de vent, les pauvres bêtes se noient. Les insulaires de Schokland ressemblent aux hommes de l'Atlantide; ils sentent venir les derniers jours du monde, car après tout cette île ingrate est leur univers : ils ne voient rien au-delà. On se demande, à la vue des dépenses faites pour éloigner une fatale destinée, s'il ne vaudrait pas mieux abandonner aux flots un lambeau de terre marécageux, incertain, *littus dubium;* mais les habitans de l'île vous répondraient volontiers : *Guenille, si tu veux; ma guenille m'est chère.* Un trait de caractère commun à tous ces insulaires, surtout aux femmes, c'est un attachement profond pour le lieu de leur naissance. Leur cœur tient à ce mélange de terre et d'eau par la racine des habitudes, des goûts et des affections naturelles. L'été, quand le soleil réchauffe les flots et invite l'herbe à croître, on comprend encore ce sentiment; mais l'hiver, quand les ténèbres enveloppent Schokland, quand les vents ébranlent la digue, mordue par la mer; quand le phare tremble comme une lumière aux

(1) Schokland veut dire le pays des secousses, à cause des chocs que l'île reçoit des flots.

mains d'une jeune fille, quand les marées montent et accourent semblables à un troupeau de phoques, quand les ombres des anciennes villes englouties au fond du golfe errent dans la tempête avec des gémissemens, oh! alors il faut une grande illusion pour tenir à ce triste séjour. Un doux aveuglement du cœur caractérise l'amour du pays, comme d'ailleurs tous les autres amours.

Au point de vue économique, la situation des pêches du Zuiderzée, prise dans l'ensemble, offre un intérêt sérieux. Dans ces trois îles, Marken, Urk et Schokland, malgré des causes locales de malaise et de dépérissement, la population augmente de siècle en siècle; elle se développe même relativement plus vite que dans le reste du pays. Ce fait seul témoigne que la mer est un champ de production fertile, car c'est une loi que les populations s'accroissent en proportion des moyens d'existence. Autrefois l'esturgeon et le saumon faisaient la plus grande richesse du Zuiderzée; ils ont aujourd'hui tout à fait disparu de ces eaux : nouvelle preuve que le poisson ne résiste pas toujours par la fécondité aux attaques de l'homme, et que pêcher en toute saison dans certains parages, c'est dévorer pour ainsi dire en herbe les biens de la mer. En revanche, d'autres pêches, plus obscures, ont pris dans ces dernières années un développement considérable. — Celle de l'anguille, par exemple, donne un résultat de 40,000 florins par année. Ces eaux sont peuplées d'ailleurs de harengs et d'anchois. La pêche du hareng commence en octobre et dure jusqu'à la fin de mars; celle de l'anchois se continue de mai à juillet, au moyen de filets coniques. Ce petit poisson, qu'on sale et qu'on entasse dans des magasins à Monnikendam, à Huizen et ailleurs, est un article de commerce qui ne manque point d'importance. On estime la pêche entière de 1853 à 20,000 ancres (l'ancre contient 4,000 anchois), qui représentent une valeur de 260,000 florins. Le hareng du Zuiderzée est moins estimé que celui des côtes; mais il a le mérite de servir d'aliment à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Il y a surtout dans le Zuiderzée un hareng d'arrière-saison, connu sous le nom de *panharing* (1), dont les Hollandais font peu de cas, qu'on traîne sur des brouettes dans les faubourgs des grandes villes, et dont on s'est servi longtemps pour fumer les terres. Servir à la nourriture de l'homme passe encore; mais faire du fumier! Le *panharing* s'en est vengé en s'éloignant peu à peu des parages où l'on rendait si peu de justice à ses bonnes qualités. Le hareng frais du Zuiderzée ne mérite nullement le mépris dans lequel l'a relégué un vieux préjugé national. Il y a peu d'années, des

(1) Le *panharing* est un hareng sans œufs ni laite, un hareng vide, circonstance qui tient, bien entendu, à la saison dans laquelle on le pêche.

bâtimens de pêcheurs français entrèrent dans les ports de la Hollande et achetèrent en fraude ce poisson, qu'on vendait à vil prix. Une telle industrie eut du succès, le nombre des bâtimens s'éleva bien vite à 319; mais le gouvernement français prit des mesures pour réprimer ce commerce équivoque, qui s'éteignit. Le dédain que les Néerlandais témoignent pour le hareng frais du Zuiderzée tient à l'estime qu'ils professent pour le hareng de la grande pêche, estime justifiée sans doute, mais beaucoup trop exclusive, et qui a contribué jusqu'ici à déprécier une branche fructueuse de l'industrie nationale. Il ne faut point oublier que le poisson est trop souvent la viande du pauvre. Aussi, en dépit de l'interdiction lancée par les hautes classes, le hareng du Zuiderzée, longtemps victime des préférences accordées à son frère aîné, tend à reprendre le rang qui lui appartient sur l'échelle des produits maritimes. On connaît l'histoire d'Esaü et de Jacob. La pêche du hareng frais, longtemps mis hors la loi et privé en quelque sorte du droit de cité, est en progrès, tandis que la grande pêche demeure stationnaire, si même elle ne rétrograde point. A Monnikendam seulement, la valeur du hareng frais vendu à l'enchère en 1850 s'est élevée à 225,000 francs. Cette pêche se fait au moyen de bâtimens qu'on nomme *botters*, et qui sortent de divers points du Zuiderzée. L'équipage de chacun de ces bâtimens est ordinairement de trois hommes.

Le Zuiderzée présente, comme on voit, un grand théâtre de faits économiques. Un millier de bâtimens qui se livrent à la pêche du poisson frais se promènent nuit et jour sur cette mer intérieure, montés par 4,000 pêcheurs hollandais. Ce spectacle suffit pour motiver nos conclusions. Quand on parle des pêcheries néerlandaises, il ne faut point isoler, comme on l'a fait trop souvent, la grande pêche des autres branches d'une même industrie. Toutes ces branches ont des droits égaux à l'intérêt de l'observateur; elles se soutiennent d'ailleurs les unes par les autres; dans les années où celle-ci s'abaisse, celle-là se relève, et empêche ainsi la fortune publique de fléchir. La liberté aura pour effet de placer les trois pêches auxquelles la Hollande doit une partie de sa richesse sur un pied de considération égale. Si même il nous fallait opter entre elles dans un temps où l'on n'a découvert d'autre solution au problème posé par les sociétés modernes que de réduire la misère en multipliant les sources de produits, nous ne déguiserions point notre préférence pour la branche d'industrie qui occupe le plus grand nombre de pêcheurs, qui représente en nature un revenu plus considérable, qui contribue plus directement à la nourriture des classes ouvrières, et qui n'a jamais eu besoin d'être soutenue par l'état.

ALPHONSE ESQUIROS.

DE

L'ALIMENTATION PUBLIQUE

LES CÉRÉALES ET LE PAIN.

A toutes les époques, l'attention des économistes et des savans s'est portée sur les questions si variées et si difficiles que soulèvent la production et la distribution des substances alimentaires. Tantôt c'était la santé publique qu'il s'agissait de protéger, tantôt c'étaient les approvisionnemens des villes, des places fortes, des navires, qu'il fallait proportionner avec les besoins des populations, des troupes et des équipages de la marine. Toutefois, jusqu'à une époque bien récente, les hommes qui cherchaient à résoudre ces graves problèmes n'avaient pour guides que les faits généraux d'une pratique incertaine : aussi ne pouvaient-ils éviter de nombreuses erreurs, ni même de dangereux mécomptes. Depuis les temps anciens jusque vers la fin du siècle dernier, il leur avait manqué les données positives de la chimie organique et de la physiologie expérimentale, sciences évidemment contemporaines, surtout dans leur association féconde.

Aujourd'hui les choses ont bien changé. Tels sont les progrès réalisés dans ces derniers temps, que non-seulement les praticiens et les administrateurs, mais encore les gens du monde et toutes les classes de la population peuvent sans beaucoup d'efforts mettre à leur portée, sinon l'ensemble des procédés dont la science moderne dispose, du moins les résultats utiles et les déductions positives qu'il

est facile d'en tirer dans l'intérêt de la santé publique. Tous parviendront sans peine à formuler et à suivre les règles de l'hygiène appropriée à chaque position sociale. Les gens voués aux rudes labeurs comme ceux qui s'adonnent aux études sédentaires, les hommes de loisir qui s'abandonnent aux douceurs d'une vie tranquille de même que ceux qui se livrent aux fatigues des plaisirs mondains, tous ont intérêt à connaître, à employer les moyens, variables suivant les différentes situations individuelles, d'acquérir et de conserver cet état justement envié, hors duquel il n'est point de félicité durable :

Mens sana in corpore sano.

Or, pour y atteindre, une des principales conditions réside dans une nutrition normale avec des alimens salubres.

Cependant la science et les administrations publiques sont-elles réellement autorisées à intervenir afin d'indiquer et d'assurer aux populations les moyens de réunir ces conditions de santé et de bien-être dépendantes de leur alimentation? L'opinion est généralement favorable chez nous à cette intervention. Il n'en était pas de même, il y a bien peu de temps encore, chez nos voisins de l'autre côté du détroit : je puis citer à ce propos deux faits assez remarquables.

Vers la fin de l'année 1850, chargé par le ministère de l'agriculture d'une mission spéciale en Angleterre, j'allai y étudier plusieurs questions relatives aux subsistances. Avant d'examiner les faits pratiques en ce qui touche une des plus importantes de ces questions, la boulangerie, et dans l'espoir de me rendre l'examen plus facile, je crus devoir prendre connaissance d'abord des règles établies par l'administration publique et des obligations imposées aux fabricans de pain de la Grande-Bretagne, dans l'intérêt des consommateurs. Personne, m'avait-on dit, n'était mieux à portée de me procurer à cet égard des renseignemens exacts que lord Granville. C'est à lui que je m'adressai donc, et toute sa bibliothèque administrative fut mise avec la plus gracieuse obligeance à ma disposition. Lord Granville m'engagea d'ailleurs à consulter aussi le *superintendant* de la police, qui pourrait m'indiquer les mesures réellement prises pour l'exécution des règlemens, ainsi que les résultats obtenus. Après avoir constaté que les lois en Angleterre laissent libre la profession de boulanger, permettent l'introduction dans le pain de plusieurs céréales et graines légumineuses douées de propriétés nutritives généralement appréciées, tandis que l'emploi de divers sels et substances insalubres est prohibé, — après avoir reconnu aussi que le pesage avec des balances et poids exacts est obligatoire chez tous les commerçans, j'allai compléter mes informations chez le *superintendant* de la police. Ce magistrat voulut bien, en confirmant les no-

tions que j'avais déjà recueillies, m'indiquer en outre quelques détails réglementaires; mais, lorsque je lui demandai s'il parvenait facilement à faire exécuter toutes les mesures prescrites, il me répondit à peu près ce qu'on va lire : — Je puis vous assurer qu'en cette circonstance comme en beaucoup d'autres occasions ma tâche n'est pas très difficile, car la population est peu exigeante; elle préfère même généralement que l'administration ne se mêle pas du tout de ses affaires. — Il ajouta, et je reproduis fidèlement ses paroles : « Voyez-vous, monsieur, les Anglais veulent s'amuser et s'ennuyer, boire et manger, être bien portans ou malades, mourir et se faire enterrer comme cela leur fait plaisir, sans que le gouvernement s'en mêle; aussi les laissons-nous faire, et nous simplifions ainsi notre besogne tout en leur étant agréables. »

Un autre exemple montrera combien ces pittoresques assertions étaient fondées. Un jeune et habile chimiste, formé dans les laboratoires de Paris, s'était fixé depuis quelques années à Manchester, où il s'était fait d'abord connaître par des débuts heureux dans un cours public, et plus tard par des travaux de chimie appliquée au blanchiment, à la teinture et à la métallurgie. Ses procédés jouent un rôle important aujourd'hui chez plusieurs grands manufacturiers de France et d'Angleterre; on en peut voir les résultats en ce moment même parmi les innovations remarquables qui fixent les regards à l'exposition universelle. Je lui fis connaître le but principal de la mission que j'allais accomplir dans les trois royaumes, et lui demandai s'il pourrait me donner quelques renseignemens positifs sur les subsistances et la panification. Il s'empressa de me communiquer ses nombreuses analyses de farines et de pains inscrites dans un registre spécial : un examen attentif des intéressans résultats qu'il avait obtenus me démontra bientôt qu'une grande partie des farines importées par Liverpool en 1847 et 1848 étaient plus ou moins altérées par des mélanges de maïs, de riz ou de féverolles, que le pain à Manchester participait de ces altérations et contenait en outre presque toujours de l'alun, sel à saveur styptique, parfois aussi de l'eau en proportions exagérées. Il me sembla que le jeune professeur avait rendu à la population de Manchester un important service en étudiant l'un de ses plus chers intérêts. Cependant son travail fut interrompu dans le cours de l'année même, avant qu'aucune amélioration eût été constatée par de nouvelles analyses. Surpris de ce fait, j'en voulus avoir l'explication, et l'auteur de ces expériences s'empressa de me la donner lui-même. — Ma première pensée en arrivant à Manchester, me dit-il, avait été de payer ma bienvenue et de mériter la bienveillance que l'on m'avait déjà témoignée. Dans cette pensée, non-seulement j'examinai diverses substances alimentaires par les moyens

délicats de la chimie analytique, mais encore je m'empressai de publier dans des leçons orales les résultats de mes patientes investigations. Un jour je vis arriver dans mon laboratoire une députation de manufacturiers et de commerçans de Manchester et de Liverpool; je m'apprêtais à recevoir avec modestie les complimens de ces représentans naturels des deux villes, les premières du monde, l'une par ses manufactures, l'autre par son commerce, lorsque l'un d'eux, allant droit au fait, me dit sans autre préambule : Monsieur, si vous continuez à publier vos minutieuses recherches sur les farines, le pain et nos divers alimens, ne comptez plus sur notre concours pour subvenir aux frais d'un pareil enseignement, qui inquiète la population et trouble notre commerce. — Tel fut le brusque dénoûment d'une tentative qui méritait un meilleur accueil. On comprendra sans peine que le jeune chimiste ait aussitôt pris une autre direction, dans laquelle les résultats utiles ne se sont pas fait longtemps attendre.

J'ai retrouvé les mêmes dispositions chez la nation britannique à Glasgow, à Belfast, à Édimbourg, à Birmingham : partout en un mot, dans les trois royaumes, règne une antipathie profonde contre tout ce qui peut entraver les allures ou la liberté du commerce. Il s'ensuit naturellement que partout aussi la qualité des farines, du pain et de plusieurs autres alimens se trouve évidemment inférieure à ce qu'elle est chez nous, et que parfois même l'insouciance de la population est poussée au point de laisser compromettre la salubrité générale. Je me hâte d'ajouter que la disposition des esprits sur ce point commence à changer, que, même en ce qui touche à la salubrité des habitations, des mesures excellentes ont été prises récemment et nous offrent de très bons modèles à suivre : tant il est vrai qu'aujourd'hui une active émulation en toutes choses entre les deux peuples qui marchent à la tête de la civilisation devient la principale source des progrès dans l'application des sciences au perfectionnement des conditions de la vie humaine!

Cette réaction vers les améliorations hygiéniques en Angleterre a trouvé son point de départ en France. En 1851, peu de temps après la publication du compte-rendu de la mission que je venais de remplir, le ministre de l'agriculture et du commerce désira que des leçons sur l'hygiène et les substances alimentaires fussent ajoutées aux cours du Conservatoire des arts et métiers. Ces leçons, auxquelles je rattachai des notions pratiques sur les falsifications et les moyens de les découvrir, devinrent l'origine de plusieurs recherches et de publications importantes. Dès lors aussi, la population des villes de la Grande-Bretagne s'émut à l'idée des inconvéniens et des dangers même que peuvent offrir une nutrition incomplète et une alimenta-

tion insalubre; mais dans ce pays, où l'initiative gouvernementale se manifeste rarement, des hommes courageux, bravant l'opposition intéressée, durent se faire les interprètes du sentiment public. Une commission sanitaire, composée de médecins et de chimistes, s'institua spontanément et publia dans un journal de médecine et de chirurgie, *the Lancet,* les curieux résultats de ses investigations expérimentales. Dès ce moment, l'on entra, chez nos voisins, dans la carrière que l'on poursuit depuis plus longtemps chez nous. On vit les capitalistes, les agriculteurs et les manufacturiers diriger leurs projets et leurs travaux vers de grandes entreprises et diverses exploitations rurales ou industrielles appelées à favoriser l'accroissement de la production, la conservation prolongée des subsistances et le perfectionnement des divers modes de préparation.

Nous voudrions aujourd'hui contribuer pour une faible part à propager les notions acquises sur ces divers points en indiquant l'état actuel de nos connnaissances et les faits nouveaux qu'on a recueillis relativement à chacune des classes principales de nos alimens. D'abord nous traiterons des céréales, en particulier du froment, de sa structure, de sa composition et de ses produits, qui constituent la base de la nourriture des peuples civilisés; nous serons conduit à passer successivement en revue la culture du blé, les procédés de récolte et de conservation, la mouture suivant plusieurs systèmes, les procédés anciens et nouveaux de la boulangerie, enfin la fabrication des pains de luxe. Plus tard, nous aurions à présenter, en nous plaçant aux mêmes points de vue, une série d'études sur la viande de boucherie, les poissons comestibles, les plantes, les alimens aromatiques, les fécules indigènes et exotiques, les sucres, l'alcool, les boissons et les conserves alimentaires. Comment obtenir ces diverses substances nutritives au meilleur marché possible et dans les conditions les plus satisfaisantes pour la santé publique? Telle est la double question, à la fois économique et scientifique, que nous chercherons à résoudre.

I. — LES CÉRÉALES ET LES PROCÉDÉS DE CULTURE.

Généralement on désigne sous le nom de céréales les *graines* ou fruits alimentaires de plusieurs plantes de la famille des graminées : le froment ou blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs et le riz. Quelques auteurs y ajoutent le *sorgho* et le mil ou millet (1), employés dans certaines contrées pour la nourriture des hommes, ainsi que

(1) On désigne sous ce nom plusieurs graminées dont les fruits sont petits et globuliformes.

plusieurs autres grains de familles différentes, le sarrazin notamment.

Les blés seuls doivent nous occuper ici. Pour étudier dans tous ses aspects le problème de la fabrication du pain, il ne faut pas seulement passer en revue les divers procédés de mouture et de panification : l'attention doit se porter aussi sur les procédés de culture et sur la plante même avant les diverses transformations qu'elle subit pour prendre sa place, marquée au premier rang des substances alimentaires.

Bien que l'on connaisse sept espèces distinctes de froment, qui se subdivisent en de nombreuses variétés, on peut, au point de vue des applications économiques, réduire les classifications établies à une seule, comprenant trois groupes principaux : — les blés *durs, demi-durs, tendres* ou *blancs*.

Les blés *durs,* outre leurs caractères extérieurs et notamment leur forte consistance, qui les rend plus faciles à conserver, se distinguent encore par leur composition, plus riche en matières azotées et en substances grasses. Ils sont considérés à juste titre comme supérieurs aux autres en puissance nutritive. On extrait de ces blés moins de son que des blés *demi-durs,* ils donnent donc plus de farine; mais, en raison même de la forte consistance dont nous venons de parler, leur farine est moins fine ou plus grenue : elle est d'ailleurs moins blanche (1).

Les blés *demi-durs*, plus généralement employés pour préparer les belles farines en France, ont moins de consistance et sont plus difficiles à conserver que les blés durs.

Les blés *tendres* ou *blancs* sont plus friables encore; on en peut extraire une belle farine, mais difficilement des gruaux assez consistans pour être épurés avant la mouture. On isole sans peine des farines de blés tendres et demi-durs le gluten et l'amidon.

Le blé vient aisément dans des régions où la température habituelle diffère beaucoup (depuis 13 degrés, par exemple, jusqu'à 24 degrés), pendant la durée de la végétation active, et cependant les progrès, de la croissance jusqu'à la maturité, sont d'autant plus rapides que l'insolation est plus forte et la température plus élevée jusqu'à un certain terme. C'est ainsi qu'aux environs de Paris la durée de la végétation jusqu'à la maturité du grain est de cent soixante jours, la température moyenne étant de 13°,4 pendant ce laps de temps. Les mêmes phases de la végétation s'accomplissent en cent

(1) Les blés durs, réduits simplement en gruaux, fournissent les plus belles *pâtes d'Italie* (vermicelles, macaronis, lazagnes, nouilles, etc.) que l'on fabrique aussi bien ou mieux maintenant en Auvergne, à Lyon, à Paris, qu'en Toscane, ainsi qu'on en peut juger en examinant les produits qui figurent à l'exposition universelle.

trente-sept jours près de Cincinnati, dans l'état de l'Ohio. La culture du blé est profitable surtout aux températures de 18 à 19 degrés, et sa limite dans les cordillères des Andes est, suivant M. Boussingault, entre 12 et 23°,5, la température moyenne étant égale à 15°,7. Enfin, pour arriver à maturité, le froment ne végète que pendant cent jours dans le Venezuela, près de Carmero, et seulement durant quatre-vingt-douze jours près de Truxillo, les températures étant de 22°,3 dans la première localité, et de 24 degrés dans la seconde. Toutes choses égales d'ailleurs, l'expérience prouve, ainsi que nous l'avons reconnu par l'analyse, M. Boussingault et moi, que le fruit du froment contient d'autant plus de substances azotées, de matières grasses et de substances salines, qu'il est venu sous l'influence d'une température plus haute : le blé du Venezuela nous a donné, pour cent parties, 22,75 des premières, 2,61 des secondes et 3,02 des troisièmes, tandis que le blé dur d'Afrique contenait seulement 19,5, — 2,12 — et 2,71 des mêmes substances.

Lorsqu'on compare les blés durs d'Afrique, du midi de la France ou d'Auvergne avec les blés tendres ou demi-durs plus habituellement cultivés dans le nord, les différences dans le même sens apparaissent bien plus grandes encore, surtout pour les substances azotées, qui se réduisent à 16 et même à 12 centièmes. Dans ce cas, on peut donc dire que les blés durs cultivés dans le midi sont les plus riches en substances azotées, qu'au contraire les blés tendres récoltés dans le nord sont les plus pauvres. Il se rencontre cependant parfois une cause de perturbation dans cette sorte de règle générale : nous voulons parler de l'influence des fumures abondantes en matières azotées ou ammoniacales. Ces riches engrais, en augmentant les récoltes, occasionnent aussi des sécrétions azotées en plus fortes proportions; ils peuvent les augmenter de 50 pour 100 dans la même espèce de froment.

Le froment ne vient bien que dans des terres argilo-sableuses assez consistantes, et contenant quelques centièmes de carbonate de chaux. Sans doute on peut obtenir du blé sur des sols sableux un peu calcaires; mais à moins de pluies fréquentes, ces maigres récoltes ont à peine une valeur qui dépasse les frais de culture. Là où l'on ne peut cultiver le froment avec profit, on récolte souvent en seigle des produits rémunérateurs; aussi dit-on *terres à blé* pour caractériser les sols fertiles. Les conditions de culture deviennent bien plus favorables encore, lorsque la couche de terre fertile est assez profonde pour se prêter à la culture des plantes sarclées et des prairies artificielles. C'est alors surtout que l'on peut et qu'on doit supprimer les jachères, car les façons données aux plantes sarclées, comme la végétation dense des prairies artificielles, débarrassent le sol des

plantes étrangères dites *mauvaises herbes*. Les récoltes laissent par leurs débris un très utile auxiliaire en engrais végétal : d'ailleurs l'arrachage et les labours profonds accroissent la puissance du sol. On parvient ainsi à compenser, et bien au-delà, la faible fumure que peut procurer la jachère en absorbant par un sol en repos et une végétation spontanée les gaz et l'azote de l'atmosphère transformés en matières organiques que les labours enfouissent ultérieurement dans le terrain. Dans de telles conditions, il n'est pas rare d'obtenir, comme chez MM. Gouvion et Baillet de Denain (Nord), Crespel-Delisse, Decrombecque, d'Arras et Lens (Pas-de-Calais), 40 hectolitres de blé, pesant 3,080 kilos, sur 1 hectare. C'est encore ainsi qu'on a obtenu chez MM. Dailly, à la ferme de Trappes (Seine-et-Oise), Hette, ferme de Bresle (Oise), de 22 à 25 hectolitres, en Angleterre, dans les meilleures cultures, 30 hectolitres, et en moyenne 21 hectolitres. Cependant, il faut en convenir, le plus grand nombre de nos départemens récoltent beaucoup moins que ces localités sans descendre aussi bas toutefois que les moyennes des cultures du Lot, de la Lozère, du Cantal et de la Dordogne, qui donnent seulement par hectare 5 hectolitres environ de blé, pesant ensemble 416 kilos.

Le système des cultures sarclées, poussé trop loin, devrait sans doute cesser d'accroître les quantités de froment récoltées en France, et ce moment paraît être arrivé dans les départemens du Nord et du Pas-de-Calais, où depuis longtemps déjà la culture de la betterave revient une année sur deux dans un grand nombre d'exploitations rurales. Celles-ci toutefois peuvent à peine suffire en ce moment à la consommation de ces racines dans les sucreries et les distilleries. Plusieurs économistes ont exprimé de vives appréhensions à cet égard, et cependant, vérification faite, il s'est trouvé que dans ces départemens la production de la viande et du blé s'était considérablement accrue depuis l'introduction et les progrès remarquables des sucreries indigènes. On développerait beaucoup plus encore la production du blé à l'aide d'un assolement mieux entendu, qui ne ramènerait la betterave qu'à des intervalles de trois ou quatre années dans les mêmes champs. Déjà l'on est entré dans cette bonne voie : il en doit nécessairement résulter que la culture de la plante saccharifère s'étendra davantage vers les autres départemens. Comme dans le Nord et le Pas-de-Calais, elle augmentera dans ces localités le nombre des bestiaux nourris et engraissés dans les grandes exploitations agricoles et manufacturières, et par suite, en répandant des masses d'engrais, en nécessitant des labours profonds, elle accroîtra la puissance et la fertilité du sol.

Parmi les moyens de rendre certaines contrées plus fertiles et d'accroître ainsi la production du blé, on doit citer en première

ligne l'écoulement des eaux, que retiennent en surabondance les terres fortes ou argileuses. Sur ce point encore, les agriculteurs anglais ont ouvert la voie la plus sûre et la plus économique. Au retour d'un voyage que je fis en 1850 dans les trois royaumes unis de la Grande-Bretagne, je signalai le drainage tubulaire comme la plus grande amélioration agricole du XIXe siècle. Aujourd'hui il est devenu superflu d'insister sur les conséquences utiles de l'écoulement des eaux stagnantes du sous-sol, qui, substituant à ces eaux souterraines nuisibles l'air atmosphérique indispensable à la respiration des racines des plantes, permet ainsi l'accomplissement des phénomènes d'une végétation active à une profondeur plus grande, et fait disparaître une cause de refroidissement capable de retarder la végétation. Outre les services qu'il rend à l'agriculture, le drainage a aussi d'autres résultats hygiéniques, car il combat l'humidité permanente, cause des fièvres endémiques, et procure à certaines localités un assainissement de l'air qui ne peut manquer d'y prolonger la durée moyenne de la vie.

Quels que soient les procédés mis en usage pour bien préparer la terre, on doit épurer avec soin la semence qui doit lui être confiée, et nous pouvons atteindre ce but par des moyens nouveaux très efficaces. A l'aide d'ingénieux ustensiles, notamment du trieur Vachon, il est facile en effet de séparer économiquement des beaux blés choisis comme semence les graines diverses plus petites ou de formes arrondies. Cette utile précaution ne suffit pas toujours, car le blé sain en apparence peut retenir adhérentes à sa superficie, et notamment dans le sillon qui partage en deux lobes chacun de ses grains, les séminules ou spores de plusieurs champignons parasites. Afin d'enlever à ces semences microscopiques leur faculté germinative, on s'est depuis longtemps servi de chaux caustique en poudre qu'on mêle avec le grain, humecté d'avance. De cette pratique est dérivé le nom de *chaulage*, que l'on applique très improprement à d'autres préparations qui atteignent plus sûrement le même but, mais avec des agens tout autres que la chaux (1).

(1) Un des procédés les plus efficaces consiste à mélanger au grain une faible dose d'arsenic (acide arsénieux); mais la crainte d'empoisonnemens qui pourraient être dus au crime ou parfois au hasard a fait prohiber l'emploi de ce moyen. Un autre procédé mis en usage depuis très longtemps aux environs de Montpellier, en Alsace et dans d'autres localités, consiste à faire dissoudre 200 grammes de sulfate de cuivre dans 100 litres d'eau; on renouvelle cette solution à mesure qu'elle s'épuise pendant qu'on y plonge durant vingt-cinq ou trente minutes le grain à *chauler;* le blé mis en tas pendant quelques heures, puis étendu à l'air, est bientôt assez sec pour être semé. Les grains creusés par suite de diverses altérations surnagent; on peut les enlever à l'écumoire et les mélanger avec la nourriture des poules sans qu'il en résulte d'accidens fâcheux. Matthieu de Dombasle, voulant éviter l'emploi de tout agent doué d'une certaine énergie toxi-

Les quantités de semence de blé varient, mais on admet qu'il convient d'employer en moyenne 2 hectolitres par hectare; d'ailleurs il faut tenir compte de la valeur de la terre : si elle est faible, on peut sans inconvénient réduire la quantité de semence; dans le cas contraire, on peut avoir un grand intérêt à employer assez de semence pour obtenir le maximum de récolte sur une superficie donnée. Si même le blé était très cher et la main-d'œuvre à bas prix, il pourrait être avantageux de semer grain à grain en espaçant au point d'obtenir le produit dans un rapport très élevé entre la semence et la récolte.

L'époque des semailles varie nécessairement aussi suivant les climats, les expositions et d'autres circonstances locales. On doit en somme, quant aux blés d'hiver, semer assez tôt pour que la végétation ait pris en temps utile un développement qui lui permette de résister à la rigueur des froids de l'hiver.

Dans la plupart des contrées où le sol bien entretenu est très fertile, on adopte le semis en lignes à l'aide des divers semoirs mécaniques; cette disposition facilite beaucoup les façons et nettoyages, elle est le signe d'une culture avancée; on n'en trouve guère d'autres dans la Grande-Bretagne ni dans le nord de la France. En beaucoup d'autres localités, où le sol est moins bien travaillé, où la terre n'est pas bien pulvérisée, le semis à la volée est préférable, car l'autre procédé ne pourrait être que très imparfaitement appliqué.

Sans aucun doute, on parviendrait à éviter dans une proportion notable l'insuffisance des récoltes dans nos campagnes en adoptant une méthode généralement pratiquée dans le royaume-uni, et qui se propage trop lentement en France. Chez nos voisins, dès que la moisson est praticable, quels que soient le temps, les apparences de pluie ou de sécheresse, on est fidèle au principe : *the best is to make things sure.* Au moment où le périsperme du grain dans l'épi est encore mou, sans attendre une maturité plus avancée, on coupe le

que, substitua le sulfate de soude à triple dose au sulfate de cuivre; opérant ensuite de la même manière, il fit ajouter au grain tout humide 2 kilos de chaux pulvérulente pour chaque hectolitre : le grain se trouva parfaitement garanti, par cette espèce de pralinage, des attaques ultérieures des cryptogames, et l'on ne trouva pas à la récolte plus d'épis cariés qu'en faisant usage du sulfate de cuivre. Si le blé *chaulé* par le sulfate de cuivre était exempt de propriétés toxiques notables (puisque les poules en pouvaient consommer impunément d'assez grandes quantités), l'emploi du sulfate de soude mêlé à la chaux devait être plus inoffensif encore; mais toute la question n'était pas là, et dans une circonstance assez remarquable on a pu regretter le chaulage à l'arsenic. En effet, dans plusieurs localités du Bas-Rhin, M. Boussingault a constaté que depuis la suppression de ce chaulage, les *mulots* avaient consommé presque toute la semence, et pullulaient sous l'influence de cette nourriture, devenue inoffensive.

blé. A mesure qu'il tombe sous la faulx, la faucille ou la machine, des hommes, des femmes, des enfans, s'empressent de le remettre debout. Les bottes ainsi réunies sont disposées de façon à former une sorte de toiture aigüe sur laquelle deux autres rangées de bottes réunies près du bas de la tige, à l'aide de liens passant de l'une à l'autre, forment une couverture. En quelques autres localités, on réalise des conditions analogues en plaçant debout sur le sol plusieurs gerbes, les épis serrés en haut et les tiges assez écartées en bas pour former une sorte de cône stable maintenu par un lien. On prépare en même temps, avec plusieurs gerbes, une très forte botte qu'on lie serrée près du bas des tiges. Cette botte, retournée de telle façon que les épis pendent, est entr'ouverte et posée sur le cône debout. Dans les deux cas, on évite les causes graves d'altération que présentent les *javelles* couchées sur le sol, laissant les épis gorgés d'eau germer, devenir la proie des insectes et des moisissures, au détriment de la santé publique et de la fortune des agriculteurs. On peut donc attendre que la pluie ait cessé pour rentrer ou mettre en meules la récolte. Ces dispositions favorables ne sont pas exclusivement réservées aux céréales; on les emploie avec le même succès pour plusieurs légumineuses comme les fèves, pour des plantes textiles comme le lin. Cette méthode procure d'autres avantages non moins importans : les céréales coupées avant la maturité entière du grain ne le laissent pas tomber à la moindre secousse sur le sol, et la maturité s'achève dans les meilleures conditions. Les épis, ne se pouvant dessécher trop tôt, absorbent par degrés, au profit du grain, les sucs accumulés dans la partie supérieure de la tige, et que ne pouvait plus accroître la portion inférieure plus âgée, sans énergie pour puiser aucuns sucs nutritifs dans le sol. En définitive, on obtient ainsi des grains meilleurs, plus pesans, plus faciles à conserver, et occasionnant bien moins de déchets à la mouture.

Ces faits sont bien connus et appréciés de nos agriculteurs instruits; malheureusement ceux-ci ne forment pas encore la majorité chez nous. Quant aux autres, voyez-les faire, écoutez ce qu'ils disent. — Le vent vient de l'est ou du nord; ce n'est pas un vent de pluie, le ciel n'est pas couvert. — S'il y a quelques légers nuages, s'il se forme autour de la lune une auréole plus ou moins grande, ils regardent et disent : Le cercle autour de la lune est bien petit, la pluie est bien loin. Guidés enfin par quelques autres pronostics, ils ajoutent : Nous n'aurons pas de pluie; le blé sera d'ailleurs bientôt abattu, et nous aurions bien du malheur, si nous ne parvenions à le rentrer assez tôt. — Si le temps les favorise, ils s'applaudissent du bon parti qu'ils ont adopté sans se douter qu'alors même, en égrenant leurs épis trop mûrs, ils éprouvent une perte réelle; mais le plus

ordinairement la pluie ou seulement l'humidité altère leur grain, le déprécie : ils ont économisé 2 ou 3 francs par hectare et perdu 15, 25, 50 francs et plus sur la qualité et la quantité du grain. Ils se plaindront volontiers *d'avoir eu du malheur*, ils n'en feront pas moins leur raisonnement habituel l'année suivante jusqu'au jour où l'un de leurs voisins mieux avisé réussira deux ou trois fois à sauver sa récolte à l'aide des précautions simples et peu dispendieuses que nous venons d'indiquer. Alors ils se décideront peut-être à rendre le résultat certain, car dans nos campagnes les meilleurs conseils ont peu de chance d'être écoutés; les exemples seuls sont parfois suivis, et les propriétaires que leur position et leurs lumières appellent à prendre les devans en fait d'améliorations doivent accepter le rôle d'initiateurs comme un véritable devoir à remplir.

Nos remarques sur les mécomptes qui menacent les agriculteurs en matière de récoltes ont encore trouvé à s'appliquer cette année même, et c'est peut-être ici le lieu de dire un mot des ressources que nos cultures en céréales promettent à la consommation. Les espérances qu'avait fait concevoir, il y a quelques mois, le développement rapide des blés, favorisé par une température douce et pluvieuse, ne se sont malheureusement pas soutenues au moment du battage des grains. Alors seulement on put constater de fâcheux résultats que quelques observations locales avaient fait redouter. Ces tiges hautes, pressées les unes contre les autres, qui laissaient ondoyer au vent leurs nombreux et volumineux épis, donnèrent, en tombant sous la faulx, la grande quantité de gerbes sur laquelle on comptait; mais au battage les gerbes ne fournirent que la moitié, les deux tiers au plus, du grain que l'on peut en extraire habituellement. La *coulure des fleurs* ou l'avortement des fruits, les attaques des tiges, des organes de la floraison, par quelques insectes ou cryptogames, avaient privé les épis d'une portion notable des fruits qu'ils devaient contenir. Ces épis étaient donc en partie vides ou remplis de grains cariés et altérés de diverses manières. De là le déficit observé au moment du battage. Ainsi donc, après avoir recueilli une abondante moisson de gerbes, on n'a obtenu généralement qu'une moyenne récolte de grains, et comme les greniers étaient vides, il semble certain que la production sera inférieure à la consommation ordinaire. De là sans doute aussi les prix élevés qui se maintiennent et s'éleveraient encore, si notre récolte en céréales devait seule subvenir à nos besoins. Voyons maintenant de quels côtés les secours peuvent nous venir (1).

(1) Il est un moyen d'accroître nos ressources alimentaires dont les bons résultats, pour ne pas être sensibles cette année, se révéleront sans doute de plus en plus : c'est le choix des variétés de froment. On ne sera pas étonné d'apprendre que ce soit principa-

Sur notre propre territoire, une compensation nous sera offerte par la récolte des pommes de terre, dont la très belle végétation a produit des tubercules très farineux et d'excellente qualité. Sur ce point encore, les cultivateurs ont conçu de grandes espérances, auxquelles ont succédé de nouvelles alarmes; heureusement leurs premières impressions se sont trouvées en général bien fondées. Le fait qui a provoqué ces émotions en sens contraire est digne d'être noté dans l'histoire de la maladie spéciale de cette plante. Le ralentissement occasionné par le froid dans l'activité de la végétation parasite et la vigueur extraordinaire de la précieuse solanée sous l'influence d'une température très favorable avaient semblé, en beaucoup d'endroits, lui promettre une sorte d'immunité jusqu'au moment de la maturité de ses tubercules. Ce fut alors que tout à coup les *fanes* (tiges et feuilles), flétries et devenues en quelques instans jaunâtres, puis brunes, annoncèrent l'invasion du fléau. Déjà de toutes parts, dans les réunions agricoles comme dans les recueils spéciaux, la fâcheuse nouvelle s'était répandue, lorsqu'on s'avisa d'examiner les tubercules, et qu'ils parurent sains (1). La récolte des pommes de terre saines sera donc généralement plus abondante qu'on ne l'avait espéré. A cette ressource s'ajoutera la production, abondante aussi, des graines légumineuses, fèves, pois, haricots, etc.; on pourra employer encore les portions disponibles de nos belles récoltes de cé-

lement en Angleterre, où les innovations utiles trouvent de si intelligens appréciateurs, que ces variétés très productives ont été obtenues. En allant chercher au-delà du détroit leurs semences, la plupart de nos bons agronomes ont réalisé les plus abondantes récoltes, de quinze à vingt-cinq fois la semence ou de 30 à 50 hectolitres à l'hectare. C'est en employant et naturalisant ces variétés connues sous les noms de blé Hickling, blé Kent, blé blanc d'Essex, etc., que MM. de Gouvion, Baillet, Decrombecque, Crespel-Delisse, Tiburce Crespel, Malingié de la Charmoise, Champigny, de la Fuge (Indre-et-Loire), Massé, de Tracy, Rabourdin, ont obtenu ces beaux résultats. Une variété analogue observée par M. Bazin, l'habile directeur des exploitations rurales du Mesnil-Saint-Firmin, est aujourd'hui fort estimée pour ses abondans produits : on la nomme *blé du Mesnil*. Grâce à ces bons exemples, les variétés de froment les plus productives se propagent en France. Nous devons reconnaître cependant que parfois, dans des circonstances assez exceptionnelles il est vrai, ces variétés exposent à des mécomptes; cette année même, là où la rigueur de la température hibernale n'était pas modérée par le voisinage de la mer, quelques blés d'origine anglaise ont été fortement atteints par les gelées, tandis qu'ailleurs leur supériorité s'est maintenue, et qu'en somme nous n'avons pas eu de ce côté d'amoindrissement de la récolte.

(1) Plusieurs agriculteurs, notamment M. Darblay, notre collègue de la Société centrale, voulurent bien m'adresser des plantes entières avec leurs tiges et tubercules adhérens, les unes attaquées fortement, les autres complétement épargnées dans les parties aériennes de la végétation, et je constatai que dans les unes et les autres les portions souterraines étaient exemptes de toute atteinte : les émanations du *parasite*, sans doute entravées dans leur marche descendante par la brusque dessiccation des tiges extérieures, n'avaient pu pénétrer dans la masse du tissu et détruire la fécule.

réales en Algérie. En somme cependant, ces heureuses compensations seront insuffisantes, et nous devrons compter sur le commerce extérieur pour obtenir les 6 ou 7 millions d'hectolitres environ qui nous feront défaut. A cet égard, les cours élevés des céréales nous offrent la meilleure garantie de l'empressement que mettra le commerce maritime, libre de toute entrave, à compléter notre approvisionnement; il saura diriger ses utiles spéculations vers les États-Unis d'Amérique, où l'excédant des récoltes en blé équivaut cette année à quatre fois ce qui nous manque, où la production du maïs, plus abondante encore, paraît s'élever à 200 millions d'hectolitres. L'Égypte peut nous fournir d'assez grandes quantités de grains, mal récoltés il est vrai, mais dont la qualité deviendra irréprochable, lorsque les énergiques appareils de nos meuneries les auront épurés. La Sicile fournira sans doute aussi un utile contingent au commerce, car on ne peut admettre que son gouvernement retienne longtemps encore, au grand détriment des propriétaires du pays, l'excédant de sa récolte. On a constaté d'ailleurs en Espagne et en Turquie des excédans de récoltes qui pourront également nous venir en aide et servir à combler les déficits en France et en Angleterre.

Nous avons suivi le blé depuis les semailles jusqu'à la récolte : c'est une autre série d'opérations qui commence maintenant, et qui appelle encore l'intervention de la science.

II. — LE FRUIT DES CÉRÉALES. — PROCÉDÉS DE MOUTURE.

Pour bien comprendre certaines causes de l'altération des *grains*, les conditions d'un chaulage efficace, les résultats principaux des différens systèmes de mouture, il est nécessaire de connaître la structure des grains et la composition spéciale de chacune de leurs parties. Nous prendrons comme exemple le fruit du froment, qui ne diffère du fruit des autres céréales que par les fortes proportions de gluten qu'il renferme.

On peut comparer un grain de blé à une feuille très épaisse de même hauteur, composée d'une partie externe ou corticale très souple, — celle qui doit former le son, — et d'une partie centrale, farineuse et friable. Le talent du meunier consiste à obtenir des sons très larges et minces, afin de les mieux retenir dans les blutoirs et d'obtenir des farines plus blanches.

Dans le système de mouture dit à gruaux blancs, qui peut s'effectuer sur les blés tendres ou plutôt demi-durs, on concasse le grain entre les meules un peu écartées, afin de mieux éliminer le son par plusieurs blutages et sassages successifs. Ce n'est qu'après avoir ainsi préparé des gruaux blancs, exempts de folle farine et de toute

trace de son, que l'on soumet ces gruaux à la mouture fine : on en obtient ces belles farines à gluten souple et très extensible, avec lesquelles on prépare les pains dits de gruau, offrant une mie très blanche.

Dans le fruit du froment, on rencontre en proportions différentes six espèces principales de substances alimentaires qui, sauf le gluten, se retrouvent dans les autres céréales :

L'*amidon*, considéré surtout comme un aliment respiratoire et fournissant de la chaleur, matière organique, blanche, pulvérulente, *farineuse*, qui forme la plus grande partie du fruit;

Les *matières azotées* (glutine, fibrine, caséine, albumine), qui ont une telle analogie avec les parties molles de l'organisme animal, que souvent leur composition est presque identiquement la même. Aussi considère-t-on ces matières, assimilables à nos organes, comme éminemment alimentaires, et apprécie-t-on la qualité nutritive d'après les proportions qu'en renferment les divers alimens (1);

La *dextrine*, substance soluble, légèrement mucilagineuse, ayant la même composition et remplissant le même rôle que l'amidon, plus facile à digérer toutefois;

Des *matières grasses* analogues à diverses huiles végétales, susceptibles comme elles de remplir, dans les phénomènes de la nutrition, le rôle d'aliment respiratoire, ou, suivant les circonstances, d'accroître les sécrétions adipeuses, c'est-à-dire de concourir à l'engraissement;

La *cellulose*, en minces membranes, qui constitue le tissu de tous les végétaux, et peut être en partie digérée comme les alimens respiratoires, l'amidon ou la dextrine, dont elle offre exactement la composition élémentaire;

Des *sels alcalins et terreux*, notamment les phosphates de magnésie et de chaux, identiques, quant à leurs élémens constitutifs, avec les phosphates qui entrent dans la composition des os, et de nature par conséquent à s'assimiler en réparant les pertes ou concourant au développement des parties solides ou osseuses de l'organisme animal.

En comparant entre elles les proportions de ces différentes substances dans chacune des céréales, on peut remarquer que le froment, surtout parmi les espèces *dures*, offre le grain le plus riche en *substances alibiles azotées;* que l'avoine et le maïs sont les plus riches en substances grasses, dont ils contiennent environ l'une $\frac{1}{20}$, l'autre $\frac{1}{12}$ du poids; que le riz renferme les plus faibles proportions

(1) Les autres substances jouent un rôle indispensable aussi dans notre alimentation, mais elles surabondent presque toujours dans les produits végétaux : de là vient la nécessité d'introduire dans notre régime différens produits tirés des animaux, — la viande, les œufs, le fromage, etc.

de substances azotées, grasses et salines; qu'il offre ainsi l'aliment le moins riche sous ce rapport et le moins complet. En examinant de la périphérie au centre un grain de blé, on trouve d'abord à la superficie une pellicule légèrement brune, adhérente par quelques points espacés, sorte d'épiderme ou de cuticule épidermique très mince, formée de cellulose tenace injectée de silice et de matières azotées, mais peu ou pas digestible en raison de sa forte cohésion; ensuite la masse du périsperme, dont les premières couches sont formées d'un tissu cellulaire résistant, qui renferme des matières grasses et azotées. Ces premières couches externes ou corticales constituent la portion du périsperme que l'on peut séparer en larges plaques sous la meule, et qui est désignée sous le nom de son; la plus grande partie, 40 pour 100 environ, de ce résidu de la mouture ne se digère pas. Le surplus, ou la masse centrale du périsperme, renferme l'amidon, le gluten, d'autres matières albuminoïdes, grasses et salines. C'est la partie farineuse du grain.

Dans la bonne préparation de la farine se trouve la base de la fabrication du pain, et cette base, on peut le dire, existe chez nous, car les jurés des nations réunis à Londres en 1851 ont d'une voix unanime décerné la palme de la mouture à l'un des exposans français, M. Darblay jeune, aujourd'hui membre du jury international séant à Paris.

Après avoir emprunté notre système de mouture à l'Angleterre, nous l'avons ensuite tellement perfectionné, que les ingénieurs anglais nous l'empruntent à leur tour, afin de perfectionner la mouture anglaise. L'introduction et les progrès de la meunerie française en Algérie rendent chaque jour de nouveaux services à cette belle colonie : ils attachent à notre cause une partie influente de la population en exonérant les femmes des pénibles travaux de l'écrasage manuel du blé indigène. On voit qu'en cette dernière occasion encore la mouture perfectionnée, ainsi que la fabrication du pain blanc, est comme partout l'un des caractères d'une civilisation progressive. Et cependant en ce moment même des hommes éminens parmi les physiologistes et les chimistes voudraient nous ramener à l'usage du pain contenant à peu près la totalité du son que la mouture perfectionnée peut extraire de la farine! Ils se fondent sur ce fait, vrai d'ailleurs, que dans le son, qui représente la partie corticale sous la première enveloppe du grain, se rencontrent des substances utiles, indispensables même à la nourriture de l'homme. Ce sont les phosphates de magnésie, de chaux et autres sels, les matières organiques azotées spéciales, les substances grasses, amylacées, gommeuses, et de plus un principe actif qui facilite la digestion des substances féculentes. La question, ainsi posée, me semble facile à résoudre.

Sans doute, lorsque l'homme en est réduit à trouver dans le pain sa nourriture exclusive, les substances particulières au son ou plus abondantes pour la plupart dans les parties corticales que dans les portions centrales du grain concourent à varier et à rendre plus complète l'alimentation. Dans ce cas aussi, le principe capable de fluidifier et de rendre plus digestible l'amidon est fort utile, car il facilite la digestion des matières amylacées nécessairement surabondantes. Ainsi donc, *si l'homme était contraint de se nourrir principalement et presque exclusivement de pain, cet aliment devrait contenir le produit total ou brut de la mouture, c'est-à-dire la farine et le son, ou en d'autres termes le fruit intégral du froment;* mais telle n'est pas ou ne devrait pas être la situation normale de l'habitant d'un pays civilisé, même parmi les classes laborieuses. Là au contraire, le régime alimentaire, pour être fortifiant, agréable, et souvent même pour être économique, doit comprendre, outre le pain et ses analogues (pommes de terre, riz, maïs), des produits animaux, de la viande de boucherie et ses congénères (poissons, œufs, fromages).

Dans le premier cas, un ouvrier fort travailleur consommerait deux kilogrammes de pain par jour, et perdrait, en raison de sa nutrition incomplète ou d'une digestion plus pénible, une partie de ses forces effectives; dans le second cas, réduisant à un kilogramme sa consommation de pain, y associant un tiers de kilo de viande, il rendrait sa nourriture plus complète et plus salubre; il pourrait accomplir un travail plus productif et réaliser presque toujours ainsi une économie véritable. Des faits nombreux ne laissent aucun doute à cet égard. Les entrepreneurs anglais de travaux rudes et urgens ont acquis expérimentalement la certitude de la supériorité du second régime alimentaire, et parfois ils l'imposent à leurs ouvriers, lorsqu'une tâche excédant leur force ne pourrait, sans cela, être accomplie à temps. A plus forte raison, parmi les classes aisées de la population, n'est-on pas astreint à se nourrir de pain exclusivement. Dans ce cas, le plus général ou qui doit le devenir avec les progrès de l'industrie, on admettra sans peine qu'il y ait avantage à préparer le pain avec la farine débarrassée par la mouture des parties corticales du blé. Le goût, on pourrait presque dire l'instinct naturel des populations les dirige en ce sens, et il n'y a pas lieu de le regretter, car le son éliminé de l'alimentation des hommes va enrichir la ration des animaux herbivores ou omnivores, qui s'en montrent fort avides et le digèrent mieux que nous. Ils le transforment, par une assimilation facile, en produits, lait et viande, bien mieux appropriés aux facultés digestives de notre organisme et d'une saveur infiniment plus agréable.

C'est par suite d'une étude sérieuse, théorique et pratique, de cette question que les administrations de la guerre et de la marine en

France ont été conduites à diminuer graduellement les quantités de son dans le pain des troupes et des équipages de nos vaisseaux, puis à les supprimer entièrement, faisant du même coup disparaître un levain énergique de la fermentation acide et une des principales causes du développement des moisissures insalubres sur le pain.

III. — LA FABRICATION DU PAIN.

Considérés dans leur ensemble depuis la matière première jusqu'au produit confectionné, les perfectionnemens déjà obtenus ou prochainement réalisables dans la fabrication du pain ont un immense intérêt, puisqu'ils tendent à éloigner plusieurs causes d'insalubrité réelle de l'aliment qui forme la base de la nourriture de chacun de nous, et peuvent améliorer la santé générale des populations. Pour résoudre complétement ce problème, il s'agit d'assurer la conservation des blés et des farines, puis d'améliorer la préparation et la cuisson de la pâte. Les études approfondies et les nombreuses expériences faites en France mettent à notre portée les élémens principaux de la solution.

Quant à la conservation des grains, les belles expériences de Duhamel, ainsi que les recherches et les applications poursuivies jusqu'à nos jours, démontrent qu'il suffit de mettre les grains à l'abri des insectes et de l'humidité, que les moyens d'y parvenir économiquement consistent à employer les silos tels qu'ils sont disposés en Italie, en Espagne, en Algérie, ou à faire usage, dans les pays où l'air est plus humide, des greniers mobiles (1), des magasins à déplacement et à ventilation des grains. Enfin on peut aussi recourir, suivant les localités, à de vastes récipiens clos, remplis de grains préalablement desséchés ou mis à l'abri des principales altérations. Quant aux farines, on parvient, dans les années humides, à en empêcher les altérations spontanées à l'aide de la dessiccation, telle que la pratiquent avec succès pour les exportations plusieurs de nos habiles minotiers.

Les changemens à introduire dans les manipulations de la pâte intéressent à la fois les ouvriers boulangers, dont la santé peut souffrir d'un travail trop pénible, et les consommateurs, dont le goût délicat serait offensé par certaines opérations qui peut-être ne sont pas exemptes d'ailleurs d'influences insalubres. J'hésite d'autant moins à mettre ces détails sous les yeux du public, qu'il dépend de

(1) Le grenier mobile inventé par Vallery débarrasse le blé des charançons, dont il empêche le retour; il élimine toute humidité nuisible, toute cause de fermentation et d'altération quelconque. On a obtenu les meilleurs résultats de l'essai en grand de cet ingénieux ustensile. Malheureusement l'inventeur est mort, l'invention est tombée dans le domaine public, et l'intérêt privé lui fait défaut pour vaincre l'inertie générale qui s'oppose à la mise en pratique des inventions les plus utiles.

lui-même de faire changer l'état des choses à cet égard et de débarrasser ainsi pour toujours les ouvriers boulangers des causes d'insalubrité qui les entourent. En effet, le jour où les consommateurs l'exigeront, le pétrissage de la pâte s'exécutera partout d'une manière parfaitement propre et salubre à l'aide des pétrins mécaniques, dont on voit à l'exposition dix modèles remarquables, et ainsi qu'il s'exécute déjà dans la vaste manutention des hospices, place Scipion, dans plus de deux cents boulangeries en France et dans vingt boulangeries particulières à Paris. Plusieurs fours, dont la plupart des inventeurs ont aussi envoyé des modèles à l'exposition, évitent aux ouvriers le service trop pénible des anciens fours.

Voici comment les choses se passent aujourd'hui dans les établissemens où les nouveaux ustensiles ne sont pas encore adoptés. La préparation et le renouvellement des levains, le délayage et le pétrissage de la pâte s'effectuent à force de bras; le pétrissage surtout exige un travail qui excède l'emploi normal de la force de l'homme, à tel point que les *geindres* restent pendant toute la durée de l'opération à très peu près complétement nus, exposés à tous les inconvéniens, aux dangers même d'une brusque transition de température. A peine en effet ont-ils, durant quelques minutes, péniblement soulevé, puis rejeté avec force et une sorte de gémissement (d'où leur nom est dérivé) la masse de la pâte, que déjà la sueur les inonde et bientôt ruisselle jusque dans le pétrin, se mêlant à la pâte pendant tout le reste de la durée de l'opération. Ce mélange probablement est plus répugnant qu'insalubre pour les consommateurs; on suppose du moins que la température du four détruit toute propriété délétère qu'aurait pu introduire dans la pâte la sueur du geindre, fût-il même atteint de quelque affection non apparente. J'avoue que sur ce point je ne serais pas entièrement rassuré, et je dois dire sur quels faits mes doutes se fondent. La température du four s'élève, il est vrai, jusqu'à 260 et même parfois 280 ou 290 degrés; aussi la superficie des pains, exposée directement au rayonnement des parois, se trouve-t-elle chauffée à 200 ou 215 degrés, c'est-à-dire au point d'éprouver une sorte de caramélisation qui produit la couleur voulue, plus ou moins foncée, ainsi que la consistance de la croûte et la transformation partielle de l'amidon en dextrine soluble. Sans doute, dans l'étendue et la profondeur de la couche caramélisée, tout virus, germe, spore ou sporule, animal ou végétal, serait détruit ou perdrait ses propriétés septiques ou germinatives; mais il n'en serait pas toujours ainsi dans l'intérieur des pains : j'ai constaté directement en effet que la mie se forme à une température qui n'excède pas 100 degrés durant la cuisson. Des expériences précises m'ont appris en outre que les spores microscopiques rougeâtres d'un champignon particulier, *oïdium aurantiacum*, — qui occasionna

en 1843 une altération profonde, la transformation rapide en une masse fongueuse à odeur nauséabonde des pains de la garnison de Paris, — que ces spores ou propagules de la végétation parasite conservent leur propriété germinative à la température de 100 degrés, et ne la perdent que vers 140 degrés centésimaux.

Il y a donc évidemment des germes doués d'une énergie assez grande pour résister à la température où se forme la mie de pain et conserver dans ces circonstances leur faculté germinative avec leurs propriétés délétères. On ne saurait affirmer qu'il n'en serait pas de même de quelques virus dangereux; il est d'ailleurs si facile de s'en garantir en faisant adopter les moyens mécaniques salubres, que l'on ne doit pas désespérer d'obtenir dans l'intérêt général l'assentiment et l'appui des consommateurs pour de telles améliorations. Les boulangers y seraient eux-mêmes intéressés, et un grand nombre déjà l'ont compris, car le pétrissage mécanique, qui n'exige qu'une surveillance facile, les mettrait à l'abri des exigences et même des coalitions dont ils ont eu parfois à souffrir de la part des hommes du métier.

On compléterait les améliorations désirables de la boulangerie par l'usage, qui commence à se répandre, des fours à sole tournante ou fixe, dont on voit plusieurs modèles à l'exposition. Ces nouveaux fours, chauffés à l'aide d'un foyer spécial, évitent l'emploi du combustible sur la sole même où les pains doivent être placés. On supprime ainsi dans l'intervalle de temps compris entre chaque fournée les nettoyages de l'âtre, presque toujours incomplets, très pénibles pour les ouvriers, laissant en général un peu de cendres et des débris charbonneux qui salissent le dessous des pains. Un avantage plus important des fours à foyer séparé, c'est que les ouvriers n'ont plus à retirer de l'âtre la masse de braise incandescente dont le rayonnement fatigue, affecte la vue et échauffe si fortement toute la partie antérieure des bras et du corps.

La fabrication du pain dans de grandes boulangeries est au nombre des perfectionnemens tour à tour proposés, contestés, et cependant mis en pratique à diverses époques en France et en Angleterre. J'ai vu à Londres un établissement de ce genre bien installé, tenu avec soin; mais il ne m'a pas semblé réunir de meilleures conditions de succès que les grandes boulangeries fondées antérieurement auprès de Paris. Cependant, en Angleterre, la position des boulangers est toute différente de ce qu'elle est en France, la fabrication y est tout autre aussi : la profession y est libre, le prix du pain n'est soumis à aucune taxe. Malgré la concurrence des établissemens éloignés du centre, les boulangers de la ville s'entendent assez bien pour maintenir le cours à un taux qui leur laisse plus de bénéfice que n'en peuvent réaliser les boulangeries taxées en France, et qui fait con-

stamment payer à Londres le pain plus cher que chez nous relativement au prix de la farine. Les choses en sont au même point aujourd'hui qu'en 1850, car le pain vaut à Paris 50 c. et se vend à Londres 62 c. le kilogramme.

Sous d'autres rapports, la fabrication en Angleterre paraît moins dispendieuse : le combustible coûte moins, dans la proportion de 50 à 75 pour 100; le pétrissage de la pâte est en général moins prolongé; enfin, durant la cuisson du pain le plus usuel, toute la surface de la sole et la plus grande partie de la capacité du four sont occupées, car la pâte, agglomérée en boules doubles superposées et mises en contact les unes avec les autres, ne forme qu'une seule masse touchant les écrans autour des parois latérales et offrant l'aspect d'un pavage sur toute la sole du four. Chaque pain, en effet, a la forme d'un pavé cubique ou d'un parallélipipède rectangle dont les quatre joues latérales ne présentent que de la mie, tandis que le dessus et le dessous sont formés d'une croûte tellement épaisse et dure, qu'elle passe en grande partie parmi les résidus de la table. Cette forme compacte de la fournée donne un produit total plus pesant; il en résulte une économie dans les frais de cuisson, mais aussi un séjour plus long, du double au moins, dans le four, et par suite un commencement d'altération qui motive en partie, je crois, l'emploi de l'alun, sel antiseptique, mais dont la saveur est désagréable, ainsi que je l'ai fait remarquer déjà.

Une autre condition particulière aux boulangers de Londres et de la Grande-Bretagne est pour eux une source de profits, et il faut la compter aussi au nombre des causes qui s'opposent au succès des grands établissemens : en raison du repos strictement observé du dimanche, il est d'usage d'apporter dans tout le rayon où peut s'étendre la clientèle d'une boulangerie, le samedi soir, une foule de préparations culinaires qui sont mises au four, et se trouvent cuites à point le dimanche matin. On évite ainsi toute infraction à la règle générale sans trop nuire au service des repas. Il est vrai que, les boulangeries chômant elles-mêmes le jour férié, les pains de toute nature, petits et gros, se trouvent plus ou moins rassis ou desséchés le lundi.

En France comme en Angleterre, l'établissement de grandes boulangeries rencontre des obstacles qu'il est encore impossible de surmonter. Un point reste établi néanmoins relativement à cette question soulevée, débattue en ce moment même dans plusieurs pays : la boulangerie en grand sera évidemment plus économique toutes les fois qu'une clientèle nombreuse, comme celle des hospices, colléges, écoles ou autres établissemens publics, pourra lui être assurée et lui permettre d'appliquer la force mécanique de la vapeur, et diverses améliorations dont les grandes usines peuvent seules supporter les

frais d'installation et d'entretien. Le succès d'une grande fabrication en ce genre sera au contraire douteux, lorsque ses produits devront faire concurrence aux boulangeries des différens quartiers d'une ville.

Nous venons de voir quelle serait la meilleure organisation de la boulangerie; examinons maintenant quels intérêts elle doit satisfaire. Il y a d'une part les classes aisées, pour lesquelles se fabriquent les pains de luxe, il y a de l'autre la majorité de la population, pour laquelle la fabrication doit se faire avant tout économique. On comprendra que nous donnions ici la première place à l'intérêt économique.

A diverses époques, on voit surgir des inventeurs qui prétendent avoir découvert les moyens de fabriquer le pain à meilleur marché; ces moyens, qui se produisent périodiquement, et dont récemment encore on a eu à s'occuper, excitent toujours de l'intérêt en raison même de l'importance du résultat annoncé. Soigneusement examinés par des commissions spéciales, on a reconnu qu'ils consistent généralement dans l'emploi de la pomme de terre, du son éliminé par la mouture, ou du riz entier ou mis en poudre. A plusieurs reprises, ces procédés ont été l'objet d'expériences exactes. Les résultats obtenus sont aisés à résumer.

L'introduction de la pomme de terre en proportions notables, de 15 à 30 pour 100 par exemple, exige une cuisson et un épluchage préalables, un délayage pénible, entraînant une main-d'œuvre dispendieuse. En somme, le pain obtenu de cette manière est moins blanc, plus compacte, un peu moins nutritif, et son prix de revient est aussi élevé que celui du pain de farine pure, même au cours actuel. En toutes circonstances, on peut l'affirmer, la consommation directe des pommes de terre soumises aux moyens usuels de coction, et qui offrent un pain tout fait, sera toujours beaucoup moins coûteux que la panification de ces tubercules.

Les inventeurs qui emploient le son soumettent ce produit à des lavages énergiques soit à l'eau froide, soit à l'eau chaude : le liquide amylacé ou mucilagineux, extrait à l'aide de pressurages réitérés, sert au lieu d'eau pour délayer les levains et former la pâte avec la farine. On obtient naturellement ainsi une quantité de pain plus grande de toutes les quantités dissoutes ou entraînées par les eaux de lavage du son, généralement même le poids dont le pain est augmenté excède un peu ces quantités; mais il le doit aux plus fortes proportions d'eau que la mie recèle, et ce n'est qu'un surcroît fictif. Le résultat final est encore un pain moins blanc, d'un goût moins agréable, qui peut même contenir quelques matières étrangères plus ou moins insalubres, adhérentes au son, et que le blutage avait éliminées. Quant au prix coûtant du produit, il ne pourrait offrir d'économie, comparativement au pain ordinaire, qu'à la condition

d'attribuer quelque valeur au son lavé, ce qui serait généralement impossible, à moins que l'opération n'eût lieu, comme cela se fait parfois, dans une exploitation rurale, où le résidu tout humide peut être immédiatement distribué aux animaux

Le troisième moyen donne en apparence de meilleurs résultats : en soumettant à la cuisson dans 13 fois leur poids d'eau 5 kilos de riz entier ou en poudre et se servant de l'empois fluide préparé de cette manière pour former une pâte avec 95 kilos de farine, on obtient de 140 à 142 kilos d'un pain de belle apparence, tandis que 100 kilos de la même farine de froment n'auraient produit que 133 ou 135 kilos de pain semblable. Cependant il était facile de prévoir, et on a pu le vérifier, que toute l'économie résidait ici dans une plus forte proportion d'eau égale à l'augmentation de poids. Le pain obtenu est sans aucun doute moins nourrissant et a moins de valeur réelle, précisément dans la proportion de l'excès de poids obtenu. On en doit donc conclure que l'économie n'est qu'apparente, et l'un des premiers inventeurs de cette méthode, pratiquée il y a quelques années dans une boulangerie de l'avenue de Neuilly, n'avait pas véritablement le droit d'appeler *pain hydrofuge* le produit plus aqueux ainsi obtenu.

Il semblerait, d'après ce que nous venons de dire, qu'en aucun cas la boulangerie ne saurait intervenir utilement pour diminuer le prix du pain. Cette conclusion serait trop rigoureuse, et pourrait en certaines circonstances s'éloigner de la vérité. Nous allons montrer comment et dans quelle mesure la panification, légèrement modifiée, pourrait concourir à assurer une alimentation économique avec les perfectionnemens de la culture et des assolemens, avec les procédés de conservation des grains, avec des changemens dans les habitudes des populations conformes à l'intérêt de leur santé.

Dans les années où l'insuffisance des récoltes, sans menacer d'une disette, détermine cependant l'élévation des prix, il est rare que cet effet soit occasionné par un déficit réel, égal ou supérieur à la consommation du pays durant quinze jours. Chacun des perfectionnemens indiqués dans le cours de cette étude, pris isolément, pourvu qu'il fût généralisé dans une partie de la France, suffirait à combler le déficit. Quant à l'introduction dans le pain de diverses substances farineuses alimentaires à meilleur marché que les farines, voici comment de son côté elle pourrait aider à résoudre le problème.

Puisque le déficit, seule cause de l'élévation du cours des farines, ne dépasse pas un vingt-quatrième, ou la consommation de quinze jours sur trois cent soixante-cinq, à peine plus de 4 pour 100, il est évident que si l'on tolérait en de pareilles circonstances l'addition dans les farines de 5 ou 6 centièmes de leur poids de substances sensible-

ment aussi nutritives et panifiables dans cette faible proportion, le problème serait résolu. Bientôt toute la population profiterait de l'abaissement des prix qui résulterait spontanément des quantités de farines rendues disponibles.

Quelles seraient donc les denrées susceptibles d'être introduites à ces faibles doses sans nuire à la qualité ni à la salubrité du pain? Ce seraient : — le riz, dont on a fait usage à plusieurs reprises pour cette application sans le moindre inconvénient; — la farine de maïs, dont les États-Unis regorgent en ce moment, et qui a rendu de si grands services à la population irlandaise à l'époque où les pommes de terre, frappées d'une maladie spéciale qui paraît être sur son déclin, occasionna une disette qui décima cette malheureuse population; — les fèves, qui accroîtraient notablement la faculté nutritive du pain, tout en abaissant les prix; enfin les farines d'orge et de seigle, qui en faibles doses ne présenteraient aucun inconvénient réel.

On pourrait sans doute consommer directement, comme les Indiens, le riz cuit à l'eau, comme les Italiens la farine de maïs sous la forme de bouillie épaisse appelée *polenta;* on pourrait se contenter de mettre les fèves en purée : toutes ces préparations remplaceraient en partie le pain avec avantage; dès lors, dira-t-on, pourquoi ne pas s'y tenir? C'est que nulle part en France la population ne consentirait à une pareille substitution. Un certain volume de pain, souvent même exagéré, paraît chez nous une nécessité absolue à laquelle tout doit céder, et sans une certaine ration sous la forme de pain, on ne se croirait pas nourri. Ne voit-on pas les paysans des Landes mettre le maïs même au four et donner à la masse de pâte compacte cuite dans des terrines le nom de *pain?* Ils consomment ce produit plus ou moins solide jusqu'à ce qu'il soit tout couvert de moisissure et devienne réellement insalubre. Ne sait-on pas que dans un grand nombre d'habitations du Dauphiné la préparation du pain n'a lieu que deux ou trois fois chaque année, que durant ces longs intervalles de temps les pains circulaires de grand diamètre sont accrochés à la muraille, et que, graduellement desséchés, ils subviennent à la principale alimentation des familles, — que très souvent, par les temps humides, des champignons s'y développent et doivent nécessairement nuire à la bonne qualité de cet aliment? Peu importe, le pain, fût-il insalubre, est, dit-on, indispensable, et on est si peu disposé à en diminuer la dose, même dans ces conditions défavorables, que les mères croient faire une œuvre utile en forçant leurs enfans à manger beaucoup de pain, ne se doutant pas que, faute de leur fournir aussi en proportion suffisante d'autres alimens plus réparateurs, elles vont, contrairement à leur but, accroître parfois la mortalité dans leur famille.

On trouve encore un signe certain de la prédilection exagérée de la

population française pour la portion de ses alimens mise sous forme de pain, quand on voit s'élever le cours des farines pendant que d'autres denrées alimentaires, les fèves, par exemple, deux fois plus riches en principes plastiques assimilables, restent à des prix plus bas, souvent de moitié.

De tous ces faits, l'on doit conclure que l'introduction momentanée dans le pain de substances nutritives qui en augmentent le poids et le volume sans nuire à la qualité est au nombre des moyens de combler le déficit de l'aliment que les populations ont le plus à cœur de pouvoir consommer.

Si l'on envisage maintenant la fabrication du pain non plus au point de vue du bon marché, mais au point de vue du luxe, la science trouve encore à tirer de l'examen des divers procédés de panification quelques enseignemens utiles.

A Londres comme à Paris, on prépare des petits pains de fantaisie dont le volume, la forme et parfois la composition offrent quelques particularités intéressantes, en permettant au boulanger d'élever les prix proportionnellement au poids, de façon à réaliser un peu plus de bénéfice, ce qui réduit d'autant le prix de revient des pains ordinaires. On voit même à Londres des boulangers dont la fabrication consiste principalement en pains de toutes formes et dimensions, préparés avec des farines un peu plus belles quelquefois, mais vendus toujours plus cher proportionnellement : de là le nom de *full price* qu'on leur donne. On ne comprendrait pas trop cette spéculation, à laquelle le gros des consommateurs ferait défaut, si l'on ne savait qu'en ce pays la noblesse, et par imitation beaucoup de personnes de la bourgeoisie, tiennent à honneur de payer plus cher que le commun des hommes. C'est pour ce public d'élite que sont réservées les premières séances, les premières et parfois les secondes journées de la plupart des exhibitions payantes, c'est-à-dire à peu près de toutes les exhibitions en Angleterre.

Les petits pains de luxe à Londres se réduisent à trois sortes principales : les petits pains qu'on appelle *rolls*, parce qu'ils ont généralement la forme de rouleaux simples, doubles ou tressés en nattes plus ou moins grosses. Toute cette première variété ne diffère point par la composition du pain ordinaire; la pâte seulement, plus travaillée, a reçu plus de levure, et devient ainsi plus légère. Des pains de luxe d'une seconde variété, désignés sous le nom de *muffins*, se présentent sous la forme de disques blanchâtres, légers, ayant plutôt une pellicule souple qu'une croûte ordinaire (1). La troisième variété

(1) On les prépare en ajoutant à la pâte de la levure et de l'eau en plus fortes proportions, puis en effectuant la cuisson dans des vases en tôle mince saupoudrés de farine et munis d'un couvercle. Ces petits pains ronds cuisent enfermés et garantis du rayonnement des parois du four. Ils sont destinés à former des *toasts* ou des rôties. On sait

de petits pains anglais ne paraît avoir de luxe que le nom et le prix, car elle se compose d'une pâte faite avec la farine contenant le son de la mouture, quelquefois mélangée de farine de seigle; cette sorte de *pain de son*, douée d'une propriété légèrement laxative, est considérée comme rafraîchissante; on en fait généralement usage une ou deux fois la semaine à Londres.

Les variétés de petits pains de fantaisie sont plus nombreuses chez nous et se multiplient souvent au point de se confondre avec les produits de la pâtisserie. On compte au moins à Paris dix variétés de pains de luxe : ce sont d'abord les pains cubiques ou cylindriques, cuits en timbales afin que leur croûte soit plus mince et moins colorée, obtenus en imitant les procédés anglais, mais avec des perfectionnemens notables qui rendent ce produit plus léger et plus agréable au goût; il y a ensuite les pains à café (1), les pains viennois (2), etc. Une dernière forme de la fabrication du pain, celle qui se propose un but spécialement hygiénique, mérite surtout notre attention : nous voulons parler des pains de gluten. Lorsqu'on soumet au lavage avec précaution, et sous un mince filet d'eau, la pâte de farine de froment, l'eau entraîne les granules d'amidon et les substances solubles, tandis que le gluten, matière azotée contenant plusieurs principes immédiats, devenu adhésif, se réunit et s'agglomère en une masse très souple, extensible, élastique, offrant à un degré plus marqué les propriétés qui caractérisent la farine de blé et la distinguent des farines d'autres céréales dépourvues de gluten.

Cette simple opération analytique de laboratoire, réalisée plus économiquement sur une grande échelle, à l'aide d'un ingénieux ustensile, a permis d'extraire à la fois l'amidon, qui se dépose au sein des eaux de lavage, et le gluten, qui reste dans le vase à parois perméables. Tel est en substance le nouveau procédé salubre de l'amidonnerie, qui remplace l'ancienne et insalubre méthode, laquelle consistait à désagréger et dissoudre le gluten par voie de fermentation acide et putride, afin de mettre l'amidon en liberté.

qu'en Angleterre les gros pains mêmes se consomment en grande partie découpés en tranches et forment des *toasts;* de là vient sans doute le mode de préparation qui les compose d'une masse de mie cubique compacte ou exempte de grandes cavités.

(1) On les prépare avec la pâte ordinaire de belle farine ou même de farine de gruau blanc. On travaille cette pâte assez longtemps pour lui faire absorber plus d'eau et l'alléger davantage à l'aide d'une plus forte dose de levure. Mise d'ailleurs sous forme de cylindres courts, arrondis et accouplés, elle doit être saisie par la température du four de façon à se gonfler et à retenir sa forme avec une croûte assez solide. Cette sorte de petits pains légers, spongieux, est parfaitement appropriée à l'usage que l'on en fait pour absorber rapidement les liquides chauds, qui deviennent plus sapides en raison des surfaces imprégnées.

(2) La composition des *pains viennois* diffère de celle des autres variétés par l'emploi, au lieu d'eau, d'un mélange de 1 partie de lait dans 3 parties d'eau pour former la pâte avec une proportion de levure aussi forte que dans les pains à café.

Autrefois on sacrifiait le gluten pour isoler et recueillir l'amidon; maintenant on extrait l'amidon en plus grande quantité, tout en recueillant le gluten, et celui-ci, doué de propriétés éminemment nutritives, s'introduit sous plusieurs formes dans le régime alimentaire des hommes. On le voit tantôt en granules, sous le nom de *gluten granulé,* constituer des potages comparables aux meilleures pâtes d'Auvergne, de Lyon ou d'Italie, — tantôt, à l'état frais, s'ajouter aux farines dans la confection de pains qu'il rend plus nourrissans. Sous le nom de *pain de gluten*, on prépare, en ajoutant à 100 parties de farine 100 de ce gluten que l'on vient d'extraire, un pain très léger, très facile à conserver et à consommer, quand on le réduit en tranches sèches et friables.

D'après les indications de M. Bouchardat, on confectionne un pain encore plus salutaire en soumettant le gluten humide à une chaleur de 60 à 100 degrés. Ce pain est en usage depuis plusieurs années pour combattre une affection dite le diabète sucré, qui s'aggraverait sous l'influence d'une alimentation dont le pain ordinaire ou d'autres substances farineuses feraient partie. Le pain de gluten au contraire, exempt autant que possible d'amidon, entre avec un grand avantage dans le régime alimentaire des diabétiques, améliore leur état, et laisse aux praticiens habiles le temps d'enrayer ou de guérir cette maladie, si redoutable dans d'autres conditions. C'est ainsi qu'une simple invention, d'une application facile, est venue rendre à l'alimentation une substance éminemment nutritive, naguère perdue, tout en prêtant un puissant secours à la médecine humaine.

On vient de voir ce que peut produire l'intervention de la science dans les questions si variées qui se rattachent à la culture des céréales et à la fabrication du pain. Un accroissement notable dans nos récoltes en céréales et en autres plantes alimentaires nous est promis par le développement des récoltes sarclées et des prairies artificielles, ainsi que par l'extension de la pratique du drainage dans nos contrées à sous-sol trop humide. De nouveaux moyens de conservation des grains nous offrent de puissantes garanties contre la disette. D'ingénieux systèmes de mouture et de panification sont appliqués ou se propagent en France comme en Angleterre. Introduits en Algérie, ils secondent énergiquement les progrès de la colonisation. L'année 1855 elle-même, malgré le léger déficit que fait craindre l'état des récoltes, mettra en pleine lumière, nous l'espérons, la nécessité d'une application plus étendue encore de la science à la culture et à la préparation du fruit des céréales, considéré comme base de l'alimentation publique.

PAYEN, de l'Institut.

LE

MARQUIS DES SAFFRAS

SCÈNES DE LA VIE COMTADINE

II.[1]

LES TIRART ET LES SENDRIC.

I.

Le maire Tirart revint de la Pioline à Lamanosc fort courroucé contre son neveu; il ne s'accommodait pas de ces débuts silencieux de Lucien; à ses yeux, c'était un échec. Il y avait à prendre une revanche éclatante au plus tôt; il le fallait à tout prix, l'honneur de la famille s'y trouvait engagé.

On s'était donné rendez-vous dans huit jours à la Pioline. Ces huit jours d'attente parurent très longs au maire. Dans le courant de la semaine, pour prendre patience, il se fit lire *la Mort de César* par M. Lagardelle, secrétaire de la commune. — C'est plein de bons sentimens, dit-il, bien pensé, bien écrit. Je ne connaissais pas cette comédie; elle me plaît. Le rôle de Jules César est le plus beau.

— Les avis sont partagés, répondit le magister; d'aucuns tiennent pour Antoine.

— Du tout, du tout, dit le maire; je maintiens Jules César; c'est le plus beau rôle; je le veux pour Lucien : Lucien sera César.

(1) Voyez la livraison du 1er octobre.

Il fit appeler Espérit et lui dit : — Il faut faire aujourd'hui même tous les changemens. Il est arrêté que Lucien sera César.

Le terrailler refusa net. Le maire insista. — N'en parlons plus, dit Espérit; c'est le rôle de Marcel, et si j'ai un regret, c'est d'avoir cédé Antoine à votre Lucien. A vous parler franc, il ne nous revient guère.

Tous les tragédiens se trouvèrent de l'avis d'Espérit. Le maire, irrité par ces oppositions, se contenait à grand'peine. Il se rendit à la commune en maugréant; il brusqua les affaires et malmena ses conseillers. Dès qu'il fut libre, il sella sa jument, la Leydette, et partit pour Seyanne. Il avait pris le parti d'aller demander directement le rôle de César à Marcel.

En arrivant à Seyanne, le maire trouva la boulangerie fermée. Il appela, heurta aux fenêtres, sauta dans les cours, chez les Sendric, chez les voisins : personne ne répondit. Du rempart à la place de l'église, toutes les portes étaient barrées; la rue était déserte; les chats dormaient sur les murailles, les poules sautaient dans les jardins et s'en allaient à la picorée. Le maire traversa tout le village sans rencontrer âme qui vive. De guerre lasse, il reprit le chemin de Lamanosc; mais à la Calade, en entendant de loin les chansons des lessiveuses, il revint sur ses pas et descendit au lavoir. Au milieu des enfans qui manœuvraient par là, armés de roseaux, M. Tirart reconnut Damian Sendric, le frère de Marcel. Damianet commandait l'exercice et faisait aligner ses amis au bord de la rigole, les pieds dans l'eau.

— Où sont tes gens? dit le maire.

— C'est à moi qu'il faut parler, dit le petit Damian; c'est moi qui garde la maison. Vous faut-il du son ou de la farine?

— Il me faut ton frère, et sur l'heure!

— Ma mère la Sendrique est en foire, dit Damianet; mon parrain l'a accompagnée avec les cousines. La tante Laurence a toujours ses douleurs, et vous la trouverez filant sa quenouille. Allez lui dire bonjour; elle en sera contente. Entre temps, je monterai votre cheval, et je le ferai sauter dans la rivière pour l'amuser.

— Et ton frère?

— Je vais vous dire à quelle heure Marcel est parti avec Spiriton. On venait de passer la crécelle dans la rue pour le catéchisme. A Lamanosc, est-ce que vous faites la doctrine dans la matinée, comme ici? Pour moi, j'aimerais mieux que ce fût sur le tard.

— De quel côté sont-ils partis? dit le maire.

— Il y a une heure, par les Grands-Vallats. Savez-vous un chemin plus court? Par où donc voulez-vous qu'ils prennent, puisqu'ils ont acheté une coupe de fayards à Ventoux, dans la combe de Ca-

nal? Ils en auront bien pour huit jours avant d'avoir tout coupé; c'est loin, et quels chemins? Nos mules auront leur travail; heureusement qu'elles sont les plus belles et les plus fortes du pays. Moi, si j'étais maire comme vous, je ferais faire de grandes routes dans toute la montagne, et je voudrais monter en carrosse jusqu'à la Sainte-Croix. Avec la poudre, on brise tout!

Le maire partit au galop. Quelque diligence qu'il fît, il n'arriva à Canal que dans l'après-midi. Il passa encore une heure ou deux à battre le pays, tout au long des lisières du bois. — Marius, se dit-il, voilà une journée perdue. Ce rôle de César me coûtera cher; il me le faut à tout prix.

Il était décidé à ne pas rentrer à Lamanosc sans avoir vu Marcel Sendric; mais comme ces passages de montagne lui étaient entièrement inconnus, il ne savait plus de quel côté se diriger. Il aperçut alors au milieu des joncs un petit berger qui s'étendait à plat ventre au bord d'une source en puisant de l'eau dans son soulier. Le troupeau courait à la débandade dans les taillis réservés. A l'appel du maire, l'enfant prit la fuite et disparut derrière une roche en sifflant ses chèvres. Tirart se lança à sa poursuite bride abattue. L'avantage n'était pas de son côté. Le chevrier courait comme un serpent sur la corniche du piton; le maire tournait autour en faisant dresser sa jument, mais à chaque instant la Leydette bronchait ou trébuchait au milieu des mûres et des racines hors de terre, et le petit sauvage répondait par un éclat de rire strident.

— Ah! méchant gueux, cria le maire en tirant de son gousset une monnaie d'argent, pourquoi ne veux-tu pas gagner la pièce? Vois comme elle luit! Il y a le portrait du roi! Deux mots, et c'est pour toi. Veux-tu me conduire? Je te promets encore un beau fifre pour la Saint-Antonin.

— Vrai? dit l'enfant. N'est-ce pas mensonge?

— Je suis Tirart, dit le maire. As-tu vu Espérit?

— Faisons pacte, dit le berger; mais n'avance pas. D'abord jure-moi qu'il n'y aura pas de prison.

— C'est juré; mais descends vite, et montre-moi mon chemin.

— Votre chemin? dit le chevrier d'un air de finesse. Vous le connaissez mieux que moi.

— Oui ou non, veux-tu la pièce? De quel côté a passé Espérit?

— Et il n'y aura pas de prison pour lui?

— Ni pour lui ni pour personne. Me prends-tu pour un gendarme? Vous êtes donc tous en contravention, tas de bandits? Mais ce n'est pas mon affaire. Que le gouvernement défende ses forêts! Vois la pièce, comme elle brille! Franc argent!

L'enfant regardait la pièce avec des yeux ardens; une vague ter-

reur le retenait encore; le mot de gendarme lui bourdonnait aux oreilles.

— Ce matin, dit-il, Perdigal m'a averti que les gendarmes avaient maintenant le droit de se déguiser. Il en a vu habillés en femme. Et si tu trahissais?

— Mais puisque c'est juré, dit le maire. Je suis Tirart. Oui ou non, veux-tu la pièce?

— Eh bien! il faut jurer encore une fois. Allons, signe-toi et casse la paille.

Le maire obéit. — Enfin, personne ne me voit, se disait-il.

— Et le fifre est-il toujours promis? dit le berger.

— C'est tenu, le plus grand fifre de la foire.

— Eh bien! alors, jette la pièce là, à droite, sur la pierre blanche, dans les herbes.

— La voilà; mais tu promets de me mettre dans le chemin d'Espérit. Tant que je n'aurai pas entendu les sonnailles de ses mules, je veux que tu marches devant moi, quand il faudrait aller jusqu'aux étoiles.

— Et dans la lune! C'est promis; mais commence par reculer de vingt pas... Encore, encore... Fort bien; il me faut mes quarante pas d'avance. Maintenant il faut dévaler de cheval et rester à dix semelles plus loin en arrière.

Le maire se soumit de bonne humeur à tous ces caprices tyranniques. Lorsqu'il eut mis pied à terre, au moment de compter les dix semelles, la colère le prit; puis, la colère se tournant en gaieté, la gaieté se tournant en colère, il se soulageait par des discours entremêlés de rires et de jurons.

Le petit pâtre descendit de sa forteresse. Il s'approcha de la pierre blanche avec défiance, à pas de loup, l'œil au guet, la tête dans les épaules, comme un chasseur à la piste. D'un bond, il enleva son butin, et, marchant vivement à reculons, regagna son rocher, les yeux toujours fixés sur le maire, la pièce aux dents. Alors il s'arrêta, tordit un coin de sa chemise, y fixa la pièce dans une poignée de terre, noua et renoua une vingtaine de fois la guenille; puis il enroula ce bourrelet sur sa poitrine, le tassa encore et boutonna la veste par-dessus.

— En avant, dit-il en prenant sa course; en avant les amis! et que ta cavale ne prenne pas une sueur!

Le maire se remit en route au petit trot. Son guide courait devant lui en jonglant avec des cailloux, chantant, sifflant, gambadant, alerte et rieur, mais toujours méfiant, et d'un œil soupçonneux maintenant les distances. A chaque cabriole, tout en lançant ses pierres sous jambe, il n'oubliait jamais de jeter un regard de côté

pour s'assurer des bonnes dispositions du maire. Lorsqu'ils furent arrivés au plateau en saillie qui domine les mamelons des deux gorges : — Voici les bêtes d'Espérit, cria le chevrier. Entends-tu les clochettes? Tourne à droite et salut. A l'amitié!

En trois bonds, il fut hors du chemin, sous les buissons de mûres, et, sautant de racine en racine jusqu'aux dernières pentes, il n'eut plus qu'à se laisser rouler sur les cailloutages pour descendre en quelques secondes jusqu'au fond de la gorge.

C'étaient bien les mules d'Espérit et de Marcel qui pâturaient dans la clairière, mais les bûcherons étaient en forêt. Le maire, n'osant s'engager plus avant, fit halte au carrefour, où viennent aboutir tous les sentiers de ces cols. — Mes hommes passeront ici forcément, dit-il en débridant sa jument, et me voici à l'embuscade jusqu'à la nuit s'il le faut. Allons, Mlle de la Leydette, vous êtes libre; cherchez votre vie, belle marquise.

Perdigal, qui revenait de la chasse, vint à passer par là. — Carnier bien garni! lui dit le maire en soupesant la gibecière vide; c'était bien la peine d'aller si loin dans ce pays de déserteurs! Je suis un homme de la plaine; mais quand je chassais, je ne rentrais jamais sans une belle pièce à mettre au croc pour les amis.

— De votre temps, vous étiez plus fins que nous, répondit Perdigal.

— As-tu rencontré Espérit et Marcel dans ton chemin?

— Oui, dit effrontément le poète; mais si vous attendez ici, vous avez le temps de lire la gazette. Ils montent par là, à droite, par ce sentier d'où je sors. Allez toujours tout droit, le long des arbres, sans quitter la rive; vous ne pouvez pas les manquer. Montez toujours.

— Merci, grand chasseur! dit le maire.

— Toujours tout droit, monsieur Marius, toujours tout droit, à moins que votre Leydette ne vous laisse en route! Je ne sais pas si elle a le pied marin.

— Des jarrets d'acier! dit le maire en sautant en selle. Tu vas la voir filer comme un lièvre. A propos de lièvres, n'oublie pas de mettre quelques cailloux dans ton carnier; cela lui donnera bon air.

A la descente, Perdigal aperçut Espérit et Marcel qui remontaient la rive gauche en marquant des arbres. Le maire était à leur poursuite dans la direction opposée. — Bon! se dit Perdigal, en voilà un qui ne couchera pas dans ses draps. D'ici quatre heures, il sera nuit noire, et Tirart ne sera pas bien loin des grands précipices. Il est trop têtu pour revenir sur ses pas, il ira jusqu'au bout; mais quand il n'y aura plus de chemin, il faudra bien s'arrêter. Alors le père Tirart s'en retournera par les bois pour prendre les traverses; une fois dans les fayards, à la nuit, s'il s'en tire, il est plus fin qu'un

renard et dix gendarmes. Les derniers que j'ai envoyés par là y sont restés six heures sans se reconnaître, et encore c'était en plein jour. Père Marius, je te donne jusqu'à demain pour t'y retrouver, à moins qu'il ne te pousse des ailes. Père Tirart, tu auras le plaisir de compter les étoiles!

Pendant que le poète Perdigal retournait à Lamanosc en compagnie de ces joyeuses pensées, le maire Tirart gravissait la montagne et s'éloignait de plus en plus d'Espérit et de Marcel, qui suivaient sur la gauche un chemin tournant, entre les taillis et la ravine.

A la sortie du bois, Espérit dit à Marcel : — Notre coupe est marquée pour aujourd'hui; les mules sont fatiguées du premier voyage; pendant qu'elles se reposent dans les herbes, nous avons le temps de monter jusqu'aux glacières. Nous allons voir si tu reconnaîtras les chemins. Depuis que tu es parti pour les écoles, il y a eu de forts ravages dans notre Ventoux. A la descente, nous prendrons des plants de framboisier pour Mlle Blandine : je sais un fourré d'épines où sont les plus beaux; jamais bêtes ni gens n'y ont passé.

Espérit connaissait tous les coins et recoins de sa montagne; avant d'entrer dans la terraille, il avait été berger chez les Cazalis, et toutes les années, au printemps, il revenait encore explorer ces combes pour y chercher des plantes rares qu'il acclimatait dans les jardinets de son château des Saffras. Les yeux fermés, il aurait retrouvé les traverses et les passages écartés, il les indiquait avec orgueil à son camarade, et de préférence il choisissait les plus difficiles. Pour Espérit, c'était une fête de ramener ainsi l'ami Marcel au fond de ces gorges qu'ils avaient parcourues si souvent ensemble au temps de leurs premières chasses, ou lorsqu'ils venaient garder les troupeaux de la Pioline. A chaque pas, il l'interrogeait pour lui raconter avec mille détails ces grands événemens de l'enfance; les faits, les dates, les moindres circonstances s'étaient gravés dans sa mémoire; pas un coup de fusil dont il n'eût souvenir, pas un sentier, pas un trou de roche qui n'eût son histoire.

Marcel, joyeux comme un échappé des villes, courait dans le vent, tête et poitrine nues; cet air pur l'enivrait, il arrachait à poignées les herbes de montagne, et la senteur sauvage lui montait au cœur comme l'odeur même du terroir et je ne sais quoi de plus intime encore. Sous ces âcres parfums, il retrouvait par mille analogies secrètes comme l'accent des choses de Provence, toute la nature, le génie même du pays dans sa grâce et dans son âpreté.

Au-dessus de la zone des hêtres, les végétations s'appauvrissent, les thyms et les lavandes poussent seuls çà et là dans les fissures : quelques pas encore, et la terre a disparu; en face, les dernières crêtes se dressent à pic, entr'ouvertes à la base, hérissées de den-

telures aiguës. — En avant, en avant! criait Espérit. — Et les voilà lancés à l'escalade, et d'un pied hardi bondissant sur les saillies, des genoux et des mains rampant sur les étroites corniches, descendant et remontant par les crevasses, entre les arêtes vives, passant sous les déchirures des roches comme des oiseaux de proie qui rentrent dans leurs aires. Arrivés aux plus hautes cimes, seuls et libres dans ces déserts inviolés, saisis d'une émotion de jeunesse et d'indépendance, ils se donnèrent la main avec un élan de cœur à briser leurs poitrines. Ils s'étaient assis au bord des gouffres; autour d'eux, au fond des abîmes, s'étendaient les neiges où jamais le pied de l'homme ne s'est posé, et leurs regards ne pouvaient s'en détacher; la blancheur vierge de ces neiges fascinait leurs yeux. Espérit tordait et roulait sa barrette en ruminant un discours.

— Je ne sais pourquoi, dit-il après un long silence, mais à regarder ces neiges, il m'arrive de penser à notre demoiselle Sabine. Et toi, Marcel?

C'était la première fois que le nom de Mlle Sabine était prononcé entre eux.

— Comme toi, dit Marcel, qui ne voulait pas mentir, mais il était fort troublé, et les questions d'Espérit l'inquiétaient vaguement. Il reprit sa hache et sauta sur le chemin. — Partons, dit-il, la nuit approche, et nous enfournons ce soir.

— La nuit? dit en riant le terrailler, nous avons encore nos deux heures de jour; qu'as-tu donc appris dans les villes? Tu ne connais plus rien au soleil.

II.

Perdigal ne s'était pas trompé dans ses prédictions; le maire Tirart alla jusqu'aux précipices, sans tourner la tête, sans songer une seule fois à rebrousser chemin. A la nuit, il revint par le bois de hêtres, et s'y égara, et comme, pour abréger, il s'obstinait toujours à couper en biais, au lieu de suivre le lit des torrens, au sortir des fayards, après tant de détours, il se trouva tout à fait désorienté, à tel point qu'il se dirigea du côté du Ventouret en croyant se rapprocher de Lamanosc.

Il n'y avait plus de traces de sentiers; le maire n'avançait qu'à tâtons, en tirant sa bête par la bride au milieu des ronces; à chaque pas, le terrain s'éboulait sous leurs pieds, de toutes parts craquaient et s'écroulaient les pierrailles. — Voici notre chemin qui marche, disait-il à sa jument; courage, mon enfant, on arrive toujours; allons! c'est Perdigal qui te paiera l'avoine.

En descendant ainsi au milieu de cette avalanche de cailloux en-

traînés par milliers derrière lui, obligé de relever à chaque instant sa monture, boitant lui-même, harassé de fatigue, le maire Tirart arriva vers minuit au fond d'une combe sans issue, fermée comme un cirque. La jument était déferrée, blessée aux genoux.

— Marius, dit-il à très haute voix, il me semble que c'est ici que nous sommes invités à passer la nuit pour entendre chanter les rossignols. Voilà une belle auberge et dont je n'avais jamais ouï parler, bien bâtie, toute en taille, en bon air; c'est grand péché que le toit soit resté dans la lune. Très bien, très bien, Marius; il me paraît que Perdigal chasse la grosse bête.

Et pour rendre sa pensée encore plus claire, il ajouta, en riant aux éclats : — Et la grosse bête, c'est Tirart Marius. Marius est dans le trou, qu'il y reste. Bien joué, Perdigal! Le gueux va faire une chanson sur moi, et toute la nuit ils la chanteront à la Mule-d'Or, en dansant et vidant des fioles. Buvez, chantez, cassez tout, braves gens, vous êtes libres; mais tout n'est pas perdu. Marcel a bon cœur, et demain je vais lui écrire une grande lettre. J'étais l'ami de son pauvre père. Il n'osera pas me refuser.

Le maire Tirart philosophait de la sorte en cherchant un abri pour sa jument. Il finit par découvrir une de ces avances de rochers sous lesquelles les bergers viennent faire leur cuisine pendant l'orage. La voûte et les parois étaient noircies par la fumée, et des monceaux de feuilles brûlées obstruaient l'entrée. Le maire ramassa des feuilles sèches et quelques menus branchages dans les creux, sous les pierres plates; il arracha çà et là des buis, des absinthes et des capillaires, et tant bien que mal il apprêta une litière sur ces cendres. La jument s'y étendit; le maire lui attacha son gilet sur les yeux pour la garer du serein, et des lambeaux de sa chemise il lui fit des bandages autour des genoux. Pendant qu'il s'occupait de ce pansement, la jument mangeait sa litière; elle était si affamée, qu'elle dévorait tout, branches et vieux buis comme verdures.

Cette partie de la montagne est très dévastée. Pendant toute la nuit, Tirart chercha dans les crevasses des herbes pour sa bête; la récolte était maigre, et pour sa part il mâchait des racines et des oseilles sauvages. Il avait grand' faim et grand froid, mais son vrai souci, c'était toujours cette lettre qu'il se proposait d'écrire à Marcel; à cette seule pensée qu'il lui faudrait mettre la main à la plume sans le secours du secrétaire de la commune, il oubliait toutes ses mésaventures du jour et de la nuit.

A l'aube, la jument se roula dans les cendres, et, sans prendre l'avis de son maître, se mit en route du côté du soleil. Le maire, qui revenait avec une poignée d'immortelles et de thym pour regarnir la crèche, ne trouva que la selle et le licou; il chargea les harnais et

courut en criant après la fugitive, qui hennissait et galopait devant lui. Au sortir de la gorge, la Leydette s'arrêta net, se dressa sur ses jambes de derrière, et choisit son chemin. Le vent soufflait du sud et lui apportait l'odeur des herbes fraîches. Elle coupait à droite, à gauche, prenait les traverses, évitait les montées, comme si ces sentiers de chèvres lui eussent été familiers. La Leydette était en humeur de liberté et paraissait décidée à ne plus porter le bât de sa vie. Le maire la suivait toujours selle au dos. — Ah! si Perdigal me voyait! disait-il.

Une sorte de guérite, faite de terre et de pierres longues agencées en écailles, coupait brusquement le sentier au versant opposé de la colline; tout autour, des plates-bandes garnies de fleurs; en avant, des ruches alignées au milieu des romarins et des serpolets. La jument s'en alla droit aux giroflées du parterre, caracolant et sautant par-dessus les ruches. Déjà les essaims irrités tournoyaient autour d'elle, lorsque l'homme aux abeilles sortit de son trou, dénoua le rouleau de cordes qui lui ceignait les reins et lança son nœud coulant. La Leydette fut ramenée à son maître honteusement liée aux jarrets. Il se trouva que l'éleveur d'abeilles était un ancien berger du plan Leydet, qui s'était établi depuis quelques années au terroir de Sault; sa femme tenait auberge à l'entrée du village. Il s'empressa de remettre le maire en son chemin, et voulut même l'accompagner jusqu'à Sault.

En passant sur le communal de cette paroisse, le maire fut frappé de la beauté et de l'abondance des *aspics* (lavandes) en pleine floraison. Dans les déchirures et les enfoncemens de terrain, partout où la terre n'avait pas été emportée par les pluies, des touffes épaisses se détachaient par grandes plaques bleues sur les roches grises. — Je n'ai jamais fait ce commerce des aspics, dit le maire.

Chemin faisant, il ne cessa d'interroger son compagnon sur les prix de vente et de revient, la récolte, le tirage des lots, les débouchés et les transports, si bien qu'en arrivant à l'auberge, il se trouvait au courant du négoce des lavandes comme un courtier émérite.

La cour et le hangar de l'auberge étaient obstrués par des charrettes chargées de balles de lavandes. On dételait les chevaux. Au moment du départ, on venait d'apprendre la faillite du commissionnaire qui avait acheté ce chargement. Les vendeurs, assis en rond sur leurs carniers, devisaient entre eux de ce marché rompu, mécontens, soucieux, ne sachant à quel parti s'arrêter. Le maire s'approcha d'eux, et s'informa de l'affaire. Après avoir compté toutes les balles, il fit descendre un des sacs, l'ouvrit, l'éventra, plongeant des bras et de la tête au milieu des fleurs; un tourbillon de poussière bleue volait autour de lui et retombait sur sa figure et sa poitrine,

baignées de sueur; les épis brisés s'y collaient, ses cheveux et ses courts favoris frisés en étaient hérissés.

— Je tiens les prix, dit-il en calculant sur ses doigts, et je prends le marché pour moi. Je suis Tirart Marius. Parole donnée! Maintenant qu'on attèle la cavalerie et qu'on me fasse un grand trou dans une balle, à la première charrette! Hardi! hardi! les enfans! Trois fioles de vin dans l'avoine. Il faut que nous soyons à Orange au coup de midi.

Avant que les chevaux fussent harnachés, il s'était déjà endormi d'un profond sommeil; il ne se réveilla qu'à l'arrivée, au moment où les chars passaient devant l'arc-de-triomphe d'Orange. Marius Tirart était en affaires un très habile homme, actif, prudent, hardi, et d'un bonheur à déjouer les chances les plus contraires. Avant tout, il avait la main heureuse. Où les plus experts se ruinaient, il faisait merveilles. Dans la matinée, lorsqu'il avait fait marché, les lavandes étaient en baisse, et déjà tous les achats étaient suspendus; à midi, une heure avant l'entrée du maire à Orange, l'expéditionnaire de cette ville recevait un courrier du Var qui lui annonçait une hausse imprévue; ordre était donné de tout enlever. Le maire vendit en bloc son chargement à des prix très élevés, et son coup d'essai fut un coup de maître. Frais et dispos, gai comme un pinson, la sacoche bien garnie, il partit à franc-étrier pour Avignon, d'où il s'était promis de ramener Lucien à Lamanosc.

Au débotté, le maire courut chez son neveu. — Me voici, me voici, dit-il, entrant le fouet à la main; trois lieues en une heure, et sur un cheval de labour! Devine un peu où est la Leydette... Je te le donne en mille... A Sault! Tu vas rire comme un voleur. — Il raconta tout au long son voyage de la veille, la nuit blanche, les trafics de lavande, etc. — C'est pourtant ce fou de Perdigal qui me vaut ces rossignols, dit-il en passant la main sous sa chemise pour faire sonner la sacoche, — et sans lui je ne serais pas ici. Tu ne m'attendais guère, j'imagine. Que dis-tu de cette surprise?

— Vous arrivez à temps, dit Lucien, dans une heure je pars pour Marseille. — Le neveu prétexta des affaires et des travaux urgens qui devaient le retenir encore une quinzaine en voyage; mais le maire ne voulut rien entendre à toutes ces belles raisons : il s'était emparé du jeune homme et le tenait bien. Lucien cherchant à s'esquiver, l'oncle fit bonne garde, et sans plus tarder il ramena son prisonnier à Lamanosc.

Au jour fixé, ils arrivèrent chez les Cazalis. La compagnie était déjà réunie sur la terrasse; tous les invités se trouvaient au rendez-vous, à l'exception de Corbin l'aîné, retenu au lit *par le plus grand des hasards*, ainsi qu'il l'écrivait à M. Cazalis dans sa lettre d'excuse.

— Mon frère jouit d'une santé de fer, disait doucement Corbin le jeune par manière de représailles; voilà sa première pleurésie.

— Je ne vois pas M. Dulimbert, dit le maire.

— Silence, répondit à voix basse le rentier Lajarrije; il n'est pas loin; au salon. Sachez, entre nous, qu'il vous ménage une surprise de serviettes.

Le contrôleur avait l'art de plier les serviettes en coquilles, en éventails, en colimaçons, en cocardes, en tulipes. En dehors de ces fantaisies classiques, M. Dulimbert risquait encore très souvent des innovations hardies. Entre chaque repas, il se plaisait à chercher des motifs originaux, des effets inattendus et variés. Il en rêvait la nuit, et dans le demi-sommeil des grasses matinées mille formes nouvelles venaient assiéger son esprit; les loisirs de la journée étaient tout entiers consacrés à l'étude de ces combinaisons capricieuses. C'était M. Dulimbert qui, dans les grandes occasions, se chargeait à l'avance de la décoration des plats, c'était lui qui réglait la hiérarchie des places, la correspondance des vis-à-vis, la gradation des vins, en toute chose la convenance et la parfaite symétrie. Son habileté consommée se révélait dans les moindres détails comme dans l'ordonnance générale des services; il s'acquittait de cet office avec une rare vigilance, en homme qui comprend bien quelle importance est assignée aux dîners dans la vie de province. Ces soins divers n'étaient d'ailleurs qu'un jeu pour le contrôleur, une routine, un délassement après les grandes tensions d'esprit que nécessitait la disposition savante des serviettes. C'était là toujours la difficile, la sérieuse affaire de la journée; M. Dulimbert y mettait toute sa passion, toute sa conscience.

Pendant que le contrôleur, enfermé à double tour dans le salon, vaquait à ses travaux ingénieux, la conversation s'était engagée sur la terrasse, comme la première fois, par un feu roulant de questions adressées à Lucien. Le neveu saluait ou répondait par monosyllabes; le maire Tirart n'y tenait plus. — Mais parle donc, disait-il en jouant des coudes. Le vice-président du cercle et le notaire s'étaient remis à compter leurs maîtresses en se désarticulant les doigts. Le rentier Lajarrije marquait les points, Corbin le jeune suivait de l'œil le vol des colombes, le maire fouaillait ses chiens, M. Cazalis s'acquittait de son mieux de son devoir de maître de maison; mais on ne peut pas toujours parler de la pluie et du beau temps, et les commérages de la gazette ont une fin. Le lieutenant avait épuisé toutes les ressources de son esprit, il était à bout d'artifices et ne savait plus quelle contenance tenir. M. Dulimbert survint fort à propos pour le tirer d'embarras.

Le travail des serviettes était terminé; le contrôleur accourait, le

nez au vent, frais et fleuri, tout pimpant et sémillant. — Ah! cher ami, dit-il en trottinant autour de Lucien, votre présence nous comble de bonheur. Il avait préparé un petit compliment de circonstance qu'il récita tout d'une haleine. Lucien ne savait que répondre; tous les convives s'étaient rapprochés de lui et lui adressaient avec insistance mille questions oiseuses. — Il faut en finir! se dit Lucien, et comme on le pressait de nouveau sur ses voyages, il leur raconta une Angleterre de fantaisie, où les plus excentriques des trois royaumes ne se seraient pas reconnus; puis, par les Indes arrivant en pleine Allemagne, il leur donna brusquement un grand discours de philosophie germanique, à ravir de joie les plus fins connaisseurs. Le notaire, qui voulait se montrer entendu, hasarda quelques objections ridicules; alors Lucien, emporté par ses instincts moqueurs, s'avisa de prendre M. Dulimbert pour arbitre.

— Vous êtes mille fois trop poli, dit le contrôleur, c'est bien aimable à vous de me choisir ainsi pour juger ces débats; je vous sais un gré infini de cette gracieuseté, mais je dois vous avouer qu'il y a très longtemps que je n'ai revu ces matières. Du reste mon opinion est de tout point conforme à la vôtre, et je crois même me rappeler que vous êtes en parfait accord de vues et de sentimens avec mon pauvre ami La Jonquière. Quel homme! Ses connaissances étaient universelles, comme les vôtres, monsieur Lucien. Ah! quelle noblesse! quel cœur! quelle distinction! Je sais de lui une histoire ravissante.

Ce contre-amiral La Jonquière était un dîneur très célèbre, dont M. Dulimbert savait tous les bons mots; depuis dix ans, M. Dulimbert obtenait de grands succès en répétant ses propos de table en société. — C'était en 1827, reprit le contrôleur, au temps des truffes; devinez ce qu'il me dit?...

Lucien se tenait à quatre pour garder son sérieux. — Entendons-nous bien, dit-il, pas de réticences. Permettez-moi de vous rappeler à la question. Quelle est votre opinion sur les lois de Manou?

— Dame, dit M. Dulimbert, j'incline de votre côté, votre opinion me paraît... mais je ne vous dissimulerai pas que mes connaissances roulent spécialement sur la mythologie. Je possède à fond mon Demoustiers.

Lucien, s'amusant à prolonger l'embarras du contrôleur, reprit bravement son discours. Jamais si grands mots n'avaient résonné à la Pioline, sous ces jujubiers où viennent bourdonner les abeilles. Marius émerveillé contemplait son neveu et le montrait au lieutenant; aux bons endroits du discours, il soufflait, sifflait, clignait des yeux d'une certaine façon enthousiaste; du pied, du genou, du coude, il poussait à chaque instant son voisin d'un mouvement plus vif, marquant ainsi la progression des belles périodes à la tudesque; ses

yeux pétillaient, ses gros sourcils gris se rejoignaient gaiement. La tante Blandine regardait en dessous, d'un œil soupçonneux.

On se mit à table. Pendant tout le dîner, Lucien ne cessa de discourir; au grand plaisir de la galerie, il s'était emparé de la conversation, et ce fut en vain que M. Dulimbert essaya par trois fois de glisser ses historiettes entre deux dissertations. Dès qu'un bon mot de La Jonquière paraissait à l'horizon, Lucien s'empressait d'arrêter le contrôleur, en lui adressant à brûle-pourpoint des questions saugrenues sur la symbolique, la mythique ou l'anthropologie. M. Dulimbert s'en tirait tant bien que mal par des réponses évasives et des balivernes de politesse courante, puis, s'esquivant au plus vite, il laissait le champ libre à son terrible interlocuteur. L'infatigable Lucien rentrait aussitôt en scène et dissertait de plus belle sur toutes choses, comme un docteur. Il est certain que le neveu Lucien n'avait songé d'abord qu'à s'amuser de la bonhomie de ses hôtes, mais bientôt, par un singulier entraînement, il fut lui-même l'acteur le plus passionné de la petite comédie dont il avait voulu se donner le spectacle. Son tempérament de rhéteur l'emportait : une fois la bride lâchée, sa faconde naturelle se donnait carrière; il n'en était plus maître; l'eût-il voulu, il lui eût été impossible de rentrer dans ce rôle silencieux et dédaigneux qu'il s'était imposé le jour de son arrivée à la Pioline. Ce n'était plus par espièglerie ni pour réjouir la vanité de l'oncle Tirart qu'il jasait et discourait de la sorte : par l'excitation du succès, sous le charme de ses propres paroles, il en était venu à parler pour parler, avec amour, avec délices, enivré de cette ivresse qui montait à la tête de Cayolis, le beau maréchal, dans ses jours de triomphe au *Grand Alexandre*. Toute la compagnie était dans le ravissement; la tante Blandine seule se tenait encore en méfiance, elle baissait la tête, et ses yeux inquiets ne cessaient d'interroger la physionomie de Lucien. Les amis Tirart et Cazalis avaient l'habitude de sommeiller une dizaine de minutes, au dessert, entre le grenache et le muscat, mais en l'honneur du neveu ils firent volontiers le sacrifice de leur sieste digestive; ils luttèrent de leur mieux contre le sommeil qui commençait à les gagner. Pour se tenir en éveil, le lieutenant se tirait la barbe et le maire se mordait jusqu'au sang. Quant à Mlle Sabine, elle s'était levée de table, avant le dessert, à l'heure du manger des oiseaux; personne ne s'était aperçu de son absence : l'attention des convives s'était toute concentrée sur le neveu, et Lucien n'était occupé que de Lucien; il se mirait dans ses phrases. Sabine allait et venait, comme une abeille, du jardin aux terrasses, de la cour aux volières. Les pigeons sautaient sur ses bras, les poules et les pintades la poursuivaient à grands cris et s'élançaient, la plume hérissée, sur son tablier chargé de graines. Elle les

dispersait en leur jetant au loin des poignées de millet noir et de maïs. A chaque instant, elle revenait puiser au sac avec sa sébile; mais à peine rempli, le tablier était attaqué par les maraudeurs, et souvent enlevé, mis au pillage, avant que Mlle Sabine l'eût vidé dans les mangeoires.

La conversation continuait cependant, même après le dessert. Le maire et le lieutenant, à demi vaincus par le sommeil, joignaient les mains, hochaient la tête, et s'assoupissaient en cadence le nez sur leurs verres. Le contrôleur, satisfait d'avoir pu placer quelques bons mots de l'amiral La Jonquière, s'était mis à l'aise dans sa bergère pour digérer. Tombant en rêverie, il pensait avec délices aux loisirs de sa jeunesse et de son âge mûr, à toutes ses années écoulées dans le rien faire et le bien vivre. — Messieurs, messieurs, dit tout à coup le maire sortant de son demi-sommeil, il ne faut point s'acoquiner à table. Après dîner, le grand air; il y a là-dessus un proverbe de l'école de Salerne. Lucien, toi qui sais tout, comment dis-tu cela en latin? Allons, sois moins timide, va donc offrir ton bras à Mlle Sabine. A la terrasse! et marchez devant moi, que j'aie le plaisir de vous voir! Ah! les beaux enfans! Je retrouve mes vingt ans de les voir si bons amis. Cascayot, détache les chiens! Sont-ils à jeun?

Pendant que le maire baignait ses dogues à la fontaine, les convives restèrent dans le salon pour causer à l'aise et parler du neveu. Ce fut d'abord un concert unanime d'éloges, et le notaire Giniez lui-même devenait louangeur.

— Oh! parfait! oh! très fort, très fort, disait le contrôleur de sa voix de tête, dans son demi-sommeil et roulant de petits yeux blancs.

— Et moi, je vous dis que c'est un sot! s'écria tout à coup Mlle Blandine. Qu'avez-vous à vous regarder ainsi tout stupéfaits? J'ai dit le mot, je le maintiens. Oui, c'est ainsi, monsieur mon frère, et je ne vois pas pourquoi vous me marchez sur les pieds pour me faire taire; je ne parle pas à l'aventure, comme une corneille qui abat des noix; me prenez-vous pour un Lucien?

— Mais, ma sœur, dit le lieutenant, vous êtes d'une imprudence! retenez donc vos paroles, je vous en supplie, et que notre ami Tirart ne vous entende pas.

— M'entende qui voudra! dit la tante, je ne parle pas pour les murailles; je suis ainsi, comme saint Jean Bouche-d'Or, c'est à prendre ou à laisser, me laisse qui voudra; je ne suis pas à marier; qui s'y frotte s'y pique.

— Ma sœur, ma sœur! dit M. Cazalis.

— Il n'y a pas de ma sœur qui tienne; ce que j'ai dit de votre Lucien, je le maintiens; faut-il le répéter?

— Mais taisez-vous, taisez-vous donc, dit le lieutenant, je veux qu'on se taise!

— Le roi dit : Nous voulons, repartit Mlle Blandine. Eh! eh! bientôt l'on ne pourra plus parler dans cette maison. Jean-de-Dieu! vos jurons ne m'intimident point; vous n'êtes pas ici sur votre frégate, et tant qu'on aura pas bâillonné tante Blandine, tante Blandine gardera son franc parler, et l'entende qui voudra! Avec moi, on n'a pas besoin d'écouter aux portes; ce que je pense de votre Lucien, je le dirai partout et toujours, à votre nez, à sa barbe, dans la rue comme dans la maison, et, s'il le faut, j'irai le crier sur les toits. J'ai dit le mot, je le maintiens : un sot!

— Oh! ma sœur, dit le lieutenant.

— Oh! mademoiselle, dit le contrôleur.

— Oh! monsieur Dulimbert, dit la tante Blandine en levant les yeux et joignant les mains, pour contrefaire le contrôleur, et n'y réussissant qu'à demi. Avec son menton de galoche et ses mouvemens anguleux, la vieille fille mimait d'une façon bizarre le doux et gras contrôleur, ses gestes mous, ses airs béats et galans.

— Un si parfait *gentleman!* reprit M. Dulimbert, très heureux de pouvoir glisser si à propos ce mot d'anglais.

— Voilà que vous parlez cheval, vous aussi? dit la tante; ah! *pechère!* Admirez-le bien votre mirliflor! admirez-le, *pechère, pechère!*

C'est ainsi que la tante traduisait l'exclamation populaire de *peccaïre,* car elle ne parlait jamais comtadin. — Il faut garder son rang, disait-elle, — et son respect pour la langue française allait si loin, qu'elle disait toujours la *salée,* la *poivrée,* pour désigner la salade, la poivrade, et tous les mots à désinence pareille qui lui faisaient l'effet d'horribles provençalismes.

— Mademoiselle, mademoiselle! murmurait le contrôleur.

— Votre Lucien est un sot, cria l'impétueuse demoiselle; un sot, entendez-vous? un maître sot, un sot en trois lettres : est-ce clair?

— Les femmes! les femmes! dit M. Cazalis en s'éloignant.

M. Dulimbert salua d'un air tendre, et de son geste le plus affable : — Toujours malicieuse! dit-il. Et de l'esprit jusqu'au bout des ongles!

III.

Rien ne prouvait encore que la tante Blandine eût raison. Lucien était très souvent guindé, gourmé, cassant et rogue; il parlait à tout venant de ses synthèses, il en parlait avec une infatuation comique, en faisant sonner haut les mots barbares. Les termes de l'argot d'outre-Rhin revenaient à profusion dans ses discours les plus familiers, comme les jurons arabes dans les déclamations du caporal Robin; mais il y a un âge où l'on peut donner dans ces ridicules sans être précisément un sot : il est juste de faire la part de la jeu-

nesse, qui court tête baissée à l'imitation, prend tous les masques, essaie tous les costumes que lui offre le goût du jour. Chaque époque a ses pédanteries en vogue; hier la grecque, la romaine ou l'anglaise, demain peut-être l'orientale ou la chinoise. Il y a quelques années, c'était le tudesque qui nous tenait en respect, et Lucien germanisait avec une assurance intrépide. A travers son fatras perçaient à chaque instant des vivacités, des impatiences qui trahissaient un esprit souple, capricieux, animé, souvent très frivole et non sans grâce; son étourderie éclatait par saccades sous ces gravités d'emprunt; à la longue, elle se dégageait franchement, et, le Lucien officiel persistant encore, l'humeur volage se faisant jour, la pétulance provençale brochant sur le tout, c'était le plus singulier bariolage qu'on pût imaginer. Les habitudes de sa vie offraient les mêmes contrastes. Il s'était composé par avance des rôles de morgue et de roideur, et d'ordinaire il les jouait à merveille, d'un air sec et vieillot, à l'anglaise; mais dans les occasions qu'il jugeait de peu d'importance, il sortait volontiers de son personnage d'apparat, car il aimait le mouvement et le bruit. Il se retrouvait alors dans sa vraie nature remuante et joviale, communicative, espiègle, envahissante; alors aussi, pour l'entrain, la rondeur, l'entre-gent, il n'avait pas son pareil. Tout ce tapage faisait l'effet d'une cordialité brusque, et dans ces momens de franche bonne humeur, Lucien rappelait d'une certaine façon l'oncle Marius, — quelque distance qu'il y eût entre la rusticité du maire et l'extrême élégance de son neveu. Il y avait entre eux des ressemblances très vives et fugitives : dans leurs traits, leurs gestes, leurs allures, on retrouvait un air de famille qui frappait à première vue et disparaissait tout aussitôt. Pour parler comme à Lamanosc, Lucien *tirait* de sa mère (une Tirart). Lucien, c'était bien le type Tirart, mais transformé, polissé, aiguisé pour ainsi dire et gracieusement affaibli; toute la rugueuse écorce était arrachée. Dans les goûts, les mœurs, les habitudes, dans toute la nature, quelles différences plus profondes encore! Entre l'oncle et le neveu, il y avait des abîmes, des siècles. Quoi de commun entre ce Marius des foires, à demi barbare, et ce Lucien déjà si raffiné, sceptique, indolent, artiste, qui traversait la vie en curieux, sans autres soucis que ses plaisirs, ne s'attachant à rien, touchant à tout d'une humeur vive et légère?

L'oncle Marius s'était costumé d'un habit noir qu'il ne quittait plus depuis qu'il était maire; mais sous cet habit noir il était resté paysan jusqu'à la moelle des os, paysan de la vieille race, laborieux et sobre, opiniâtre, serré en affaires, dur à ses ouvriers comme à lui-même, généreux par boutades, très passionné dans ses amitiés comme dans ses haines, très probe d'ailleurs, intègre et juste. Tout

en répétant nuit et jour que Lamanosc était un pays inhabitable, ingouvernable, peuplé de coquins, de fourbes, de factieux, de rebelles, il avait pour Lamanosc un attachement profond, fanatique, aussi violent que le patriotisme d'Espérit. Il tenait au sol par les racines, comme un chêne.

Lucien au contraire se sentait tout à fait étranger dans son pays natal. Il admirait fort Lamanosc et la montagne, la beauté des sites, les prés, les moulins, les vieilles mœurs, le vieux langage provençal, mais pour rien au monde il n'eût accepté de vivre une année dans cette poétique bourgade. L'oncle caressait l'espoir de le retenir et de le fixer auprès de lui. Il voulait jouir de son neveu, s'en faire honneur; il mettait en lui tout son orgueil d'enrichi. Ces loisirs, ces élégances de Lucien, c'était son œuvre à lui Marius, sa création, sa fantaisie, le luxe de sa vie. — Qui dirait que c'est mon neveu? répétait-il souvent avec sa grosse vanité, mêlée de tendresse et de bonhomie. Il était tout réjoui, lorsqu'il entendait dire autour de lui : — Ce Lucien est né au bon moment. De sa vie il n'aura rien à faire. Son oncle a du foin à lui mettre dans les bottes. — Savez-vous que le père Tirart ne se ferait pas couper les oreilles pour cent mille écus? — Ni pour cent cinquante, répondait Tirart. Oui, certes, qu'il n'aura rien à faire, je travaille pour lui; je ne suis bon qu'à ça.

Sur ce point, Lucien était tout à fait de l'avis de son oncle. Et l'oncle travaillait, travaillait sans cesse, et de ses mains infatigables il édifiait sa fortune avec la fierté, l'énergie, l'assurance d'un baron féodal bâtissant sa tour sur le roc. Aux foires, aux marchés, aux abattoirs, on l'aurait reconnu entre mille à sa mine joviale et décidée, à ses airs de commandement. Confiant dans sa destinée, certain du succès, sûr de lui-même, il marchait en maître au milieu de tous, il était là dans son empire : c'était là qu'il fallait le voir avec tout son cortége de marchands et d'acheteurs, ou bien encore chez lui, aux Pique-Nierres, dans sa grande cour, un samedi, le jour de paie, dans son coup de feu des fins de semaine. Il fallait le voir sous son portail, debout à l'entrée du petit escalier, un pied sur chaque borne, sifflant les chiens, versant à boire, faisant passer les moutons entre ses jambes, les comptant un à un en leur tâtant les côtes, pendant que les courtiers venaient prendre ses ordres, acquitter leurs notes ou présenter leurs factures. En même temps les ouvriers et les journalières défilaient devant lui, le pic à l'épaule, le panier sur la tête. Il congédiait ceux-ci, embauchait ceux-là; éloge ou blâme, à chacun son mot, et tous les comptes réglés, il recevait d'un côté, payait de l'autre. Ses deux mains allaient et venaient comme une navette de tisserand, et les pièces d'argent tintaient sans cesse dans sa longue sacoche de cuir, toujours en mouvement,

à chaque instant vidée, remplie, tordue et rejetée dans la chemise entr'ouverte, au milieu des échantillons, des cordes, des clous, des registres qui gonflaient et faisaient rebondir cette chemise comme une besace.

Après les bergers et les paysans, c'était le tour des commissionnaires, des loueurs, des charretiers et des marchands. Toujours en habit noir, manches retroussées, sans gilet ni cravate été comme hiver, tête nue, la plume dans les cheveux, la balance romaine sur l'épaule, le fouet au cou et la fourche sous le bras, il courait sans prendre haleine d'un bout à l'autre de la grande cour encombrée de machines et de denrées, l'œil à tout, la main à tout, à l'achat, aux échanges, à la vente, aux arrivées, aux départs; il enjambait les sacs, les corbeilles; il escaladait les balles de garance et les meules de foin, puis retombait au milieu des blés, des graines, des soies pour peser, charger, mesurer, donner des quittances, clouer les caisses ou rouler les boisseaux. Et la sacoche tintait toujours et sautait avec l'écritoire et le marteau, de la chemise aux mains, des mains à la chemise.

Quand Lucien se trouvait à Lamanosc, il s'amusait beaucoup de ce spectacle. Au fond de la cour, on lui avait construit un très joli pavillon sur les dessins qu'il avait envoyés de Venise : une galerie mauresque courait sur les deux façades. Lucien s'étendait en travers de ce balcon, et de là, les coudes sur les coussins, il regardait travailler l'oncle en fumant des pipes turques.

Avec les qualités que nous connaissons au maire de Lamanosc, on comprend que Marius Tirart n'avait pas renoncé à l'espoir de conquérir le rôle de Jules César pour son neveu Lucien. Le lendemain du dîner à la Pioline, il écrivit à ce sujet une longue lettre très affectueuse et très impérieuse à Marcel Sendric. Marcel lui céda ce rôle de bonne grâce : il était entré dans cette tragédie pour ne pas désobliger le brave Espérit, il en sortait sans déplaisir, car il avait bien peu de temps à consacrer à cette *Mort de César;* les plus lourdes charges de famille pesaient sur lui.

Il y avait deux ans que le père de Marcel était mort, laissant les siens dans la plus grande détresse. Pendant dix-huit mois, la Damiane s'était efforcée de mener la boulangerie de Seyanne avec un apprenti; à bout de ressources, malade, épuisée de fatigues et de peines, elle s'était enfin décidée à rappeler son fils, qui se trouvait alors à Lyon. Marcel n'avait pas hésité : il avait renoncé à ses études pour prendre en main les affaires de la famille, et d'un grand courage il venait se remettre à ces ouvrages manuels dont il était tout à fait déshabitué.

Jusqu'à l'âge de seize ans, Marcel avait travaillé comme ouvrier

dans la boulangerie de son père le Sendric. Il n'en serait peut-être jamais sorti sans un de ces hasards qui souvent changent toute une destinée. Les Sendric avaient en Dauphiné un cousin de leur nom, qu'ils n'avaient jamais vu : c'était un vieux régent de mathématiques, très savant, très pauvre, d'humeur vagabonde et libre, qui ne prenait pied nulle part, et qui depuis trente ans s'en allait de ville en ville, changeant de collége tous les six mois. Vers 1835, ce cousin vint à Seyanne pour recueillir un millier de francs que lui laissait sa grand'mère. Quand il se vit cette fortune, il déclara qu'il se chargeait de l'avenir de Marcel : il le prit pour élève, l'emmena, et pendant huit ans le garda auprès de lui. Si pauvrement que vécussent le maître et l'élève, la succession de la grand'mère finit par s'épuiser à la longue. Marcel étudiait avec une grande ardeur, et le vieux régent ne voulut plus se séparer de son jeune compagnon. A bout de ressources, il s'adressa en secret aux Sendric pour obtenir quelques secours. Toutes les années, à la récolte des cocons, il recevait d'eux quelques centaines de francs à l'insu de Marcel. A l'automne, Marcel venait passer une quinzaine de jours à Seyanne; mais dans les derniers temps la gêne fut si grande chez les Sendric, qu'il fallut renoncer à ces voyages de vacances. Lorsque Marcel revint au pays après quatre ans d'absence, il put mesurer la grandeur des sacrifices qu'on s'était imposés pour lui : il en avait le cœur navré. Ces souvenirs, les misères présentes, l'avenir si incertain de cette pauvre maison des Sendric dont il était maintenant le chef, tous ces soucis, ces inquiétudes, jetaient dans son âme une mâle tristesse. Habitué à se sevrer de toute joie, il se reprochait comme une faiblesse la grande amitié qui l'attachait déjà à Mlle Sabine, et il aurait voulu ne plus retourner chez les Cazalis; mais l'ami Espérit avait décidé que Marcel serait César. Lorsqu'il apprit que Lucien prenait ce rôle, il s'en alla dans les cabarets exciter les tragédiens contre le neveu du maire, et tous déclarèrent qu'ils n'acceptaient pas la démission de Marcel.

Marius Tirart résolut d'en finir par un coup d'autorité. Il prit un arrêté en mairie, et le neveu fut nommé Jules César *au nom du roi*. Massapan, le tambour de ville, reçut l'ordre de proclamer ce décret à son de caisse; il fut hué, battu, poursuivi à coups de pierres jusqu'à la commune.

— Il faudrait assembler le conseil, dit alors le secrétaire Lagardelle; tout ceci tourne à l'émeute : voici le moment de délibérer.

— Le conseil, c'est moi, dit le maire, et je n'ai besoin de personne pour défendre ma commune. Écrivez, je dicte. Massapan, tiens-toi prêt à leur porter ce discours.

— Rien ne presse, répondait le tambour, qui rechignait à la be-

sogne, rien ne presse; attendons la nuit, ils se calmeront. Donnons-leur le temps de réfléchir.

— Crève qui a peur! s'écria le maire. Massapan, donne-moi ta caisse; Lagardelle, mon écharpe! — Alors il monta au balcon, et après avoir battu un ban, il annonça au peuple que la troupe était dissoute, la tragédie supprimée, et que force resterait à la loi.

Dès que Lucien fut informé de cette querelle, il s'empressa d'accepter le rôle d'Antoine, qu'on lui avait offert dès son arrivée. Pour tout apaiser, il vint de lui-même dans les auberges où se réunissaient les tragédiens, et par ses manières engageantes il se concilia tous les esprits. Perdigal mit la chose en chansons. Espérit s'en allait répétant partout qu'on s'était bien trompé sur le compte de Lucien, et que sans Lucien il n'y avait pas de tragédie possible. Il arrêtait les passans dans la rue pour leur raconter toutes les belles choses qu'il venait d'apprendre de Lucien sur le théâtre ancien et moderne. A *la Mule d'or*, le caporal Robin fit voter des libations abondantes en l'honneur du neveu; au *Grand Alexandre*, on chanta pour lui les chœurs de *la Muette*, et dans la soirée Cayolis et ses amis vinrent donner la sérénade sous les fenêtres du maire.

Il fut décidé que les répétitions seraient reprises sans délai. Une nouvelle distribution des rôles était devenue nécessaire; Espérit mit à profit les bons conseils que lui donna Lucien, et tous les changemens furent acceptés sans discussion. Le méfiant Triadou consentit à céder son rôle de Brutus à Cayolis, le sergent Tistet prit le personnage de Cimber, et Robin celui de Cassius. Le magister Lagardelle accepta les fonctions de régisseur, Perdigal devint Dolabella, et Cabantoux Décime. Les chefs des deux grands partis (*paysans* et *moussus*) furent définitivement rejetés, en compagnie de tous les hommes remuans, dans le groupe des sénateurs et licteurs, personnages muets.

IV.

Tous les dimanches, au coup de neuf heures, la famille Cazalis partait de la Pioline pour la seconde messe, le lieutenant sur son âne, la tante Blandine sur sa mule entre les deux petits enfans du fermier juchés dans les *enserres*, les autres à pied avec le reste de la bande, la Zounet en tête, Zounet dans tous ses atours : robe verte et tablier violet empesés fortement et se tenant roides avec des plis droits, gorgerette plissée, fichu rouge montant jusqu'aux oreilles et faisant bosse sur le dos, le tout couronné par un bonnet emphatique hérissé de ruches, enguirlandé à profusion de rubans de couleurs, rubans flottans, rubans en cocardes, en choux, en chicorées, en

bouffettes, tuyautés, fuselés, dentelés, tressés en torsades, courant en zigzag, s'enroulant en spirales. Cascayot, pendu à la queue de la mule, cabriolait, gambadait et faisait claquer son fouet en postillon. Mlle Sabine courait en avant sur son petit cheval corse, que les paysans avaient surnommé le Garri (le rat). La jeune fille se plaisait à soulager de leur fardeau les bonnes femmes qu'elle rencontrait en chemin. De gré ou non, il fallait qu'elles lui donnassent leurs paquets; celles qui, par grande politesse, s'obstinaient à les garder étaient poursuivies au galop dans les terres. Mlle Sabine enlevait d'un tour de main les sacs et les paniers sous leurs bras, sur leurs têtes; elle les accrochait aux anneaux de sa selle, devant, derrière, à la bride, aux courroies, et le Garri reprenait sa course, sautait les fossés, revenait par les haies et les vignes, bondissant comme une chèvre dans les cailloux et les épines.

Au moment où les cloches de Lamanosc sonnaient le premier coup de la messe, la famille arrivait invariablement à la lisière des *Estrasses*. Entre les Grayons et les Estrasses, les Cazalis étaient rejoints par les gens des granges, qui les attendaient pour faire route de compagnie, — les uns marchant sur les talus, pieds nus, souliers neufs sortant des poches, — les gens à bêtes assis sur leurs montures, jambes pendantes, nez en l'air, un pampre à la main. Les hommes venaient se grouper derrière le lieutenant, les femmes à côté de la tante Blandine, et l'on causait des affaires du temps. Chemin faisant, la caravane se grossissait encore, et lorsqu'on arrivait à Lamanosc, on était toujours une forte troupe, surtout si l'on se rencontrait au-dessous de Florans avec les gens des hameaux.

D'ordinaire Marcel Sendric venait se mettre dans la bande avec l'ami Espérit; mais à son retour d'Avignon, Lucien avait pris l'habitude de mener son beau cheval pie sur la route de la Pioline, à l'heure du passage des Cazalis. A dater de ce jour, Marcel cessa d'aller aux Estrasses. Cependant, dès que le premier coup de la messe sonnait au clocher de Lamanosc, il ne pouvait plus rester à Seyanne, et sans s'en rendre compte, à son insu, il se trouvait toujours dans la ravine des Grayons au moment où la famille longeait les précipices. Alors une sorte de crainte l'emportait, il s'enfuyait derrière les taillis, et de loin il regardait passer les Cazalis.

A part les dimanches, Marcel, depuis son retour à Seyanne, ne quittait guère la vieille maison des Sendric, où il retrouvait tous les doux et tristes souvenirs de sa jeunesse. Cette maison est bâtie au nord de Seyanne, vis-à-vis de la Pioline; les constructions sont engagées dans les ruines du rempart, et la cour de la boulangerie tourne sur la droite. S'il vente sud-est, le son des cloches de Lamanosc arrive dans cette cour par joyeuses volées claires et vives, qui

se prolongent en échos jusqu'au fond de la cuisine. Quand soufflait ce vent des cloches, on voyait Marcel se dresser et relever la tête, comme un jeune cheval au bruit du canon. — Voici le temps d'orage, disait alors la tante Laurence en se tournant vers la mère de Marcel, notre Marcel sent le vent. Regardez, la Damiane, quel fort courage! Voyez donc briller ses yeux, et comme il fend son bois! Qui croirait qu'il peut ainsi charger nos sacs et les faire sauter sur l'épaule? Allez, je sens bien qu'il se force; la bonne volonté n'y est que trop, il est dur au travail, notre Marcel, il y va comme un massacre, mais à son âge on ne se refait pas à notre métier quand on est resté si longtemps dans les villes, sur les livres. Il aura beau se tuer d'ouvrage, jamais il ne vaudra ses grands-pères, ni comme fournier ni comme bûcheron. Depuis des trois cents ans, nous étions les meilleurs fourniers du Comtat et les plus anciens. A mon sentiment, vous n'auriez pas dû rappeler Marcel, puisqu'il n'en avait plus que pour quelques années dans ses écoles, et d'ici là vous auriez pu patienter encore, comme vous l'avez fait depuis la mort de votre Sendric; ou bien mieux eût valu ne jamais l'y envoyer, dans ces villes, et pour tant d'années! Encore une idée de son pauvre père, avec ses mécaniques! Le brave cher homme, Dieu ait son âme!

Et dès que la Damiane s'était éloignée, la tante reprenait : — J'y ai perdu mes yeux à pleurer tous leurs malheurs. Ah! la mathématique, la mécanique! *Mitamat, Mitamat!* ce père Sendric nous a fait bien du mal!

Les bonnes femmes qui venaient voisiner chez la tante Laurence haussaient les épaules et répondaient à l'unisson : Mitamat, Mitamat!

Ce surnom de *Mitamat* (moitié-fou) avait été donné au père de Marcel en 1827, à l'occasion d'un singulier marché dont on parle encore à Seyanne. Un jour de foire, on l'avait rencontré, entre Modène et Saint-Pierre de Vassols, tout gaillard et réjoui, campé fièrement sur une bête rétive harnachée à l'espagnole et d'apparence bizarre. Jamais on ne vit la pareille sur le terroir de Seyanne. C'était un âne que le Sendric avait acheté à des bohémiens, mais un âne sans oreilles, et dont la queue touffue traînait jusqu'à terre, un âne blanc et noir, zébré à la croupe ainsi qu'aux jambes, le corps et le poitrail mouchetés de taches fauves. En passant la rivière, ce bel âne avait déteint, les peaux rapportées s'étaient décollées, laissant à nu les brûlures, les raies de feu, les escarres, et l'échine, et les côtes trouées, crevassées, rembourrées d'étoupes.

Depuis 1827, les commères du pays vivaient sur cette histoire de l'âne peint et rapiécé (*l'aze pinta et petassa*). On en donnait le récit plaisant toutes les fois que le nom du *Mitamat* était prononcé. Au pré, aux fontaines, à la rivière, les cousines de Marcel l'entendaient

raconter à nouveau toutes les fois qu'elles venaient étendre ou laver leur lessive; et lorsqu'elles s'apprêtaient à charger leurs cinq grandes corbeilles de linge, les battoirs s'arrêtaient, l'on criait de tous côtés : — Il ferait bon d'avoir un âne, l'âne du Mitamat, l'âne du Mitamat! L'aînée des cousines ripostait par des quolibets, pendant que ses deux sœurs s'agenouillaient comme elle pour recevoir le fardeau sur la tête; elles se relevaient en dansant, les poings sur les hanches; puis, prenant aux anses les deux autres corbeilles, les balançant par bravade, elles partaient d'un pied léger et couraient sur les gazons, le long des fossés, jusqu'à la Calade. Elles avaient disparu, qu'on entendait encore leurs rires éclatans et les voix perçantes des lavandières se répétant en échos le refrain : l'âne du Mitamat, l'âne du Mitamat!

Le Mitamat garda toute sa vie le goût des trocs et des négoces; il aimait à rôder dans les foires et les marchés, et si depuis sa mésaventure de 1827 il n'achetait plus des ânes de Bohême, ses profits n'en étaient pas plus clairs. A la longue, il était pourtant devenu très entendu pour l'estime du bétail et des denrées, et Marius Tirart assurait qu'il s'était souvent bien trouvé d'avoir pris l'avis du Sendric avant de faire pacte avec les maquignons; seulement il arrivait toujours que ces habiles spéculations du Mitamat péchaient en quelque point; il n'y manquait que l'opportunité. Ainsi il achetait des chevaux en santé et jeunesse, de bonne race, aux meilleures conditions; mais il se trouvait que c'était juste au moment où les fourrages étaient hors de prix. D'autres fois il vendait sa feuille de mûrier très cher, mais sans calculer qu'il faudrait bientôt en racheter à plus haut prix pour nourrir les vers à soie que la Damiane élevait dans ses greniers.

Lorsque le Sendric faisait son tour de ville, un sac d'argent sous la veste, on pouvait être sûr qu'il ne rentrerait pas au logis sans avoir rempli sa charrette : vieilles ferrailles, literies, vaisselles, chaudronneries, batteries de cuisine, taillanderies, charronnages, tout lui était bon; il ramassait de tout chez les revendeurs d'antiquailles. — Il faut, disait-il, qu'une bonne maison soit meublée à plein et fortement outillée, avec du rechange. Je veux qu'à ma mort mes enfans trouvent leur affaire au grand complet.

Loin d'acheter au hasard, il se montrait fin connaisseur; aux ventes après décès, s'il se trouvait quelques pièces de valeur enfouies sous les monceaux de débris et de vieilleries, c'était le Sendric qui les découvrait le premier, avant tous les brocanteurs, et c'était lui qui enlevait à vil prix ces lots dédaignés par les plus avisés. — Des marchés d'or! disait-il à son retour en vidant la charrette; il y a de ces occasions qui ne reviennent jamais, il ne faut pas les laisser

échapper. Savez-vous qu'il y a des momens dans la vie où l'on n'est point mécontent de se trouver sous la main des pièces de raccord, acier ou cuivre, ou bien de l'excellente ferronnerie d'autrefois? Si jamais mes enfans font bâtir, pensez-vous qu'ils seront bien malheureux d'avoir en magasinage, sous le hangar, des poutres et des solives comme on n'en trouverait plus d'ici à Toulon? Mais voyez donc quelles pièces de choix! et pour rien, pour un morceau de pain! un marché d'or!

Avec ses marchés, d'or le bonhomme ruinait la maison. Il y eut de mauvaises années, et souvent la détresse était grande au logis. C'était un crève-cœur pour le Sendric : il se désespérait, et passait souvent des mois entiers en vains efforts pour réparer le mal. Alors il n'y avait plus pour lui ni fêtes ni dimanches; lorsqu'il n'était pas à la boulangerie, il était à sa terre, et les plus rudes besognes ne l'effrayaient pas. Moissons, semailles, vendanges, il se chargeait des plus gros ouvrages sans jamais prendre un aide, et quand la Sendrique lui louait des gens de journée, il les renvoyait. Il s'imposait les plus dures privations et ne cessait de travailler sans relâche. Le soir, après la fournée, il reprenait l'aiguillon; il attachait une lanterne aux cornes de son bœuf et s'en allait ainsi labourer toute la nuit.

— Me croirez-vous maintenant? répétait la tante Laurence dans son cercle de voisines. Quand je vous disais qu'il est mitamat! Vous verrez qu'il va maigrir et tuer notre gros Bannarut (c'était le nom du bœuf). Quel commerce! Il ne sait plus qu'inventer pour faire le mal.

Si le Sendric s'échappait un instant du travail pour venir embrasser son dernier né Damianet, en entrant dans la cuisine, exténué, tout en sueur et pâle, il entendait la tante Laurence qui disait à l'enfant d'une voix dolente et mourante : « Dors, bien doux trésor, pauvre amour, nous verrons bien si on aura le cœur de te réveiller quand tu reposes. » Le Sendric s'avançait sur la pointe des pieds; la tante, qui avait l'ouïe très fine, feignait de ne rien entendre, elle roulait son fauteuil plus près du berceau d'osier, se penchait sur Damianet, et se remettait à chantonner son petit discours de berceuse comme si elle eût été seule : Dors bien, pauvre amour, doux trésor de la France!

Si Damianet criait et pleurait en perçant ses dents, la tante Laurence murmurait dans son coin : — Ah! pleure bien, pauvre abandonné! c'est une vie de malheur qui t'attend; que tes beaux yeux les pleurent bien toutes leurs larmes, et qu'il ne t'en reste plus pour ces temps de ruine qui arrivent, quand il te faudra souffrir mort et passion! Il faut bien qu'il s'habitue à pâtir de la faim; il lui est déjà

mort quatre frères et sœurs, à ce pauvre chéri. Je suis folle de les tant pleurer. C'est bien pour leur bonheur qu'ils sont partis de cette maison de misère, les chers anges!

Si l'enfant riait et s'égayait, elle venait pour jouer avec lui, l'exciter des mains et de la tête, et tout en le cajolant, elle répétait : — Ris bien, *Risarel*, ris-le tout ton plaisir, bel astre du ciel, doux agneau blanc de mon âme; prends-le bien ce bon temps qui ne durera guère. Quand la famine rôde autour des maisons, il y a maintenant des pères qui vont tirer la cadole pour lui ouvrir la porte; à l'heure d'aujourd'hui, ce sont les pères qui mettent les familles sur la paille.

Tous les griefs de la tante se faisaient jour de cette façon par des paroles affectueuses adressées à Damianet. La tante Laurence chérissait le petit Damian, qu'elle choyait et caressait comme son fils, mais elle l'aimait plus passionnément encore *contre* le Sendric. Elle n'osait pas injurier directement le Mitamat devant la Damiane, qui lui imposait par son grand air doux et sévère, et son inquiétude s'exhalait par ces tendresses taquines. Le Sendric, qui se faisait intérieurement de grands reproches, donnait tout bonnement raison à la tante Laurence; il s'éloignait le cœur gros et retournait à son travail; on peut dire qu'il ne s'y ménageait guère. Dans ces boulangeries de village, il faut que le même homme suffise à tout, comme geindre, fournier, marchand, qu'il aille au bois, qu'il aille aux farines. Le Sendric excellait dans toutes les parties de son métier; au besoin même, il eût fait un bon meunier. Il était surtout renommé comme bûcheron, au dire de la tante Laurence elle-même. Elle racontait que le Sendric n'avait qu'à faire le tour d'un chêne pour vous dire au juste ce que la coupe vaudrait de quintaux en bûches, racines et ramures, et cela à première vue, d'un coup d'œil aussi sûr que celui de Marius Tirart lorsqu'on lui montrait un bœuf au pacage, et qu'il vous en donnait la pesée à une livre près.

En dehors de ses négoces, dans le train de la vie courante, le Sendric était un homme de sens, avisé et prudent; il voyait très juste, surtout lorsqu'il n'avait pas à traiter de ses propres affaires, et ce n'était pas sans profit qu'on le consultait avant de porter un procès chez l'avocat; on aimait à l'avoir dans les arbitrages pour son esprit de justice et sa sagacité; enfin c'était ce qu'on appelle un homme de bon conseil. Lors donc que pendant un certain temps il se résignait à ne plus trafiquer, tout allait pour le mieux à la maison. Cette grande sagesse lui durait des mois et des mois, quelquefois l'année franche; puis, un matin, dès que les affaires se trouvaient tant bien que mal remises en état, le Sendric se glissait à l'écurie, sellait la mule et partait au galop pour Vaison, Carpentras ou Malaucène. Chemin faisant, il supputait à l'avance les bénéfices de la journée.

— La chance nous revient, se disait-il; ce soir comme notre Sendrique sera surprise! Tout va au mieux. J'ai bonne idée pour aujourd'hui, et ce ne sera pas long; quand on a la veine, on peut enlever les plus forts marchés en moins d'une heure, en un tour de foire! — Comme toujours, ce tour de foire durait jusqu'à la nuit, et le Mitamat s'engageait dans les spéculations les plus malencontreuses. Il est juste de dire que très souvent il n'y avait pas à l'accuser d'imprévoyance ou de maladresse; la fatalité s'en mêlait. S'il cédait ses cocons aux prix courans, on pouvait être certain que le lendemain il y aurait une hausse inespérée; s'il attendait, les soies descendaient, descendaient au-delà de toutes prévisions. De même pour les blés, pour les safrans, les vins, les garances : achats ou ventes, il n'arrivait jamais à l'heure propice.

Le malheur voulut que ce guignon fût interrompu de temps à autre par quelques succès sans importance. Mieux eût valu une suite de revers continus : à la longue peut-être se serait-il découragé et corrigé; mais parfois il lui survenait de maigres aubaines, et c'était assez pour l'enhardir. La fortune, qui se jouait de lui, semblait lui ménager à point de rares faveurs afin qu'il osât davantage; sur ces hasards heureux, il greffait de nouvelles illusions vivaces, il se jetait dans les grandes entreprises et s'y aventurait sans hésiter. Au retour de ces belles équipées, il abordait la Damiane d'un air triomphant : « Eh bien! notre Sendrique, quelle affaire! de l'or en barre! Que dis-tu de cette surprise? » Il racontait alors ses exploits de la journée et s'animait à ce récit : « Ah! quelle affaire! un coup du ciel, ton pesant d'or! Cette fois j'ai trouvé la pie au nid, et l'on ne répétera plus que j'ai un sort. Nous voilà sauvés; mais vous ne dites rien, bonne Damiane, qu'avez-vous donc? » Et, la voyant toute consternée, il perdait contenance; il la regardait de son œil doux et vague, et disait piteusement : — C'était pourtant une bien belle occasion, je n'ai pas cru mal faire.

La Damiane retenait ses larmes et lui parlait des enfans, de leur avenir. — Mais c'est pour eux, tous ces commerces! s'écriait-il; moi, je n'ai besoin de rien; je vis de rien, et pour vous autres je me tirerais volontiers le sang des veines. Suis-je un homme de cabaret? Ai-je fait parler de moi depuis que nous sommes établis? De ma vie ai-je regardé une autre femme que toi? M'a-t-on jamais vu les cartes à la main? Pourquoi donc ce malheur qui nous poursuit? Il faut qu'on ait jeté un sort dans notre maison; nous avons un sort... Ah! mes pauvres amis, il n'y a que mes mécaniques pour vous tirer d'affaire. Il y a là une fortune. Quand nous pourrons les monter, ce sera un beau jour.

Le Sendric avait en projet toutes sortes d'engins : piéges à loups,

casse-pierres pour les routes, bateaux à hélice, scies à vapeur pour les carrières, charrues à vent, moulins et fours mobiles pour les armées de terre et de mer, machines à vanner, à tisser, à faucher, à herser. Le long coffre du hangar était rempli de plans et d'études, et depuis le tour jusqu'aux plus hautes étagères, on ne voyait dans les casiers que rouages, plaques numérotées, tuyaux de tôle, planchettes, cuivres et ferrailles. — Il y a là une fortune, se disait-il jour et nuit; de l'or en barre, et nous ferons un rude bien au pays! Mais où prendre l'argent pour tous ces brevets? Oh! s'il me venait quelque bon coup de commerce!

VII.

Toutes ces histoires du Mitamat, Marcel les apprit en grande partie par Espérit. Comme il ne quittait jamais sa mère pendant les quinzaines de vacances qu'il venait passer au pays, il avait ignoré jusqu'à son dernier voyage tout ce qui se racontait à Seyanne sur le Sendric, car personne n'aurait osé se railler du Mitamat devant la Damiane.

Espérit et la Damiane avaient été les seuls confidens du Sendric; on n'avait jamais parlé des projets de machines à la tante Laurence, et pendant plusieurs années elle fut très intriguée en voyant le Mitamat charbonner les murs de dessins et de chiffres. Enfin il y avait eu grand conseil de voisines, et l'on avait décidé que le Sendric voulait se lancer dans l'arpentage. A cette époque, personne ne se doutait encore des travaux mystérieux du hangar; le portail de la petite cour était condamné depuis plusieurs années, et l'on ne pouvait arriver à l'appentis que par le bûcher, sur les derrières, en longeant un couloir tortueux et sombre, formé de palissades, obstrué de débris et de vieilleries. Les chiens avaient leur chenil dans ce défilé, et jamais les commères ne s'y seraient aventurées. Pour gagner la fenêtre basse qui servait d'entrée de ce côté, il fallait encore passer sous une charrette disloquée, dressée contre le mur. Le Sendric se rendait à son laboratoire par ce chemin, et lorsqu'il y était entré, par surcroît de prudence, il tirait encore les verrous derrière lui.

Chez les Sendric, les fins de trimestre étaient souvent très difficiles à passer. Les billets souscrits arrivaient de tous côtés, à la grande surprise du Mitamat, qui ne se trouvait pas toujours en mesure. Le Mitamat était un très habile calculateur, on disait de lui : Il chiffre comme un ange! Le Mitamat avait la mémoire des idées et des faits, des sons, des formes, des couleurs, la mémoire des noms, des lieux, des visages; mais il n'avait pas la mémoire des échéances. Il confondait toutes les dates, il mêlait tous les comptes, et de ses créances

il s'en souvenait encore moins que de ses dettes. Le matin d'un de ces jours d'échéance que le Sendric oubliait si bien, la Damiane vint à la hâte au hangar, pour l'avertir d'un protêt dont on était menacé; elle était accompagnée du petit Damian, qu'elle n'avait pas voulu laisser seul avec la tante Laurence. Le temps pressait, le billet était déjà dans les mains de l'huissier Fournigue. — Voilà une mauvaise affaire, gare à nous! répondit le Sendric; Fournigue est dur comme les pierres; pour une heure de retard, il saisirait chez son propre père. Il ne nous fera pas grâce d'une minute, gare à nous! Mauvaise affaire! il faut y penser. Asseyons-nous dans les copeaux. Ah! Fournigue a le billet? — Dans tout le canton, les pauvres gens ne parlaient qu'avec terreur de ce Fournigue, homme haineux, impitoyable, âpre au gain, et de plus très ardent à son métier par goût du métier même, en artiste, — ou, si l'on veut, en chasseur.

Après un très long silence, le Sendric se leva et dit à sa femme : — Tout bien pesé, il faudra voir l'ami Espérit; sans lui nous sommes perdus, mais j'ai bon espoir. Qu'on donne l'avoine à la mule. — Le Mitamat n'avait jamais su trouver d'autre expédient pour parer aux périls des protêts. Au dernier moment, lorsqu'on annonçait l'arrivée de l'homme de loi dans le pays, le Mitamat se mettait à réfléchir la tête dans ses mains; il rêvait, cherchait, s'ingéniait avec de grands efforts d'imaginative, il inventait mille combinaisons subtiles, et quoi qu'il fît, qu'il méditât cinq minutes ou la journée entière, c'était toujours pour aboutir à cette conclusion : « Espérit est un homme de ressources; la femme, tenez-vous tranquille, je m'en vais au château des Saffras. » Et c'était encore le parti le plus sûr; sans les économies du sage, du prudent Espérit, jamais le Mitamat ne se serait tiré des griffes de l'huissier Fournigue.

Pendant qu'on délibérait ainsi sur cette grave affaire du billet, Damianet courait en liberté dans l'atelier de son père, du tour à l'établi, des étagères au grand coffre; il ouvrait et fermait les tiroirs, s'accrochait aux cordages, faisait tourner les poulies; il grimpait, rampait, sautait partout, la main dans tous les casiers, sous les tables, sur les bancs, sur les poutres. Lorsqu'il fallut partir, ce fut un des chagrins les plus vifs qu'il eût encore éprouvés; il revint en larmes à la cuisine près de la tante Laurence. La vieille femme s'était inquiétée de la longue conférence de la Damiane avec le Sendric, et, se doutant de quelque mystère, elle essaya de faire parler Damianet, qui boudait à l'écart derrière une chaise; l'enfant refusa obstinément de répondre à ses questions. Un mois s'écoula sans qu'il soufflât mot de son voyage au hangar, puis un dimanche, à l'improviste, en pleine assemblée de commères, il prit la parole, et de but en blanc se mit à raconter ce qu'il avait vu dans l'atelier

de son père. Ces cylindres, ces découpures de bois et de métal, ces ressorts, ces plaques de toutes formes, c'était pour lui tout un monde de jouets bizarres et gigantesques; il en était émerveillé. Ses souvenirs lui revenaient en foule; on lui fit répéter vingt fois son récit. — Oh! quel malheur! disaient les voisines; elles levaient les bras au ciel et s'apitoyaient sur la folie de ce père de famille. — Oh! quel fourbe! dit la tante, et moi qui n'en savais rien! Mais que se passe-t-il par là-bas dans ce hangar? Quel serpent! A nous deux, vieux renard!

Alors elle mit en campagne sa petite police, et, pour sa part, surveillant de près le Mitamat, elle ne perdit plus un mot de ce qui se disait autour d'elle dans la cuisine. Lorsque Espérit venait argumenter et raisonner avec le Sendric, la tante ne s'enfuyait plus à l'autre bout de la salle en criant qu'on lui rompait la tête; au lieu de maugréer et de s'emporter comme par le passé, elle se rapprochait des discuteurs, doucement, à reculons, pour leur ôter toute méfiance. Tant que les deux amis étaient aux prises, elle se tenait aux écoutes, blottie dans son fauteuil, la tête en avant sous la quenouille, attentive, impatiente, allongeant son museau pointu, dressant ses fines oreilles, tout en éveil, avec des sursauts et des mines de souris en maraude.

Les commères conspiraient avec la tante, et le Sendric ne faisait plus un pas sans être épié et suivi. On savait à quelle heure il entrait au hangar, à quelle heure il en sortait; dès qu'il était à ses mécaniques, on attirait les chiens hors du bûcher, et de magnifiques bombances les retenaient à la cuisine; les enfans du quartier venaient se tapir derrière les fagots, et, par les fentes des cloisons, ils regardaient travailler le Mitamat; au besoin, pour mieux voir, ils trouaient les planches au vilebrequin. Les plus délurés recevaient en récompense des morceaux de pain blanc, et même des liards, s'ils restaient bravement aux aguets jusqu'à la fin des expériences.

Sur ces rapports, les conjectures et les commentaires allaient leur train, et l'imagination des voisines se donnait carrière. La tante brûlait d'en savoir encore plus long. Clouée sur son fauteuil, dévorée de curiosité, elle souffrait le martyre de ne pouvoir descendre au hangar, fureter ces cases et ces étagères mystérieuses, voir de ses yeux, toucher de ses mains. Son grand désir, son rêve, c'était d'arriver à faire parler le Sendric lui-même sur ses mécaniques, de le tenir en tête-à-tête, entre quatre murs, pour le chapitrer tout à l'aise, discuter avec lui, censurer, critiquer, conseiller; mais comment s'insinuer dans la confiance de cet homme taciturne et solitaire « qu'elle craignait comme le feu, disait-elle? Par quel bout le prendre? » Elle vidait tout son sac à malices, elle mettait en jeu ses artifices les plus

subtils; le Mitamat glissait au travers, il était insaisissable. — Ah! quel farfadet, il passe comme l'éclair!

Le plus difficile, c'était de le surprendre sans sa femme; il ne venait à la cuisine que lorsqu'il était certain d'y rencontrer la Damiane; d'habitude il se tenait à ses côtés, aidait au ménage et ne s'écartait guère que pour les travaux du four. Avait-elle à sortir, il la suivait pas à pas. — Oh! le grand simple! fredonnait la tante en essayant de l'arrêter au passage; oh! l'innocent! toujours après sa Sendrique, comme un enfant dans les jupes de sa mère. Pauvre amour, on l'enlèverait peut-être! Il est si beau! Lui, un homme! oh! jamais! — Et pour lui faire honte, à son retour elle racontait tout haut l'histoire de *Coq-Poule* (*Gaôu-Galline*), le mari benêt de la légende populaire, qui savonne, cuisine, fait les lits, trait la chèvre, couve les œufs et les vers à soie.

Si par grand hasard le Sendric oubliait de sortir ou se trouvait retenu forcément à la cuisine en l'absence de sa femme, dès que la Damiane tournait les talons, tante Laurence congédiait les voisines. — Partez, partez, je le tiens; je vais lui tirer les vers du nez; mais qu'il ne se doute de rien. — Elle virait son fauteuil et courait sus au Mitamat. En toute hâte, elle abordait la grande question des mécaniques, mais avec des détours si compliqués que le Sendric n'y comprenait rien. — Ah! quel fourbe, se disait la tante, quel fourbe! Avec ces hommes-là, il faut une prudence d'enfer. Je vais plaider le faux pour savoir le vrai. — Sans prendre garde à toutes ces finesses, le Sendric mettait en ordre le ménage et rôdait çà et là; tante Laurence le relançait avec une agilité extrême; à coups de talons, elle poussait son fauteuil à roulettes en tous sens, entre les sacs, les boisseaux, les bûches, sans jamais chavirer. Elle parlait, parlait à cœur joie. Le Sendric se taisait ou répondait par des coq-à-l'âne, et l'entretien se poursuivait ainsi à bâtons rompus : lui, affairé et distrait comme d'habitude, tournant autour des meubles avec des mouvemens brusques et furtifs; elle, infatigable, sautillant et babillant, donnant la chasse au fuyard, le traquant dans tous les coins. Et sitôt qu'une porte venait à s'ouvrir, le Mitamat s'échappait comme le vent.

En 1838, à la Saint-Blaise, il arriva que la tante Laurence eut enfin toute une grande journée devant elle pour harceler le Mitamat et lui serrer les pouces. Les moindres faits de cette petite guerre domestique s'étaient gravés dans l'esprit du terrailler; il les raconta à Marcel avec une grande vivacité de souvenirs, car il avait passé toute cette journée chez le Sendric, et très éveillé par la fièvre, très excité. La veille, il s'était blessé en fendant du bois; on l'avait couché dans la cuisine, et de son lit il voyait, il entendait tout. On le croyait endormi.

Ce jour de Saint-Blaise, la Damiane s'en était allée en foire avec la famille et les amis, et le père Sendric avait été laissé de garde à la maison. La tante Laurence s'était levée à la pointe du jour pour ne pas perdre une minute; déjeuner du réveil, toilette, tisanes, fumigations, en rien de temps elle avait expédié tous ses grands travaux du matin sans aide ni secours. Elle était à son poste, à l'entrée de la cuisine, lorsque le Sendric descendit dans la cour. Il mit ses voyageurs en chemin, et revint s'asseoir sur la margelle du puits, à quelques pas de la tante. La foule se répandait dans la rue et sur la chaussée. Par la porte charretière, toute grande ouverte, on voyait passer le défilé joyeux des gens de la foire pêle-mêle, en tumulte, bétail, piétons, voitures. Les enfans chantaient, sifflaient, les volailles piaillaient, les pourceaux en fureur hurlaient dans leurs cages; autour des lourdes charrettes trottinaient et caracolaient les cavalcades; les chiens jappaient et sautaient aux jambes des mules fringantes. Essieux grinçans, cris de bêtes, grelots, clochettes, piaffades, à tous ces bruits du dehors le Sendric prêtait tristement l'oreille. Il ne pouvait se décider à rentrer dans sa cuisine, et la foule s'étant écoulée, il restait là contre le mur, les bras pendans, tête basse, engourdi et rêveur, grattant la terre avec ses pieds. Quelques pâtres attardés arrivaient par les traverses dans le bas du village; d'autres, longeant les vieux remparts, rejoignaient à la hâte le chemin de la foire; de loin en loin, on entendait encore les galopades des ânesses et les piétinemens des troupeaux tintant clair sur cette route sonore taillée dans le roc. A ces derniers appels, le Sendric se réveillait en sursaut; puis, retombant en songerie, il amassait à poignée des pierrettes qu'il triait et jetait lentement, une à une, au fond du puits.

— Brave homme, lui dit la tante, vous me faites compassion. A vous voir, on dirait un prisonnier. Holà! que je vous plains de manquer une si belle foire, notre Sendric, et comme cette journée vous sera longue! Les voilà donc tous partis, la femme, les enfans, les amis! Qu'allez-vous devenir? Tout votre monde dehors, Espérit malade dans son coin, et la vieille tante à garder, une pauvre Laurence moitié sourde, infirme, qui ne sait rien, qui n'a jamais rien vu, que vous avez toujours méprisée! Ma société ne vous divertira guère, j'imagine. Près de moi, l'ennui vous prend vite; votre air le dit bien. Comme vous languissez, brave homme! Hélas! le chagrin vous mine.

— Ah! oui, vraiment, dit le Sendric, et la tante reprit, en soupirant comme lui, par manière de condoléance :

— Oh! cette journée sera longue, bien longue. Oh! ils ne rentreront pas de si tôt. Dans les foires, on n'a jamais fini; vous en savez quelque chose, vous qui ne manqueriez pas un marché, si l'on vous laissait faire. Quand vous êtes par chemins, vous vous inquiétez peu

de ceux qui sont au village à sécher d'ennui. Vous le voyez maintenant, lorsqu'on est séparé, le gros chagrin, c'est pour ceux qui restent. A votre tour aujourd'hui! Il n'est pas mal que vous appreniez par vous-même que la maison n'est pas très gaie pour ceux qu'on y délaisse. Enfin, sans rancune et de bon cœur, je vous offre ma compagnie. Si vous voulez, nous allons profiter de cette matinée pour causer à la douce, comme une paire d'amis, et de tout ce qui vous intéresse. J'en ai long à dire, savez-vous? Je ne suis pas dans les personnes d'esprit, mais j'ai beaucoup de jugement, et qui m'écoute n'y perd rien. Vous n'avez à pétrir que sur le midi au plus tôt, et réglé comme vous êtes, je sais bien que vous ne changerez pas vos heures. D'ici là, si le languir vous prend, je suis toute à vous. Allons, père Sendric, puisque vous ne savez que faire de votre personne, venez un peu vous asseoir à mes côtés, sur l'escabeau; nous allons essayer de vous distraire.

Le Sendric lui répondit : — Ce n'est pas le travail qui manque, notre tante. Pour l'heure, je vais vous relever ces fumiers tout au long du mur, sans m'écarter. Quand vous aurez besoin de moi pour vous servir, appelez.

— Oh! ne vous gênez pas pour moi, dit-elle; si vous avez à courir dehors, je ne vous retiens pas, vous êtes votre maître; partez, partez. Vous n'aimez guère votre intérieur, c'est certain, et l'on dirait que cette maison va s'écrouler sur vous, tant vous redoutez d'y entrer. C'est peut-être à cause de moi; ma présence vous pèse, je le vois bien; ma société vous déplaît, vous avez une dent contre moi, je le sais, je le sais. Et pourquoi, juste ciel! Qu'avez-vous à me reprocher? L'intérêt que je vous porte. J'ai beau chercher, je ne vois pas quel tort j'ai pu vous faire. On vous aura monté contre moi. Je ne sais pas qui vous pousse, mais vous êtes bien mal conseillé. Voyez, voyez! à présent même, je suis à vous parler raison, et vous ne m'écoutez déjà plus. Vous êtes au supplice, vous voudriez déjà prendre la clef des champs, les pieds vous brûlent; partez, partez. Qui vous retient? Laissez-moi dans la solitude et l'abandon; j'y suis habituée; un jour de plus ou de moins, je ne compte plus.

— Eh bien! l'on va rentrer, l'on rentre, dit-il en lançant la fourche sur les fumiers. Me voici. Êtes-vous contente? Que voulez-vous de moi?

— Moi? de vous? Rien, rien, rien. Si c'est pour moi que vous êtes rentré, vous avez grand tort. Qui vous cherche? Juste ciel! qui vous cherche? Partez, restez, sortez, à votre fantaisie, et que m'importe? Vous êtes votre maître. Moi, je ne demande rien, je ne veux rien, je n'attends rien, ni de vous ni de personne; je me suffis. Moi, vous appeler? Oh! jamais, jamais, je vous le jure!

Le Sendric s'était mis à ranger et nettoyer la cuisine. — Eh! là, père Sendric, cria la tante, puisque vous ne savez que faire, venez donc au moins m'enfiler mon aiguille.

Il arriva lestement et vida l'étui. — A votre plaisir, tante Laurence, pour ces aiguilles, très volontiers; j'ai bon biais, nous allons vous en piquer une douzaine sur les bras du fauteuil, grandes et petites, prêtes à l'avance. M'y voici!

Les aiguilles enfilées, la tante ne voulut plus coudre. Il lui fallut son tricot, le rouet, la chiffonnière, la quenouille, les vieilles hardes; à chaque instant, elle changeait d'ouvrage, elle perdait ses ciseaux, son dé, les patrons, le fuseau, l'aune, sa tabatière; au premier mot, sur un signe, elle était servie à souhait, puis le diligent Sendric reprenait en courant son travail, mais tout aussitôt la tante le détournait du ménage. — Eh! l'ami! puisque vous ne faites rien, rendez-moi un service; soyez bon à quelque chose. Elle lui donnait à dévider de la soie, du fil, du coton, des laines. — Encore cet écheveau! c'est le dernier. Tout en dévidant nous pourrons causer gentiment, comme de vieux amis. J'en ai long à vous dire, savez-vous? Et sur quoi donc? Devinez, devinez donc, je vous le donne en mille. Et par hasard, pourriez-vous me donner des nouvelles d'un père de famille qui va s'enterrer de grandes journées dans un fond de hangar, derrière les caisses, les tonneaux, dans les poutres, dans les planches, sous les tiroirs, sans avertir personne, comme un ours, comme un voleur? Se cache-t-on pour faire le bien? Jamais, jamais!

Au bout de quelques minutes, la tante était lassée du dévidage; elle demandait son chapelet. Le Sendric mit quelque retard à l'apporter; la tante trépignait. — Ah! quel malheur! Il se sera perdu, il est bien perdu. Ne faites pas semblant de le chercher, notre Sendric, vous savez bien que c'est inutile. Qui me prouve que vous ne l'avez pas vous-même donné à détruire à votre Damianet? Vous n'avez rien à lui refuser. Vous êtes d'une faiblesse! Père Sendric, vous élevez bien mal vos enfans; il serait temps de les corriger. Ce Damianet tourne mal; c'est tout son père. Jamais en place! Quel touche à tout! Quel brise-fer! C'est un furet. Je suis certaine qu'il a gaspillé ce chapelet et qu'il l'aura jeté dans le puits; rien ne peut le remplacer, je ne l'aurais pas changé contre un chapelet d'or. Qui sait depuis combien de temps il était dans la famille? Il est connu que nous sommes une des plus anciennes maisons du pays; depuis des siècles, il y a toujours eu des Sendric maîtres-fourniers, de père en fils. La maison périra avec vous. Vous valez peu : eh bien! votre Damianet sera pis encore.

Lorsqu'elle eut son chapelet, elle demanda ses Heures. Presque aussitôt elle referma son livre en criant famine. Pour couper court

à ces doléances, le Sendric avança de deux heures le dîner; tante Laurence n'avait plus faim. — Eh! eh! vous êtes bien pressé, vous! Il paraît que le chagrin vous aiguise l'appétit. Pour un homme dans l'affliction, vous avez les dents longues, père Sendric. Moi, je ne suis pas comme vous, j'aime une vie réglée pour mes repas comme pour tout; mais ici je ne suis pas chez moi, et certes on me le fait bien sentir : on me traite comme une enfant, on me change mes heures sans me consulter, de force on voudrait me rompre mes habitudes. A mon âge, c'est mortel. Oh! les hommes sont trop absolus; il faudrait toujours faire leurs quatre volontés. Moi, je ne veux plus céder à tous ces caprices, j'y suis décidée. Dînez, dînez sans moi; mangez tout seul, mangez, mangez tout, prenez ma part. Vous êtes affamé comme un loup, et tout ce dîner ne vous pèsera guère; oh! je vous donne ma part. Enlevez, enlevez mon couvert. Je n'en suis pas.

— Ni moi non plus, tante Laurence; à votre moment. — Il reprit la marmite et l'accrocha à la crémaillère, au plus haut cran. — A votre moment, notre tante. Oh! comme il vous plaira. Rien ne presse, on peut attendre, et le feu n'est pas à la maison. Nous avons nos deux heures devant nous. Je vous donne jusqu'à midi : d'ici là usez du père Sendric à votre idée pour vous servir; mais à l'*Angelus*, au coup de la cloche, j'ouvre mon pétrin, je m'y braque, et si vous m'appelez alors, autant vaudrait parler au mur.

Bientôt la marmite fut décrochée de nouveau, puis raccrochée encore, puis encore déposée sur la nappe et rapportée sur les charbons. Tous les quarts d'heure, la tante tombait en défaillance; à peine servie, elle n'avait plus goût à rien. Enfin elle consentit à se mettre à table; le Sendric s'occupa d'elle avec toutes sortes de soins, mais pour sa part il ne faisait pas honneur au dîner, et la tante lui cherchait noise pour sa grande sobriété. — La faim vous ravage, et vous vous retenez, je le vois bien; c'est un air que vous vous donnez devant moi. Forcez-vous donc, père Sendric, et ne vous laissez pas aller ainsi comme un imbécile. On se fait une raison. Mangez, mangez, l'appétit viendra, j'en réponds. Allons, du courage! Le meilleur temps de la vie, c'est à table. Je sais bien que vous vivez comme un oiseau, mais enfin on ne se nourrit pas de l'air du temps, et pour quelques heures que vous êtes séparé de votre Sendrique, c'est par trop languir. Un jour d'absence, et vous voilà triste et malade à la mort! C'est ridicule. Que voulez-vous donc qu'on pense de vous? On en dit déjà bien assez, notre homme! Si vous saviez comme on vous traite dans le pays! J'en suis honteuse pour vous, et je ne sais que répondre. Puis-je dire : Non, quand j'entends autour de mes oreilles : Quel grand simple que ce père

Sendric! quel innocent! Ce n'est pas un homme. Sans sa Damiane il se croit perdu. Qu'elle s'écarte d'une minute, il n'a plus sa tête : il est muet, il est sourd, le voilà dans la lune. Toujours cette Damiane, cette Damiane! Loin d'elle, vous êtes un corps sans âme.

— Ah! la Damiane est une maîtresse-femme! dit le Mitamat en hochant la tête.

— Elle a bien ses vertus, dit la tante.

— Oui, certes, et sur ma foi! tante Laurence! A qui le dites-vous? La Damiane et moi nous sommes comme les deux doigts de la main.

— Et vous ne la valez pas, notre Sendric; vous ne la vaudrez jamais, entendez-vous? Dans son petit doigt, elle vous vaut tout entier.

— C'est très certain, notre tante, vrai sur l'honneur! vous parlez bien. Il n'y a pas deux Damianes au monde; on irait jusque dans les îles sans trouver sa pareille!

— Oh! c'est une personne fort méritante. Avec vous, elle a bien eu ses traverses. Si je vous dis tout ce bien d'elle, notre Sendric, ce n'est pas pour vous peiner, croyez-moi; si je savais vous mortifier, je me tairais sur l'heure.

— Allez, allez toujours! s'écria le Mitamat, qui ne se lassait jamais d'entendre l'éloge de sa femme. Parlons-en, de cette Sendrique, et jusqu'à demain, si vous voulez. M'y voici. Avancez la marmite : j'ai grand' faim. — Et d'un air réjoui il se servit une pleine écuelle.

En le voyant si bien disposé, la tante reprit avec insistance : — Oui, notre homme, vous avez là une bonne femme; elle vous est fort attachée, et bien trop. Ah! si vous saviez comme elle languit quand vous êtes dans vos foires, Juif-Errant! Maintes fois j'ai connu qu'elle se tenait à quatre pour ne pas pleurer comme une Madeleine.

— Vrai? dit-il. Ah! si jamais on m'y reprend à ces foires, que je perde mon nom! La tante, voilà bien six mois que je n'ai mis les pieds hors de la commune, sinon pour aller au moulin. Ces marchés, ces marchés, c'est fini!

— Dieu le veuille, brave homme, Dieu le veuille! Suivez toujours mes avis, et vous n'en serez que plus heureux. Croyez-moi, renoncez-y à ces foires; c'est un gros chagrin pour votre Sendrique. Il serait temps de lui donner un peu de contentement. — Puis elle ajouta finement : — Et d'ailleurs, à quoi bon maintenant tous ces voyages? Que vous reste-t-il à acheter? Votre hangar n'est-il pas garni du haut en bas? On dit que c'est plein comme un œuf. A quoi bon? Juste ciel! à quoi bon? Là, entre nous, brave homme, expliquons-nous donc une bonne fois pour toutes, et puisque nous sommes seuls, profitez-en pour me dire un peu ce qui se passe par

là-bas dans ce hangar. Qu'y pouvez-vous faire? quels sont vos projets? Parlez, parlez; on ne vous trahira pas.

Sur cette question, le Sendric se leva, l'écuelle aux mains, et d'un trait il avala son assiettée. L'horloge sonnait; le Sendric était déjà au pétrin. Il ne fallait pas se risquer à l'importuner davantage. Dès qu'il avait les bras dans la farine, ce n'était plus un homme endurant, la tante le savait par expérience; elle se résigna donc de son mieux, tant qu'elle le vit dans ce feu de travail. Cependant lorsque, après avoir aligné ses pains sur la planche, le Sendric descendit un autre sac et le vida dans la huche pour la seconde fournée, tante Laurence n'y tint plus. Elle s'ennuyait, elle soupirait, geignait, gémissait tristement; bientôt il lui vint une petite toux d'impatience, aigre et sèche. Dans ses jours d'inquiétude, elle était sujette à ces crises nerveuses. Cette toux était involontaire et n'avait rien de joué, mais la tante n'était pas fâchée qu'on prît pitié d'elle; l'accès arrivant, elle ne se retint pas, elle y mit beaucoup de bonne volonté, puis elle y aida, puis elle se força un peu, puis davantage, enfin la quinte éclata; elle toussait à pleins poumons, si bien que le Sendric l'entendit, quoiqu'il râlât et criât très fort de son côté, ainsi que font les mitrons en soulevant leur pâte.

— Ah! c'est gémir à me fendre le cœur, dit-il; vous allez rendre l'âme. Par bonheur le feu n'est pas mort; patience, patience, laissez-moi vous préparer les quatre fleurs et des figues au lait. C'est un velours.

La tante se fit bien prier pour prendre les tisanes; elle les but lentement, goutte à goutte; la toux s'étant calmée, elle se plaignit d'un mal qui lui passait dans les reins. — Oh! si j'avais mes jambes, disait-elle, comme j'irais volontiers vous mettre un peu d'ordre dans votre hangar! Il n'y a que les femmes pour s'entendre à ranger. Y en a-t-il du remue-ménage par là-bas! y en a-t-il! Vous ne devez plus vous y reconnaître. Il paraît que c'est plein partout. Et dans une confusion!

— Et d'où le savez-vous? dit le Sendric.

— Qui me l'a chanté? répondit-elle; mon petit doigt. Il en sait long, très long, et bientôt peut-être serez-vous dans les étonnés. Ah! vous êtes fin comme l'ambre, mais votre ancienne n'est pas encore dans les innocentes; tante Laurence en a découvert de belles.

Le Mitamat n'entendait rien de ce petit ramage; il prépara sa seconde fournée, et quand ce fut fini, il se disposa à sortir. La tante ne le perdait pas de vue. — J'entends une charrette dans la rue, dit-il, ce sont mes soies qui arrivent peut-être; je vais les peser.

Pendant qu'il montait sur la table pour décrocher la balance romaine, tante Laurence virait son fauteuil et le lançait jusqu'à la

porte, en travers pour lui barrer le passage. Il tourna du côté de l'escalier; cette issue était fermée. — Visage de bois, père Sendric, toc, toc, toc, la serrure est solide. — Elle riait aux larmes, les poings sur les hanches. — Toc, toc, toc, la porte tient bon; pour l'ouvrir, il vous faudrait faire sauter la gâche. Je vous conseille de chercher la clé. Oh! je me fais un bon sang, je m'en fais comme une bienheureuse. Cherchez à tous les clous, en haut, en bas, je vous donne jusqu'à Pâques pour la trouver. La clé est dans ma poche; venez-y voir. Eh bien! vous n'osez approcher? Avez-vous peur qu'on ne vous mange? Arrivez ici, et remettez-moi cette balance sur la cheminée, croyez-moi; notre charrette ne rentrera que sur le tard, et nous avons tout ce bon temps pour nous conter nos petits secrets, à l'amitié, bien seuls, sans gêne, et tranquilles comme Baptiste. Approchez-vous donc, plus près encore, je suis dure d'oreille.

— Tante Laurence, dit-il, je suis bien inquiet pour nos blés, qui demeurent couchés depuis l'orage; s'il ne vient pas un bon vent sec pour les relever, c'est encore une moisson perdue. Les biens de la terre en ont de dures à passer. Il faut me laisser sortir, que j'aille voir si le temps tourne au clair.

— Il n'y tourne que trop, notre Sendric, juste ciel! Je le sens à ces douleurs qui me travaillent. Restez, restez, pas n'est besoin de sortir; croyez-moi, dans une heure il va se lever une bise à décorner les bœufs. Je m'y connais sans regarder courir les nuages. J'ai des bras et des jambes qui marquent le temps.

Il s'approcha d'elle avec empressement : — Ah! si vous souffrez encore, notre tante, il faut disposer du Sendric, sur ma foi! Je suis ici pour vous servir.

— Il s'agit bien de mes douleurs! cria la tante exaspérée. Laissez-moi, vieux brutal, laissez-moi. J'ai mon mal et je patiente. Nous allons nous expliquer, et cette fois, je vous le jure, vous ne me renverrez pas à la semaine des quatre jeudis. Nous allons tirer l'affaire au grand clair. Au fait! au fait! Et ce hangar, que s'y passe-t-il? qu'y faisons-nous? et ces mécaniques?

— Mes mécaniques? dit le Mitamat fort surpris; quelles mécaniques? Allons, parlez, parlez; qu'en savez-vous?

— Ah! vous y voilà. Vous m'écoutez maintenant; c'est fort heureux. La faim fait sortir le loup du bois. Nous avons martel en tête. On vous a mis la puce à l'oreille. Tiens, tiens, vous n'êtes plus sourd! Il a parlé! quel miracle! Eh bien! méchant sournois, votre secret, qui le tient? On les connaît, vos mécaniques. Et ces horloges, hein? vieux renard! et ces tourne-broches?

C'était ce qu'elle avait pu imaginer de plus compliqué; elle n'entrevoyait rien au-delà.

— Des horloges? dit le Sendric, des tourne-broches? Moi, je fais des tourne-broches?

— Eh! oui, vous en faites. N'essayez pas de jouer au plus fin; vous êtes pris. Oh! quel front! Il n'en convient pas! Et pas plus tard qu'hier matin, qu'avez-vous donc fabriqué? Et l'autre dimanche après vos écritures, vos pattes de mouches? Hein? vieux renard! Des tourne-broches, des tourne-broches; osez donc le nier!

Le Sendric ne répondait pas; il s'apprêtait à scier un tronc d'arbre. La tante l'appelait d'une voix câline : — Sendriquet! Sendriquet! arrivez donc vous reposer un peu par ici. Laissez-moi ces yeuses; le bûcher est plein; rien ne presse, et vous êtes fatigué, peccaïre! Voulez-vous donc toujours vous abîmer de travail? Venez, venez vous délasser sur cette chaise, et nous causerons comme une paire d'amis. Ménagez-vous, mon bon. Pour sûr, vous en faites trop. Il y a temps pour tout, notre homme, et si vous forcez la nature, vous ne ferez pas long feu. Avec ça que vous êtes déjà si vaillant! vous tomberez tout d'un coup, et vous tomberez étique; c'est comme je vous le dis; il ne faut pas croire que vous soyez de fer et de bronze, d'autant que pour vous soigner vous n'écoutez personne; vous prenez un teint vert qui ne me dit rien de bon. Et quels yeux! quelle voix! Vous semblez un fantôme; c'est une pitié! Jaune comme un coing! Et maigre! maigre! à passer entre les cornes d'une chèvre!

Le Mitamat sciait silencieusement son chêne. Pour le piquer et l'exciter à la riposte, la tante répétait sur tous les tons : — Vous rougissez donc bien de notre métier de fournier? On dit partout que vous voulez vous mettre horloger. A votre âge, c'est un peu tard pour changer d'état. Pierre qui roule n'amasse pas mousse. Monsieur méprise ses gens et son village. Monsieur veut être bourgeois dans les villes, la canne à la main. Qui verra rira.

Quoi qu'elle fît, elle ne réussit pas à l'émouvoir. Le Sendric scia toutes ses bûches sans lever la tête, et lorsqu'il les eut empilées, d'une enjambée il vint jusqu'à la porte. — Tante Laurence, peut-on passer maintenant?

— Non, non, non!

— Très bien, dit-il; je m'en vas faire une échelle. Voyez-vous ce fagot, notre tante? J'ai là de quoi tuer le temps jusqu'à la brune, à leur retour. Aussi bien ces barres de saule étaient trop belles pour être mises au four. Quand elles m'auront passé par les mains, ce sera un plaisir. Regardez-moi travailler; il y en a de plus gauches que moi.

A l'arrivée des gens de la foire, l'échelle était terminée, et le Sendric ratissait, ratissait toujours. La tringle de fer rougissait au feu, tout le fagot était à terre débité en barres, barreaux et planchettes. Il avait disposé toutes ses pièces pour monter des chaises; il en au-

rait ajusté des douzaines et des centaines; il aurait ratissé, ratissé jusqu'à la fin du monde sans que la tante parvînt à lui arracher une seule parole qui eût trait aux machines. Une fois retombé dans son mutisme, il s'y tenait obstinément et durement.

Des scènes comme celle de la Saint-Blaise, dont Espérit avait été le témoin muet et n'avait oublié aucun détail, se renouvelèrent plus d'une fois entre le Mitamat et la tante Laurence, sans que celle-ci pût rien tirer de lui. En public, elle le provoquait par des questions détournées, des railleries, des allusions; mais le Sendric n'écoutait guère et restait muet. La tante se vengeait en le harcelant de toute manière, même pendant les veillées de la famille. Les soirs de fournée, au départ des pratiques, la tante Laurence éteignait la lampe, et l'on venait travailler dans la cheminée pour ménager l'huile. Si l'on avait soupé, la Damiane allait coucher les enfans. Le Sendric, n'entendant plus de bruit, se croyant seul, rêvait à ses machines. Il restait accroupi sur son banc, les pieds à la crémaillère, dessinant et chiffrant sur les cendres du foyer du bout de son croc de boulanger; la tante Laurence filait derrière lui, à la clarté du four entr'ouvert. Souvent, lorsqu'il était bien absorbé dans ses calculs, d'un coup de quenouille elle le décoiffait lestement. — Eh! pauvre homme, dormez-vous? Avisez donc votre barrette qui s'en va dans les braises. Réveillez-vous, Jean de la lune! Le feu tombe, et vous allez manquer cette cuite.

VII.

Marcel ne se lassait pas d'entendre ces histoires que lui racontait Espérit; il se les faisait répéter bien souvent, longuement, dans les moindres détails; rien n'était indifférent pour lui dans le récit minutieux de ces petits drames domestiques. De son côté, la tante Laurence lui racontait à sa façon les méfaits du Mitamat; Marcel l'écoutait avec un vif intérêt. A l'aide de ces récriminations passionnées de la tante tout autant que par les récits sympathiques d'Espérit, avec ses souvenirs personnels ainsi ravivés, éclairés, il reconstruisait dans le passé toute la vie de son père, qu'il avait si peu connu; il en devinait les souffrances, les angoisses, les illusions, les habitudes, il en pénétrait l'intimité, et toutes les choses dont il avait été témoin dans son enfance s'expliquaient maintenant pour lui d'une façon imprévue. La Damiane reconnut alors que le moment était venu de ne plus rien cacher à Marcel. Jusque-là elle avait été avec lui d'une extrême réserve sur tout ce qui touchait aux dernières années du Sendric, à sa fin, aux causes mystérieuses de sa mort. Marcel apprit par elle cette douloureuse histoire, et toute la triste vérité lui fut dévoilée.

Au plus fort de ses embarras d'argent, le Mitamat avait hérité d'un vieil oncle maniaque et soupçonneux qui depuis vingt ans lui fermait sa porte, — un Sendric de Brantes, son plus proche parent, bourrelier très renommé « qui gagnait, disait-on, ce qu'il voulait. » Il lui venait des pratiques des quatre coins de Provence, et souvent même du fond du Dauphiné. « Personne n'avait jamais vu la couleur de son argent. » Tous les deux mois, un revendeur de la ville d'Orange venait l'approvisionner de pains bis achetés à la porte des casernes; en échange, le vieux Sendric lui réparait ses bricoles. Le bourrelier passait pour très riche, mais on ne lui connaissait ni terres ni rentes, et de sa vie il n'était entré chez les notaires. Il n'en parlait qu'avec horreur quand il lui arrivait de parler, chose rare. Il vivait seul, à l'écart, en compagnie d'un chien très farouche. L'homme et le chien se nourrissaient d'herbages et de vieilles croûtes; ils avaient pour gîte une baraque en pierres sèches, près du torrent, hors la bourgade. Dans la baraque, pour tout mobilier, un bahut de vieux chêne, massif, plaqué d'ébène, une hache, un fusil, un télescope, des rasoirs, et les outils du métier, les meilleurs, les plus beaux qu'on pût voir, des aciers de prix sortis des fabriques anglaises. A Brantes, on se racontait des histoires étranges sur ce mystérieux bahut qui restait toujours cadenassé. Lorsque des indiscrets s'avisaient de questionner le bourrelier à ce propos, pour toute réponse, il sifflait son dogue ou montrait le fusil. La hache lui servait à fendre les pains de munition durcis et moisis dont il vivait; avec les rasoirs, il se faisait la barbe deux fois par jour; enfin il usait du télescope pour consulter les astres tous les soirs, après souper, et le matin, avant de se mettre à la besogne, il se tirait des horoscopes avec un jeu de tarots.

A quatre-vingt-trois ans, il n'avait rien changé à cette vie. Il couchait sur la dure, tout habillé, sans autre lit qu'une méchante paillasse de feuilles, le chien en travers servant d'oreiller. Un matin, on le trouva roide mort sur son grabat, les bras croisés, tête haute, le fusil entre les jambes; au chevet, le chien hurlant et pleurant son maître. La justice arriva; on courut au bahut, que l'on croyait rempli d'or; on n'y vit que des jeux de cartes, des savonnettes, des piles d'almanachs triples liégeois, au nombre de quatre-vingt-trois, et tout autant de *Messagers boiteux* numérotés et classés par années; au fond, sous ces liasses, un baril de poudre, le code et des chevrotines. Lorsqu'on voulut retirer le fusil, le dogue fidèle se jeta en avant sur le mort et saisit le canon avec ses dents. Le coup partit et lui brisa la mâchoire : la canardière était chargée comme un tromblon.

On fouilla la paillasse, elle était bourrée de sacs d'écus. La maison fut explorée en tous sens. On s'attendait toujours à trouver d'autres

richesses dans quelque cachette, et l'on se rappelait ce discours du bourrelier, qui avait dit un jour à son marchand de pains : « C'est dans mon trésor qu'on verra le testament. » C'était encore une drôlerie de ce vieillard énigmatique, car il avait toute sa fortune dans son grabat, et l'on vida de nouveau le bahut, on secoua les paquets d'almanachs, on renversa tous les tiroirs, sans trouver une seule ligne écrite de la main du défunt. Le bourrelier ne laissant pas de testament, les trésors de la paillasse revenaient de droit au Mitamat. Lorsque cette nouvelle arriva à Seyanne, tout le village fut en émoi. Déjà le Sendric ne passait plus pour fou; la tante Laurence n'osait plus le brusquer, elle lui parlait avec de grands respects, tout en hasardant quelques conseils sur le gouvernement de cette fortune inespérée, le placement des fonds, les garanties à prendre, la méfiance dont il fallait s'armer contre tout le monde, et surtout contre les amis. — Gare aux emprunteurs, notre Sendric, et gare aux piqueurs d'assiettes! Oh! gardons-nous des piqueurs d'assiettes! — Dans les rues comme à la cuisine, le Mitamat ne rencontrait que des visages sourians; les petits polissons se rangeaient pour lui céder le haut du pavé, les notables le saluaient courtoisement, les commères lui tiraient des révérences. La tante Laurence prenait sa part de tous ces hommages, il lui en revenait un grand crédit, son cercle de voisines était triplé, on lui faisait une cour assidue, et la Bouillargue, une ancienne ennemie de la vieille femme, n'était pas la moins empressée parmi ces visiteuses. — Ne la croyez pas, disaient les bonnes amies; elle sèche de jalousie, défiez-vous! — La tante l'accueillit d'abord très mal; mais elle fut entourée de tant de prévenances, elle fut si souvent et si adroitement flattée, soignée, cajolée, écoutée à plaisir, qu'elle finit par oublier les vieux griefs, et la Bouillargue, s'étant laissé bien humilier, fut enfin reçue à merci. Cette Bouillargue avait sept filles, laides et méchantes à faire peur. Les aînées passaient leur vie à courir les bals et les promenades, pour se chercher des maris. On les rencontrait partout avec leurs airs précieux et leurs sourires aigres, coquetant de leur mieux, faisant des grâces aux passans. Elles avaient vieilli à ce métier, et leur mère, dépitée, les menaçait souvent de les dépouiller de leurs robes voyantes et de leurs bonnets à dentelles, si les maris n'arrivaient pas. La cinquième et la sixième étaient bossues; elles tenaient la cuisine et ne portaient que des haillons. La Bouillargue n'avait plus d'espérances que dans la dernière de ses filles, alors âgée de quatre ans : c'était la femme qu'elle destinait à Damianet, et, dans ses rêves d'ambition, elle se ruinait en frais de toilette pour parer ce petit laideron, qu'elle conduisait tous les jours chez les Sendric. Depuis que Damianet était devenu un gros parti, toutes les mères de famille l'avaient pris en vive

tendresse; mais personne ne savait le choyer comme la Bouillargue, qui matin et soir lui bourrait les poches de friandises.

— Je pensais bien que la chance nous viendrait tôt ou tard, disait le Sendric; le tout est de savoir attendre. On va donc entendre parler de mes mécaniques!

Avec les grandes richesses du bourrelier, il y avait de quoi payer toutes les dettes, prendre les brevets et construire enfin les belles machines projetées, à commencer par ce moulin à vanner le blé dit *ventaire*, dont le modèle en réduction était exposé sous cloche, à la plus belle place, derrière les étagères du tour. Ce musée secret n'était connu que de la Damiane et d'Espérit. Espérit avait aidé le Sendric dans son travail; à eux deux ils avaient façonné le chef-d'œuvre avec des planchettes, des bouts de fer-blanc, des tôles et des ressorts de montres. Le petit moulin jouait à ravir. Lorsque le Sendric était bien triste, il venait au hangar, ouvrait la cachette, et, pour se donner du courage, il faisait tourner son petit moulin.

A la levée des scellés, le Mitamat se rendit à Brantes avec l'ami Espérit. La maison du bourrelier avait été mise à sac par les gens de loi; ils avaient poussé leurs recherches jusqu'au grenier. Tous les placards étaient descellés, pas une cloison, pas un creux qui n'eût été sondé à coups de marteau; on en retrouvait partout la trace. La cuisine avait été dépavée, les étagères étaient à terre, la paillasse éventrée avait été répandue sur le sol, et les feuilles sèches voltigeaient de tous côtés au milieu de liasses d'almanachs entassées en désordre au fond de la cheminée. Le Mitamat, homme soigneux et méthodique, reprit le classement de ces brochures avec les plus grands soins, dans les règles, année par année, à partir du premier cahier. Dans ces piles d'almanachs, il y avait une dernière liasse, déliée à peine, et que les hommes d'affaires, fatigués, pressés d'en finir, n'avaient feuilletée que du bout des doigts. En dépliant curieusement ces livrets, sans se hâter, page à page, le Sendric découvrit un carré de papier jauni, cacheté à triple cachet, sous la couverture d'un *Messager boiteux*. Ce chiffon de papier était un testament olographe parfaitement rédigé, écrit serré en lettres menues, d'une main ferme, sans ratures, daté, signé, inattaquable, par lequel le bourrelier instituait héritiers des parens très éloignés, au détriment des Sendric de Seyanne. Ce testament était longuement motivé, il y était parlé très amèrement des utopies du père Sendric, et l'oncle déclarait qu'il ne voulait pas que sa fortune tombât dans les mains d'un lunatique pour être dilapidée en inventions, sornettes, almanachs et visions cornues de Mitamat. L'histoire de l'âne peint était racontée, comme on pense, et dans le plus grand détail; par surcroît, le Sendric était accusé formellement de chercher le mouvement

perpétuel. Cette diatribe se terminait par une facétie d'avare : le bourrelier avait repris la plume pour léguer au Mitamat un petit écu de rente, à la condition expresse qu'il serait fait toutes les années des largesses d'avoine aux ânes du village, le jour de leur fête. Le testateur ajoutait plaisamment que cette fête n'était pas marquée au calendrier, mais que le Mitamat saurait bien la découvrir et la célébrer dignement avec ses pareils. Le Sendric s'empressa de porter ce pamphlet chez le notaire, et tous les projets de machines s'en allèrent à vau-l'eau.

A quelques années de là, il y eut une belle saison de garances et les vers-à-soie firent merveilles; le Mitamat ne s'étant pas mêlé des ventes, la Damiane put payer toutes les dettes, et comme il lui restait encore quelque argent, elle mit un sac dans la main de son mari. Le bonhomme partit pour Avignon, avec son petit moulin bien entouré de mousseline au fond d'une layette garnie de coton doux. Lorsqu'il arriva dans les ateliers de construction, on lui montra une machine tout à fait semblable à la sienne, déjà en usage depuis six mois et dont on réparait les volans. — Ah! je suis trahi! — dit-il. C'était une rencontre malheureuse, voilà tout. Le Sendric n'en voulut rien croire, et n'écoutant plus que sa colère : — Espérit m'a trahi, dit-il, j'aurai son sang!

Comme le Sendric était de nature confiante et loyale, il ne fallut qu'un mot d'Espérit pour le faire revenir de ses injustes soupçons; mais dans ce premier moment d'aveugle douleur, il aurait accusé la Damiane elle-même, si elle eût été seule dans le secret.

Il prit sa layette et la fracassa contre le mur, puis il l'écrasa dans ses mains avec le petit moulin. Il s'était blessé, et le sang coulait sur ces débris qu'il piétinait avec rage. C'étaient toutes ses illusions, toutes ses espérances qu'il foulait ainsi sous ses pieds, c'était sa vie même. Il traîna encore quelques années, mais à dater de ce jour ce fut un homme fini; il avait reçu le grand coup.

Le Mitamat s'en retourna au pays, la mort dans l'âme. Il se préparait une grande fête à la boulangerie pour célébrer la prise du brevet. Dans la matinée, on avait convoqué la famille et les amis; la longue table était dressée au milieu de la cuisine comme pour un jour de Noël. Les convives arrivaient en habit de dimanche, Espérit venait les recevoir et leur donnait une savante explication du *ventaire*. Personne ne doutait du succès. Qui aurait résisté quand la tante Laurence elle-même s'était laissée séduire? Au départ du Sendric, la tante avait été mise dans le secret, on l'avait consultée, on avait écouté ses objections, elle avait tenu dans ses mains le petit moulin et l'avait soumis à toute sorte d'expériences; elle avait vanné des millets, des cendres, du tabac, des fleurs sèches, des sciures de

bois, des lupins; au dernier moment, elle ne voulait plus s'en dessaisir, tant elle se divertissait à tourner la manivelle, à voir sauter les volans et tournoyer les poussières.

La tante Laurence avait pétri de ses mains une grande galette figurant le chef-d'œuvre du Sendric. Cette belle galette, dorée à l'œuf, relevée d'épices et festonnée d'anchoix, s'élevait comme pièce d'honneur sur un socle, au centre du service, entre quatre chandelles de couleur. La tante s'était assise en avant de la table, pour être bien à portée d'entendre les éloges des arrivans qui venaient admirer la galette; le petit Damian rôdait autour, en ouvrant de grands yeux émerveillés. Il avait une veste neuve tirée d'une vieille culotte de velours, et lorsqu'il avançait les bras entre les assiettes, la tante Laurence était dans les transes; il lui fallait à la fois surveiller la toilette du neveu et faire politesse aux complimenteurs, deux grands soucis à mener de front; elle n'y pouvait suffire et perdait la tête. Espérit lui venait en aide et ramenait Damianet près de lui; il se tenait debout derrière la tante, une baguette à la main. Lorsque les nouveau-venus avaient pris place, Espérit touchait le gâteau du bout de sa baguette et recommençait la démonstration du *ventaire*. Damianet se faisait un siége entre les jambes du terrailler; il écoutait de toutes ses oreilles, imitait les gestes et répétait gravement les mots nouveaux qu'il saisissait au vol.

Espérit en était à son sixième discours, lorsque le Sendric parut sur le pas de la porte. Il fut accueilli par un cri de joie; mais, au lieu d'entrer, il s'arrêta brusquement à la hauteur de l'évier, puis il ouvrit sa veste et sa chemise, saisit à deux mains le sac d'argent et le lança violemment sur la table. La belle galette reçut le choc et fut broyée comme verre.

Le Sendric s'était enfui; on voulut le suivre, mais il avait tiré la porte derrière lui; il n'y a pas de fenêtre à la cuisine des Sendric, et pour sortir il fallut remonter au premier étage et de là sauter dans la cour par les lucarnes. On était dans l'obscurité, on se heurtait, on se poussait au bas de l'escalier. La tante Laurence et les enfans criaient. Pendant tout ce tumulte, le Sendric descendit à son hangar et s'y barricada : il ferma à triple tour les casiers, le coffre, les tiroirs et les étagères, et quand tout fut bien cadenassé, il escalada l'appentis, revint par le mur jusqu'à la porte charretière, au-dessus du puits. On le vit alors s'asseoir tranquillement sous l'auvent, retourner ses poches et les vider sur ses genoux. Après avoir compté ses clés, il les examina curieusement, siffla dans les trous, puis les jeta une à une au fond de l'eau.

Le lendemain, il revint à son laboratoire avec des planches qu'il cloua sur toutes les serrures. En scellant le grand coffre aux papiers,

il était d'une gaieté sinistre, on eût dit qu'il clouait sa bière. Il ne remit plus les pieds au hangar, et jamais depuis on ne l'entendit parler de machines; de trafics et de marchés, il n'en fut plus question; par contre, il devint très mou au travail, il avait perdu toute l'excitation de sa vie, et la paresse le gagnait de jour en jour. Vers les derniers temps, il ne fit plus que languir dans l'insouciance et la fainéantise; il laissait son ouvrage pour s'en aller vaguer dans les rues, au hasard, en compagnie des chiens errans; quand les chiens s'arrêtaient, il s'arrêtait; lorsqu'ils se couchaient au soleil, il s'étendait à terre avec eux. Il ne répondait plus à personne, et rien ne pouvait l'émouvoir, ni les remontrances des gens graves, ni les insultes des petits polissons. Pendant ces trois mois, on le vit passer ainsi de porte en porte, rasant les murs et traînant le pied, chancelant, appesanti, la face engraissée et blême. Sa santé, qui avait résisté aux plus dures fatigues, s'affaissa tout à coup; il se mit au lit pour ne plus se relever; il dormait des sommes de trente et quarante heures et se rendormait encore, si bien qu'un jour il ne se réveilla plus, et la mort le prit sans qu'on lui reconnût d'autres maladies que ces lourds sommeils continus.

VIII.

Cette invention du ventaire était la seule que le Sendric eût menée à bonne fin. A sa mort, il ne laissa que des plans et des ébauches absurdes, incompréhensibles au dire des savans qui mirent le nez dans ce fouillis de notes, de calculs et de dessins empilés au fond du grand coffre. Ces savans avaient été raccolés par l'ami Espérit, qui voulait tirer d'eux un bon témoignage en faveur du Sendric; c'étaient des géomètres-arpenteurs qui venaient cadastrer le pays, et le terrailler les avait entraînés au hangar en leur annonçant des merveilles. Après dix minutes d'examen, les géomètres se regardèrent en riant, et, laissant là Espérit tout triste et confus, ils retournèrent au cabaret, où les attendait leur collègue Lagardelle. Les hommes compétens s'étaient prononcés, et sur cette décision sans appel il fut bien établi désormais que le Sendric était *mitamat*, de sorte qu'on put bientôt, sans trop de mauvaise foi, lui contester son chef-d'œuvre, et lorsqu'on vit fonctionner dans le pays les nouveaux moulins à vanner, le Sendric fut accusé de plagiat.

A son retour à Seyanne, Marcel s'empressa d'explorer le coffre aux papiers. Il commença ce dépouillement avec une grande anxiété. Quelle joie ce fut pour lui de découvrir dans les études du Sendric mille preuves d'un génie inventif très original et primesautier! Les combinaisons et les recherches les plus nouvelles, les plus habiles,

s'y rencontraient au milieu des singularités et des inexpériences; c'étaient à chaque instant des lacunes incroyables ou des superfluités saugrenues que rien ne motivait, et dans ce désordre, dans ce chaos, éclataient très souvent des conceptions hardies, des pressentimens, des divinations étonnantes. Cependant, il faut bien l'avouer à la décharge des gens du cadastre, les erreurs et les étrangetés faisaient masse dans l'œuvre du Sendric, et certes il fallait les yeux d'un fils pour chercher et discerner les idées heureuses disséminées çà et là sous ce terrible fatras. Tantôt il n'y avait d'ingénieux que les détails, les conséquences tirées droit d'un principe erroné, et tantôt, par une contradiction inexplicable, cette logique venait à faire défaut dès que l'idée première était vraie. Parmi ces projets du Mitamat, il y en avait un grand nombre de purement chimériques, et c'étaient les seuls qui fussent clairement et simplement traités, sans surcharges, sans inutilités bizarres; il n'avait ce grand bon sens que lorsqu'il partait d'une idée fausse, d'une hypothèse en l'air, d'une méprise, et par contre sur les données les plus justes il ne savait que construire d'immenses utopies, si vastes et si touffues, qu'il finissait par s'y perdre lui-même : il n'en avait plus la clé. Il s'égarait dans son œuvre comme dans un labyrinthe, et s'il retrouvait le fil d'Ariane, tout aussitôt le fil lui cassait dans les doigts. C'était son moindre souci; jamais il ne se croyait en si bon chemin que lorsqu'il était tout à fait dévoyé, et tout gaiement il s'en allait alors trottinant à l'aveuglette d'oisivetés en oisivetés, curieux, rêveur et musard. A chaque instant des imaginations nouvelles se levaient devant lui; il courait après comme un homme qui poursuivrait son ombre. Ainsi lancé au hasard, il passait à côté des vérités dont il avait eu l'intuition, souvent même il y touchait sans les reconnaître. Il n'avait d'ailleurs ni lois ni principes pour les fixer et les dégager, et celles qu'il rencontrait d'aventure semblaient n'arriver là que pour donner vie aux erreurs, et lui, de confiance, il s'enfonçait plus avant encore, en pleines chimères. Une fois bien engagé dans l'inextricable, enlacé par mille difficultés vaines, il ne songeait plus qu'à raccorder entre elles toutes ces billevesées, à les assortir et les agencer finement, industrieusement, et loin de simplifier, il subtilisait à plaisir; il compliquait, compliquait de plus belle, et toutes ces complications s'emmêlant, s'enchevêtrant, il les enjolivait encore de toute sorte de fariboles.

Ces côtés ridicules des plans du Mitamat étaient traités avec le même soin que les excellens, d'une main reposée, satisfaite, avec un amour infini. Vraie ou fausse, toute combinaison inusitée, imprévue, qui venait s'offrir, le séduisait par sa seule nouveauté; il accueillait avec une égale complaisance le bon et le mauvais, l'inutile et le nécessaire; sottises, balivernes ou divinations de génie se rencontraient

et vivaient pêle-mêle dans son esprit, sans trouble, sans lutte, en amitié parfaite, sur le pied d'égalité. Et le plus singulier dans tout ceci, c'est que, n'étant jamais mécontent de ses essais, jamais pourtant il n'en voyait la fin. Sa pensée ne pouvait s'arrêter à des formes définitives; tous les jours il recommençait à nouveau et sans la moindre inquiétude, sans que jamais son inspiration vînt à languir, et jamais il ne se lassait de puiser à cette source intarissable des songeries. Nul doute, nulle hésitation, partant nulle certitude; ni parti pris, ni décision, un quiétisme incurable : aussi jamais de refontes hardies, jamais les franches reprises, l'âpre travail, l'élan joyeux du dernier effort, le coup de griffe, le cri de victoire. Amoureux de soi-même, possédé par tous ses caprices et leur appartenant tout entier, il errait à loisir dans ses projets inachevés, à la merci d'une fantaisie vaine, captif et charmé, épris d'illusions, heureux de vivre dans l'inconscience et dans le rêve.

Marcel rentrait résolûment dans cette œuvre confuse; il en détachait vivement les parties excellentes; il les faisait ressortir sur ce fonds de choses vagues et d'incohérences où s'était perdu l'esprit nonchalant du Sendric; il les saisissait, il les dégageait avec la clairvoyance et la dextérité d'un esprit radical et libre, très exercé d'ailleurs au maniement des sciences; sans parler de toutes les ressources qu'il tirait de ses études, par lui-même, par la franchise et la décision de sa nature, il était très apte à reprendre les tentatives du Sendric, à tirer du chaos tous ces germes d'inventions, à les appeler à la vie, à la lumière. Il avait ce qui toujours avait manqué au Mitamat : il avait la passion, la véhémence, l'élan de jeunesse.

Le jeune Sendric avait pour ambition de réaliser un jour les œuvres de son père, de le continuer, de relever ainsi la mémoire de ce chercheur malheureux, en son vivant conspué, baffoué, et que les moqueries populaires poursuivaient encore au-delà du tombeau. Ses études étaient dirigées dans ce sens; il y consacrait tout le temps que ne réclamaient pas les travaux de la maison, et en reprenant ainsi les conceptions avortées de son père pour les animer et les raviver, il se faisait une loi de ne modifier en rien les plans primitifs dont il pouvait tirer quelque parti : il s'attachait à les développer très rigoureusement, et partant de ce point où le projet déviait, détruisant toutes les inutilités qu'il rencontrait devant lui, il s'efforçait de poursuivre l'invention sur ses données premières, en innovant le moins possible, afin que tout l'honneur du succès pût remonter au vieux Sendric.

La Damiane s'associait aux espérances de Marcel. Seule, elle avait défendu le Mitamat contre les gens de la famille et du village. Sans croire précisément à son génie inventif, elle avait toujours com-

pris qu'il y avait là quelque chose à respecter. Elle n'avait rappelé Marcel qu'à la dernière extrémité. La tante Laurence, toujours mécontente, murmurait dans son coin que c'était un grand crime d'avoir retiré Marcel des écoles, qu'il aurait mieux valu vendre le four et le champ. La tante Laurence était tout à fait ralliée aux mécaniques, elle en donnait de très singulières explications toutes les fois qu'elle réunissait sa société, et si quelques commères s'étaient avisées de rire de *la mathématique* devant la tante Laurence, tante Laurence aurait cassé sa quenouille sur la tête des frondeuses. Tante Laurence n'avait pour Marcel que des tendresses, et le gros de ses humeurs retombait sur Damianet, qui commençait à se faire grand et mutin. Elle, si économe, si avare, elle trouvait qu'on n'en faisait jamais assez pour Marcel, et, chose inouie à Seyanne, elle parlait d'envoyer tous les jours à la boucherie ou chez le marchand de morue; pour son neveu, elle aurait ruiné la maison. A table, elle lui servait des plats choisis préparés pour lui seul, et prenant des airs dégoûtés : — Tire-toi de là! disait-elle; Marcel, cela ne vaut rien pour nous : tante Laurence, tante Laurence se fait bien difficile; mais à ton âge il faut être dur pour soi, on mangerait des cailloux. — Les premiers jours, il n'avait rien dit dans la crainte de l'offenser, et la tante riait sous cape, convaincue qu'il ne se doutait de rien; mais bientôt on comprit qu'il était très décidé à se contenter du maigre ordinaire de la famille. Alors il fallut inventer toute sorte de ruses pour lui faire accepter malgré lui quelque bien-être, sans qu'il s'aperçût des grandes privations qu'on s'imposait. Ainsi l'on changeait l'heure des repas en commun sans avertir Marcel, afin qu'il pût être servi à part comme par mégarde, et la tante, l'appelant à l'improviste, lui criait : — Marcel, Marcel, descends donc, arrive! Nous avons fini. Voilà le restant de notre dîner; tant pis pour toi. Pourquoi es-tu en retard? nous avons pris le meilleur; aux derniers, les dents longues! — C'étaient tous les jours mensonges de cette force, et si Marcel, devinant la ruse, se levait de table sans vouloir toucher à ce dîner réservé, tante Laurence feignait de se méprendre sur la cause de ce refus, elle jouait l'indignation. — Ah! tu nous méprises, disait-elle; tu ne veux pas de nos restes! Oh! mange donc, ou je croirais que tu veux me faire un affront.

On avait disposé à l'usage de Marcel la seule pièce un peu habitable qu'il y eût dans la maison : c'était une petite chambre tout à fait isolée, au premier étage d'une vieille tour du rempart, et qu'on avait blanchie à neuf, parquetée, décorée avec soin, garnie de fleurs, ornée à grands frais. Tout le luxe de cette pauvre maison était là, et quel luxe! Quelques vieux meubles rongés des vers, mais bien vernis, bien cirés, et qu'on avait retirés des autres pièces. La tante, la

mère, les cousines s'étaient dépouillées des choses les plus nécessaires, et toutes s'étaient dépouillées avec joie. Et cependant quel sacrifice pour la tante Laurence de renoncer à la jouissance de cette fameuse commode disloquée, ornée d'un dessus de marbre griotte, et dont elle se faisait une si haute idée!

— Notre Marcel sera là comme un prince, disaient la tante et les cousines. Ces discours n'avaient rien d'exagéré chez des gens qui ne connaissaient rien de plus beau que la Pioline, et qui tenaient cette bicoque pour la plus magnifique, la plus somptueuse des résidences.

Le matin, à son lever, la tante se faisait porter dans la chambre de Marcel pour tout y mettre en ordre et surveiller le ménage; on cirait le parquet sous ses yeux, et de ses mains elle fourbissait elle-même les cuivres des chenets et de la belle commode. Il fallait voir avec quel respect, quel orgueil elle époussetait les livres de son neveu Marcel, elle qui du temps de Sendric jetait à terre et poussait du pied les bouquins et les paperasses qui traînaient sur les tables. Puis, lorsque Marcel remontait à son cabinet de travail, tante Laurence roulait son fauteuil à l'entrée de l'escalier, et, se plaçant en sentinelle devant la porte, elle barrait le passage aux visiteurs importuns. C'était encore elle qui faisait la police dans la maison pour imposer silence aux tapageurs. Quelle belle occasion de quereller les chères amies et de gourmander le bruyant Damianet! Elle criait à tue-tête qu'il fallait se taire; on lui ripostait du même ton.

Dans tout le village, Marcel rencontrait autour de lui les mêmes amitiés; ces moqueurs acharnés qui avaient persécuté si cruellement Sendric n'éprouvaient pour son fils que sympathie et bienveillance. Les dernières années du Mitamat avaient été très malheureuses; vers la fin surtout, les hostilités, les malveillances populaires s'étaient changées en haines; le Mitamat était exécré. Personne n'excita jamais au même degré que lui cette révolte, cette férocité du bon sens public bravé, irrité par l'entêtement d'un maniaque incorrigible. Ces violentes et légitimes préventions de la pratique, de la routine contre l'innovation qui n'a pas fait ses preuves de vie, ces antipathies, ces colères, il semblait prendre plaisir à les exaspérer encore par son obstination douce, calme, invincible. Aux champs, au moulin, aux ateliers, toutes les fois qu'il se trouvait en rapport avec des paysans et des ouvriers, il prenait leurs outils, et, les examinant en connaisseur, souvent il lui arrivait de dire : — Voilà qui fera du bon bois de chauffage, et tous ces bouts de fer retourneront à la forge! — Oh! oh! les pauvres cultures! — Quelles machines! — Et d'autres propos sur ce ton. D'autres fois il se contentait de sourire, mais d'un sourire si méprisant qu'il mettait en fureur les plus pacifiques, et ce qu'on lui pardonnait le moins, c'était ce dédain si naïf, si naturel; on ne

voyait plus en lui qu'un vaniteux méchant, passionné pour le mal, un trouble-chrétiens, un porte-guignon. Si quelque malheur survenait aux moissons, aux fruitiers, aux vignes, pour les sécheresses comme pour les gelées, les grêles, les orages, on accusait le Mitamat; le Mitamat avait jeté un sort sur les terres. Sans ce grand respect qu'inspirait la Damiane, l'animosité populaire aurait été très loin contre le Mitamat et contre toute sa famille; Espérit lui-même était très mal vu pour sa fidélité au Sendric.

Marcel désarmait toutes ces inimitiés; au village comme dans la famille, il était aimé; on avait foi en lui; il ramenait la joie et la confiance dans cette maison désolée des Sendric; il était l'espérance; il portait en lui les dons heureux, la chance nouvelle, et comme une grâce de jeunesse, un charme, une bonne fortune qui conjurait les destins contraires; il avait une étoile. D'un mouvement naturel, tous les cœurs venaient à lui. Personne dans Seyanne qui ne prît l'intérêt le plus vif aux études de Marcel. Comment dire leur bon vouloir à tous, leur amitié fraternelle? Si on les eût laissés faire, ils se seraient distribué entre eux tout l'ouvrage de la boulangerie. Un matin, comme Marcel allait au labour avec son bœuf, il trouva la terre toute remuée de frais; les sillons ouverts fumaient au soleil. Pendant la nuit, les garçons du voisinage étaient venus défoncer ce champ au clair de lune; les pierres et les herbes étaient empilées au bord du fossé. Le bœuf s'étant mis à brouter sur ces tas : — Voilà son travail pour aujourd'hui, dit un berger qui ramenait les charrues. Sendriquet, retourne à tes livres, ton Bannarut se fait vieux, laisse lui sa franche journée dans ces herbages.

Au bois, à l'aire, dans la cour, au moulin, dès qu'il était chargé de travail, les plus malotrus du village s'empressaient de lui venir en aide. Il y en avait qui lui arrachaient violemment la hache ou la pelle des mains, et qui de force se mettaient à sa besogne; d'autres lui faisaient craquer les poignets et les retenaient dans leurs doigts serrés comme des étaux : — Sendriquet, tire-toi de là avec tes mains blanches! — Et d'autres, en montrant leurs bras nus : — Touche ce nerf, dur comme pierre! — Ou bien encore : — Notre Marcel, renverse donc comme moi cette charrette d'un coup d'épaule! c'est plus lourd que tes livres! — Vois comme je te charge tes sacs! Il faut les monter jusqu'au grenier en battant des entrechats. Eh! l'ami, ce n'est pas une plume!

Ces défis, ces bravades d'hercules n'avaient rien de méprisant, loin de là. Sous des formes grossières, c'était un sincère hommage rendu au travail de l'esprit. Ces souleveurs de quintaux, ces fanfarons des chantiers et des carrières qui portaient des blocs à bras tendu et qui jonglaient avec des solives et des échelles, tous ces

héros de la force brutale venaient abaisser leur jactance auprès du petit Marcel, du petit Sendric, Marcellet, Sendriquet. Dans leurs bouches, ces diminutifs prenaient un sens tout affectueux; on lui savait gré de sa faiblesse physique; on l'exagérait à plaisir, et la force ne s'étalait ainsi que pour dire : « Nous sommes le secours et la protection; laisse-nous ces durs labeurs, c'est bon pour nous. Pour nous, c'est un jeu, et notre Marcel a mieux à faire. Sendriquet, retourne à tes livres. »

A la première aube, quand les troupeaux sortaient des étables, les bergers qui s'en allaient à la montagne s'arrêtaient au pied de la tour où logeait Marcel; la lampe du jeune savant brillait à la fenêtre, et jetait ses lueurs, comme une étoile du matin, sur cette route sombre. — Voilà notre Marcel à ses livres, disaient les bergers. Salut, Marcel! adieu et bon courage! — Bon courage, Marcel! ce cri était dans tous les cœurs. On attendait de Marcel des merveilles, on rêvait pour lui des succès éclatans; c'était l'enfant du pays, l'honneur de la commune, ils l'avaient adopté, ils avaient foi en lui; ils mettaient en lui leur orgueil, et franchement, naïvement, sans arrière-pensées jalouses; c'était une fraternité vraie, une amitié généreuse, quelque chose de semblable au désintéressement si chrétien de ces vieux soldats résignés à l'obscurité, inconnus après vingt batailles, et dont les âmes libres d'envie tressaillent quand la gloire vient prendre par la main leur jeune capitaine. Ils avaient bien compris à quel point Marcel était resté en union avec eux, par quelles attaches vives il tenait au pays. A son retour au village, après quatre ans d'absence, quelles émotions tendres et pures le remuèrent au plus profond de l'âme, quand il entendit de loin les sonneries du clocher de Seyanne! Il traversait le cimetière, lorsque tout à coup les carillons reprirent à pleines volées; c'était un jour de Pâques, jour de triomphe et d'allégresse au ciel et sur la terre. Que de choses lui dirent alors ces cloches du pays! Et, comme ces cloches qui chantaient pour lui, les amis, la famille, l'église, toutes les voix du foyer pouvaient lui redire : « Tu nous reviens tel que tu es parti, le cœur fidèle et jeune; entre nous, rien n'est rompu; ainsi que nous t'aimons, tu nous aimes, et tes pas ne sont pas ceux d'un étranger sur cette terre où dorment les ancêtres! »

JULES DE LA MADELÈNE.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

EXPOSITION
DES BEAUX-ARTS

DE L'ÉTAT GÉNÉRAL
DE LA PEINTURE ET DE LA SCULPTURE.

La tâche qui s'offre à moi maintenant est d'une nature plus délicate et plus élevée que l'analyse des ouvrages exposés au palais des Beaux-Arts (1). Il s'agit de comparer les diverses écoles dont je viens de parler, de rechercher pourquoi des nations autrefois célèbres dans le domaine de l'art sont aujourd'hui descendues au second rang, et de traiter ces deux questions avec une impartialité qui ne donne aucune prise aux récriminations. Je n'ai pas à justifier les omissions qu'on pourra me reprocher. Si le lecteur en effet a pris la peine de suivre l'enchaînement de mes pensées, il aura vu que je ne tenais pas à présenter un recensement complet des sculpteurs et des peintres de l'Europe qui sont entrés dans la lice, mais seulement à caractériser les tendances de chaque nation. Ainsi, lorsqu'il m'est arrivé de passer sous silence des noms dont la valeur ne saurait être méconnue, ce n'a été de ma part ni dédain, ni injustice. La raison du parti que j'ai adopté à leur égard se trouve dans la nature même du programme que je m'étais tracé. Toutes les fois qu'un peintre ou un

(1) Voyez les livraisons du 1er et 15 août, du 15 septembre et du 1er octobre.

statuaire, quelle que soit d'ailleurs son habileté, ne représente pas une tendance individuelle, j'ai le droit, pour demeurer fidèle à mon premier dessein, de ne pas le nommer : en pareil cas, l'omission n'implique pas le blâme.

Pour établir la légitimité de mon affirmation, il me suffira de citer l'élève le plus habile de M. Ingres. Pourquoi n'ai-je pas parlé de M. Hippolyte Flandrin dans l'analyse de l'école française? M'accuserait-on d'aventure de méconnaître son talent? Ce serait m'adresser un étrange reproche, et bien facile à réfuter. J'ai parlé des travaux de M. Hippolyte Flandrin à Saint-Germain-des-Prés avec toute la déférence et toute la courtoisie que commandent la persévérance de ses études, l'élévation de son style; mais M. Hippolyte Flandrin, personne ne l'ignore ou du moins ne doit l'ignorer, n'a pas un sens individuel dans l'école française. Il relève si directement de son maître, qu'il a pu en mainte occasion lui servir d'auxiliaire sans que l'œil le plus clairvoyant aperçût le travail de deux mains diverses. Loin de moi la pensée de rabaisser la docilité poussée à ce point! Si le modèle est excellent, l'imitation parfaite de ce modèle n'est certes pas à dédaigner. Il ne faut pourtant pas s'abuser sur la valeur et la portée de cette imitation. Pour signifier quelque chose dans l'histoire, pour laisser une trace durable de son passage, il faut absolument être soi-même. C'est à ce prix qu'on peut conquérir une solide renommée. Or M. Hippolyte Flandrin n'est pas placé dans cette condition. A Saint-Germain-des-Prés, à Saint-Vincent-de-Paule, il a prouvé toute l'étendue de son savoir; il n'a pas montré dans l'invention une originalité qui lui assigne un rang à part. Tant qu'il restera fidèle à ses habitudes, les historiens de l'école française auront le droit de se borner à le signaler comme un homme de talent, sans l'invoquer comme un argument pour étayer leurs doctrines, et ce que je dis de M. Hippolyte Flandrin, je puis le dire avec une égale justesse de plusieurs autres noms dont je n'ai jamais eu l'intention de nier la valeur.

Eugène Isabey manie le pinceau avec une rare adresse. Toutes les fois que j'ai trouvé l'occasion de le louer, je l'ai saisie avec empressement; mais ses œuvres, depuis longtemps et très justement populaires, n'offrent pas un sens qui leur appartienne; il n'a pas envisagé la nature sous un aspect nouveau, il ne l'a pas interprétée d'une manière inconnue avant lui : c'est pourquoi j'ai pu, sans me rendre coupable d'injustice, ne pas parler d'Eugène Isabey. Camille Roqueplan, qui vient de mourir il y a quelques jours, n'avait pas non plus de sens individuel. Il a laissé de gracieux ouvrages sur lesquels plus d'une fois nous avons appelé l'attention; mais, de l'aveu même de ses plus fervens admirateurs, il apportait plus d'habileté dans l'imi-

tation du passé que dans l'invention proprement dite. Tous ceux qui ont suivi avec attention les travaux de cet artiste ingénieux savent que je lui rends pleine justice en parlant de lui comme je le fais. Il savait prendre avec une merveilleuse souplesse la manière des peintres français ou étrangers. Il y a telle de ses toiles qui rappelle, à s'y méprendre, la grâce pimpante de Watteau, telle autre où il lutte de finesse avec Mieris et Metzu. C'en est assez sans doute pour attirer l'attention des amateurs, c'est trop peu pour occuper une place considérable dans l'histoire de l'école française. J'aurais pu parler de Louis Cabat, qui annonçait à ses débuts un talent naïf, mais il n'a pas tenu toutes ses promesses; son voyage en Italie, au lieu d'agrandir son style, l'a engagé dans une voie d'imitation où son talent a perdu son premier caractère. Au lieu de peindre l'Italie telle qu'il la voyait, comme il avait peint la Normandie, il a voulu la peindre à la manière du Poussin, et comme il n'avait pas en lui-même ce qu'il fallait pour soutenir la lutte, il a vu son crédit et sa popularité s'amoindrir de jour en jour. Quand il voudra se reporter vers la manière de M. Flers, son premier maître, il retrouvera les succès de ses premiers ouvrages. S'il veut s'obstiner dans le paysage de haut style, qui n'est pas son fait, il n'obtiendra que l'effacement de son nom.

Il y a pourtant une omission que je me reproche et que je m'empresse de réparer. J'aurais dû parler de M. Winterhalter et de son nouveau *Décaméron*, car je ne saurais donner un autre nom au portrait de l'impératrice entourée de ses dames d'honneur. Après les termes sévères dont j'ai usé envers M. Madrazo, on aurait le droit de me demander pourquoi j'ai laissé passer sans une parole de réprobation cette œuvre singulière, qui s'étale dans le grand salon comme un morceau de première importance, et qui pourtant ne mérite pas un quart d'heure de discussion. Je n'aimais pas le premier *Décaméron* de M. Winterhalter, et, pour me servir d'une expression usitée au XVIIe siècle, j'en ai dit mon sentiment; le nouveau *Décaméron* me paraît encore au-dessous du premier. Le portrait de l'impératrice et de ses dames d'honneur est tout bonnement une parodie de Watteau, mais une parodie dont les proportions ne permettent pas l'indulgence. Toutes les incorrections, toutes les omissions qui se peuvent pardonner dans une figure de dix pouces sont inexcusables dans une figure qui a les dimensions du modèle vivant. Les petites filles qui passent devant la toile de M. Winterhalter s'extasient à bon droit devant toutes ces robes qui font le fromage : c'est en effet le seul éloge qui puisse être accordé à cette bizarre composition. Les arbres qui abritent les figures n'ont ni écorce ni feuilles; quant aux figures mêmes, comment en parler sérieusement? Jamais l'ignorance ne s'est

affichée avec plus de hardiesse. J'aperçois bien quelque chose que l'auteur a voulu nous donner comme des têtes, et quoiqu'il n'y ait pas une partie du visage modelée d'après nature, je dois lui tenir compte de l'intention; mais la forme du corps n'est pas même indiquée. C'est un défi porté à toutes les lois de la peinture. Ces robes si coquettement étalées ne contiennent absolument rien. M. Madrazo aurait vingt fois le droit de se plaindre, si, après avoir blâmé comme je le devais ses portraits de la duchesse de Medina-Cœli, de la duchesse d'Albe et de la comtesse de Vilches, je laissais passer sans mot dire la toile de M. Winterhalter. Tout en reconnaissant que le dernier manie le pinceau avec plus d'adresse, je suis obligé de mettre dos à dos le peintre espagnol et le peintre adopté par l'école française, car l'un et l'autre se moquent résolument des conditions élémentaires de leur art : ils peignent l'étoffe sans aucun souci de la forme humaine. Ce qu'ils appellent portrait n'a rien à démêler avec le sens vrai du mot. L'élément principal, le modèle vivant, n'est pas même ébauché. S'ils possèdent la notion de la peinture, ils doivent s'étonner de leur popularité; mais il est à craindre qu'ils ne se prennent au sérieux. Pour moi, je n'ai qu'une parole à dire pour les caractériser selon ma pensée. Tant que Madrid et Paris ne comprendront pas le néant de leurs œuvres, le goût de l'Espagne et le goût de la France seront bien malades.

Il y a en France deux noms très populaires que je n'ai pas même écrits en parlant de l'école française. J'entends dire que mon silence est mal interprété; on va jusqu'à me reprocher de méconnaître les gloires nationales. Le reproche est grave, et je ne veux pas rester plus longtemps sous le coup d'un si terrible réquisitoire. Avoir omis dans le tableau de l'école française MM. Horace Vernet et Théodore Gudin, est-ce donc vraiment un si grand crime? Ils ont pour eux le succès, le nombre des commandes, l'empressement des amateurs qui achètent à l'envi leurs moindres ébauches. Mon silence ne peut leur porter aucun préjudice : que je les vante ou que je les blâme, leur condition ne changera pas. Ils sont en possession de la faveur publique, et mon silence pas plus que ma parole ne peut les atteindre. De quoi donc se plaignent leurs amis et leurs admirateurs? Pour expliquer mon silence, je n'ai qu'un mot à dire : MM. Théodore Gudin et Horace Vernet n'ont pas pour moi de sens historique. S'il se rencontre dans leur nombreuse clientèle un esprit assez pénétrant pour leur attribuer une signification que je n'ai pas su découvrir, je suis prêt à écouter, et j'accueillerai de grand cœur cette révélation inattendue. Jusque-là le lecteur trouvera bon que je m'abstienne à leur égard. Il ne faut pas confondre la discussion avec l'achalandage, et ceux qui me reprochent mon silence me paraissent dominés

par une étrange préoccupation : à leurs yeux, tout ce qui réussit doit être loué. Je ne partage pas leur avis, et ils ne doivent pas s'étonner que je n'en tienne aucun compte. Le succès de MM. Théodore Gudin et Horace Vernet est un fait que je n'entends pas contester; mais tous les faits, de quelque nature qu'ils soient, sont soumis à la discussion. On peut nier ou affirmer la légitimité du succès; on peut aller plus loin, sans trahir la cause de la vérité; on peut considérer les artistes applaudis, mais dont le talent n'a pas une valeur réelle, comme placés en dehors de la discussion. Or il me semble que MM. Théodore Gudin et Horace Vernet sont précisément dans cette condition. Leur popularité n'établit pas leur supériorité. Ce qu'ils font depuis trente ans obtient l'approbation des marchands de tableaux, et les banquiers qui veulent décorer leurs salons les prennent de bonne foi pour les héritiers de Salvator Rosa et de Canaletto. Ne sera-t-il pas permis à ceux qui ont pris la peine d'étudier l'histoire de la peinture de protester contre ces louanges? La prétention des banquiers et des marchands de tableaux, si elle était admise, n'irait pas à moins qu'à supprimer toute discussion. Plus d'une fois d'ailleurs j'ai dit sans détour ce que je pense de MM. Gudin et Vernet, et ceux qui me reprochent aujourd'hui mon silence n'ont pas l'excuse de la curiosité. Quand M. Gudin nous aura donné une toile qui se puisse comparer à *l'Eglise Sainte-Marie della Salute*, que nous possédons au Louvre, je ne me ferai pas prier pour en parler, et la louange ne me coûtera rien. Quand M. Vernet voudra bien peindre une bataille autrement conçue que la *Prise de la Smala*, je ne serai pas le dernier à le vanter; mais tant qu'il n'aura pas renoncé à ses habitudes d'improvisation et d'escamotage, nous aurons le droit de ne pas le prendre plus au sérieux, dans les questions de peinture bien entendu, et de le traiter comme un très habile homme qui fait de bonnes affaires.

J'ai dû pour les écoles étrangères adopter le même parti que pour l'école française. J'apprendrais donc sans étonnement que la Belgique et la Hollande, l'Espagne et l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne, m'accusent d'avoir omis des noms d'une grande importance. Les argumens que je viens de produire s'appliquent à toutes les nations. S'ils sont vrais pour la France, ils sont vrais pour le reste de l'Europe. L'importance d'un peintre ou d'un statuaire ne se mesure pas au nombre de ses travaux, mais à l'élévation de la pensée, à la pureté de l'expression. Il se fait au-delà de la Manche des fortunes prodigieuses qui n'ont d'autre origine que le maniement du pinceau, dont le chiffre étonnerait les spéculateurs les plus heureux, et cependant l'histoire n'aura jamais à s'occuper de ceux qui auront recueilli ces monceaux d'or. Ils achèteront des châteaux et des parcs,

ils chasseront le daim et le renard, et la génération prochaine ne saura pas leur nom.

Il y a en Allemagne des artistes à qui l'église et l'état confient des murailles à décorer, et pour qui la vie est facile. Ils vivent dans l'abondance, sans autre patrimoine que leur pinceau. S'ils n'encaissent pas autant de thalers ou de florins que les peintres anglais encaissent de guinées, ils n'ont pourtant pas à se plaindre du sort; mais ils n'ont pas de sens déterminé, ils n'ont rien changé dans les doctrines ni dans les procédés de l'école allemande. C'est pourquoi nous ne sommes pas obligé de discuter leurs œuvres après avoir parlé de Cornélius et d'Overbeck, de Kaulbach et de Rauch.

Si nous avions conçu la pensée malencontreuse d'épuiser le livret, et d'analyser les cinq mille ouvrages exposés au palais des Beaux-Arts, nous aurions pu contenter bien des orgueils, car il y a des natures inquiètes, avides de bruit, qui préfèrent le blâme au silence; mais nous aurions été obligé d'abandonner la région des idées pour descendre aux détails les plus mesquins, et la discussion aurait perdu en dignité ce qu'elle eût gagné en développement. Aussi je suis loin de regretter les omissions qu'on me reproche : si pareille tâche s'offrait à moi, je l'accomplirais en suivant la même méthode.

J'arrive à la comparaison des différentes écoles de l'Europe. D'après le développement que j'ai donné à l'étude de chacune d'elles, le lecteur a déjà pu pressentir la valeur relative que je leur attribue. Cependant, comme je ne veux laisser aucun doute sur le fond de ma pensée, je crois utile de présenter mon opinion sous une forme précise et d'en expliquer les motifs. L'Italie, la Belgique et la Hollande occupent le premier rang dans l'histoire de la peinture. Quelle que soit ma sympathie pour les grands noms de l'art français, j'essaierais vainement de contester ce fait : dans le domaine de la peinture, notre pays ne vient qu'après l'Italie, la Belgique et la Hollande. Dans le domaine de la statuaire, je crois pouvoir affirmer qu'il vient immédiatement après l'Italie, car si les noms de Donatello, de Ghiberti, de Buonarroti dominent la sculpture moderne, l'Europe entière, l'Italie exceptée, doit s'incliner devant les noms de Germain Pilon, de Jean Goujon et de Pierre Puget. Eh bien! nous avons vu que ni la Belgique, ni la Hollande, ni l'Italie ne soutiennent aujourd'hui la gloire de leur école. Elles s'en tiennent aux procédés matériels, elles appliquent avec adresse des recettes de métier et négligent les principes fondamentaux qui régissent toutes les formes de l'imagination. Pour ces trois pays, on peut le dire sans injustice et sans raillerie, Raphaël, Rubens et Rembrandt appartiennent aux âges héroïques. Leur mémoire est vénérée, mais leurs enseignemens ne sont pas suivis. La source où puisaient ces illustres aïeux semble

s'être tarie. Pour établir l'affaiblissement de ces trois écoles, il n'est pas nécessaire de prodiguer les argumens. L'évidence parle trop haut pour qu'on ait besoin de lui venir en aide. L'étude même la plus rapide des œuvres qu'elles nous ont envoyées cette année prouve clairement qu'elles sont déchues. Elles le savent bien et s'en affligent. Ni Rome, ni Florence, ni Venise, ni Amsterdam, ni Anvers ne songent à comparer leur présent à leur passé. Sévères pour elles-mêmes, ces villes glorieuses rendent notre tâche plus facile. Elles ont réuni et groupé les élémens du jugement que nous avons à prononcer. Que la mode ait pris sous sa protection M. Gallait, M. Kiers et M. Podesti, je n'entends pas le contester; mais en Hollande, en Belgique, en Italie, il se rencontre encore des connaisseurs qui apprécient à leur juste valeur ces favoris de la mode, qui accueillent en souriant les éloges prodigués à leurs ouvrages. Écho fidèle de leur jugement, je n'ai pas à redouter le reproche de partialité, car j'ai pris soin de juger la Belgique, la Hollande et l'Italie au nom de leur passé, sans jamais les opposer l'une à l'autre. C'était le seul moyen de rendre la justice facile.

Quant à l'Espagne, je me suis placé au même point de vue. Pour estimer la valeur de M. Madrazo, je l'ai comparé à Velasquez, et s'il a succombé dans cette épreuve, ce n'est pas à moi qu'il doit s'en prendre. Ses compatriotes sentiront qu'il n'est jamais entré dans ma pensée de déprécier une école à qui nous devons Murillo, Ribeira et Zurbaran. A l'heure où je parle, on peut dire qu'à Madrid la peinture historique n'existe pas. Le portrait, les combats de taureaux sont les seuls genres abordés par l'imagination nationale. Ce que j'ai dit de MM. Hortigosa et Ribera n'infirme pas cette triste conclusion, puisque la faveur publique s'attache à M. Madrazo.

Aujourd'hui, dans le domaine de la peinture, l'Angleterre et l'Allemagne dominent l'Espagne et l'Italie, la Belgique et la Hollande. Il me suffit de rappeler les noms de Landseer, de Cornelius, d'Overbeck. Cependant il faut bien reconnaître qu'elles n'ont retrouvé ni Reynolds, ni Wilkie, ni Holbein, ni Albert Dürer. Ces réserves faites, nous devons estimer très haut les efforts de l'Angleterre et de l'Allemagne. Il est vrai que l'école anglaise ne s'élève pas au-dessus de la peinture de genre, s'abandonne à la pure fantaisie, qu'elle paraît reculer devant la peinture historique et religieuse. Toutefois le nom de Landseer suffit à marquer son rang. L'Allemagne vit dans de plus hautes régions; elle aborde résolument les sujets les plus difficiles. Si elle ne possède pas le charme et la délicatesse d'exécution, si elle ne compte pas dans le paysage de praticien aussi habile que Stanfield, elle interroge tour à tour la tradition chrétienne, le moyen âge, l'histoire moderne. Pour effacer l'insignifiance de M. Hennsel, l'école

d'outre-Rhin n'a qu'à nommer Cornelius, Overbeck et Kaulbach. Quant à Rauch, s'il ne possède pas l'imagination de Pierre Vischer, il mérite l'attention de l'Europe par l'élévation de la pensée, par l'habileté de l'exécution.

Il n'est pas malaisé de déterminer le rang qui appartient à la France. Ni l'Allemagne ni l'Angleterre ne peuvent, en peinture, nous opposer des noms égaux à ceux d'Ingres, de Delacroix, de Decamps. Le seul artiste en Europe qu'on pourrait comparer à l'auteur de l'*Apothéose d'Homère* serait Overbeck; mais le prix serait adjugé à l'école française pour la pureté du style. Delacroix et Decamps, pour l'abondance de l'invention, pour la splendeur et l'harmonie, peuvent défier toute comparaison avec les peintres contemporains. Dans la statuaire, David, Barye, Pradier, font de l'école française la première des écoles. Je ne crois pas me tromper en exprimant ce jugement. Je ne crois pas avoir étudié la France avec moins d'attention et de sévérité que le reste de l'Europe.

Pourquoi les grandes écoles de peinture sont-elles aujourd'hui déchues de leur ancienne splendeur? Je n'ai pas l'espérance de signaler avec précision toutes les causes qui ont déterminé leur décadence. Il est pourtant permis d'affirmer que deux causes principales ont ralenti l'activité de l'imagination et abaissé le style dans le domaine de la peinture. La division de la propriété, en diminuant le nombre des grandes fortunes, a rendu plus difficiles et plus rares les encouragemens dont l'art ne peut se passer. Voilà un premier fait que personne ne saurait contester. En Italie, en Belgique, en Hollande, la richesse, en changeant de mains, a changé de destination. A ne considérer que le bien-être général, nous devons nous en réjouir. Le malaise de l'art est amplement compensé par l'immense bienfait que je viens de rappeler. Déplorer aujourd'hui la division de la propriété serait pure folie; mais il est du devoir de l'historien, lors même qu'il raconte des faits purement intellectuels, d'indiquer les faits matériels qui les ont précédés. Or il n'est pas douteux que l'affaiblissement des grandes écoles coïncide avec la division de la propriété. Les grands seigneurs encourageaient la peinture; les hommes qui naissent pauvres et qui s'enrichissent par leur travail possèdent rarement les mêmes goûts que les hommes nés au sein de la richesse. Que ce soit un mal, que ce soit un bien, je n'ai pas à discuter cette question. Ce qu'il y a de certain, c'est que la libéralité des banquiers et des agens de change ne vaut pas pour les peintres ce que valait la libéralité des grands seigneurs. Un financier habitué à calculer, à prévoir le bénéfice de ses moindres actions, n'achète presque jamais un tableau sans une arrière-pensée de gain. Ceux qui en douteraient n'auraient qu'à consulter les commissaires-

priseurs préposés à la vente publique des collections de peintures. Ils verraient que les Mécènes de la finance renouvellent à peu près tous les dix ans leurs galeries, qu'ils semblaient chérir. Ce qui se passe chez nous peut servir à pressentir ce qui se passe en Italie, en Belgique, en Hollande. Il est vrai que le gouvernement pontifical a prohibé l'exportation des tableaux précieux; mais cette prohibition ne s'applique pas aux ouvrages modernes, et concerne exclusivement les ouvrages des maîtres anciens, dévolus à l'aîné d'une grande famille comme faisant partie de son majorat. D'ailleurs, sauf quelques rares exceptions, l'aristocratie romaine n'a plus guère aujourd'hui qu'une existence nominale, et n'est pas en mesure d'encourager la peinture. La bourgeoisie romaine, inactive et indolente, ne songe pas à s'enrichir; elle ne manque pas de goût, mais elle doit s'en tenir à l'admiration du passé; tant qu'elle n'aura pas changé ses habitudes, elle ne pourra rien ni pour le présent ni pour l'avenir. Florence et Milan ne partagent pas l'indolence de la bourgeoisie romaine; elles sont laborieuses, et l'on voit s'élever en Toscane et en Lombardie des fortunes qui n'ont rien à démêler avec le hasard de la naissance. Florence et Milan ne font rien pour la régénération de la peinture. La Belgique et la Hollande se conduisent-elles autrement? la pratique du commerce n'absorbe-t-elle pas la meilleure partie de leurs facultés? Que ceux qui ont visité Bruxelles et Anvers, Amsterdam et La Haye, interrogent leurs souvenirs. L'Espagne catholique possède encore une grandesse, mais l'Espagne s'agite pour conquérir dans l'industrie le rang qu'elle occupait autrefois dans la politique, et la grandesse prend des actions dans les chemins de fer, au lieu de songer à décorer ses palais. Elle ne pense pas à susciter des Murillo et des Velasquez, elle pense à rétablir ses affaires, à se dégager d'obligations onéreuses, souvent même à joindre les deux bouts, comme on dit vulgairement. Rien de plus sage assurément que de libérer un patrimoine embarrassé; mais la grandesse obéit à l'impulsion commune, elle ne se contente pas de mettre ses biens en ordre, elle veut les agrandir, les doubler s'il se peut.

En Angleterre, les grandes fortunes sont demeurées debout, et nous savons que la peinture trouve chez l'aristocratie anglaise de généreux encouragemens. Plusieurs parties de l'Allemagne gardent encore des vestiges trop nombreux du régime féodal. Cependant ni l'école anglaise ni l'école allemande ne sont aujourd'hui ce qu'elles ont été. Il y a donc, outre le fait matériel que j'ai rappelé, — la division de la propriété, — un fait d'une autre nature, d'une importance au moins égale, et dont il faut tenir compte, si l'on veut découvrir la raison du présent. L'éparpillement de la richesse a tari ou du moins singulièrement appauvri la source des encouragemens

pour la peinture et la statuaire : la transformation du sentiment religieux est venue accroître les embarras des arts du dessin. Je ne crois pas, comme je l'entends crier autour de moi, que le siècle soit impie. Tous les esprits élevés ont gardé la notion de Dieu, et ceux mêmes dont l'éducation n'a pas développé les facultés possèdent un instinct religieux, à défaut d'idées précises sur les relations de Dieu avec l'humanité; mais il faut reconnaître que le sentiment religieux s'est transformé, et que les esprits se préoccupent aujourd'hui du sens moral beaucoup plus que de la partie merveilleuse du christianisme. Or le sens moral de la religion n'offre pas à l'imagination les mêmes ressources que la partie merveilleuse. Quand la foule ne croit plus aux légendes, il est tout naturel que les peintres les négligent, ou ne songent plus que rarement à les choisir pour sujet de leurs travaux.

Ai-je besoin de montrer que la transformation du sentiment religieux n'a pas joué dans l'histoire de la peinture un rôle moins important que la division de la richesse? Ce serait faire injure au bon sens des lecteurs. Pour apprécier la part qui revient à la religion dans le développement de l'imagination humaine, et en particulier dans le développement des arts du dessin, il n'est pas nécessaire d'avoir visité les galeries et les musées de l'Europe. La galerie du Louvre suffit pour établir ce que j'avance. Là toutes les nations sont représentées par l'expression du sentiment religieux. La grande *Sainte Famille* du divin Sanzio, composée deux ans avant sa mort; *la Circoncision* de Jules Romain, son élève chéri; *la Vierge sur les genoux de sainte Anne*, conçue par Léonard et peinte par son disciple bien-aimé, Bernardino Luini; *le Christ au tombeau* de Titien, prouvent clairement que l'Italie a dû au sentiment religieux ses inspirations les plus fécondes. Pour l'école française, il en est de même. Quoique Poussin ait embrassé d'une étreinte puissante l'âge païen aussi bien que l'âge chrétien de l'humanité, il est certain qu'il a trouvé dans l'Évangile et dans l'Ancien Testament le thème de ses plus beaux ouvrages. L'*Histoire de saint Bruno*, de Lesueur, est un argument présent à toutes les mémoires.

Division de la richesse, transformation du sentiment religieux, voilà donc les deux causes que nous pouvons sans hésitation assigner à l'affaiblissement de l'art en Europe. Quiconque a feuilleté l'histoire comprendra la légitimité de cette opinion. Pourquoi la France, malgré les deux faits dont je viens de parler et dont l'accomplissement est chez elle plus évident que dans le reste de l'Europe, occupe-t-elle pourtant le premier rang dans l'art contemporain? C'est que l'état a remplacé l'aristocratie et encouragé autant qu'il est en lui l'expression du sentiment religieux par la statuaire

et la peinture. Que depuis cinquante ans les travaux destinés à la décoration des palais et des églises aient été souvent distribués de façon à contenter les Mécènes plutôt que le public, c'est un fait acquis à l'histoire, un fait malheureux, mais qui ne détruit pas l'importance du rôle joué par l'état. Sans cette puissante intervention, aurions-nous *l'Apothéose d'Homère*, le *Martyre de saint Symphorien*, le *Triomphe d'Apollon*? Sans l'intervention du pouvoir municipal, auxiliaire souvent heureux du pouvoir central, aurions-nous le Salon de la Paix? J'ai donc le droit d'affirmer que chez nous la condition de la peinture est meilleure que dans le reste de l'Europe, car je ne vois pas chez les nations voisines une œuvre de cette valeur, et ce n'est pas aux fortunes privées qu'il appartient de susciter de telles créations. Un banquier pourrait se passer la fantaisie d'acheter ces toiles; mais songerait-il à les commander?

J'entends dire que le parlement anglais a voté une somme énorme pour la décoration de la nouvelle salle où il tient ses séances. C'est une pensée excellente, à laquelle doivent applaudir tous les bons esprits, tous ceux qui aiment à voir la peinture encouragée par les pouvoirs publics, et qui comprennent non pas seulement l'utilité, mais la nécessité de leur intervention pour l'accomplissement des œuvres de haut style. Cependant, si j'approuve la résolution du parlement, je doute qu'elle porte ses fruits, quant à présent du moins. Que l'Angleterre, si amoureuse des précédens dans toutes les branches de l'administration, mette la résolution du parlement au même rang que les décrets royaux, et règle sa conduite future d'après ce précédent nouveau, il est permis d'espérer qu'il se présentera des peintres pour justifier la munificence du parlement; mais aujourd'hui, à l'heure où je parle, où est le pinceau qui va décorer la nouvelle salle des séances? Nous avons sous les yeux les œuvres de l'école anglaise; parmi ces œuvres, y en a-t-il une seule dont l'auteur semble désigné pour l'accomplissement d'une telle tâche? Les plus habiles ont employé toute leur vie à travailler pour l'aristocratie, qui ne songe guère aux œuvres de haut style. L'artiste chargé de la décoration du nouveau parlement n'aura donc pour se guider que les compositions de Rubens à White-Hall, et quelle que soit l'excellence d'un tel conseil, il n'est pas certain qu'il en sache profiter, car l'esprit de notre temps, au-delà comme en-deçà de la Manche, n'accepte pas volontiers l'emploi de l'allégorie, et Rubens en usait largement. D'ailleurs les plus charmans tableaux de genre ne garantissent pas l'aptitude de l'auteur pour les compositions historiques. Pour la mesure du savoir, la proportion des figures n'est pas indifférente, et tel défaut, telle incorrection, qui demeurent cachés au plus grand nombre des spectateurs tant que la toile ne dépasse pas les dimen-

sions d'un damier, frappent vivement tous les yeux dès que le peintre écrit sa pensée sur une muraille. M. Leslie, dans le *Couronnement de la reine*, a montré ce qu'il sait faire, et je ne le crois pas appelé à la peinture monumentale. M. Mulready, plus vivant, plus animé, plus inventif que M. Leslie, ne s'élèvera jamais au-dessus de la peinture de genre. A qui donc le parlement confiera-t-il la décoration de sa nouvelle salle? On parle d'un peintre qui ne s'est jamais révélé par aucune œuvre éclatante, mais qui aurait présenté des esquisses bien conçues. Il ne m'appartient pas de prévoir ce qu'il fera : si néanmoins son œuvre future devait ressembler à ses œuvres précédentes, le parlement n'aurait pas à s'applaudir du choix du jury : il s'agit ici d'une commande obtenue au concours. Je souhaite que l'événement démente mes prévisions, sans oser l'espérer. Une résolution du parlement ne suffit pas pour créer la peinture monumentale dans un pays habitué à la peinture de genre.

La division de la propriété et surtout la transformation du sentiment religieux devaient fatalement rétrécir le champ de l'art, et c'est en effet ce qui est arrivé : l'invention a fait place à l'imitation. A Dieu ne plaise que j'entreprenne de rabaisser les artistes flamands et hollandais, qui ont poussé si loin le talent d'imitation! Je sais ce qu'ils valent, et je n'hésiterai jamais à proclamer leur mérite. Loin de vouloir les déprécier, je pense que leurs panégyristes et ceux qui prétendent suivre leurs traces ne comprennent pas pleinement le sens et la portée de leurs œuvres. Ni l'école flamande, ni l'école hollandaise ne se sont proposé l'imitation pure, l'imitation littérale de la nature. Ceux qui le croient, et le nombre en est grand, ne les ont pas étudiées avec un soin assez soutenu. Ni Ruysdael, ni Wouwermans, pas plus que Rubens et Rembrandt, n'ont renoncé à l'exercice de l'imagination dans la pratique de la peinture; on peut le dire, on peut l'affirmer, on ne réussira jamais à le démontrer, et pourtant c'est au nom des écoles flamande et hollandaise que l'imitation pure envahit aujourd'hui le domaine de l'art. Qu'on prenne *les Néréides* de Rubens ou *les Chênes* de Ruysdael, et qu'on essaie de retrouver dans la nature les types de ces admirables ouvrages : je ne demande pas d'autre preuve aux partisans obstinés de l'imitation.

Comment la dispersion de la richesse et la transformation du sentiment religieux ont-elles amené le règne de l'imitation, qui n'est, à proprement parler, que l'enfance de l'art? La question n'est pas difficile à résoudre. Pour peu qu'on prenne la peine d'examiner ces deux faits, on conçoit qu'ils devaient tarir deux sources d'inspiration, ou du moins en détourner les peintres et les statuaires. Que voyons-nous dans le passé? à quels souvenirs s'adressent les peintres les plus habiles pour l'exercice et le développement de leur génie? Se

contentent-ils de retracer la nature qu'ils ont devant les yeux? n'interrogent-ils pas les traditions historiques et religieuses? Mais pour choisir, pour traiter de pareils thèmes, il faut du loisir et de l'espace. La division de la richesse a rétréci l'espace; la transformation du sentiment religieux a rétréci le champ de la pensée chez le peintre et chez le spectateur.

Je ne m'étonne donc pas de l'importance exagérée accordée aujourd'hui à l'imitation. Il était facile de prévoir ce qui arrive, ce qui se passe sous nos yeux n'a rien d'inattendu; mais s'il était facile de le prévoir, il ne serait pas sage de l'encourager. Quel que soit le mérite des peintres voués à l'imitation pure, il ne faut pas se lasser de leur répéter qu'ils font fausse route, ou plutôt qu'ils s'arrêtent à moitié chemin. Dans la peinture, dans la statuaire, comme dans la poésie, l'imitation n'est qu'un moyen, et ne sera jamais le but. La division de la richesse et la transformation du sentiment religieux n'ont pas créé cette méprise, qui est aussi vieille que le monde; elles ont servi à la populariser. A mesure en effet que la richesse, au lieu de se partager entre un petit nombre de familles, s'est répandue successivement dans les diverses classes de la société, tout homme arrivé à l'indépendance par son travail personnel ou par le travail de son père a possédé sa part de loisir. Exempt de souci pour la satisfaction de ses besoins matériels, il a cherché les joies de l'intelligence, et l'art s'est offert à lui comme un moyen de contenter ce besoin nouveau; mais comme le loisir était pour lui ou pour sa famille chose toute nouvelle, il n'avait pas eu le temps de le mettre à profit pour éveiller ou pour développer le sentiment de la beauté. Ce n'est pas ici un grief que j'articule, c'est un fait que j'énonce, et que chacun de nous peut vérifier en portant ses regards autour de soi. Les facultés les plus heureuses ne peuvent s'épanouir que dans un milieu propice. Le sentiment de la beauté, instinctif chez quelques natures privilégiées, n'arrive à son entier développement que par des comparaisons nombreuses. Or, quand un homme doué d'une intelligence vigoureuse, d'une volonté énergique, a dépensé les deux tiers de sa vie dans l'exercice d'une profession commerciale ou libérale sans jamais se préoccuper de la beauté, il n'est pas étonnant qu'arrivé à l'heure du repos, il ne soit qu'un juge très incompétent dans toutes les questions qui se rattachent à la peinture, à la statuaire. Tout le monde veut s'y connaître, et pourtant les connaisseurs ne se comptent pas par centaines. Au prix d'un peu de réflexion, on cesserait de s'en s'étonner. Personne en effet ne croit qu'on s'éveille un beau matin avec la faculté de distinguer telle ou telle nature de tissu. Pour ces questions toutes matérielles, chacun reconnaît non-seulement l'utilité, mais la nécessité d'un apprentis-

sage. Pourquoi donc se montrer moins clairvoyant, lorsqu'il s'agit de questions plus délicates et d'un ordre plus élevé? Distinguer un Corrège d'un Albane serait-il d'aventure plus facile que de reconnaître la présence du coton dans un tissu de fil, de laine ou de soie? On m'accordera au moins que ces deux genres de questions exigent une égale dose de sagacité. Et si, pour reconnaître la présence du coton, qui sert aujourd'hui à falsifier tous les tissus, quelques années d'apprentissage sont jugées indispensables, on ne me contestera pas l'opportunité d'une épreuve de même durée, lorsqu'il s'agit de juger les œuvres du pinceau ou du ciseau.

Eh bien! les hommes qui ne sont pas nés dans la richesse, ou qui n'ont pas fait de la beauté une étude spéciale et constante, veulent cependant s'y connaître. Dès qu'ils ont acquis la faculté de payer les œuvres du pinceau ou du ciseau, n'espérez pas qu'ils prennent conseil avant d'acquérir ce qu'ils destinent à la décoration de leur salon. Fussent-ils même doués d'un bon sens rare dans toutes les autres questions, ils manqueront volontiers de bon sens dans cette question spéciale. Ils peuvent payer, payer comptant un tableau, une statue; donc ils s'y connaissent, le goût leur est venu avec les écus. S'il s'agissait d'acheter une terre, ils ne se croiraient pas assez éclairés; ils consulteraient avant de se décider. Ils ne signeraient pas l'acquisition d'une forêt sans avoir interrogé quelque madré compère sur la valeur du chêne, du hêtre et du bouleau; mais il s'agit d'un tableau, d'une statue, ils n'ont besoin de recourir à personne, ils possèdent par eux-mêmes des lumières suffisantes. Comme ils ne voient dans la peinture rien au-delà de l'imitation, comme c'est parmi eux que se recrute la clientèle, il n'est pas étonnant que les peintres, pour avoir la vie plus facile, se résignent à les contenter. S'ils essayaient de redresser leur goût, ils s'exposeraient à garder leurs tableaux dans leur atelier. Chez de tels amateurs, qui forment aujourd'hui la majorité, le portrait de Meudon ou de Saint-Cloud obtiendra grand crédit; la ressemblance d'un orme excite en eux des frémissemens d'admiration. Comment les peintres se hasarderaient-ils à dessiller leurs yeux? N'auraient-ils pas à craindre le sort de Gil Blas chez l'archevêque de Grenade? Ils commencent par leur donner raison, et finissent par croire que l'imitation est le dernier mot de la peinture.

Est-il nécessaire d'expliquer comment la transformation du sentiment religieux a rétréci le champ de la pensée dans le domaine de l'art? A ne considérer l'idée de Dieu que sous l'aspect purement scientifique, il est impossible de ne pas reconnaître que cette idée élève l'âme qui en a pris possession. Or, si l'idée de Dieu exerce une action salutaire sur le développement de l'intelligence, les traditions merveilleuses qui se rattachent au berceau de la religion chrétienne

n'ont pas moins d'importance pour le développement de l'art. A cet égard, les preuves abondent, et je n'aurais que l'embarras du choix. La partie morale de la religion chrétienne n'offrira jamais à la peinture autant de ressources que la partie merveilleuse. Les plus éloquentes paraboles, s'il était donné au pinceau de les traduire, et pour ma part j'en doute fort, n'offriraient pas le même intérêt que les miracles racontés par l'Évangile. Il ne s'agit pas pour nous de déplorer cette transformation, mais de l'accepter, puisque nous ne pouvons pas refaire le passé.

Non-seulement dans le domaine de l'art, et en particulier dans le domaine des arts du dessin, l'imitation est insuffisante, mais j'ajouterai qu'elle ne peut jamais se réaliser d'une manière complète, qu'elle est impossible dans le sens littéral du mot. Tous ceux qui ont manié le pinceau ou l'ébauchoir savent à quoi s'en tenir sur la valeur de mon affirmation. L'art ne dispose pas des mêmes moyens que la nature; il ne peut donc lutter avec elle sans s'exposer à une défaite certaine. Il doit chercher en dehors de la réalité le moyen de toucher le but qu'il se propose. Or quel est ce but? Émouvoir et charmer. A cet égard, les avis ne sont pas partagés. Ignorans et savans, hommes du monde et gens du métier, sont d'accord sur la destination de l'art. Si tous les esprits ne possèdent pas au même degré l'intelligence de la beauté, s'il n'est donné qu'aux génies privilégiés de l'exprimer complétement, personne du moins n'oserait contester que l'expression de la beauté ne soit le but assigné à la peinture et à la statuaire. La divergence ne commence qu'alors qu'il s'agit de déterminer la méthode à suivre pour réaliser l'idée préconçue. Je ne veux pas revenir sur le néant des doctrines réalistes; le public sait trop bien ce qu'a enfanté l'application rigoureuse de ces doctrines. Il est désormais démontré qu'il faut chercher ailleurs la source des grandes œuvres. M. Courbet n'est pas précisément de la famille de Rubens, et pourtant il est plus réel que le chef de l'école flamande. Acceptons M. Courbet comme l'expression la plus complète des doctrines réalistes. Admettons un instant qu'elles ne puissent pas se révéler d'une manière plus évidente, quoique M. Hornung laisse M. Courbet bien loin derrière lui, et qu'il ait imité les gerçures des lèvres, les rides du front bien plus exactement que le peintre français. N'appelons en témoignage que les œuvres placées aujourd'hui sous nos yeux; c'en est assez pour démontrer l'insuffisance et l'impossibilité de l'imitation. Il s'agit de savoir ce que les arts du dessin peuvent et doivent chercher en dehors de la réalité. Je n'ai pas à m'occuper ici de l'architecture, qui n'a jamais été considérée comme un art d'imitation, et dont le but est d'ailleurs complexe, puisqu'elle doit se proposer tout à la fois le beau et l'utile, à tel point que la construction la plus élé-

gante est une construction condamnée par le goût, si elle ne répond pas à sa destination. Je m'en tiens à la peinture et à la statuaire. Pour la forme humaine traduite par le marbre, nous avons la frise, les métopes et les tympans du Parthénon, qui répondent à toutes les questions. Pour ceux qui connaissent le modèle vivant, il est évident que ces admirables ouvrages ne sont pas réels. Ils nous offrent tout à la fois quelque chose de moins et quelque chose de plus que la réalité, quelque chose de moins, puisqu'ils n'ont ni la couleur ni la souplesse de la chair animée par le sang, quelque chose de plus, puisqu'ils dépassent en harmonie linéaire les créatures vivantes qui marchent devant nous.

A quoi tient cette différence, que les aveugles pourraient seuls contester? A la conception, à l'expression de l'idéal. Phidias, qui se nourrissait de la lecture d'Homère et qui pouvait contempler chaque jour les plus belles filles de l'Attique, de la Thrace et de l'Ionie, c'est-à-dire la finesse de l'intelligence, l'ardeur des sens et la mollesse voluptueuse, traduites par les signes les plus éclatans, ne se contentait pourtant pas de ce qu'il voyait lorsqu'il équarrissait le paros. Il complétait le témoignage de ses yeux par le témoignage d'Homère. Il n'oubliait jamais le quatorzième chant de l'Iliade et les amours de Jupiter et de Junon sur le mont Ida. Il s'élevait au-dessus de la réalité par la conception, par l'expression de l'idéal que l'aveugle divin lui avait révélé. Or, comme dans la statuaire Phidias n'a jamais été surpassé, comme les plus habiles parmi les modernes n'atteignent pas à sa hauteur, comme Jean Goujon et Michel-Ange, malgré leur science profonde, sont vaincus par lui, comme la *Diane* et le *Moïse* sont au-dessous de la *Cérès* et du *Thésée*, nous sommes forcé d'accepter Phidias comme le prince de la statuaire.

Si nous possédions les peintures de Polygnote au Pœcile, la Grèce nous dirait sans doute sur l'emploi du pinceau ce qu'elle nous dit sur l'emploi du ciseau; mais à défaut du Pœcile et de Polygnote nous avons le Vatican et Raphaël, et même un souvenir de la Grèce, la grande mosaïque trouvée à Pompéi, dans la maison du Faune, et qui, d'après le mémoire érudit et ingénieux de M. Fabbricatori, représenterait la bataille d'Arbelles. Dans cette mosaïque, aussi bien que dans les chambres du Vatican, il n'y a pas une figure où l'on ne trouve l'empreinte de l'idéal. Qui donc oserait affirmer que l'*Alexandre* de Pompéi est une copie littérale de la réalité, et n'exprime rien de plus? Qui donc oserait dire que son cheval est une étude faite dans un haras? L'Aristote et le Platon de *l'École d'Athènes* sont-ils réels? Où trouverait-on ces deux types si pleins de majesté, d'une sérénité si calme et d'une expression si profonde? Si Raphaël n'eût

pas suivi l'exemple de Phidias, s'il n'eût pas cherché à s'élever au-dessus de la réalité, s'il ne se fût pas efforcé d'idéaliser, c'est-à-dire de transformer, d'agrandir ce qu'il voyait, il ne serait jamais devenu le chef de l'école romaine, et son nom ne serait pas aujourd'hui synonyme de grâce et de beauté; non-seulement la preuve de ce que j'avance est inscrite dans ses œuvres, mais il nous a révélé dans sa correspondance les habitudes et les procédés de son esprit. Dans les lettres du Sanzio, publiées par Bottari, nous voyons qu'il ne se contentait pas de la réalité, que, malgré son admiration pour la Fornarina, il cherchait constamment quelque chose de plus pur, de plus expressif, en un mot que le rêve de l'idéal a tenu dans sa vie une place immense. Que l'on compare le portrait de sa maîtresse placé dans la tribune du palais des Offices à Florence aux types de femmes créés par son pinceau, et l'on pourra mesurer le travail accompli par son intelligence.

Ainsi dans la peinture comme dans la statuaire les partisans de l'idéal ont pour eux le témoignage et l'autorité des maîtres les plus illustres. Il semblerait donc que cette cause dût être gagnée à tout jamais, que la discussion fût désormais épuisée, — et cependant les choses ne vont pas ainsi. Une erreur singulière, une grossière méprise s'est accréditée dans les ateliers et dans les salons. Pour les peintres, pour les sculpteurs, pour les gens du monde, l'idéal se confond avec les traditions académiques, c'est-à-dire avec les types consacrés par une longue et servile imitation. Il serait difficile d'imaginer pour le sens vrai des mots une entorse plus violente. Pour quiconque en effet veut se rendre compte de la nature des facultés humaines, il est évident que l'imagination vit de liberté. Essayez de l'asservir, et si par malheur vous réussissez, vous la tuez. Ceux qui considèrent le culte de l'idéal comme un renoncement à toute indépendance dans l'exercice du talent ignorent ou bien oublient les relations de l'idéal avec l'imagination, et celles de l'imagination avec la liberté. Ceux qui cherchent dans l'imitation assidue de la nature la variété, l'originalité, affrontent sans le savoir un danger dont ils ne triompheront pas. Ils engagent avec le modèle vivant une lutte inégale, et vont au-devant d'une défaite certaine. J'ajouterai, et le lecteur attentif aura déjà pressenti ma pensée, que l'indépendance du talent se trouve tout entière du côté de l'idéal, et que la servilité, la monotonie, se trouvent du côté de l'imitation. Sans doute les types que nous présente la nature sont variés à l'infini : c'est pourquoi il faut les consulter; mais celui qui se borne à copier ce qu'il voit n'atteindra pourtant jamais à la même variété, à la même grandeur, à la même puissance que celui qui ajoute au témoignage de ses yeux le travail de sa pensée. Qu'il prenne un

chêne dans la forêt de Fontainebleau, un étalon dans une prairie normande ou anglaise, qu'il les copie avec la fidélité la plus scrupuleuse, et non-seulement il sera vaincu dans cette lutte imprudente engagée avec la nature, mais il n'approchera ni de Ruysdael ni de Géricault, qui ont choisi une autre voie. Ruysdael et Géricault sont puissans et variés parce qu'ils n'ont vu dans l'imitation qu'un moyen, et qu'ils ont pris pour but l'expression de l'idéal. Il y a dans leurs œuvres un caractère personnel, un charme de nouveauté qui ne s'est jamais concilié, qui ne se conciliera jamais avec l'imitation littérale. Chose digne de remarque, dans le monde moral le sensualisme conduit à la servitude en plaçant le bien-être matériel au-dessus du droit; dans le domaine de l'art, le réalisme abolit l'indépendance, supprime l'expansion du génie : c'est dire que ces deux doctrines sont condamnées sans retour.

Mais comment réveiller le sentiment de l'idéal? Comment ramener les peintres, les statuaires et la foule à la vraie notion de l'art? Deux moyens se présentent, deux moyens que l'expérience individuelle a consacrés depuis longtemps, et qui cependant n'ont pas encore été appliqués d'une manière générale et simultanément : l'éducation et les encouragemens. Je ne veux pas médire de mon pays, la France fait pour les arts autant et plus peut-être que toutes les autres parties de l'Europe; l'École des Beaux-Arts de Paris, l'Académie de France à Rome pourraient devenir d'excellentes institutions : elles ne rendent pas les services qu'on aurait le droit d'en attendre, parce qu'elles sont incomplètes. La réforme, si un homme investi d'une autorité suffisante osait l'entreprendre, devrait porter d'abord et surtout sur l'école de Paris, car c'est là que se trouve le vice radical de l'éducation des artistes. C'est là qu'il faudrait tenter le rajeunissement de la peinture et de la statuaire. De quoi se compose l'enseignement de l'école de Paris? Pour les peintres et les sculpteurs, il se réduit à la pratique du métier; pour les architectes, il comprend tout à la fois la théorie et l'histoire : malheureusement, comme l'école n'a institué aucun examen, aucun concours pour l'histoire de l'architecture, cette dernière partie de l'enseignement demeure complétement illusoire. Les élèves négligent trop volontiers les leçons qui ne sont pas obligatoires. Pour les peintres et les sculpteurs, on peut dire sans raillerie qu'il n'est question ni de théorie, ni d'histoire. Tout se résume pour eux dans le maniement du pinceau et de l'ébauchoir. Dessiner d'après la bosse, d'après le modèle vivant, peindre ou modeler une tête ou une figure, tels sont les exercices proposés aux élèves avant leur entrée en loge pour le concours de Rome. Quant aux notions générales sur les principes ou l'histoire de l'art, il n'en est pas question, et celui qui hasarderait une telle pensée dans la réunion

des professeurs serait accueilli par un sourire. La pratique, rien que la pratique, telle est la devise de l'enseignement pour les peintres et les sculpteurs à l'école de Paris. Non-seulement on n'exige pas des jeunes gens qui viennent s'inscrire pour suivre les leçons l'instruction élémentaire que la municipalité parisienne distribue gratuitement dans les douze arrondissemens; mais les élèves, une fois admis dans le sein de l'école, n'apprennent rien en dehors de leur métier proprement dit. Bien qu'il existe un cours d'histoire générale à l'école de Paris, l'histoire générale a le même sort que l'histoire de l'architecture; elle compte à peine quelques rares auditeurs. Tant qu'elle n'entrera pas comme un élément nécessaire dans les examens et dans les concours, il faut tenir pour certain qu'elle sera comme non avenue pour les dix-neuf vingtièmes des élèves. A cet égard, tous les hommes de bon sens se réunissent dans un avis unanime. On ne peut guère espérer que des jeunes gens qui pour la plupart n'ont pas même reçu l'éducation élémentaire sentent le besoin de connaître l'histoire générale.

Si l'on voulait organiser d'une manière complète l'enseignement des arts du dessin, il serait absolument nécessaire de le diviser en trois parties : enseignement technique, histoire spéciale, et histoire générale. Il n'y a dans ce programme rien qui relève de la fantaisie, rien qui dépasse la portée ordinaire de l'intelligence. Les élèves soumis à cette triple épreuve ne seraient pas assurés de conquérir une éclatante renommée, mais l'école aurait du moins fait pour eux tout ce qu'il est possible de faire. Les plus beaux livres du monde, je le reconnais volontiers, ne remplaceront jamais pour un peintre ou un sculpteur les conseils d'un habile praticien : il y a pour les yeux et la main une instruction toute spéciale que les leçons les plus éloquentes ne réussiront jamais à transmettre; tout cela est très vrai, très évident, je ne songe pas à le contester; néanmoins, dans la création des grands ouvrages la pensée ne joue-t-elle pas un rôle aussi actif que les yeux et la main? La routine dit : non, et le bon sens dit : oui. Trouvez un beau modèle, disent les praticiens, qui se moquent des théories, pour qui le maniement du pinceau ou de l'ébauchoir est le dernier mot de l'art, — trouvez un beau modèle, copiez-le fidèlement, et vous aurez fait un bel ouvrage. L'événement vient démentir cette promesse. Le praticien ne se tient pourtant pas pour battu : il se rejette sur l'infidélité de l'imitation, et ne veut pas accepter l'importance de la pensée. Or je crois que le plus sûr moyen de dessiller les yeux des élèves serait de leur montrer les épreuves diverses que l'art a traversées, de dérouler sous leurs yeux les années de son enfance, de sa jeunesse, de sa virilité, de sa décadence. En voyant comment la statuaire grecque s'est agrandie en passant d'Égine à

Sicyone, de Sicyone à Athènes, ils comprendraient que si la pratique du métier est d'une importance immense, l'habileté de la main ne remplacera jamais l'exercice et le développement de la pensée. En comparant dans la peinture les écoles de Florence, de Rome, de Milan, de Parme, de Bologne, ils arriveraient à la même conclusion, et certes un tel enseignement ne serait pas stérile. Le présent ne peut s'agrandir qu'à la condition de profiter des leçons du passé, et pour les élèves de l'école de Paris le passé est à peu près comme non avenu. C'est à peine s'ils en entendent parler, et les procédés matériels de leur profession occupent toutes leurs journées. Ils savent exécuter habilement un torse ou un membre, ils modèlent avec adresse un casque ou une draperie : si vous leur demandez quelle pensée a présidé à leur composition, ils vous répondent qu'ils ont voulu faire un morceau. C'est là en effet le terme de leur ambition. L'enseignement de l'histoire spéciale dissiperait toutes leurs illusions : en assistant au spectacle du passé, ils sentiraient que l'exécution du morceau, très digne d'attention sans doute, ne doit pourtant pas absorber toutes les facultés du peintre ou du sculpteur.

Cependant l'histoire spéciale ne suffit pas pour éveiller le sentiment de l'idéal; elle a besoin d'appeler à son secours l'histoire générale. Il faut en effet que les peintres et les statuaires, destinés à reproduire les grandes actions et l'image des grands hommes, possèdent au moins une idée sommaire des événemens accomplis. C'est à cette condition seulement qu'ils pourront travailler par eux-mêmes et sans auxiliaire. Quand le sujet qu'ils auront choisi ou accepté exigera des documens peu connus, ils sauront se guider dans leurs investigations et ne seront pas forcés de recourir aux lumières d'un homme étranger à leur profession. Et qu'on ne me dise pas que j'énumère ici des difficultés imaginaires. Tous ceux qui ont vécu dans le commerce familier des peintres et des statuaires se rappellent combien de fois ils les ont vus pris au dépourvu par des questions qui semblaient pourtant faciles à résoudre. Ils s'étonnaient d'abord de l'embarras dont ils étaient témoins; mais après une conversation de quelques instans ils comprenaient que les pensionnaires de Rome, à qui l'état donne cependant cinq ans de loisir et d'indépendance, ne savaient quelle route suivre dans l'étude du passé, parce qu'ils ne possédaient pas les premières notions de l'histoire générale. Comment et pourquoi les pensionnaires de Rome ne prennent-ils pas la peine d'étudier par eux-mêmes? Comment ne sentent-ils pas l'utilité des connaissances qui leur manquent? La réponse n'est pas difficile à trouver. Ils ont devant eux l'exemple de leurs professeurs, chargés de travaux importans, enrichis par la pratique de leur métier, et qui, pour la plupart, sont demeurés au même

point en ce qui touche l'histoire générale. Quel motif pourrait les décider à tenter une étude toute nouvelle, dont personne ne les a jamais entretenus? Ils ont appris à exécuter le morceau, c'est par ce procédé que leurs maîtres ont réussi; à quoi bon changer de voie? Il y a d'ailleurs pour ce changement de méthode une difficulté dont on ne tient pas assez de compte. Les concours pour le prix de Rome se prolongent jusqu'à l'âge de trente ans; les élèves lauréats demeurent cinq ans en Italie. Quand ils reviennent dans leur pays, ils croient avoir passé le temps des études; ils ne songent qu'à tirer profit de leur position de lauréats. Ils demandent, ils obtiennent des travaux; ils deviennent chefs de famille, et leurs besoins, en se multipliant, leur inspirent pour les livres un dédain profond. Une heure donnée à la lecture leur paraît une heure dérobée à leurs devoirs, aux obligations les plus sacrées. Ils continuent d'ignorer l'histoire générale et ne comprennent pas le danger de leur ignorance. Qui donc oserait leur jeter la pierre et tourner leur insouciance en ridicule? Pour leur refuser son indulgence, il faudrait méconnaître les nécessités de la vie. En dédaignant les livres, ils croient de bonne foi agir sagement.

C'est pourquoi il serait urgent d'abréger pour les prix de Rome la durée des épreuves. Si les pensionnaires revenaient à Paris à trente ans au lieu de revenir à trente-cinq ans, c'est-à-dire si le concours leur était fermé passé la vingt-cinquième année, ils auraient une chance de plus, une chance considérable pour comprendre la nécessité de l'éducation personnelle. Livrés à des besoins moins nombreux, moins onéreux, ils sentiraient peut-être l'opportunité des études générales en dehors de leur profession. S'ils n'avaient d'autres soucis qu'eux-mêmes, ils se résigneraient peut-être à interroger le passé. Assaillis de besoins sans cesse renaissans, ils sacrifient l'art au métier. Abréger la durée des épreuves pour les prix de Rome ne remédierait pourtant pas au dépérissement du sentiment de l'idéal. C'est à la jeunesse qu'il faut enseigner la supériorité du réel transformé par la méditation sur le réel transcrit littéralement. Sans les trois élémens que j'ai indiqués, il ne faut pas compter sur la régénération prochaine des arts du dessin. Nous possédons des artistes éminens; mais ces artistes sont de brillantes exceptions, et ne détruisent pas l'autorité des principes que j'ai rappelés. A quelque partie de l'Europe que l'on s'adresse, on retrouve partout le caractère obligatoire de ces principes. L'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'Espagne, l'Italie, ne comprennent guère que le mérite de l'imitation; elles ont à peu près perdu le sentiment de l'idéal. L'Allemagne s'en préoccupe, et c'est à la philosophie qu'elle doit sa prééminence dans cette question. Chez les peintres et les statuaires de notre pays, la philosophie ne serait pas la bienvenue. A l'heure

où j'écris, il ne faut pas songer à leur en parler, et pourtant Nicolas Poussin ne la dédaignait pas : c'est à elle qu'il a dû ses plus hautes conceptions. Au défaut de la philosophie, nous pouvons du moins conseiller l'étude de l'histoire générale, qui est d'un aspect moins revêche. La contemplation du passé élève l'âme et suscite en elle le sentiment de l'idéal. En voyant toutes les grandes actions accomplies par les générations qui nous ont précédés, nous apprenons à rêver, à concevoir quelque chose de supérieur à la réalité placée sous nos yeux, et ce commerce familier avec le passé éveille en nous des pensées que nous aurions toujours ignorées, si nous n'avions jamais consulté que le témoignage de nos yeux. L'histoire est pour l'idéal un puissant auxiliaire.

J'en ai dit assez pour démontrer la nécessité d'un triple enseignement à l'École des Beaux-Arts. Je voudrais, pour les trois arts du dessin, peinture, statuaire, architecture, voir les leçons techniques fortifiées, agrandies par l'histoire de ces trois formes de l'imagination. Et comme la peinture et la sculpture sont destinées à traduire des pensées, il serait opportun de réunir à l'histoire spéciale l'histoire générale. Les architectes d'ailleurs trouveraient leur profit dans cette dernière étude, puisqu'ils sont trop souvent appelés à proposer des sujets aux peintres et aux sculpteurs. Reste maintenant une dernière question, qui n'est pas moins importante que l'éducation, je veux dire la question des encouragemens.

Chez nous, l'état dépense annuellement une somme assez ronde pour l'encouragement des arts du dessin. L'emploi de cette somme ne laisse-t-il rien à désirer? Voilà ce que nous avons à examiner. Pendant un grand nombre d'années, l'administration la consacrait à l'achat de quelques tableaux que lui désignait la sympathie publique. Parfois elle ajoutait à l'achat des ouvrages applaudis la commande d'ouvrages nouveaux. C'était beaucoup sans doute, car les pays voisins n'en font pas autant; ce n'était pourtant pas assez. Enfin, éclairée par les conseils des hommes spéciaux, elle a compris l'importance de la peinture murale, et cette nouvelle direction donnée à l'art a déjà pleinement justifié les espérances conçues par ceux qui ont visité l'Italie. Je ne veux pas dire que toutes les chapelles décorées aux frais de l'état ou de la ville de Paris offrent un aspect satisfaisant : avec la meilleure volonté du monde on ne peut prononcer un tel jugement; mais parmi ces nombreux ouvrages il y en a de très recommandables, qui méritent les éloges des connaisseurs. Si les fresques de MM. Vinchon, Guillemot, Abel de Pujol, à Saint-Sulpice, excitent l'étonnement et l'hilarité, si le porche de Saint-Germain-l'Auxerrois, décoré par M. Mottez, est une enluminure d'un goût très problématique, en revanche l'abside de Saint-

Germain-des-Prés a fourni à M. Hippolyte Flandrin l'occasion de montrer son érudition et la pureté de son goût. M. Sébastien Cornu, à Saint-Merri, a prouvé qu'il avait dignement profité des leçons de son illustre maître, M. Ingres. A Notre-Dame-de-Lorette, MM. Roger, Orsel et Perin ont traité des sujets difficiles avec un rare bonheur. Malheureusement il s'est trouvé dans les bureaux du ministère un juge assez mal inspiré pour confier à M. Blondel une coupole de la même église, et le ridicule de ses compositions a dépassé toutes les craintes de ceux qui connaissaient la valeur de son talent. En somme, dans les peintures murales des églises de Paris, le bon l'emporte sur le mauvais, et nous devons souhaiter que le ministère et la municipalité persévèrent dans la voie où ils sont entrés. La peinture faite sur place, pour un jour connu d'avance, assure aux hommes laborieux un jugement équitable, tandis que des tableaux très bien conçus, exécutés avec finesse, perdent la moitié de leur valeur ou du moins de leur charme par un placement malencontreux.

Ce qui est fâcheux dans la commande des peintures murales, c'est que l'état et la municipalité tiennent souvent trop de compte des exigences ecclésiastiques. Quand il s'agit de distribuer ces travaux, chacun plaide pour son saint, et parfois le saint défendu si chaudement par le curé, par son vicaire, par les marguilliers, n'offre à la peinture qu'un assez piètre sujet. L'artiste a beau s'évertuer, se gratter le front, feuilleter Godescard et même les Bollandistes: il ne trouve pas le thème d'une composition intéressante. Encore s'il avait la ressource de Simonide, s'il pouvait se jeter sur Castor et Pollux; mais non, il est emprisonné dans un cercle de fer, obligé de célébrer des personnages très illustres dans la paroisse, honorés des fabriciens, et parfaitement ignorés du monde entier. Le saint qu'on lui propose a guéri miraculeusement la lèpre ou la cécité : pourquoi donc ne serait-il pas digne du pinceau? Le peintre a beau se récrier et se lamenter sur l'indigence du sujet : on l'accuse de stérilité, il faut bien qu'il se résigne. Le bon sens prescrirait l'emploi d'une autre méthode. L'Ancien et le Nouveau Testament, malgré les compositions nombreuses qu'ils ont déjà suggérées depuis trois siècles aux maîtres les plus habiles, ne sont pas encore des mines épuisées. Il serait sage de préférer à Godescard Moïse et saint Luc. Les légendes qui n'ont qu'un intérêt paroissial devraient être consultées avec une extrême discrétion. Cette réserve faite, nous croyons que le ministère et le conseil municipal, en propageant la peinture murale, rendront un service éclatant aux arts du dessin. Les compositions ingénieuses de M. Gendron demandent grâce pour les larves signées du nom de M. Chassériau. On oublie volontiers l'escalier de la Cour des comptes en voyant avec quelle souplesse, avec quelle variété, le

peintre des *Willis* a traité des sujets qui semblaient se prêter à la poésie beaucoup plus qu'au pinceau.

Cependant, si les encouragemens donnés à la peinture murale sont un service très réel, nous devons dire que ces encouragemens n'ont pas toujours été distribués avec discernement. Les recommandations obtenues par l'importunité ont parfois prévalu, au grand détriment des artistes habiles recommandés par leur seul talent. Il me suffit de rappeler la chapelle de Saint-Vincent-de-Paule, confiée à M. Lépaulle, qui ne possède pas les premières notions de la peinture religieuse. Pour que les arts du dessin profitent complétement de la générosité de l'état et de la municipalité, il faudrait, dans le partage des travaux, ne tenir compte que du talent, et n'avoir aucun égard pour les recommandations.

Ce qui vient de se passer au Louvre est une leçon assez significative, qui ne doit pas être perdue. Pour la réunion du palais de Philibert Delorme au palais de Pierre Lescot, l'administration avait appelé tous les sculpteurs connus et inconnus : elle voulait partager ce magnifique gâteau entre des bouches nombreuses. L'intention était chrétienne, vraiment évangélique; mais en pareil cas la charité n'est pas le seul conseiller qu'on doive interroger; en n'écoutant qu'elle, on risque trop souvent de se fourvoyer. Qu'est-il arrivé? Plusieurs modèles demandés à des mains inhabiles ont été refusés comme indignes de leur destination. Pour l'arc de l'Étoile, l'administration s'était montrée malheureusement beaucoup trop indulgente.

Arrivé au terme de ce long travail, je sens que j'ai dû, à mon insu, me rendre coupable de plusieurs omissions. Soit en parlant de l'école française, soit en parlant des écoles étrangères, je n'ai peut-être pas discuté tout ce qui méritait les honneurs de la discussion : je n'ai pourtant rien négligé pour m'éclairer; mais le lecteur me pardonnera sans peine mes oublis involontaires en songeant que j'avais devant moi plus de cinq mille ouvrages dont une partie n'était pas heureusement éclairée. J'ai posé nettement toutes les questions qui s'offraient à mon esprit, je les ai débattues avec sincérité; quant aux jugemens que j'ai prononcés, je n'ai pas la prétention de les donner comme souverainement vrais, mais je crois du moins qu'ils pourront mettre sur la voie de la vérité.

GUSTAVE PLANCHE.

L'ASIE-MINEURE

D'APRÈS UN VOYAGEUR RUSSE.

Asie-Mineure. Description physique, statistique et archéologique de cette contrée par M. P. de Tchihatchef; première partie, *Géographie physique comparée.*[1]

De toutes les provinces de l'empire ottoman, il n'en est aucune qui offre à la science un champ plus fécond d'études neuves et intéressantes, à la poésie et à l'art une source plus abondante d'inspirations que l'Asie-Mineure. Sur ce sol classique, le voyageur ne saurait faire un pas sans être en présence de tout ce qui peut provoquer la méditation et l'étude, agrandir ou charmer l'imagination. Les ruines qu'y a faites l'action du temps ou la main des barbares, et à côté des œuvres de l'homme, presque effacées, les monumens indestructibles de la nature, tout, jusqu'aux noms altérés, mais encore reconnaissables, de ces anciennes cités disparues sans laisser de trace, tout nous rappelle — ici un mythe ou une légende célèbre, là un fait historique mémorable, ailleurs (et en combien de lieux différens!) l'existence d'un foyer actif de civilisation, d'un centre de prospérité commerciale et d'opulence. Dès l'époque la plus reculée, dans l'âge héroïque, les côtes septentrionales de l'Asie-Mineure sont visitées par les Argonautes, marchant vers la Colchide, à la conquête de la toison d'or. Les plaines de la Troade voient les Grecs et les Troyens se livrer pendant dix ans ces combats immortalisés par le plus grand des poètes, le chantre d'Ilion, dont l'Asie-Mineure se glorifie d'avoir été le berceau. Dans les temps historiques, un tableau aussi varié qu'émouvant se déroule à nos yeux sur cette même scène. Dans la Lydie, la dynastie des Mermnades, inaugurée par la merveilleuse et dramatique

(1) Librairie de Gide, rue Bonaparte, 5.

légende de Gygès, est renversée par Cyrus, et le dernier des souverains de cette dynastie, le riche Crésus, est fait prisonnier dans Sardes, sa capitale, qu'arrosait le Pactole aux flots d'or. A la suite de la révolte de Cyrus le Jeune contre son frère Artaxerxe Mnémon, de sa défaite et de sa mort à Cunaxa, c'est par le nord de l'Asie-Mineure que s'accomplit la retraite des dix mille, dont le récit nous a été transmis par le grand écrivain et l'habile capitaine qui la dirigea. La bataille du Granique dans la Mysie et celle d'Issus en Cilicie ouvrent aux armes victorieuses d'Alexandre l'accès de tout le continent asiatique, et après la mort du conquérant macédonien, c'est dans les plaines de la Phrygie, à Ipsus, que ses lieutenans décident, les armes à la main, du partage définitif de son vaste empire. Plus tard, la péninsule devient le théâtre de la lutte longue et acharnée, que soutint Mithridate contre les Romains, dans laquelle s'illustra Lucullus, et que Pompée eut la gloire de terminer. Sous les successeurs de Constantin, les plus solennelles assemblées du christianisme se réunissent à Nicée, à Éphèse et à Chalcédoine; la Cappadoce produit la savante école de Césarée et quelques-uns des plus célèbres docteurs de l'église grecque. Plusieurs siècles s'écoulent, et les Turks, sortis des steppes de l'Asie centrale, envahissent de proche en proche l'Asie-Mineure; ils fondent dans la Lycaonie l'empire d'Iconium, contre lequel viennent tant de fois se heurter les croisés, tandis que, sur les remparts de la chaîne du Taurus, flotte la bannière des princes arméniens de la Cilicie. Après les sultans Seljoukides d'Iconium, succombant sous les coups des Mongols, s'élève la dynastie des sultans ottomans, qui s'établit à Nicée, avant que Constantinople tombe en son pouvoir. Au commencement du XVe siècle, le vainqueur de Sigismond, roi de Hongrie, Bayezid Ilderim (la foudre) est vaincu à son tour par les Tartares, et devient prisonnier du redoutable Timour (Tamerlan) à la bataille d'Ancyre, le dernier des événemens considérables qu'aient enregistrés les annales de l'Asie-Mineure.

Malgré l'attrait des souvenirs historiques, des ruines éloquentes et des richesses naturelles qui appellent l'explorateur sur cette terre privilégiée, elle n'avait été que peu visitée et très imparfaitement étudiée antérieurement au demi-siècle qui vient de s'écouler. Arrêtés sur le seuil par des obstacles impossibles à vaincre, les antiquaires se bornaient à l'exploration des points les plus célèbres du littoral. C'est seulement depuis que la Porte est entrée dans la voie des réformes et des progrès et qu'elle a compris qu'il est de sa dignité d'imprimer un sceau d'inviolabilité, d'assurer une assistance efficace aux Européens qui recourent à sa protection, que les missionnaires de la science ont pu pénétrer dans les provinces inexplorées de l'Asie-Mineure, partout du moins où la puissance du sultan peut exercer une action réelle.

Une somme de travaux plus ou moins remarquables a été déjà le fruit de ces investigations contemporaines; mais, comme le fait remarquer M. de Tchihatchef, l'auteur de l'étude qui nous occupera surtout ici, les préoccupations purement archéologiques dont l'Asie-Mineure a été l'objet ont eu un caractère tellement exclusif, que l'intérêt qu'inspiraient les anciennes cités ne s'est point étendu à l'orographie et à l'hydrographie des localités où elles étaient situées. Les renseignemens, souvent très curieux, disséminés dans les écrits des anciens, des auteurs du moyen âge et surtout des

Byzantins, sur la configuration du sol, les montagnes et les cours d'eau, la flore et la faune de la péninsule, n'avaient été recueillis que d'une manière incomplète et sans direction suivie. C'est à ce genre de recherches que M. de Tchihatchef a cru devoir au contraire s'attacher, en les coordonnant avec l'ensemble des observations qu'il a été à même de faire sur l'aspect physique du pays. Quoique ces considérations rétrospectives, qui sont l'archéologie appliquée aux monumens de la nature, ne soient que secondaires dans un livre dont le sujet appartient principalement au domaine des sciences naturelles ou exactes, elles y prennent une place et une importance assez considérables lorsqu'elles servent à résoudre les questions encore litigieuses de la géographie ancienne; c'est ainsi que la détermination de l'emplacement des antiques villes d'Héraclée et de Milet, dans l'Ionie, est éclaircie par l'étude des transformations géologiques qui, à une époque comparativement récente, ont produit le lac Akiz-Tchaï, reconnu par M. de Tchihatchef comme un reste du golfe latmique de Strabon. C'est ainsi encore que l'examen des cours d'eau de la Troade, dont la position et le régime hydrographique ont joué un si grand rôle dans les controverses auxquelles a donné lieu la géographie homérique, lui sert à démontrer que le torrent d'Evjilar ne saurait être la source véritable du Mendéré-Sou, le Simoïs de l'Iliade, comme l'ont pensé Lechevalier et les docteurs Hunt et Carlyle, et que cette source se trouve sur le revers du rempart granitique de l'Adjeuldiren-Dagh, prolongation orientale du Kaz-Dagh, l'Ida des anciens, et non sur le Kaz-Dagh même.

L'auteur, qui avait précédemment visité les régions de l'Altaï occidental, à peine rentré en Europe, en 1845, et après avoir fait paraître à Paris la relation de ce voyage, se hâta de se mettre en route pour l'Asie-Mineure. Cette nouvelle pérégrination se présentait à ses yeux, comme il nous l'apprend lui-même, non-seulement avec la perspective d'une œuvre utile à la science par les résultats qu'elle promettait, mais aussi avec le charme d'une tâche sympathique, en le conduisant dans des lieux consacrés par le prestige du plus beau soleil du midi et des plus merveilleux souvenirs du passé.

Cinq années consécutives ont été employées par lui à les parcourir. Doué d'une ardeur et d'une activité infatigables, servies par une constitution des plus robustes, parlant couramment la langue turke et portant le costume *nizam* avec assez d'aisance pour pouvoir, au besoin, passer aux yeux des indigènes pour un aga des *bachi-bozouks*, l'intrépide voyageur est parvenu seul, et sans autre escorte qu'un Tartare et un *séis* (1), à mener à bonne fin une entreprise qui semblait exiger les efforts réunis d'une association de savans soutenus par la puissante sollicitude et la subvention d'un gouvernement. De retour à Paris pour faire imprimer son livre, il se proposait, aussitôt que la publication en serait terminée, de repartir pour visiter l'extrémité orientale de l'Asie-Mineure, qu'il avait réservée pour une prochaine campagne, lorsque la guerre actuelle, en se prolongeant, est venue le forcer d'ajourner ce projet. Malheureusement il est à craindre, même dans l'hypo-

(1) *Séis*, mot arabe qui est passé en turc, et qui signifie l'homme chargé de dresser ou de soigner les chevaux, un palefrenier.

thèse la plus favorable, celle d'un prompt rétablissement de la paix, que sa nationalité (1), en butte au ressentiment implacable et soupçonneux des populations musulmanes locales, ne lui ferme à jamais l'entrée de la péninsule, et que son travail ne reste inachevé.

Suivons maintenant M. de Tchihatchef sur le terrain où il nous place dans le premier volume qu'il a déjà livré au public, et, en prenant une idée du relief et de la position topographique, si curieusement accentuée et si pittoresque, de l'Asie-Mineure, essayons de comprendre ce qu'elle fut autrefois et d'entrevoir son avenir; mais avant tout il est nécessaire que nous nous arrêtions un instant à une question de géographie historique qui n'est pas sans intérêt, et qui s'offre à nous dès le début, celle de l'origine du double nom d'Asie-Mineure et d'Anatolie, sous lequel la contrée est désignée aujourd'hui. En consultant les témoignages que nous a transmis l'antiquité, nous voyons que si ces deux dénominations, prises dans le sens particulier qu'elles ont reçu, ne sont pas très anciennes, il n'en est pas de même du nom d'Asie, qui remonte aux âges les plus reculés, et qui, après avoir pris naissance dans la partie occidentale de la péninsule, s'est étendu à mesure que les conquêtes ou le commerce reculèrent les bornes des connaissances géographiques. Sans vouloir reproduire les explications mythologiques ou ethnographiques que les écrivains grecs et latins ont imaginées après coup, et en nous renfermant dans le domaine purement historique, nous dirons que, dès le principe et pendant longtemps, ce nom fut borné à une simple localité. Homère, et plus tard Euripide et Virgile, l'appliquent à la vallée comprise entre le fleuve Caïstre (Kutchuk-Mendéré) et la chaîne du Tmolus. Le premier de ces trois poètes nous dit que « dans la divine Arisbe (δῖα Ἀρίσβη), ville de la Troade, régnait Asius, fils d'Hyrtacus, accouru au secours de Priam des rives du Selléis. » Suivant Strabon, la Lydie s'appelait jadis Asia. Quelquefois toute la portion de la péninsule à l'ouest du fleuve Halys (Kizil-Irmak) était comprise, comme nous le montre Hérodote, sous l'appellation d'*Asie* ou d'*Asie inférieure*, pour la distinguer du reste du monde asiatique, ou Asie supérieure. Lorsque les Romains commencèrent à implanter leur domination dans ces régions par la prise de possession du royaume de Pergame, que leur avait légué le roi Attale, l'*Asia*, que Varron appelait *provincia nostra*, avait pour limites celles de ce royaume. Ce premier noyau, augmenté bientôt après de la Lydie, l'Ionie, la Carie, la Mysie-Majeure, la Phrygie et l'Hellespont, composa la province proconsulaire d'Asie, désignation officielle affectée, depuis le commencement de notre ère jusqu'aux empereurs chrétiens, à cette portion de l'Asie-Mineure. Cependant déjà depuis longtemps les Romains avaient franchi l'Halys, et leurs aigles triomphantes avaient pris leur vol jusqu'aux rives de l'Euphrate. Par suite du progrès de leurs armes, le nom d'Asie, généralisé, fut attribué à toute la contrée qui, depuis la mer Ægée, s'étend jusqu'à l'Arménie, et adopté dans cette acception par les géographes, qui partagèrent la péninsule en deux grandes divisions, l'Asie endeçà du Taurus (*Asia citerior*) et l'Asie au-delà du Taurus (*Asia ulterior*). Sous l'empereur Théodose le Grand, l'Asia proprement dite, comprenant

(1) M. P. de Tchihatchef est Russe d'origine.

seulement l'Ionie, l'Éolide et une portion de la Troade et de la Lydie, ne figurait dans la division de l'empire que comme une des nombreuses provinces du diocèse d'Asia (*diœcesis Asiana*).

Quoique ce terme d'Asie-Mineure apparaisse déjà dans Paul Orose, qui vivait au Ve siècle, et dans Jean le Lydien, qui est du VIe, cependant il n'a pour eux que le sens d'une locution explicative et conventionnelle dont l'usage semble être particulier à ces deux auteurs. Ce terme ne se rencontre, avec la valeur d'une expression généralement acceptée et courante, que chez Constantin Porphyrogénète, au Xe siècle. Le texte de cet écrivain a encore cela d'important, qu'il nous révèle l'origine de la seconde des deux dénominations de l'Asie-Mineure, celle d'Anatolie, qui dans la suite est devenue synonyme de la première. Le *Thema Anatolicum*, l'une des quatorze provinces de l'Asie-Mineure à cette époque, correspondait à la Phrygie, la Lycaonie, la Pamphylie et la Pisidie. Dans les chroniqueurs latins du moyen âge, ces deux dénominations ne reviennent que très rarement; ils les remplacent habituellement par celle de *Romanie*, c'est-à-dire pays des Romains, comme appartenant à l'empire de Byzance ou de la nouvelle Rome. L'appellation familière aux auteurs orientaux est celle d'Anatolie ou Natolie, ou bien encore pays de Roum, mais avec cette distinction, que cette dernière représente pour eux toute la péninsule, tandis que l'Anatolie n'en est qu'une fraction, composée des provinces occidentales, et correspond à ce que Constantin Porphyrogénète entend par contrée située à l'est de Constantinople (1). Cette délimitation locale de l'Anatolie se maintint pendant les premiers siècles de l'empire ottoman, et elle fut conservée dans le remaniement que fit, au XVIe siècle, le sultan Soleyman le Grand des circonscriptions territoriales de l'Asie-Mineure. Elle existait encore au temps du célèbre voyageur turk Evliya-Effendi, c'est-à-dire à la fin du XVIIe siècle; mais la division introduite par Soleyman se modifia dans la suite peu à peu, de manière à faire disparaître entièrement de la liste des provinces turkes le nom d'Anatolie. Aujourd'hui ce nom n'est plus pour les musulmans, comme celui d'Asie-Mineure pour les chrétiens, qu'un souvenir qui a perdu sa véritable signification géographique ou politique.

Bornée de trois côtés par la Méditerranée, la mer Ægée, la Propontide et le Pont-Euxin, dont les bassins la séparent à peine des contrées du globe les plus favorisées par la nature, et entourée de cette magnifique ceinture d'îles qui se déroule du sud au nord-ouest, depuis Chypre jusqu'aux îles des Princes, dans la mer de Marmara, la péninsule forme comme un épanouissement du continent asiatique vers l'occident, destiné à mettre en communication cette vaste partie du globe et l'Europe. Ses limites à l'est peuvent être tracée par une ligne tirée obliquement du golfe d'Alexandrette ou Scanderoun (*Issicus sinus*) au sud jusqu'à Trébisonde vers le nord; mais dans le livre de M. de Tchihatchef, et sur la carte qui l'accompagne, cette ligne ne dépasse point, sur le littoral septentrional, Ordou, village qui est l'antique Cotyora, situé à environ dix-neuf lieues à l'ouest de la ville de Tire-

(1) *De Thematibus orientis et occidentis*, lib. II, dans Banduri, *imperium orientale*, t. Ier, p. 2.

boli (Tripoli). Sur la carte de l'auteur des *Recherches dans l'Asie-Mineure, le Pont et l'Arménie*, M. Hamilton (1), cette limite est encore plus resserrée, puisqu'elle s'arrête à la vallée du Termé-tchaï, le Thermodon, si célèbre par le mythe des Amazones, qui vivaient sur ses bords. Chacun de ces deux savans voyageurs, par un scrupule très louable d'exactitude, a cru ne point devoir élargir son cadre au-delà des régions qu'il lui a été donné d'explorer personnellement. En reculant plus à l'est, au-delà de Trébisonde, et en faisant entrer le pachalik de ce nom dans la circonscription de l'Asie-Mineure, on obtiendrait une démarcation plus naturelle de la péninsule, dont la surface égalerait alors celle de la France. Dans les bornes où la renferme M. de Tchihatchef, sa plus grande longueur, prise depuis les sources de l'Halys jusqu'au cap Baba (*Lectum promontorium*), sur la côte de la Troade, a une étendue de 214 lieues de 25 au degré; son maximum de largeur est entre le cap Zephyrium, dans la Cilicie-Pétrée, et la ville de Sinope, sur un espace de 125 lieues, et son plus fort rétrécissement entre le lac Kendjez-liman et l'embouchure du Moualitch-tchaï (Rhyndacus), un des affluens de la mer de Marmara, sur une ligne de 83 lieues.

Les divisions politiques actuelles de l'Asie-Mineure, d'après le tableau officiel donné par l'*Annuaire* (*Sal-namé*) de l'empire ottoman (2), sont réparties en neuf *eïalet* ou gouvernemens généraux, dont les dénominations rappellent les noms de quelques-uns des beys turkomans qui héritèrent de la puissance des Seljoukides d'Iconium, et sur la ruine desquels s'éleva l'empire ottoman. Ces *eïalet*, administrés par des pachas ayant rang de vizir, sont : 1° Kastemouni, qui se compose d'une partie de la Bithynie et de la Paphlagonie; 2° Khodavendighiar ou la province de Brousse, qui correspond à une portion de la Phrygie, de la Bithynie et de la Mysie; 3° Saroukhan, qui s'est formé de fractions détachées de la Mysie, de la Lydie et de l'Ionie; 4° Aïdin, d'une partie de la Lydie, de la Phrygie et de la Carie; 5° Karaman, de la Pisidie, de la Lycie, de la Pamphylie et de la Cilicie-Pétrée; 6° Adana, qui est la Cilicie-Champêtre; 7° Marasch, qui comprend une partie de l'Arménie-Mineure; 8° Sivas et Bozok ou la Cappadoce; 9° Tharabozoun ou Trébisonde, qui réunit une portion de l'Arménie-Mineure et les provinces du Pont et de la Colchide. Ces neuf gouvernemens se subdivisent en vingt-six *elviet* ou districts, placés chacun sous la juridiction d'un fonctionnaire qui prend le titre de *kaïmakan* ou lieutenant du gouverneur général.

Quoiqu'il soit très difficile, pour ne pas dire impossible, dans un pays comme l'empire ottoman, où n'existe encore aucune administration régulière, d'obtenir un calcul statistique tant soit peu exact, cependant on peut assigner approximativement à l'Asie-Mineure une population de douze à treize millions d'habitans. Les uns, comme les Turks, les Arméniens et les Grecs, sont sédentaires et occupent les villes ou les misérables *keuis* (villages) épars

(1) *Researches in Asia Minor, Pontus and Armenia*, by William J. Hamilton, 2 vol. in-8°; Londres 1842.

(2) Notice de M. Bianchi sur le premier *Annuaire impérial de l'empire ottoman*, publié à Constantinople pour l'année de l'hégyre 1268 (1847). Voyez le *Journal asiatique*, années 1847 et 1848.

sur le territoire de la péninsule; les autres sont des nomades, hordes de pillards et de féroces bandits que la Porte a été jusqu'ici impuissante à soumettre ou à réprimer, et qui sont le fléau et la terreur des populations agricoles. Ces nomades, désignés sous le nom générique, mais assez confus de Kurdes, sont répandus dans le vaste pachalik de Sivas, et transportent leurs tentes des plateaux de Bozok, où ils ont leur campement d'hiver, à l'Ouzoun-yaïla, vers l'est, qui leur sert de séjour d'été. Les chaînes qui se prolongent du nord-est au sud-ouest de Sivas (1), un peu au-dessous les gorges de l'Anti-Taurus et du Taurus oriental (*Ghiaour-Dagh*), sont le repaire de tribus turkomanes et d'Arméniens (2), sous la domination de deux chefs redoutés, Katherdji-Oglou et Moustik-Bey, qui, retranchés dans leurs montagnes, bravent impunément l'autorité du pacha d'Adana. Aucun voyageur européen ne saurait y pénétrer sans s'exposer à être considéré et traité comme un espion des musulmans, et la lacune qui existe sur les cartes les plus récentes et les plus complètes de l'Asie-Mineure, celles de MM. Kiepert, de Berlin, et Tchihatchef, dans les parages de la Cilicie et de la Cataonie avoisinant les cours supérieurs du Seyhoun (*Sarus*) et du Djeyhoun (*Pyramus*), prouve

(1) On peut voir les détails curieux que M. de Tchihatchef a donnés sur ces nomades et sur leur attitude vis-à-vis du gouvernement ottoman dans le travail qu'a publié la *Revue*, livraisons du 15 mai et 1er juin 1850.

(2) Ces Arméniens indépendans sont un reste des anciennes populations du royaume de la Petite-Arménie, qui florissait au temps des croisades et fut détruit par l'un des sultans mamelouks d'Égypte, Melek-el-Aschraf, en 1375. Tandis que le dernier des souverains de ce royaume, Léon de Lusignan, était emmené prisonnier au Caire, d'où il se réfugia, après quelques années de captivité, à la cour de Jean Ier, roi de Castille, et auprès de Charles VI, roi de France, ceux de ses sujets qui purent échapper au glaive des Égyptiens se sauvèrent dans les retraites inaccessibles du Taurus. Quoique chrétiens et vivant dans des villages séparés du campement des Turkomans, ils ne le cèdent en rien à ces derniers pour la férocité et la barbarie. On rapporte que la plupart de leurs prêtres disent la messe ayant leur fusil chargé à côté d'eux, et si quelque Turk vient à passer dans le voisinage, ils quittent aussitôt l'autel pour lui courir sus. Ce qui rend ce fait très croyable, c'est qu'il n'est pas nouveau dans l'histoire de ce pays. On lit dans les chroniqueurs byzantins que, sous l'empereur Nicéphore-Phocas (963-969), les Sarrasins ayant envahi une bourgade de la Cilicie, le curé du lieu, nommé Themel, qui en ce moment célébrait les saints mystères, descendit brusquement de l'autel au bruit qu'il entendait, et, sans déposer ses vêtemens sacerdotaux, s'arma du marteau qui servait de cloche dans plusieurs églises d'Orient, alla fondre sur les ennemis, blessa, fracassa, assomma tout ce qu'il rencontra, et mit les autres en fuite. Quoiqu'il eût délivré son pays de l'invasion des infidèles, le curé Themel fut censuré et interdit par son évêque; de dépit il se retira chez les Sarrasins et embrassa la religion de Mahomet. Un de ces Arméniens montagnards faisait un jour très dévotement sa confession; après avoir débité la kyrielle de ses peccadilles quotidiennes, se résumant en deux mots, piller et tuer, il s'arrête tout court, comme accablé par le souvenir d'une faute si énorme, qu'il n'osait en faire l'aveu. Pressé vivement par le prêtre de décharger sa conscience, il finit par lui dire qu'il lui était arrivé une fois, le mercredi, d'assaisonner ses légumes avec de l'huile! Il faut savoir en effet que, dans l'église arménienne, l'usage non-seulement de la viande, mais encore du poisson, de l'huile, du vin et de tous les objets de laitage, est défendu le mercredi et le vendredi, qui sont les deux jours d'abstinence de la semaine.

l'impossibilité de franchir l'enceinte de ces régions inhospitalières. Ce dernier raconte qu'ayant voulu s'aventurer jusqu'au village arménien de Hadchin, le chef turkoman de cette contrée lui fit intimer l'ordre de la quitter immédiatement, et il dut s'empresser prudemment d'obéir à une injonction qui n'admettait point de réplique. C'est sans doute par une exception due à l'inviolabilité qui entoure en Orient tout ce qui est *harem* (1) que Mme la princesse Belgiojoso, dans son voyage d'Angora en Syrie à travers l'Asie-Mineure, a trouvé chez Moustik-Bey une hospitalité dont elle racontait ici dernièrement le piquant épisode (2).

Si l'on embrasse d'un coup d'œil la projection de la péninsule asiatique, il est impossible de ne pas être frappé de la différence très marquée qui caractérise la forme de ses côtes, suivant les mers qui les baignent, et ce contraste très remarquable, non-seulement sous l'aspect physique et pittoresque, mais encore pour les conséquences historiques auxquelles il a donné lieu, a été mis en lumière par M. de Tchihatchef avec beaucoup de sagacité. L'extension réelle des développemens littoraux de l'Asie-Mineure, et celle des lignes droites réunissant les points entre lesquels ces développemens sont compris, est à peu près dans le rapport de 1 à 2 sur les côtes sud, nord et nord-ouest, et au moins de 1 à 3 sur celle de l'ouest. Ainsi, dans les trois premières directions, les ondulations du littoral ont plus que le double de la longueur de la ligne droite, tandis que sur le bord occidental elles dépassent cette ligne de plus du triple. En d'autres termes, une longueur totale de quatre cent trente-deux lieues de lignes droites correspond à un développement réel de près de onze cent quatre-vingt-dix-neuf lieues. Les contours littoraux de la France, quoique très accidentés, ne présentent point des sinuosités aussi tranchées. De tous les pays de l'Europe, l'île de la Grande-Bretagne est celui qui sous ce rapport se rapproche le plus de l'Asie-Mineure, qui ne le cède qu'à la péninsule hellénique, dont les lignes côtières offrent à l'œil la plus riche variété, particularité qui, suivant la remarque du savant Heeren, est l'une des causes qui expliquent comment la Grèce l'emporta en puissance et par sa civilisation sur tous les autres peuples de l'antiquité, quoiqu'elle leur fût inférieure par l'étendue de son territoire.

Dans l'Asie-Mineure, les mêmes causes ont produit, dans les âges qui ont précédé le nôtre, un phénomène analogue. Nous avons fait remarquer que, pour la fréquence et le groupement des ondulations, la côte occidentale a l'avantage sur celles du nord et du sud. En effet, les anfractuosités y sont réparties sur toute la ligne de projection, tandis que sur le littoral septentrional et méridional, elles sont concentrées sur quelques points seulement. Si l'on suit la côte occidentale en remontant du cap Cavo Crio (*Triopium promontorium*), au sud, jusqu'à l'entrée de l'Hellespont, quelle admirable succession de ports, d'anses et de criques qui s'ouvrent à toutes les exigences de la navigation, à tous les besoins du commerce, avec cette rangée d'îles

(1) Le mot arabe *harem* signifie tout ce qui est sacré, interdit à l'accès du vulgaire, et par suite l'habitation intime de la famille, ainsi que les femmes et les jeunes enfans, relégués, dans cette partie de la maison.

(2) Livraison du 1er mars 1855.

qui, depuis Cos jusqu'à Mitylène et Ténédos, reflètent leur verdoyante parure dans l'azur de ces belles mers, et la Grèce, en face, à l'autre extrémité du bassin de l'Ægée! Noble et heureuse contrée, lorsqu'elle voyait fleurir dans tout leur éclat des cités telles que Cnide, Halicarnasse, Milet, Éphèse, Smyrne, Phocée, Sardes, Pergame, Troie! terre féconde en grands hommes, séjour des arts, de la philosophie, illustré par les merveilles que l'industrie et la civilisation la plus raffinée peuvent enfanter!

Dans la Méditerranée, sur la côte méridionale, la Lycie se dessine aussi en contours très accentués, que la nature, aidée par des moyens artificiels, convertirait sans peine en autant de ports excellens. Le commerce y trouverait à s'alimenter des céréales des plaines de la Pisidie et des bois de construction navale que donnent les belles forêts qui couronnent les chaînes de la Lycie et de la Pamphylie. A l'extrémité orientale de la côte sud du golfe d'Alexandrette, au moyen âge, fut l'un des débouchés les plus actifs du commerce européen avec l'Asie. A l'époque où les Franks étaient maîtres de la Syrie, et plus tard, lorsqu'ils ne leur resta de leurs conquêtes d'outre mer que le royaume de Chypre, les navires vénitiens et génois fréquentaient dans ce golfe le port d'Aïas, ou Lajazzo, l'ancienne Ægée, appartenant aux rois arméniens de la Cilicie, et par ce point entretenaient avec l'intérieur de l'Asie-Mineure des relations qui s'étendaient d'un autre côté jusque dans la haute Asie.

Le littoral du nord, à partir de l'embouchure du Bosphore jusqu'à Samsoun (Amisus), n'a que des baies et des golfes plus ou moins ouverts et exposés à l'action des vents. La seule de ces anfractuosités que l'on puisse considérer comme un véritable port est la baie de Batoum, qui offre aux vaisseaux un abri sûr et commode. Malgré cette infériorité, le littoral septentrional de la péninsule est appelé à acquérir dans l'avenir une haute importance commerciale et militaire comme formant une moitié du pourtour de la Mer-Noire. Quels que soient les maîtres futurs de cette mer, toutes les contrées qu'elle baigne doivent tôt ou tard, mais inévitablement, entrer dans la sphère où s'agitent les intérêts positifs et militans de l'humanité, et prendre part au grand mouvement de communications et d'échanges qui tend à s'établir entre le monde oriental et l'Occident. Trébisonde, rattachée déjà à Constantinople par la ligne des bateaux à vapeur du Lloyd autrichien et de la compagnie anglaise de Liverpool, est la voie la plus directe pour pénétrer dans la Perse et l'Asie centrale. Des avantages immédiats attendent aussi sur cette même côte le commerce européen, lorsque les provinces voisines, cultivées avec soin et intelligence, livreront tous les produits d'un sol fertile, et que la science moderne, exploitant avec les ressources dont elle dispose leurs gisemens métallifères, en arrachera les richesses qui se dérobent encore dans des profondeurs inexplorées.

En s'écartant du littoral de la péninsule pour avancer dans l'intérieur, M. de Tchihatchef nous met d'abord en présence des vastes bassins lacustres dont cette contrée est richement dotée, et qui représentent en lieues métriques une superficie totale de 235 lieues carrées. C'est dans la partie occidentale, et dans celles du centre et du sud, qu'ils sont disséminés, tandis que les zones du nord et de l'est n'en possèdent qu'un très petit nombre,

ou d'une dimension comparativement insignifiante. Dans la proximité et à l'ouest d'Isnikmid (Nicomédie), la position du Sabandja-Gheul est remarquable en ce que ce lac semble avoir été creusé par la nature pour rapprocher la mer de Marmara et le Pont-Euxin, en évitant le passage du Bosphore. Les cours d'eau qui le relient d'un côté au golfe de Nicomédie, et de l'autre au Sakaria (Sangarias), qui se déverse dans la Mer-Noire, pourraient être canalisés, de manière à rendre cette voie de communication complète. Déjà, du temps des anciens rois de Bithynie, l'idée de cette jonction s'était présentée. Sous Trajan, Pline le Jeune, gouverneur de cette province, insista fortement pour qu'elle fût mise à exécution. Depuis la domination ottomane, ce même projet, jusqu'alors sans résultat, fut repris à différentes fois, d'abord sous Suleyman le Grand, qui chargea le célèbre Sinan, l'architecte de la belle mosquée Suleymanié, à Constantinople, d'effectuer un nivellement exact de ces localités, et ensuite sous Mourad II, petit-fils de Suleyman, qui fit commencer les travaux, successivement entrepris encore et abandonnés par Mahomet IV, Moustapha III et Osman III.

Dans la série des bassins lacustres de la Phrygie, l'Egherdir-Gheul se distingue par la physionomie éminemment pittoresque que lui donnent les rochers qui l'encadrent de tous côtés, et dont les contours variés sont revêtus d'une végétation splendide qui se reflète dans les ondes du lac en teintes d'un vert foncé. Lorsque du haut du rivage méridional où s'étagent gracieusement les maisons de la ville d'Egherdir apparaît cette belle nappe d'eau, le spectacle qui s'offre au voyageur rappelle le panorama ravissant que dans des proportions plus vastes l'on découvre de Constantinople, quand de la pointe du Sérail le regard s'étend jusqu'aux îles des Princes, rayonnant dans le lointain. Les îlots verdoyans de Djennada et de Nyss dans l'Egherder-Gheul, en simulant les petits groupes insulaires de la Propontide, achèvent l'illusion.

A l'est, sur les plateaux arides de la Lycaonie, se déploie tout un réseau de lacs aux eaux saumâtres et d'un goût fade et désagréable, ou recouvertes d'efflorescences blanchâtres et saturées à différentes doses de chlorure de sodium ou de sulfates de magnésie et de soude. De tous ces bassins, le plus important comme aussi le plus considérable de l'Asie-Mineure est le Touz-Gheul, le Tatta de Strabon, au nord-est de Konieh (Iconium). Sa plus grande largeur, du sud-ouest au nord-est, est de 11 lieues environ sur une largeur qui varie de 5 à 3 lieues; sa circonférence en a 28, et sa superficie est de 58 lieues carrées. Le sel que l'on retire du Touz-Gheul et des autres dépôts lacustres du pachalik de Sivas doit compter parmi les richesses de l'Asie-Mineure susceptibles d'une exploitation lucrative.

Si jamais la propriété foncière en Turquie subit dans le régime qui en détermine la transmission et la jouissance les réformes qu'elle attend encore, et si elle devient accessible aux étrangers avec toutes les garanties qui en consacrent la possession chez les nations civilisées, nul doute que le courant de l'émigration européenne, qui se porte aujourd'hui vers le Nouveau-Monde, ne reflue en partie vers l'Asie-Mineure. Ses solitudes maintenant stériles reprendront la fécondité et la vie qu'elles eurent autrefois; alors, sur les bords de ses lacs devenus un centre d'attraction pour les populations, se grouperont

des villages et des cités, et leurs ondes écumeront, comme celles des lacs de la Suisse et de l'Angleterre, sous les coups pressés de la roue des bateaux à vapeur. Néanmoins cette brillante perspective qu'entrevoit M. de Tchihatchef pour le pays qui a toutes ses prédilections n'apparaît encore au regard que dans un lointain bien obscur.

Les cours d'eau qui arrosent la péninsule sont soumis à des conditions hydrographiques qui ne se retrouvent nulle part ailleurs avec le même caractère de constance et de généralité : c'est d'abord leur peu de profondeur, qui est en moyenne de 2 à 3 mètres, et qui les rend tous plus ou moins impropres à la navigation, et ensuite les sinuosités extrêmement multipliées qu'ils décrivent, et qui pourraient leur faire appliquer à tous ce que le poète dit du Méandre :

Mæander sibimet refluit sæpe obvius undis.

Leur développement réel, comparé avec celui des lignes droites qui séparent les sources des embouchures, présente une disproportion vraiment extraordinaire. Ainsi le Kizil-Irmak (l'Halys), qui débouche dans la Mer-Noire, a en ligne droite 52 lieues sur un parcours de 225, c'est-à-dire presque quintuple; le Sakaria (Sangarius), autre affluent du Pont-Euxin, a en ligne directe 53 lieues et une longueur effective de 146; le rapport est de 12 lieues sur 46 pour le Doloman-Tchaï (le Kalbis), qui a ses sources dans les parties élevées de la Lycie, de 60 sur 95 pour le Buyuk-Mendéré (le Méandre), dont le nom est devenu synonyme, comme on le sait, de tous les corps que l'art ou la nature recourbe en replis tortueux. Si plusieurs de ces cours d'eau peuvent, sous le rapport de leur développement, être mis en parallèle avec quelques-uns des fleuves de l'Europe, ils leur sont très inférieurs quant à leurs dimensions dans le sens de la largeur comme dans le sens vertical; mais ce contraste ne ressort nulle part d'une manière plus saillante qu'à l'égard de l'Angleterre, où les rivières roulent une masse liquide bien supérieure à celle qu'indique le chiffre moyen de la longueur des cours d'eau européens, et sont dans les meilleures conditions possibles de navigabilité.

Un autre caractère propre aux rivières de l'Asie-Mineure est l'élévation très considérable de leurs sources, qui produit entre leur point de départ et leur embouchure une différence de niveau très sensible. Cette élévation atteint le plus souvent jusqu'à 2,000 mètres. En France, la plupart de nos rivières descendent d'une hauteur ne dépassant point 900 mètres, et même bien au-dessous de ce chiffre. L'Adour est la seule dont la source soit à 1,931 mètres, et il n'y a que le Tarn (1,530 mètres) et l'Allier (1,423 mètres) qui se rapprochent de cette altitude. Il résulte des observations de M. de Tchihatchef, corroborées de celles d'un éminent géologue, M. Élie de Beaumont, que les pentes locales de 30 à 40 mètres sont assez communes dans l'Asie-Mineure, tandis qu'ailleurs elles sont loin de se répéter avec la même fréquence, et n'appartiennent guère qu'aux régions alpestres. Ce n'est que sur les limites extrêmes de leur embouchure que les rivières de la péninsule prennent le caractère d'un cours d'eau de steppe. La rapidité de leur courant, combinée avec la dimension restreinte de leur lit, contribue à pro-

duire un effet remarquable, on les voit charrier une énorme quantité de détritus qui occasionnent des ensablemens et des dépôts sur une échelle vraiment gigantesque. Ce phénomène a aussi pour résultat d'un côté l'accroissement fort appréciable de plusieurs points littoraux, de l'autre l'ensablement du lit de ces rivières, suivi d'un changement dans leur direction, parfois même de leur entière disparition. Il est facile d'apprécier de quelle importance est pour la connaissance de l'histoire et de la géographie anciennes de l'Asie-Mineure cette observation de la marche progressive et des révolutions de la nature. Une foule de témoignages nous apprennent qu'un grand nombre d'îles ont été englobées dans l'enceinte du continent, et que plusieurs rivières, réduites aujourd'hui à l'état de faibles ruisseaux, ont porté dans l'antiquité des flottes de guerre, et étaient encore navigables au moyen âge.

L'inégale répartition des cours d'eau sur la surface de la péninsule asiatique est aussi un fait important à noter. Toute la partie centrale, celle des grands plateaux de la Lycaonie, désignée chez les anciens par l'épithète de *axylon* ou déboisée, de la Galatie, de la Phrygie, dont une partie était qualifiée de *catakekauméné* ou brûlée, et de la Cappadoce, se déroule au loin en plaines arides complétement privées d'eau à l'époque des chaleurs estivales, et inhabitables pour l'homme dès qu'il leur retire l'appui de sa main fécondante. Les chroniqueurs des croisades, qui parlent pour la plupart en témoins oculaires du passage des Franks à travers l'Asie-Mineure, nous dépeignent les horribles souffrances auxquelles les chrétiens furent exposés dans l'Isaurie et la Pisidie, où, suivant Guillaume de Tyr, cinq cents personnes expirèrent en un jour dans les angoisses de la soif. Un historien arménien du XIIe siècle, Matthieu d'Édesse, nous retrace le tableau émouvant de la marche pénible de l'armée de Guillaume IX, comte de Poitou, dans ces lieux inhabités, égarée sur les pas perfides des guides que lui avait donnés l'empereur Alexis. « On leur fit parcourir, dit-il, pendant quinze jours des solitudes dépourvues d'eau, où rien ne s'offrait au regard que le désert dans toute son aridité, rien que les âpres rochers des montagnes. L'eau qu'ils trouvaient était blanchâtre, comme si l'on y avait dissous de la chaux, et salée. » Cette dernière circonstance du récit du chroniqueur arménien nous reporte dans la zone des lacs à l'eau saumâtre ou salée, qui s'étend des limites de la Phrygie jusque dans la Lycaonie. C'était en effet le chemin que suivaient les croisés; dans la suite, l'expérience leur apprit à s'approvisionner d'eau potable pour faire cette traversée.

Il ressort de ces considérations sur le régime hydrographique de l'Asie-Mineure qu'elle manque tout à fait aujourd'hui de ces voies de communication fluviale qui aident si puissamment au commerce et à l'industrie, et que ce régime tend chaquejour à empirer par l'amas énorme des détritus que ses rivières roulent continuellement. Sous l'action de la nature abandonnée, sans direction et sans frein, à ses propres forces, cette accumulation peut être considérée comme un mal devenu irrémédiable, lors même qu'à l'apathie et à la négligence des Turks se substituerait dans ces contrées l'activité des peuples de race européenne. Sous le rapport de son système fluvial, on voit que l'Asie-Mineure est assez mal partagée.

La région des plaines, formée d'une suite de bassins séparés par des

chaînes de montagnes presque toutes dirigées du nord-ouest au sud-est, constitue le tiers de la superficie de la péninsule; le reste, qui comprend les provinces de l'ouest, du nord et du sud, forme la contrée montagneuse sur laquelle nous allons arrêter un instant nos regards.

Dans la zone méridionale se dresse le massif, si célèbre dans l'antiquité sous le nom de Taurus, auquel s'appuient, comme une extension naturelle dans la direction du nord-est, les contreforts de l'Anti-Taurus. Ce groupe de montagnes embrasse par conséquent les massifs partiels qui remplissent la Lycie, la Pisidie, la Pamphylie, l'Isaurie, la Cilicie-Pétrée, ainsi que la contrée entre la Cilicie-Champêtre et la Cappadoce. Vers l'Orient, M. de Tchihatchef lui assigne pour bornes au nord-ouest les parages de Gurun, 33 lieues environ à l'est de Césarée, au nord le plateau trachytique du système argéen et les grandes plaines lacustres de la Lycaonie.

Dans le langage géographique des anciens, le nom de *Taurus* a deux significations. L'une est générale et désigne toute la chaîne à laquelle ce nom et quelquefois celui de Caucase étaient appliqués. Prolongée à travers tout le continent asiatique, cette chaîne, comme un rempart immense, le partageait en deux parties, de l'ouest à l'est. L'autre acception, toute spéciale, ne se rapportait qu'à la partie du Taurus qui traverse l'Asie-Mineure.

La première, celle qui était prise dans le sens le plus large, n'était fondée, à vrai dire, que sur l'extrême imperfection des notions géographiques des anciens, et n'avait son origine que dans des fictions ou des généralisations plus ou moins arbitraires. Le même vague plane sur la seconde, quoique restreinte à une chaîne placée en-deçà des limites de la partie du globe soumise à l'observation directe et positive des anciens, et les auteurs diffèrent tout à fait sur le point de départ de cette chaîne. Strabon en place le commencement soit dans le voisinage de l'île de Rhodes, soit sur le bord occidental du golfe d'Attalia (aujourd'hui Adalia); Tite-Live, Denys le Periégète, Festus Rufus Avienus, dans la Pamphylie; Pline, dans la Lycie, près du golfe Chélidonien; Diodore de Sicile, dans la Cilicie. Procope, qui partage l'opinion du compilateur sicilien, continue le Taurus à travers la Cappadoce et l'Arménie, par-delà l'Ibérie, jusqu'à la porte Caspienne. Au milieu de ces opinions divergentes, M. de Tchihatchef pense que le moyen le plus certain pour fixer la délimitation de la chaîne est la division de la péninsule en Asie citérieure, ou en-deçà du Taurus, et en Asie ultérieure, ou au-delà du Taurus, division qui avait pour base cette chaîne même, et qui a été admise d'une manière plus ou moins explicite par les auteurs les plus accrédités de l'antiquité. D'après ce mode de partage, le Taurus aurait son point austral à l'extrémité occidentale du gole d'Attalia, sur les confins de la Pamphylie et de la Lycie, en s'étendant tout le long du littoral de la Karamanie jusqu'au golfe d'Alexandrette, et en se soudant à l'Amanus, qui sépare la Cilicie de la Syrie. Au nord, il aboutirait à une ligne commençant à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la ville d'Attalia, et qui, s'infléchissant vers le nord-est, irait se terminer à l'embouchure de Kizil-Irmak, entre la Paphlagonie et le Pont. Le Taurus comprendrait ainsi toute la largeur de la péninsule, et aurait environ 450 kilomètres de développement du sud au nord. De cette manière, les nom-

breuses chaînes qui sillonnent les provinces occidentales, le Tmolus, le Missoguis, le Soultan-Dagh, le Mourad-Dagh, l'Imir-Dagh, le Demirdji-Dagh, les montagnes de la Lycie, les chaînes de l'Olympe mysien et de l'Olympe galatien, etc., seraient exclues du système du Taurus des anciens.

Au moyen âge, ce système cessa de recevoir une appellation générique, et les auteurs orientaux ne le connaissent plus que sous des dénominations locales. Les chroniqueurs des croisades ne font que rarement usage du terme de Taurus, quoiqu'ils aient eu plus d'une fois l'occasion de le mentionner, puisque dès la première croisade l'armée chrétienne eut à franchir l'Anti-Taurus pour se diriger par la *montagne du Diable* sur Marasch, dans la Cilicie.

Après avoir étudié dans tous leurs détails les ramifications compliquées du Taurus, M. de Tchihatchef décrit successivement et de proche en proche toutes les chaînes qui, directement ou indirectement, convergent vers ce massif principal, et dont il a vérifié sur tous les points, par de laborieuses ascensions, l'attitude, la direction et les rapports qu'elles ont l'une avec l'autre dans l'ensemble du réseau orographique de l'Asie-Mineure.

L'une des plus curieuses et des plus pénibles de ces ascensions est celle qu'il fit sur l'Ardjis-Dagh (*argæus mons*), colossale montagne volcanique au sud-est de Césarée, que l'on peut considérer, dans l'état actuel de nos connaissances, comme le point culminant de la péninsule, et qui, avec les massifs qui lui servent de ceinture ou de piédestal, occupe une surface qui n'a pas moins de 70 lieues métriques. Le sommet de l'Ardjis-Dagh, en plongeant dans la région des neiges et des glaces éternelles, se dresse sous la forme d'un cône terminé par deux pics, dont l'un, l'oriental, a des contours assez doux, à la différence du pic occidental, qui est hérissé d'aiguilles et sillonné d'échancrures. Le point le plus élevé auquel il soit possible d'atteindre et auquel parvint le voyageur russe a 3,841 mètres. Ce point marque la hauteur du bord méridional du cratère.

Un phénomène aussi singulier qu'imposant, dont il eut l'occasion d'être témoin, est celui qu'il appelle le *réveil de l'Argée*, et qui était produit par l'accumulation tout à fait exceptionnelle des neiges tombées cette année (1848). Les blocs qui se détachent continuellement des sommets les plus élevés s'entassent et se fixent dans la neige congelée pendant la nuit; mais aussitôt que le soleil ramollit le ciment qui les retient captifs, ces blocs s'échappent comme de la bouche d'un mortier, et, répercutés par les rochers qu'ils heurtent sur leur passage, bondissent avec une violence extrême. Rien de plus majestueux, de plus solennel que cette scène. Après un silence qui n'est interrompu dans ces solitudes aériennes par le mouvement d'aucune créature vivante, tout à coup, au premier rayon de l'astre du jour, ces batteries opèrent leur explosion, et l'aube s'annonce par des détonations que suit une grêle de blocs se croisant en tout sens, et décrivant quelquefois des paraboles dans les airs. Malgré la précaution que prit l'intrépide explorateur, d'après l'avis de ses guides, de se mettre en marche vers la fin de la nuit, il ne put éviter l'honneur dangereux d'assister au lever du géant argéen, et d'essuyer une bonne part des salves tirées à cette occasion.

Je n'ai point eu à signaler ici la partie capitale des travaux de M. de Tchi-

hatchef sur les montagnes de l'Asie-Mineure, celle à laquelle l'avaient le mieux préparé les études favorites de toute sa vie, je veux dire l'examen de la constitution géologique. Ces recherches se rattachent à l'ensemble de celles qu'il a consacrées à la péninsule entière; elles trouveront leur place dans les autres volumes de cette publication (1). Pour le moment, il a dû se borner à envisager l'orographie de cette contrée au point de vue purement topographique, et dans les conditions que comportait une description géographique qu'il avait en vue, et que l'on peut considérer comme la plus complète et la plus exacte qui ait encore paru.

Le plan de M. Tchihatchef est vaste; peut-être l'est-il trop pour les forces isolées d'un seul homme, puisqu'il embrasse à la fois tout ce qui est du ressort des sciences physiques ou du domaine des sciences économiques et de l'archéologie, et comporte ainsi les études les plus variées et les plus dissemblables. Jusqu'ici un seul homme s'est rencontré, Alexandre de Humboldt, qui, dans la description des pays qu'il a parcourus ou sur lesquels son génie s'est exercé, ait su allier les ressources d'une vaste érudition à la connaissance la plus approfondie des lois de la nature. Sans aspirer à égaler un pareil modèle, c'est une noble ambition que de chercher à s'en rapprocher, et c'est l'ensemble de l'œuvre de M. de Tchihatchef qui permettra seul de décider jusqu'à quel point il y est parvenu.

E. DULAURIER.

(1) En attendant, il y a quelques mots à dire de l'exécution intrinsèque de ce premier volume. L'auteur nous apprend dans son introduction qu'il parcourait l'Angleterre pendant l'impression de son livre, et que les épreuves qui lui étaient envoyées ont été corrigées par lui en chaise de poste ou dans les wagons des chemins de fer. Plus d'une page se ressent de cette continuelle locomotion. Des *lapsus* qui altèrent des noms propres ou des expressions techniques, ainsi que des fautes typographiques assez nombreuses laissées sans correction, accusent les distractions inséparables d'un travail fait au loin et sur les grands chemins. J'en dirai autant de la carte géographique. Tout en tenant compte des difficultés inhérentes à la gravure d'une grande carte chargée de détails, on ne peut s'empêcher de reconnaître que des erreurs s'y sont glissées qui n'auraient point échappé à une révision faite dans le recueillement du cabinet. Dans une note qui termine un *errata* très insuffisant, l'auteur fait valoir, pour se justifier, les variations des mots turks transcrits en caractères français; mais outre que ces variations sont ici quelquefois des fautes matérielles d'impression, il y a, ce me semble, un inconvénient grave à admettre dans un corps d'ouvrage une instabilité orthographique perpétuelle, sensible surtout lorsque l'on rapproche la carte du texte qui sert à l'expliquer. Je me serais abstenu d'observations aussi minutieuses, s'il ne s'agissait point d'un livre qui est le résultat de travaux considérables et consciencieux, et exécuté avec un luxe qui, sans être exagéré, en rend le prix comparativement assez élevé. Rien de plus facile du reste pour le lecteur que de corriger à la main ces fautes qui sautent aux yeux, en attendant que l'auteur lui-même les fasse disparaître d'une seconde édition dont je lui souhaite la bonne fortune de tout mon cœur.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre 1855.

Il reste toujours assez difficile de répondre à une question que tout le monde s'est faite après la prise de Sébastopol : « Que pensera-t-on de ce grand événement à Saint-Pétersbourg? quelle influence exercera ce triomphe des armées alliées sur les résolutions de l'empereur de Russie? » On est allé dans les premiers jours jusqu'à supposer que les troupes russes se préparaient à évacuer la Crimée, que l'ennemi, renonçant à défendre cette extrémité de son territoire, où il ne pouvait plus faire parvenir de renforts et d'approvisionnemens qu'avec des frais immenses, prenait le parti de concentrer ses forces au nord de l'isthme de Pérécop, pour couvrir les gouvernemens méridionaux de l'empire et défendre la vraie Russie. Ce qu'on savait des motifs qui avaient déterminé le mouvement agressif de la Tchernaïa si victorieusement repoussé par nos troupes, la force croissante de notre position à Eupatoria, et la plus grande liberté d'opérations que devait nous donner la chute du Gibraltar de la Mer-Noire, auraient en effet pu expliquer une résolution très grave sans doute comme aveu d'impuissance, mais peut-être d'une haute sagesse, — une de ces résolutions enfin comme la Russie se vante d'en savoir prendre en face de certaines situations. Nous ignorons si l'on a délibéré dans les conseils de Saint-Pétersbourg sur une pareille question; cependant la chose n'a rien d'invraisemblable, et ce n'est peut-être pas sans quelque fondement que le bruit de l'évacuation de la Crimée, qui s'est répandu pour la seconde fois il y a quelques jours, est arrivé de Berlin avec tous les caractères d'une nouvelle sérieuse. Quoi qu'il en soit, c'est le parti de la défense, ou plutôt d'une expectative trahissant de sérieux embarras, qui paraît avoir prévalu. D'ailleurs aucun plan ne se dessine, aucune opération savante ou hardie n'annonce l'impulsion soit d'une grande intelligence militaire, soit d'un caractère énergique pour l'action. Nous ne nions pas, et nous n'avons, pour la gloire des armées alliées, aucun intérêt à nier

l'énergie passive de nos adversaires. Ils ont déployé dans la résistance une fermeté et des ressources qui leur font honneur, bien que les corps qui supportaient dans la forteresse les misères et les fatigues du siége, avec les dangers d'une opiniâtre défense, fussent souvent retirés pour faire place à des troupes fraîches, ce qui prévenait le découragement; mais, depuis la bataille de l'Alma jusqu'à celle de la Tchernaïa, les Russes, on peut le dire, n'ont pas fait preuve en rase campagne de cette heureuse ardeur, n'ont pas eu de ces belles inspirations stratégiques qui caractérisent les grandes guerres et qui font les grands noms. Rien aujourd'hui ne permet heureusement de prévoir qu'ils se préparent à surprendre l'Europe par des coups d'éclat. C'est à nous, selon toute apparence, que doit appartenir l'initiative de combinaisons nouvelles, dont nous n'avons pas la prétention de deviner le secret, et dont l'opinion publique, relevée de sa défaillance par l'éclat de nos derniers succès, attend le développement avec une entière confiance. On sait que rien n'est impossible avec des soldats et des généraux comme les nôtres, et tout le monde a pu observer, à mesure qu'on a mieux connu les détails de l'héroïque effort qui a contraint les Russes à nous livrer Sébastopol, le réveil chez les tempéramens les plus calmes d'une fibre guerrière que la génération des hommes nés avec le rétablissement de la grande paix européenne ne se soupçonnait pas.

La chute de Sébastopol a encore donné lieu à une autre observation d'un certain intérêt. Elle a permis de constater une fois de plus l'extrême docilité de l'opinion russe au souffle du gouvernement du tsar et la parfaite discipline morale des organes officiels ou officieux qui traduisent cette opinion en Europe. Il n'est pas douteux que le premier effet d'un événement aussi capital que celui qui immortalisera la date du 9 septembre 1855 n'ait été à Saint-Pétersbourg et dans tous les cœurs russes un sentiment de consternation. Nous pouvons en juger par le sentiment contraire qui nous a transportés à ces mots : « Sébastopol est pris! » Et comment d'ailleurs cette catastrophe n'aurait-elle pas frappé la Russie comme un coup de foudre? Faut-il rappeler que, malgré l'énorme accumulation des moyens de deux grands peuples, peut-être même à cause des prodigieux efforts qu'on leur voyait faire, on ne pensait plus, à la veille du succès, qu'aux difficultés de l'entreprise, et qu'on ajournait ses espérances à quelques mois? Quant aux Russes, ils ne croyaient certainement pas avoir perdu toute chance de conserver ce qu'ils avaient jusqu'alors si bien réussi à défendre. Le coup que ressentit toute la Russie fut donc très rude, et on ne pouvait nulle part, sous l'impression du premier choc, simuler une impassibilité qui n'est pas dans la nature humaine; mais l'orgueil, la dignité si l'on veut, — disons mieux, le calcul de la politique reprit bien vite le dessus.

Le souverain avoua d'abord l'abandon de Sébastopol, qu'on avait peut-être eu la pensée de défendre pied à pied après la chute de Malakof, et où des flots de sang pouvaient encore couler de part et d'autre; puis, le mot donné sur la résolution exécutée par le prince Gortchakof, on prit un air assuré, on recommença à parler des forces et des inépuisables ressources de la Russie, on laissa entendre, au risque peut-être d'appeler nos armes sur un point que son éloignement ne rendrait cependant pas inaccessible, que Nicolaïef pour-

rait devenir un autre Sébastopol, on affecta de considérer la perte immense qu'on venait de faire comme un incident ordinaire de la guerre où l'on était engagé, et non pas, si l'on peut s'exprimer ainsi, comme la perte même de la partie qu'on avait voulu jouer et de la gageure qu'on avait soutenue contre la politique occidentale. Enfin des mouvemens de troupes et des voyages princiers annoncèrent qu'on pousserait la guerre à outrance, et toute la diplomatie russe en Allemagne se fit l'écho d'un optimisme contre lequel protestent les souffrances de la nation, le nombre énorme de soldats qui ont déjà succombé, la ruine du commerce, la dépopulation des provinces méridionales, les embarras extrêmes du trésor, le désespoir des propriétaires, et l'impossibilité chaque jour plus évidente de rétablir un prestige qui est détruit pour longtemps. Il n'y a pas un Russe éclairé qui ne le sache et ne le déplore au fond du cœur, et néanmoins il n'y en a pas un qui ose prendre le parti de la vérité contre l'illusion, pas un qui reconnaisse que son gouvernement a commis de grandes fautes, que la raison et la justice sont de notre côté, et que nous devons à la sécurité de l'Europe d'exiger des garanties sérieuses contre l'ambition qui la menaçait. C'est, nous en sommes convaincus, cette docilité de tous ses instrumens qui a précipité l'empereur Nicolas dans une entreprise aussi insensée que coupable. Personne autour de lui n'a manifesté un doute sur la sagesse de ses vues, personne n'a exprimé un scrupule sur la violence qu'il prétendait faire au sultan, personne enfin ne lui a dit qu'il se trompait en regardant comme impossible une alliance entre la France et l'Angleterre pour combattre des projets auxquels cependant il voyait bien, au moment même où il s'y obstinait, que l'Angleterre ne voulait pas s'associer. Il en est de même aujourd'hui, et il en a encore été de même pendant les conférences de Vienne, où la politique russe a cru avoir remporté un avantage signalé en refroidissant momentanément les rapports de l'Autriche avec ses alliés du 2 décembre. Mais cette disposition du caractère russe à ne pas discuter la volonté du souverain, à suivre et à servir sa passion, en même temps qu'elle fait retomber sur lui toute la responsabilité des maux qu'elle cause, lui permet aussi de détendre la situation quand il le veut, sans avoir à compter avec une opinion dont il est le seul arbitre. Qu'on ne dise donc pas que l'empereur Nicolas a été entraîné par un mouvement national, quand il a troublé la paix du monde; sa nation l'a suivi sans doute, mais par habitude d'aveugle confiance, — et depuis qu'en jetant le gant aux puissances occidentales, il a remis en question les destinées de la Russie, il n'y a pas eu une occasion de faire la paix que lui et son successeur n'aient pu saisir sans le moindre danger pour leur popularité personnelle et pour la solidité intérieure de leur pouvoir.

Il ne faudrait cependant pas conclure de la sérénité affectée par les Russes qu'au fond leur gouvernement ne désire point la paix. Il est impossible au contraire qu'il ne regrette point d'avoir tant de fois repoussé des conditions d'arrangement aussi modérées que celles de Vienne, et qu'il ne renouât avec transport le fil des négociations qu'il a si imprudemment rompues, si l'orgueil qui l'a égaré ne se révoltait à l'idée de faire le premier pas. Aussi un de ses diplomates aux allures les plus dégagées disait-il après la prise de Sébastopol : « Nous sommes muets, mais nous ne sommes pas sourds. » Et il

est bien permis de supposer que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'était pas complétement étranger à ces questions, à ces suggestions que la Prusse a portées en différentes cours, à ces vœux et à ces conseils que son ministre à Constantinople est, dit-on, chargé d'y exprimer en y retournant, pour faire surgir de quelque côté une tentative de rapprochement. Malheureusement pour la Russie ces détours ne peuvent conduire au but. Des ouvertures qui ne seraient pas expressément présentées en son nom, des paroles dont on ne pourrait ou n'oserait pas se déclarer chargé par elle, ne sauraient être accueillies à Paris ou à Londres comme des avances auxquelles on aurait une réponse à faire, et par conséquent laisseraient les choses dans l'état où elles sont depuis la rupture des conférences de Vienne; il serait même à craindre que si la bouche qui les prononcerait était suspecte, on ne fût tenté d'y voir une velléité de médiation qui serait à bon droit rejetée. On ne peut donc se dissimuler qu'en ce moment la paix soit bien difficile, non de parti pris dans l'un et l'autre camp, mais parce que l'un ne veut pas demander ce que l'autre ne peut pas honorablement offrir. Aussi la pensée, l'humeur même des hommes d'état paraît-elle suivre une impulsion différente, comme il est aisé d'en juger par un discours récent de lord Palmerston, qui respirait l'ardeur de la lutte et l'exaltation du triomphe beaucoup plus qu'il ne laissait pressentir une reprise du calme et patient travail de la diplomatie.

Jusqu'à quel point la nation anglaise partage-t-elle ces sentimens? Éprouve-t-elle ou éprouvera-t-elle longtemps le besoin de pousser la guerre à outrance, de protester contre toute idée de négociations, de décourager toute proposition pacifique par des manifestations aussi vives? Nous ne voudrions pas l'affirmer. Il paraît se former en ce moment même une coalition inattendue entre les chefs de l'école de Manchester, les *peelites*, qui se sont retirés du ministère, — et jusqu'à des tories qui tout récemment encore accusaient le cabinet d'avoir mené la guerre trop mollement, — pour résister à la politique dont le discours de lord Palmerston est le manifeste. C'est un événement grave, surtout au milieu de la crise économique que l'insuffisance de la récolte a fait éclater. Les *peelites* comme M. Gladstone, les hommes de Manchester comme M. Cobden et M. Bright, sont les organes respectés d'intérêts matériels et populaires que les circonstances rendront de jour en jour plus exigeans. Ils trouveront de l'écho dans plus d'une classe de la société anglaise, et pour nous, nous attachons une assez grande importance à ce mouvement, que les dernières séances du parlement permettaient de pressentir pour l'époque où la chute de Sébastopol désintéresserait la dignité nationale et le point d'honneur militaire. Des motifs d'un ordre différent, des considérations étrangères à la question alimentaire ou à l'état des finances peuvent le fortifier. Somme toute, c'est dans la situation un élément nouveau qui doit frapper les esprits.

En France aussi, le gouvernement et le pays ont à se préoccuper de la cherté des denrées alimentaires. Pour les approvisionnemens de céréales, l'expérience a démontré que la liberté des transactions est le moyen le plus simple et le plus sûr d'attirer sur nos marchés les produits des contrées étrangères. Les États-Unis, où l'abondance de la récolte a dépassé les prévisions les plus favorables, seront en mesure de combler le déficit européen. Déjà d'im-

menses spéculations sont engagées pour importer en France et en Angleterre les blés et les farines d'Amérique. Un pays plus voisin, l'Espagne, a également obtenu une abondante récolte, dont les produits, expédiés en grande partie par le port de Santander, contribuent à alimenter quelques-uns de nos marchés du midi. La France recevra ainsi du dehors le complément nécessaire à sa consommation, lors même qu'elle aurait à importer plus de 7 millions d'hectolitres. Bien que toute inquiétude sur l'approvisionnement ait aujourd'hui disparu, on ne saurait cependant espérer une baisse sensible dans les prix; en effet, le cours des blés d'Amérique se règlera, non plus seulement d'après l'activité de la demande, mais aussi d'après le chiffre considérable des dépenses qu'entraîne un long transport à travers l'Atlantique. De plus, si la denrée est abondante de l'autre côté de l'Océan, les navires sont rares, et l'insuffisance des moyens de transport maintient le fret à un taux très élevé. Il est donc naturel qu'après avoir proclamé en matière de céréales le salutaire principe de la liberté du commerce, le gouvernement fasse appel au dévouement des administrations municipales et à la sollicitude de la charité privée pour alléger autant que possible, par des combinaisons ingénieuses, le fardeau qui pèse sur les classes populaires. On a vu que, dans le cours de la dernière session législative, de nombreux emprunts ont été autorisés à la charge des départemens et des communes pour l'exécution de grands travaux d'utilité publique, répartis sur toute l'étendue du territoire. Quelques voix se sont élevées contre ce développement donné à l'emprunt, qui, on peut le dire, est entré bien profondément dans nos institutions et bien facilement dans nos mœurs; mais après tout, en temps de crise, il faut pourvoir aux besoins les plus urgens. Il faut multiplier les élémens de travail, maintenir le taux des salaires, et dans cette vue les emprunts qui ont été votés trop libéralement peut-être, alors que l'on ne connaissait point les résultats de la récolte, procureront aux communes des ressources indispensables, qui s'ajouteront aux crédits extraordinaires ouverts sur le budget de l'état. C'est ainsi que les événemens se sont tristement chargés de justifier tant d'emprunts qui, dès le principe, avaient provoqué de légitimes objections. De même que le blé, la viande de boucherie a atteint, surtout dans les grandes villes, des cours très élevés. La hausse s'expliquait d'abord par la cherté des céréales, qui amène d'ordinaire l'enchérissement de toutes les denrées, puis par l'essor qu'a pris depuis 1848 la consommation de la viande. Elle paraissait cependant dépasser les justes limites, et on avait remarqué, par exemple, que la moindre hausse survenue dans le prix du bétail au marché de Poissy était suivie d'une hausse correspondante dans le prix de la viande à Paris, tandis que le même contre-coup ne se produisait jamais lors des mouvemens de baisse. De là des plaintes nombreuses auxquelles il a été donné satisfaction par une ordonnance de police (1er octobre) qui introduit le principe de la taxe dans le commerce de la boucherie. Cette ordonnance entre en vigueur à partir du 16 octobre : les bases de la taxe seront arrêtées à chaque quinzaine, et l'autorité administrative paraît disposée à prendre les mesures les plus énergiques pour assurer l'application du nouveau système.

Le seul incident qu'il y ait à signaler, en dehors de ces préoccupations

économiques, dans notre histoire intérieure, autrefois si animée, aujourd'hui si calme, c'est la note publiée, il y a quelques jours, par *le Moniteur*, à propos des difficultés survenues avec Naples, et dont le sens était assez clair. Le gouvernement y désavouait, à propos d'une lettre empruntée à un journal anglais et très hostile au roi des Deux-Siciles, toute intention de donner à ses trop légitimes griefs contre le cabinet napolitain une portée qui en dénaturerait le caractère, et laisserait supposer des arrière-pensées tout à fait étrangères à la question du moment. La note du *Moniteur* a fait croire que toutes les difficultés étaient aplanies, que l'orage qui avait menacé Naples était conjuré, que les sages conseils de l'Autriche avaient prévalu auprès du roi sur des craintes aveugles et sur d'inexplicables complaisances pour Saint-Pétersbourg. On saura bientôt à quoi s'en tenir sur cet incident, qui pourrait devenir grave si la satisfaction très incomplète accordée aux justes plaintes des deux puissances offensées n'était pas suivie d'un changement sérieux dans les tendances politiques de l'administration napolitaine. Si l'on s'imaginait follement à Naples que, pour s'être interdit l'usage de certaines armes, la France et l'Angleterre ne recourront pas à d'autres moyens de se faire respecter, ce serait une illusion qu'il y aurait danger, nous assure-t-on, à caresser plus longtemps.

Ce sont les petits états surtout qui ont besoin de sagesse et de tact politique pour traverser les temps d'épreuve. Le Danemark, lui, vient de sortir d'une crise difficile. Une constitution commune au royaume et aux duchés a été votée par les chambres et sanctionnée par le roi. Toutes les passions, tous les intérêts qui depuis nombre d'années divisent ce pays, s'étaient donné rendez-vous sur ce terrain, et il a fallu au roi une persévérance peu commune, l'énergique résolution d'en finir pour triompher de toutes les oppositions réunies. La constitution nouvelle fait une très grande part aux intérêts conservateurs. Néanmoins la sanction donnée par le roi à cette constitution a soulevé un incident qui tendrait à faire croire qu'elle ne répond pas encore suffisamment aux prétentions de la féodalité danoise. Le prince héréditaire, oncle du roi, a refusé d'y donner sa signature, et il y a tout lieu de penser qu'il n'a pris cette détermination que d'après les conseils des princes, car, on le sait, il y a à la cour de Danemark un parti du roi et un parti des princes. Le roi est un souverain avant tout loyal dans ses sentimens et d'un rare patriotisme. La crise européenne a servi également à montrer les bonnes dispositions dont il est personnellement animé envers les puissances occidentales. Les sympathies qu'il leur a témoignées ont vivement irrité cette portion de sa famille que les sentimens et les liens du sang rattachent plus ou moins à la Russie. Le prince de Gluksbourg, auquel doit passer la couronne en cas d'extinction de la descendance mâle de la dynastie actuelle, ne se distingue en rien, sous ce rapport, du prince de Hesse, gendre de l'empereur Nicolas, et auquel le trône paraissait devoir revenir en vertu de la succession féminine. Nulle part, même dans le parti féodal prussien, le fétichisme pour la Russie n'est poussé à un pareil degré d'affectation. Le prince héréditaire s'est laissé endoctriner par ces admirateurs passionnés de la Russie, et l'on n'attribue point à d'autre cause son refus de sanctionner une constitution, pourtant

si favorable au principe d'ordre et de conservation. Le roi a pris en cette circonstance une détermination qui a été vivement applaudie en Danemark. Il a privé le prince Ferdinand du commandement dont il était investi, et a infligé ainsi à sa conduite une marque publique de désapprobation. On ne peut que louer la résolution du roi, mais nous sommes frappés en même temps de voir quelles racines l'influence russe a jetées partout autour des trônes; en songeant que tant d'efforts faits par notre diplomatie et par nos armes n'ont pu parvenir encore à détruire cette influence sur le continent, on se demande ce que serait devenue l'Europe, si une énergique résistance n'avait été opposée aux dernières prétentions affichées par la Russie, et si l'on n'avait reporté sur son territoire la terreur qu'elle croyait pouvoir inspirer.

Voyez plutôt la Grèce! Que n'ont pas fait les puissances occidentales pour la soustraire à l'action de la diplomatie russe! L'empereur Nicolas lui-même a dévoilé le secret de sa politique à l'égard du royaume de Grèce en déclarant qu'il s'opposerait à tout ce qui serait propre à en faire un état sérieux. Néanmoins la cour d'Athènes demeure attachée avec opiniâtreté à cette politique qui veut sa perte. En occupant le Pirée, la France et l'Angleterre avaient indiqué au roi Othon les hommes qui leur paraissaient le plus aptes à rétablir l'ordre au dedans et les relations régulières avec l'empire ottoman. On sait la sourde hostilité que ce ministère a rencontrée depuis son avénement au pouvoir, malgré les services incontestables qu'il a rendus au pays. Dans l'état où la participation de la plupart des chefs de l'armée hellénique à l'insurrection de l'Épire avait placé le royaume, la tâche la plus difficile et la plus importante était incontestablement celle du ministre de la guerre. Une complète anarchie régnait parmi les troupes. Les aides de camp du roi avaient ostensiblement donné leur démission pour se rendre en Épire et en Thessalie, afin d'insurger les populations. L'insurrection avait promptement tourné au pillage, et la contagion de l'exemple n'avait été que plus puissante sur les soldats. De là des désertions que le gouvernement s'était mis dans l'impossibilité d'empêcher, et une désorganisation complète de l'armée hellénique. Bientôt tous ces prétendus libérateurs de l'Épire et de la Thessalie, chargés des dépouilles de ceux qu'ils avaient annoncé l'intention de délivrer, durent rentrer sur le territoire hellénique devant les troupes ottomanes, et dès lors ces officiers supérieurs qui avaient déposé leur commandement, ces soldats qui avaient déserté leur drapeau avec l'assentiment de la cour, inondèrent la Grèce d'une foule de brigands en disponibilité. Il avait fallu mettre fin au brigandage et réorganiser l'armée. Un homme résolu, le général Kalergi, s'en était chargé; c'était un premier tort aux yeux de la cour : il réussit, ce fut un tort plus grave encore, et le roi a su habilement profiter d'une parole imprudente du général pour l'éloigner du pouvoir. La retraite du général Kalergi a entraîné celle du cabinet tout entier.

Cette crise, qui dure depuis deux mois environ, paraît avoir ému la Bavière; mais est-il vrai, comme on l'a prétendu, que la Bavière, la Prusse et l'Autriche aient cru pouvoir offrir aux puissances occidentales leur médiation pour arranger le différend survenu entre le roi Othon et le général Kalergi?

Nous ne pensons pas qu'il ait pu rien se passer de semblable. D'abord, en supposant que la Bavière ait eu réellement l'intention de faire une proposition de ce genre, et que la Prusse ait consenti à l'appuyer, il est pour le moins fort invraisemblable que l'Autriche, alliée des puissances occidentales, eût songé à prendre un rôle de médiation dans une affaire qui touche par un côté aux intérêts généraux de l'alliance, — à s'associer à une démarche qui aurait eu aussi peu de chances d'être favorablement accueillie. On peut donc affirmer *à priori* qu'il n'y a point eu, qu'il n'a pu être proposé de médiation officieuse ou officielle entre les puissances occidentales et le roi Othon au sujet de la dernière crise ministérielle. Les cabinets de Paris et de Londres, tout en conseillant à ce prince de mettre les intérêts du pays et ceux de ses relations avec l'Angleterre et la France au-dessus de susceptibilités personnelles, se sont, sans aucun doute, abstenus avec soin de toute pression. C'est dans la pleine liberté de ses résolutions et sous sa responsabilité que sa majesté hellénique s'est séparée d'un cabinet qui offrait au pays et aux puissances des gages de sécurité. On manque encore de données certaines sur le personnel du nouveau ministère; mais, quel qu'il soit, la France et l'Angleterre ont des devoirs à remplir envers elles-mêmes. Comme alliées de la Porte, elles ne peuvent pas admettre que le gouvernement grec sorte de la ligne de conduite qu'elles lui ont tracée en occupant le Pirée; comme protectrices du royaume, elles ont incontestablement le droit de l'exiger. C'est un droit que la France, pour sa part, a payé environ cent millions depuis vingt-cinq ans.

Les troupes autrichiennes continuent à occuper les principautés. C'est un fait qui constate réellement l'alliance du cabinet de Vienne avec la Porte-Ottomane et les puissances occidentales. Il a donc pour nous sa valeur, et l'a eue surtout quand il s'est accompli; mais peut-être n'a-t-il pas été non plus inutile à la Russie, dont il a rendu les forces plus disponibles pour défendre Sébastopol, puis, en désintéressant l'Allemagne, il a encouragé et créé le maintien de cette froide neutralité à laquelle la politique russe, faisant de nécessité vertu, bornait ses prétentions. Quoi qu'il en soit, l'état actuel des choses en Moldo-Valachie est un provisoire dont les deux provinces s'arrangent assez mal. Les Autrichiens ne s'y sont pas fait aimer. On leur trouve la main lourde, et les populations ne les voient pas sans défiance se mêler de tous leurs intérêts, peser sur l'administration, multiplier leurs rapports, et chercher à prendre racine dans le pays. On sent que pendant leur séjour il ne peut être pris aucune grande mesure, qu'aucune institution ne peut se fonder, qu'aucune amélioration considérable ne peut être sérieusement discutée. En effet, la coexistence de trois autorités, celle des princes qui sont rentrés en possession du gouvernement, celle des Autrichiens, et l'autorité de la Porte, dont on doit tenir un certain compte, est nécessairement une source féconde de tiraillemens qui paralysent la marche des affaires. Aussi les esprits sont-ils très agités à Bucharest et à Jassi, et le malaise va-t-il croissant à mesure que, le rétablissement de la paix devenant plus incertain, l'organisation définitive des principautés paraît aussi s'éloigner davantage. On se demande donc s'il ne serait pas utile de donner dès à présent à la Moldo-Valachie et à la Servie, où la situation est également

très tendue, un témoignage du sérieux intérêt que leur portent les alliés de la Turquie, en remettant au moins à l'étude les questions multiples qu'embrasse cette organisation sous la garantie d'un protectorat collectif. Nous aimons d'ailleurs à reconnaître que dans ces derniers temps l'Autriche a profité du pouvoir réel qu'elle exerce sur le Bas-Danube pour prendre des mesures fort utiles à la navigation de ce grand fleuve, mesures qui resteront acquises au commerce, et qu'il ne faut pas juger à un point de vue étroit. Si elle devance, en les prenant, les désirs de la Porte-Ottomane, l'Autriche ne sert pas moins ses intérêts que les intérêts généraux de tous les pavillons européens dans la Mer-Noire, et montre qu'elle ne craint pas de froisser les prétentions des Russes, qui la regardent faire sans risquer la moindre représentation.

Un journal qui est une puissance en Europe disait récemment, en termes familiers, que la Turquie, arrachée aux convoitises russes, « n'en était pas moins sur sa dernière jambe, » *Turkey is on its last leg*, c'est-à-dire que le problème intérieur était toujours à résoudre pour elle, et qu'il se compliquait plus que jamais. C'est vrai, et pourtant nous espérons qu'à force de bonne volonté chez tous ceux qui peuvent contribuer à cette grande œuvre, l'empire turc se régénérera par l'infusion de principes nouveaux, dont l'adoption ne trouve plus de résistance sérieuse parmi les hommes distingués qui entourent le sultan, et dont on peut dire que la cause est gagnée dans la tête du corps qu'ils doivent fortifier et rajeunir. Seulement il faut des mains légères pour conduire à bien cette difficile entreprise, et on n'est que trop fondé à douter qu'avec les intentions les plus respectables assurément, tous ceux qui sont appelés, par leur caractère comme par leur position, à exercer une grande influence sur le succès de ce travail délicat, y apportent des habitudes d'esprit et des moyens d'action également heureux. Cette observation, nous n'avons pas besoin de le dire, s'applique surtout à lord Stratford de Redcliffe, dont les rapports avec le sultan ne se sont pas améliorés, et dont la personne est devenue une des plus grosses difficultés, presque un danger de la situation à Constantinople. L'âpreté qu'il met à poursuivre ceux dont il s'est déclaré l'ennemi n'a d'égale que l'ardeur avec laquelle il soutient ceux qu'il prend sous sa protection. Avec ce caractère, on est toujours ou vainqueur ou vaincu sur des questions qui paraissent de nature à froisser à chaque instant la susceptibilité du gouvernement auquel on doit des conseils bienveillans, mais qui a le droit de décider en matière d'administration intérieure, — et on ne conserve pas la sérénité impartiale de son propre jugement. Tout devient alors un sujet de lutte, et les mesures les plus simples prennent une fausse couleur qui les envenime.

Ainsi par exemple la Porte vient de destituer le patriarche grec Anthimos; on ajoute aussitôt que c'est le protégé de lord Stratford, et de bonne foi ou à mauvaise intention on dira qu'il a été frappé à ce titre. Que le patriarche Anthimos soit en effet le protégé de lord Stratford, la chose est possible; mais qu'en le destituant, la Porte ait voulu être désagréable à l'ambassadeur d'une puissance aussi étroitement alliée avec elle que l'Angleterre, c'est ce que nous ne croyons pas, parce qu'elle a bien assez de la question engagée sur le nom de Méhémet-Ali. La vérité est au contraire que le patriarche, dont la

corruption et les habitudes simoniaques ont révolté les moins scrupuleux à Constantinople, a été enfin sacrifié, après de longues hésitations, et pour ainsi dire à la dernière extrémité, au mécontentement général que sa conduite avait provoqué et à la réprobation unanime du synode. La rupture entre lui et les évêques ses subordonnés en était arrivée à un point qui ne permettait plus à la Porte de ménager en lui l'intérêt qu'il avait réussi à surprendre. Aussi serait-il souverainement injuste de considérer cet acte comme un nouveau grief qu'elle donnerait à lord Stratford; mais c'est un incident qui démontre combien ce besoin passionné de prendre parti pour ou contre les personnes est compromettant pour un ambassadeur étranger, surtout dans un pays de basses intrigues comme la Turquie, et on ne peut se défendre d'un certain étonnement en voyant un homme aussi corrompu que le patriarche Anthimos honoré d'un bienveillant intérêt, qu'on exagère sans doute, quand l'ambassadeur d'Angleterre proteste qu'il ne poursuit dans Méhémet-Ali-Pacha qu'une corruption dont les preuves seraient peut-être plus difficiles à fournir. Néanmoins, hâtons-nous de le dire, l'union de la France et de l'Angleterre demeure intacte sur le théâtre principal de leur action, grâce au sang-froid du représentant de la France et au bon esprit qui n'a pas cessé de l'animer; Constantinople serait en feu, si M. Thouvenel avait les passions aussi vives et les allures aussi impérieuses que son collègue, et s'il était dans nos traditions diplomatiques de jouer aussi gros jeu sur des noms propres.

Aux États-Unis, la vie politique sommeille un peu en l'absence du congrès, et les quelques signes d'activité qu'elle donne se rapportent plutôt à l'avenir qu'au présent. Les partis s'occupent de régler leurs vieux comptes et se préparent à la prochaine élection présidentielle. Le cabinet essaie de se mettre d'accord, mais inutilement; le parti Cushing et le parti Marcy sont aussi loin de s'entendre qu'auparavant, et c'est en vain aussi que les deux fractions du parti démocratique, les *hard shells* et les *soft shells*, ont tenté un rapprochement. Depuis quelques mois, la politique américaine est en pleine anarchie. Les *know-nothing*, qui marchaient pleins d'ardeur, qui s'opposaient, en phalange unie et compacte, aux vieux partis, de plus en plus morcelés, ont vu la division s'introduire dans leurs rangs à l'assemblée générale de Philadelphie. Cet insuccès n'a pas cependant redonné aux anciens partis la puissance qu'ils n'ont plus, et qu'ils cherchent inutilement à reconquérir. Au fond, les vieux noms de fédéralistes et de démocrates n'ont plus aucun sens, et en dehors de la politique nouvelle que les *know-nothing* cherchent à faire prévaloir, il n'y a plus aux États-Unis que deux tendances, la tendance abolitioniste et la tendance annexioniste. Il s'agit de savoir laquelle des deux triomphera à l'élection du nouveau président.

Ce ne sera point l'abolitionisme: la lutte relative à l'esclavage continue dans le Kansas avec plus de fureur que jamais, et se terminera, selon toute probabilité, par la défaite des abolitionistes. Tous les esprits commencent à se troubler devant l'idée d'une rupture possible de l'Union, et les courages les plus bouillans, cela est trop visible, en viennent à faiblir. Orateurs et journalistes mettent dans le langage qu'ils tiennent sur cette éternelle et difficile question une modération qu'ils n'avaient point autrefois. L'Union

essaie de se sauver d'elle-même, d'échapper à ses querelles intérieures; mais pour cela il n'y a qu'un moyen, c'est la politique d'expansion. C'est elle aussi qui prend le dessus de plus en plus, et malheureusement pour l'Amérique espagnole dans des circonstances singulièrement favorables aux projets des annexionistes du nord. Le gouvernement de l'Union semble avoir abandonné pour un temps la question de Cuba, comme trop difficile et créant aux États-Unis trop de dangers. Au moins c'est ce que la *junte cubane* a semblé comprendre, car elle s'est dissoute en annonçant publiquement que désormais les créoles ne compteraient plus que sur eux-mêmes pour conquérir la liberté, et qu'ayant été trop souvent trompés par les États-Unis, ils renonçaient à espérer d'eux aucun secours. Toutefois il y a des pays livrés à l'anarchie et pour ainsi dire sans défense, tels que le Mexique, qui sont une proie plus facile à dévorer. Là on ne rencontrera pas les trente mille hommes bien armés et disciplinés de l'Espagne; on ne rencontrera pas de la part de la France et de l'Angleterre une action aussi décidée. Si rien ne peut sauver le Mexique de lui-même, il est clair qu'il est à la disposition du premier occupant, et il est dès ce moment trop probable que les prophéties de Santa-Anna s'accompliront. C'est du côté du Mexique que sont tournés en ce moment les regards des États-Unis pour y épier de nouveaux signes d'anarchie et de nouveaux *pronunciamientos*. Sans bouger, les Américains du Nord attendent l'heure où, las d'eux-mêmes, fatigués de leurs propres sottises et châtiés par leur propre indiscipline, les Mexicains viendront se jeter dans leurs bras.

L'abdication et le départ du général Santa-Anna ont été au Mexique plutôt le signal que le dénoûment de la révolution. Quoique son pouvoir fût ébranlé de tous côtés par la révolte, il avait cependant contenu jusqu'au dernier moment l'explosion des passions anarchiques; mais à peine eut-il repris le chemin de l'exil, que toute la république s'est vue livrée à la plus épouvantable confusion. Aux désordres de la capitale ont répondu, sur une foule de points, des désordres non moins grands dans les provinces. Désertion des troupes, assassinats et brigandages sur les routes, établissemens de mines dévastés et pillés par la populace du lieu associée à des bandes de prétendus insurgés, cris de mort poussés contre des Espagnols inoffensifs qui ne trouvent protection qu'à Mexico, partout la terreur et la consternation, tel est le triste tableau que présentent les dernières correspondances. Il est difficile de saisir au milieu d'un pareil chaos quelques élémens d'ordre, quelques idées de gouvernement. Nous allons cependant essayer de fixer les principaux traits de la situation.

A Mexico, le général d'artillerie Martin Carrera, désigné par Santa-Anna avec deux autres personnages pour former le pouvoir exécutif, a été ensuite seul appelé à exercer provisoirement les fonctions de président par une élection plus ou moins régulière, et malgré son impuissance et son peu de prestige, il travaille à se faire prendre au sérieux comme il paraît s'y prendre lui-même, en convoquant un congrès et en invitant les divers chefs de la révolution à se réunir en conférence pour discuter leurs projets. Ces chefs sont nombreux, et ont publié chacun de leur côté des programmes qui ne s'accordent guère. Il y a le général Alvarez, celui qui depuis dix-huit mois

se maintenait dans l'indépendance à Acapulco, bravant Santa-Anna dans des lettres curieuses qu'on publie actuellement à Mexico; Comonfort, directeur ostensible du mouvement, qui a le plus contribué à la chute de Santa-Anna; Vidaurri, homme considérable dans le nord-est du Mexique, qui depuis plus de trente ans est secrétaire de l'état de Nuevo-Leon; des personnages plus obscurs, comme Santos Degolsardo, Plutarco Gonzalès, La Llave, mais qui n'en auront pas moins leurs prétentions. Nous serions, il faut l'avouer, bien embarrassés de dire quelle peut être la valeur de tous ces hommes; mais il y a dans la révolution un nom qui nous est plus familier, celui de M. Haro y Tamariz, le premier ministre des finances dans le cabinet conservateur formé à son retour par Santa-Anna, et dont M. Alaman était l'âme. M. Haro passait alors pour un administrateur habile et intègre. Il avait résigné son portefeuille, disait-on, pour ne pas sanctionner des combinaisons financières ruineuses qui sacrifiaient la fortune de l'état aux agioteurs, et il avait laissé un million de piastres dans la caisse du trésor. Sa rupture avec Santa-Anna était de mauvais augure. Homme modeste et d'une prodigieuse activité, il avait aussitôt organisé contre lui une opposition des plus redoutables, et il avait su se dérober à toutes les poursuites. Il a donc aussi sa part, et c'est peut-être la plus grande, dans le travail qui a miné le terrain sous le gouvernement déchu, et il se proclame audacieusement « le premier chef du mouvement politique et régénérateur de la république. » Aussi assure-t-on que tous les autres sont profondément blessés de cette ambitieuse prétention, et pour le perdre, on lui conteste, en rappelant son passé conservateur, le titre de chef de la révolution. Les démocrates purs l'accusent au contraire d'avoir levé à San-Luis de Potosi l'étendard de la contre-révolution, parce que son programme ou son *plan*, selon l'expression mexicaine, contient une promesse de protection à la propriété, au clergé, à l'armée et à toutes les classes de la nation. Ceux des autres chefs ne sont pas entachés d'une pareille faiblesse. Le plan de M. Haro semble aussi réserver le maintien du système centraliste, tandis que le rétablissement de la fédération, c'est-à-dire de l'indépendance presque absolue des états, est généralement au Mexique le mot d'ordre des vrais révolutionnaires. On prête sous ce rapport à Vidaurri les idées les plus avancées, car il ne viserait à rien moins qu'à former des trois états du nord-est une nouvelle république, étroitement alliée aux États-Unis, dont les institutions politiques et religieuses auraient toutes ses sympathies. On voit que la crise actuelle est d'une violence extrême, et qu'il y a pour ainsi dire plusieurs révolutions en présence. La pensée qu'a eue le général Carrera d'inviter les chefs à une conférence où ils chercheraient à s'entendre est donc très sage; mais s'y rendront-ils, et s'ils s'y rendent, se mettront-ils d'accord? C'est ce dont il est permis de douter, et on peut craindre que la guerre civile ne joigne bientôt ses horreurs à celles de l'anarchie, car le langage des organes des différentes factions est intolérant, leur esprit est exclusif, et il n'y a pas d'appel à la concorde, à la fusion des partis et des intérêts, à la conciliation des prétentions et des systèmes. Une réaction aveugle, des phrases sonores, des déclamations contre *le tyran*, voilà ce qui remplit les manifestes et les journaux. Ce sont les saturnales de la licence, et ce serait la fin de la natio-

nalité mexicaine, si les États-Unis avaient comme gouvernement l'ambition que ne dissimule pas toute la partie aventureuse de la presse et de la nation. Néanmoins l'affaiblissement graduel du Mexique, la dissolution de son armée, l'anéantissement de ses finances, sont trop avantageux à l'influence américaine pour ne pas autoriser des soupçons, comme si le désordre n'était pas un fruit spontané du sol. Le Mexique a eu les institutions de la liberté sans en avoir les mœurs; personne n'y supporte le despotisme, parce que tout le monde veut l'exercer, et les instincts conservateurs, qui existent là comme dans toute société civilisée, sont obscurcis par tant de passions et déshonorés trop souvent par une corruption si profonde, qu'aucune révolution n'y est injuste; mais toutes sont insensées, parce qu'aucune ne rendra le pays ni plus heureux, ni plus digne de l'être.

Nous avons trop souvent à enregistrer de nouvelles révolutions dans l'Amérique du Sud, heureux encore quand ces révolutions ne sont pas sanglantes et ne déchaînent pas tous les fléaux de la guerre civile sur le pays qui en est le théâtre! La Bande-Orientale vient d'avoir la sienne, mais faible comme celle d'un corps épuisé, et probablement contenue dans les limites d'un désordre passager par la seule présence d'un corps d'armée brésilien, qui d'ailleurs a regardé faire avec le plus grand calme, parce qu'il n'y a pas eu de lutte pour ainsi dire, et que le gouvernement établi s'est vu tout de suite abandonné. La situation était très tendue depuis quelque temps, surtout depuis le rappel de M. Andrès Lamas, l'ex-ministre montévidéen au Brésil, dont le cabinet de Rio-Janeiro avait dû considérer la destitution comme une démonstration hostile à son adresse. Les esprits étaient donc agités, et alors le président Florès, dont les rapports avec l'impérieuse légation brésilienne étaient de plus en plus difficiles, ordonna une perquisition chez un des chefs de l'opposition, puis essaya de le faire arrêter; mais cette tentative fut malheureuse. Quelques hommes s'armèrent, effrayèrent la garde du fort, qui est la résidence officielle du président, et se répandirent ensuite dans la ville en poussant les cris d'usage. Il n'en fallut pas davantage pour déterminer Florès à sortir de Montevideo, puis on négocia avec lui, et il aurait consenti à résigner ses pouvoirs, qui, jusqu'aux élections prochaines, seraient exercés par le président du sénat. Voilà jusqu'à présent, sauf plus ample informé, toute cette révolution, et Florès sera, de compte fait, pour cette année, le troisième chef d'un gouvernement légal qui aura été renversé; le général Echenique au Pérou, le général Santa-Anna au Mexique, sont les deux autres. Nous n'avons pas la prétention d'expliquer les vrais mobiles pas plus que la portée de ces événemens. A Montevideo surtout, il n'y a pas de partis politiques, c'est-à-dire de systèmes de gouvernement en présence; il n'y a que des personnalités rivales, et ces personnalités sont nombreuses, car tout homme qui a commandé une compagnie, qui a siégé dans une assemblée, qui a occupé pendant huit jours des fonctions quelconques, veut être général, président, ministre ou directeur de la douane, quoiqu'il n'y ait pas d'armée, que le gouvernement soit sans force et sans prestige, le trésor vide et le commerce paralysé. Malheureusement toutes ces misères, cette désorganisation chronique, cette impossibilité de rien fonder et de rien soutenir, conviennent trop bien aux vues traditionnelles

du Brésil sur la Bande-Orientale, pour qu'on ne le soupçonne pas de voir avec satisfaction ces troubles sans cesse renaissans. Aussi toutes les correspondances de Montevideo s'accordent-elles à reconnaître qu'on accuse la politique brésilienne de fomenter la révolution pour user successivement tous les hommes, déconsidérer toutes les opinions, et amener la population, par l'excès de ses maux, à se remettre à la discrétion de ses voisins. Mais n'est-ce pas une question sur laquelle on aurait quelque chose à dire en Europe? L'indépendance et la nationalité de la Bande-Orientale sont une création médiocrement heureuse de la politique anglaise, et dont nous avons acquis plus tard le droit de garantir l'existence. L'extension de l'empire brésilien jusqu'à l'Uruguay et à la rive gauche de la Plata peut donc devenir un objet de discussion. Cependant nous dirons toute notre pensée. L'Angleterre et la France serviraient bien mal les intérêts du peuple oriental, et par suite ceux de leur commerce dans ce pays, en s'opposant purement et simplement à son absorption par ses voisins; ce serait consommer sa ruine. Il faut une protection plus efficace, des conseils, des secours, une intervention bienveillante dans ses affaires. L'isolement absolu n'est plus possible pour la république de Montevideo. Que les Brésiliens se retirent, aussitôt la guerre civile éclate, et au milieu du désordre qui l'accompagne, l'élément brésilien poursuit la conquête, déjà fort avancée, de l'intérieur du pays, au profit duquel toute la zone du littoral est appauvrie, comme M. Andrès Lamas, — qu'on suppose pourtant l'instrument du cabinet de Rio, — le lui a reproché dans des mémorandums confidentiels, dont il vient de publier des extraits singulièrement instructifs sur le résultat pratique de l'alliance brésilienne. Si la Bande-Orientale doit continuer à vivre indépendante, il est donc nécessaire que des puissances désintéressées lui viennent en aide pour quelques années, afin que sous leur impartiale médiation le pays rétablisse son agriculture et son commerce, au lieu de se déchirer. Si au contraire cette médiation est trop difficile à organiser, que Montevideo se rattache à la Confédération Argentine; c'est le seul parti sensé qu'il ait à prendre. Ou si les absurdes passions qui tendent partout dans l'Amérique du Sud à fractionner les associations naturelles de même race en groupes de plus en plus petits éloignent encore les Orientaux des Argentins leurs frères, qu'on les laisse se jeter franchement dans les bras du Brésil. Le Brésil cessera de ruiner l'Uruguay quand il en sera maître. Mais quoi!... On ne jouerait plus tous les ans à la révolution!

De son côté, le gouvernement de la Confédération Argentine vient d'accréditer un représentant officel à Paris et à Londres. C'est M. Alberdi, littérateur et publiciste distingué, qui jeune encore a figuré dans les rangs de l'émigration de Buenos-Ayres par son ardeur à combattre le despotisme du général Rosas. M. Alberdi est le théoricien de la constitution des treize provinces qui, sous la présidence du général Urquiza, ont jusqu'à présent réussi à maintenir leur cohésion, et ont droit à la sympathie des puissances maritimes par la bonne foi avec laquelle elles cherchent à développer le principe fécond de la libre navigation du Parana et de ses affluens. Cependant il serait bien désirable que le gouvernement de Buenos-Ayres, secouant les traditions d'un monopole suranné, qui sont aussi, chose remarquable, les tra-

ditions du système de Rosas, confondit ses intérêts avec ceux de la majorité nationale dont il s'est séparé. Un grand avenir serait réservé à ce beau pays, si l'union se rétablissait sous les auspices d'une administration libérale et éclairée, dont les élémens existent dans les deux foyers de sa vie politique. Nous savons que c'est le rêve de plusieurs bons esprits tant à Buenos-Ayres qu'au Parana, et si des préjugés anciens ne s'en mêlaient pas, il devrait prochainement s'accomplir.

CH. DE MAZADE.

REVUE MUSICALE.

Ne craignons pas de le répéter : la musique a joué un bien triste rôle pendant les six mois qu'aura duré l'exposition universelle. Absente de ce grand bazar des produits de l'esprit humain à cause de la nature particulière de son objet, la musique n'a pas trouvé dans les théâtres qui lui sont exclusivement consacrés un dévouement plus éclairé. Devant cet immense concours d'étrangers, l'Opéra n'a donné que deux ouvrages, *les Vêpres siciliennes* et *le Prophète*, oubliant qu'il était de son devoir de faire connaître tous les chefs-d'œuvre de son répertoire : *Robert, les Huguenots, Moïse, le Comte Ory* et *Guillaume Tell*, qu'on n'a pas représenté une seule fois! A l'Opéra-Comique, on n'a pu entendre que *l'Étoile du Nord* et *Jenny Bell*, exécutés aussi médiocrement que possible. Il faut rendre cette justice à M. le directeur de l'Opéra-Comique, qu'il connaît les goûts de son public et qu'il sait s'y conformer en transformant trop souvent le théâtre de Grétry, de Boïeldieu, de Méhul et d'Hérold en une succursale du Gymnase ou du Vaudeville. Au moins le Théâtre-Lyrique a-t-il eu le bon esprit de fermer ses portes. Il n'est pas jusqu'à la Société des Concerts qui n'ait failli à ses devoirs. N'aurait-il pas été digne, en effet, du premier orchestre du monde de donner une douzaine de concerts où l'Américain du sud et du nord, l'Indien, le Chinois, le Turc, l'Arabe, les représentans de toutes les races du globe auraient pu se faire une idée des chefs-d'œuvre d'Haydn, de Mozart, de Beethoven, de Weber et de Mendelssohn? Il est vrai que, pour nous consoler de tant de mécomptes, on nous a donné tout récemment à l'Opéra un ouvrage en trois actes, *Sainte Claire*, dont le sujet est tiré d'un épisode dramatique de l'histoire de Russie. S'il fallait s'en rapporter au bruit public, cet opéra, qui ne se recommande ni par l'intérêt de la fable, ni par le style de l'écrivain qui s'est efforcé de l'approprier à notre langue, serait dû, pour la partie musicale, aux loisirs d'un prince souverain de la confédération germanique! Nous avons trop de respect pour les têtes couronnées en général pour admettre une telle supposition. Qu'un prince, et surtout un prince souverain, aime les arts, qu'il les protége et les cultive même dans l'intérieur de sa cour pour se distraire des soucis du pouvoir, rien de plus louable, et cela

s'est vu souvent, particulièrement en Allemagne; mais il y a une différence sensible entre un amusement de dilettante qui n'implique pas de prétention et la recherche de la gloriole d'artiste. La vanité sort toute vivante du cerveau d'un poète ou d'un compositeur auguste qui se fait jouer sur un théâtre public. Louis XIV a dit sur les inconvéniens qui résultent pour un prince de ses prétentions avouées au bel esprit des paroles dignes de son grand sens. Si l'opéra de *Sainte Claire* avait été exécuté sur un théâtre particulier ou dans une fête de cour, il y aurait à relever quelques qualités estimables dans la musique, qui est une imitation assez malheureuse de la manière de Meyerbeer. Sur la première scène lyrique de l'Europe, la partition de *Sainte Claire* a dû nécessairement être jugée plus sévèrement. Aussi sommes-nous persuadé qu'il y a un mystère là-dessous, peut-être la trahison de quelque vieux maître de chapelle obscur qui aura voulu se procurer l'insigne honneur d'être chanté à Paris, en usurpant le nom d'un prince libéral dont toute l'Allemagne estime le caractère.

Le Théâtre-Italien a bravement ouvert ses portes le 2 octobre dernier. Il faut d'autant plus louer l'administration nouvelle de cette ponctualité à se présenter devant le public parisien, que le personnel de la troupe qu'elle a pu mettre en ligne de bataille n'est certes pas de premier ordre. C'est par le *Moïse* de Rossini qu'on a inauguré la saison, qui menace d'être laborieuse et difficile, si l'on ne parvient à vaincre la tiédeur des *dilettanti* pour un théâtre qui a fait pendant trente ans leurs délices. Nous n'insisterons pas sur les causes bien connues de ce changement de fortune; c'est le destin et M. Verdi qui ont fait au Théâtre-Italien ces tristes loisirs. Il faudrait être bien infatué de la grande niaiserie du progrès universel et continu qui a cours aujourd'hui, pour nier qu'en fait de musique nous soyons dans un état de complète misère. En Allemagne, on discute les théories bouffonnes de M. Wagner, et on écrit des volumes d'esthétique sur ses opéras barbares, où l'inanité des idées le dispute à la grossièreté de la forme. En Italie, il n'y a que des concetti, une vanité nationale qui aveugle les meilleurs esprits, et les opéras de M. Verdi, qu'on a pris pour un homme de génie et un grand maître. En France, nous vivons des charmans radotages de quelques Anacréons qui, pour avoir des cheveux blancs, n'ont pas cessé de se couronner de roses et de chanter l'amour. Tous les matins, les vrais amateurs se demandent, comme les Athéniens du temps de Démosthène : Qu'y a-t-il de nouveau? Sœur Anne, ne vois-tu rien venir? — Rien, rien que le vent qui tournoie et le soleil qui poudroie! Dans cet état de pénurie, ce qu'il y aurait de mieux à faire pour le Théâtre-Italien, ce serait de prendre tout simplement les chefs-d'œuvre de Mozart, de Cimarosa, de Rossini, de Bellini et de Donizetti, entremêlés de quelques ouvrages de second ordre, tels que *le Cantatrici Villane*, *la Prova d'un operaseria*, *la Serva padrona* de Paisiello. — Vous en parlez bien à votre aise, pourrait-on nous répondre, et où donc sont les chanteurs capables d'exécuter *il Matrimonio segreto*, *le Nozze di Figaro*, *don Giovanni*, et même *don Pasquale*, depuis que Lablache, Mario, Ronconi, la Grisi ou Mme Bosio ne sont plus à Paris? Est-ce avec les virtuoses formés à ce qu'on appelle l'école de M. Verdi, qui ne savent pas lier deux

sons ni faire une gamme sans courir le risque de s'étrangler, que vous ferez entendre la langue exquise de Mozart, de Cimarosa et de Rossini? Courbe donc la tête, Sicambre! c'est à l'exposition des machines qu'il faut aller, si tu veux être fier de ton siècle; mais reconnais en même temps que tu as perdu le sens des choses divines!

L'exécution de l'admirable partition de *Mosé*, qui est le *Moïse* nouveau que Rossini a refait pour la scène de l'Opéra avec le prodigieux finale du troisième acte, a été médiocre, pour ne pas employer de mot plus sévère. Mme Fiorentini, qui n'est plus de la première jeunesse, et qui n'a jamais été d'ailleurs qu'une *seconda donna*, a montré son insuffisance dans le rôle d'Anaïde. Sa voix serait encore assez belle, si le style et le sentiment ne lui faisaient entièrement défaut. M. Carrion est un ténor espagnol dont l'organe ne manque ni de flexibilité ni de charme : il rappelle par le timbre de sa voix et certaines allures de sa personne Adolphe Nourrit, dont il est loin de posséder le goût et l'intelligence dramatique. On s'aperçoit du reste que M. Carrion a fait son éducation sur des théâtres secondaires, car il a contracté le défaut de concentrer toutes ses forces sur certaines notes culminantes, qu'il attaque comme un bastion d'où dépend le succès du morceau, laissant le reste de la phrase dans une pénombre où l'auditeur ne peut le suivre. Ce procédé violent et commode dispense d'avoir du style et de préparer ses effets avec la savante économie qui est la première qualité d'un virtuose. C'est ainsi que M. Carrion gaspille l'effet si bien ménagé de la belle phrase ascendante du fameux duo du second acte :

Non merta più consiglio,
Il misero mio stato!

Au lieu d'atteindre sans effort le *si* supérieur et de redescendre par cette chaîne de triolets que Rubini faisait jaillir comme autant de larmes sonores (qu'on nous pardonne ce concetto emprunté au vieux romantisme), M. Carrion s'élance à l'assaut de cette note lumineuse comme un chasseur d'Afrique sur la tour Malakof; mais il n'atteint pas au but, et retombe dans la tranchée en bredouillant. Son partner, M. Everardi, qui, au conservatoire de Paris, où il a été élevé, s'appelait Everard, son véritable nom, est bien mieux inspiré dans le rôle de Pharaon. D'un physique distingué, dirigeant avec goût une voix de baryton assez étendue, qui pourrait être, comme disent les Italiens, plus *pastosa*, M. Everardi chante sa partie dans le duo que nous venons de citer, *parlar*, *spiegar*, avec un talent réel. Il varie la composition de ses *ricami* ou broderies, dont il respecte le rhythme intérieur, chose assez rare pour être remarquée. Aussi M. Everardi a-t-il été accueilli par le public avec une faveur méritée. M. A. Angelini possède aussi une fort belle voix de basse qui sied au personnage de *Mosé*, dont il a dit certains passages, particulièrement l'invocation du second acte : *Eterno, immenso, incomprensibil Dio!* avec succès. Le personnage secondaire de Sinaïde est rempli par une jeune cantatrice, Mme Pozzi, qui a du goût, de la facilité et assez de talent pour aspirer à des rôles plus importans, si sa voix de soprano

avait un peu plus de force et d'éclat. A la rigueur, les artistes que nous venons de mentionner auraient été suffisans pour donner une idée du chef-d'œuvre qu'ils ont choisi pour leurs débuts, s'ils avaient la tradition de cette musique, qui exige autant de bravoure que d'intelligence. Tous les morceaux d'ensemble, à commencer par le quintette *celeste man placata* jusqu'à la prière sublime qui termine la pièce, ont été chantés trop vite et avec une sécheresse qui n'est pas ordinairement le défaut des chanteurs italiens, même les plus médiocres. Nous signalons ce défaut capital au chef d'orchestre, M. Bottesini, qui est un musicien de mérite et un virtuose remarquable sur la contrebasse, à ce que l'on assure.

L'exécution de la *Cenerentola*, que le Théâtre-Italien a reprise tout récemment après trois représentations peu fructueuses de *Mosé*, a été beaucoup meilleure, et donne lieu d'espérer qu'avec du soin et de la vigilance la nouvelle troupe réunie par M. Calzado surmontera les difficultés de la situation. Le public ne demande pas mieux que de s'amuser, et quand on lui offre un attrait de bon aloi, on est à peu près certain de son concours. Mme Borghi-Mamo, que nous connaissons de l'année dernière, où elle s'est révélée dans le fameux duo de *Matilde de Shabran*, qu'elle chantait d'une manière si exquise avec Mme Bosio, et puis dans *il Trovatore* de M. Verdi, vient d'aborder le rôle de la *Cenerentola*, dans lequel Mme Alboni a laissé de si charmans souvenirs. Eh bien! Mme Borghi-Mamo, dont la voix de mezzo-soprano n'a pas la puissance et le mordant qui caractérisent le beau contralto de Mme Alboni, lui est de beaucoup supérieure par le goût, le sentiment et la distinction du style. Elle a dit à ravir le joli duo avec Ramiro au premier acte, et s'est fait applaudir dans l'introduction du finale, ainsi que dans le rondo, où l'Alboni déployait toutes les ressources d'une vocalisation luxuriante, qui était bien plus un don de la nature qu'une conquête de l'art. Nous parlons, hélas! au prétérit, car il est arrivé à Mme Alboni ce que tout le monde a remarqué chez Mlle Rachel : elle a perdu à voyager et à chanter dans toutes les langues de l'Europe la moitié de son talent et cette délicatesse de timbre qui lui tenait lieu de sentiment. Mme Borghi-Mamo nous la fera promptement oublier, car sa voix, plus flexible qu'on ne pouvait l'espérer d'abord, est dirigée par un goût qui laisse souvent peu à désirer. Mme Borghi-Mamo a été fort bien secondée par M. Carrion, qui a été plus heureux dans le rôle de Ramiro que dans celui d'Aménophis, bien que les défauts de précipitation et de bredouillement que nous lui avons déjà reprochés y soient tout aussi choquans, et par M. Everardi, qui a chanté avec beaucoup de *brio* la partie si difficile de Dandini. Si ce jeune virtuose, qui est doué d'un physique vraiment agréable et d'une voix de baryton très flexible, parvient à modérer un excès de zèle et de bonne volonté qui lui fait souvent dépasser le but, il peut devenir un *buffo cantante* de premier ordre. M. Zucchini, qui débutait dans le rôle de don Magnifico, où Lablache a laissé son empreinte de lion *quando si posa*, a été accueilli avec faveur, et bien que sa voix ne soit pas précisément une basse, elle est suffisante, et l'artiste rachète ce défaut de nature par un excellent masque d'une pantomime expressive. On a fait répéter le duo du second acte, *un segreto d'importanza*, ainsi que

l'admirable sextuor : *Quest è un nodo avviluppato*, qui vaut à lui seul tout un long poème. Quelle musique! s'écriait-on de toutes parts dans la salle, et qu'on est heureux de pouvoir encore l'entendre avant d'être complétement envahis par les barbares, qui sont à nos portes!

Le théâtre de l'Opéra-Comique, qui ne prodigue pas les nouveautés, vient de rompre le silence, qu'il garde depuis six mois, par un petit ouvrage en un acte, *Deucalion et Pyrrha*, qui remonte au déluge et qui ne brille pas précisément par la gaieté. La musique, qui est l'œuvre d'un compositeur connu, M. Montfort, dont on a laissé morfondre depuis dix ans le talent délicat, ne fait pas oublier les défauts de la fable. Nous y avons cependant remarqué un duo très bien conçu, et chanté avec esprit par M. Mocker et Mlle Lemercier, les deux seuls personnages de la pièce.

Après un repos de deux mois, le Théâtre-Lyrique a fait sa réouverture par la reprise de *Marie*, l'un des trois chefs-d'œuvre d'Hérold. Hélas! pourquoi réveiller les morts, si c'est pour les martyriser et les exposer à la risée des générations nouvelles! Le même soir où les élèves récemment couronnés par le Conservatoire estropiaient à l'envi les ravissantes inspirations du meilleur musicien de l'école française, on donnait aussi un petit ouvrage en un acte, *Une Nuit à Séville*, dont la musique facile est le premier essai d'un jeune compositeur, M. Frédéric Barbier. Ce sont là les adieux de M. Perrin au Théâtre-Lyrique, qu'il a dirigé pendant un an sans grand profit pour ses intérêts et au détriment de l'art, qui vit de concurrence et de liberté.

Il y a deux choses qui ne manqueront jamais à la France : ce sont des soldats pour la défendre et des chansons pour la divertir. Les uns y poussent aussi facilement que les autres, en pleine terre et sans culture. Le moindre rayon de soleil qui tombe sur cette longue voie triomphale de la gaieté parisienne qu'on appelle les boulevards y fait germer des théâtres de vaudeville, et, à moins que l'autorité ne promène de ce côté son rateau, on les voit croître et prospérer en peu de temps. Deux nouveaux théâtres de ce genre se sont élevés depuis un an, — les Folies-Nouvelles au boulevart du Temple, et les Bouffes-Parisiens dans un coin modeste des Champs-Élysées Tous les deux font d'excellentes affaires. La musique, qu'on tolère, mais qu'on n'aime pas, est trop heureuse qu'on lui permette de monter en croupe d'un refrain égrillard et de servir d'accessoire aux lazzis d'un pierrot ou d'un arlequin aviné. C'est parce que nous avions entendu dire qu'on faisait parfois un peu de musique aux Bouffes-Parisiens, dirigés par M. Offenbach, que nous nous y sommes aventuré. « L'amour rend toute chose légère, » a dit l'auteur de *l'Imitation*.

M. Jacques Offenbach, qui est le directeur et le compositeur ordinaire du théâtre des Bouffes-Parisiens, est un artiste d'esprit qui a bien compris l'époque et le pays où le ciel l'a fait naître. Il s'est dit un beau jour, en sautant dans la carrière un violoncelle à la main : — Que faire pour devenir célèbre? Je n'ai pas le talent sévère et contenu de Franchomme, le charme et la *morbidezza* qui caractérisent M. Batta, et il faut abandonner l'espoir d'atteindre Servais, qui est dans son genre un virtuose de génie. Si je produisais sur le violoncelle les effets d'un tout autre instrument, de la petite

flûte par exemple, voire du mirliton, instrument trop dédaigné! cela étonnerait les trois quarts de mes auditeurs, qui s'écrieraient comme du temps des *Lettres persannes* : « Comment peut-on être persan ou jouer du mirliton sur le violoncelle! » Les prévisions de M. Offenbach se réalisèrent de point en point et dépassèrent même ses espérances. Il eut pour lui les rieurs et les petits journaux, qui trouvèrent son invention piquante et le poussèrent jusqu'au Théâtre-Français, dont il fut nommé chef d'orchestre. Une fois ancré dans la maison de Corneille et de Molière, comme dit M. Janin, M. Offenbach s'en donna à cœur joie. Il fit des ouvertures, des polkas, des mazurkas et des marches funèbres pour la cérémonie du *Malade imaginaire*, et dans les entr'actes, entre une scène de *Tartufe* ou de *Polyeucte*, il joua de la petite flûte sur le violoncelle, au grand contentement de toute la bande joyeuse des *fantaisistes*. Enfin, après avoir prêté son esprit à La Fontaine, dont il a mis quelques fables en musique, toujours d'une manière piquante, c'est-à-dire en faisant hurler l'agneau et chanter le loup, M. Offenbach tomba de succès en succès aux Bouffes-Parisiens, dont il est le fondateur et le compositeur plus qu'ordinaire. Telle est l'histoire de l'auteur des *Deux Aveugles*, du *Violoneux* et de *Madame Papillon*, scènes drôlatiques qui attirent aux Bouffes-Parisiens tous les vaudevillistes et les chansonniers de Paris et de la banlieue. A Dieu ne plaise que nous nous montrions plus sévère que la chose ne le comporte, et que nous refusions à M. Offenbach une certaine facilité d'entrain, de la gaieté, et parfois quelques tournures mélodiques qui ne sont pas dépourvues de sensibilité! La scène des *Deux Aveugles* est chaudement rendue par un rhythme saillant et coloré comme un chapitre de roman picaresque; il y a du sentiment dans *le Violoneux*, et les couplets : *Conscrit! conscrit!* sont de bon aloi et de meilleur goût que tout ce que chante *Madame Papillon*, vraie parade de la foire. Que M. Offenbach ne se fasse donc pas trop d'illusion sur la valeur des éloges qu'on lui prodigue, et qu'il s'efforce d'agrandir et d'épurer le filon qu'il a rencontré. Sa phrase mélodique ne vient pas toujours à terme, ses rhythmes manquent souvent d'aplomb, ils restent suspendus en l'air comme les bras et les jambes des *fantoccini*, et nous l'engageons surtout à être plus sévère dans le choix des canevas qu'il veut réchauffer des sons de sa musette. Il n'y a pas de succès durable pour un spectacle où ne peut aller la bonne compagnie.

Contrairement à toutes les prévisions, les concerts ont été assez rares pendant les six mois qui viennent de s'écouler. MM. Vieuxtemps et Servais ont fait une courte apparition à Paris, où ils ne se sont fait entendre qu'une seule fois, à l'hôtel d'Osmond, au grand déplaisir de leurs nombreux admirateurs. M. Sivori, qui a passé l'été dernier à Paris, nous tient rigueur et n'a pas daigné rompre le silence qu'il garde depuis si longtemps. Un pianiste allemand, M. Stein, que les vicissitudes de la guerre ont fait sortir de la Russie, où il était établi depuis plusieurs années, nous a donné deux séances d'improvisation où il a déployé un véritable talent. L'exercice musical qu'on appelle l'improvisation sur le piano n'est pas un si grand miracle, qu'il puisse exciter une bien vive admiration. Il ne s'agit après tout que de savoir

combiner quelques idées qu'on vous présente, de les faire entendre d'abord isolément en les développant, et puis de les réunir dans un contre-point final. C'est l'œuvre d'un virtuose et d'un harmoniste exercé. M. Stein a montré de la facilité dans ce genre, beaucoup trop vanté en Allemagne. Une autre pianiste, Mme Pleyel, a eu le courage de venir affronter l'indifférence du public pour toute autre distraction que celle qu'il trouve à l'exposition universelle. La célèbre virtuose s'est fait entendre deux fois dans la salle de M. Herz sur un piano magnifique; mais ce n'est pas, — il faut le dire, et nous notons le fait sans y insister, — ce n'est pas sa toilette élégante et printanière, ni son beau talent qui ont le plus étonné les auditeurs peu nombreux venus pour assister à ces deux séances.

On sait qu'il existe en Allemagne et dans la Belgique un grand nombre de sociétés chantantes. La plus célèbre de ces réunions chorales est celle de Cologne, qui a été fondée en 1842 par M. Frantz Weber. Riche d'une nombreux répertoire qu'elle a fait entendre tour à tour à Gand, à Bruxelles, à Düsseldorf et à Anvers, la société chorale de Cologne, après avoir visité l'Angleterre, où elle a obtenu un très grand succès, nous est apparue récemment à Paris et s'est produite dans plusieurs séances qu'elle a données dans la salle de M. Herz et dans une représentation extraordinaire à l'Opéra. Il serait difficile d'entendre quelque chose de plus parfait comme ensemble. Composé de soixante-dix à quatre-vingts voix d'hommes, ce chœur manœuvre comme un bataillon bien discipliné, avec une précision de rhythme et une justesse d'intonation merveilleuses. Cette extrême précision et cette justesse, qui semblent moins le résultat de l'art que celui d'une machine bien organisée, finissent à la longue par devenir monotones et produisent la satiété. Parmi les morceaux chantés par la société chorale de Cologne, nous avons remarqué un chœur de Kücken, *les Jeunes Virtuoses;* un autre de Reicher, *Spaniche canzonetta*, et un très beau nocturne concertant de Mendelssohn, *Sur l'eau*, paroles de M. Henri Heine. Le succès qu'a obtenu la société chorale de Cologne eût été plus grand et plus fructueux pour l'entrepreneur M. Mitchell de Londres, si on avait pu encadrer ces chœurs, toujours sans accompagnement, dans un programme de concert plus varié.

Claudite jam rivos, pueri : sat prata biberunt.

P. SCUDO.

REVUE LITTÉRAIRE.

L'ESPAGNE MODERNE, par M. Charles de Mazade (1). — Nos lecteurs reconnaîtront dans ce livre une suite d'études qu'ils ont remarquées dans la *Revue* (2).

(1) Un volume in-18, chez Michel Lévy frères, rue Vivienne.

(2) Voyez particulièrement *Larra* (15 janvier 1848), *Donoso Cortès* (1er juillet 1850), *le général Narvaez* (1er février 1851), *don Jaime Balmès* (15 octobre 1853).

Depuis que ces études ont paru, une révolution a éclaté en Espagne. Les hommes que M. de Mazade avait vus à la tête des affaires sont rentrés dans la vie privée, un grand nombre a quitté la Péninsule; mais le gouvernement seul a été renouvelé. Le caractère de la nation, ses idées, ses passions, les forces mêmes des partis qui se disputent le pouvoir depuis si longtemps, rien de tout cela n'est changé, et le livre de M. de Mazade reste encore le meilleur guide pour ceux qui veulent être au courant de ce qui se passe de l'autre côté des Pyrénées. Plein de sympathie pour le peuple espagnol, comme tous ceux qui l'ont connu, l'auteur se montre un juge toujours impartial, quelquefois peut-être un peu indulgent. Il croit au bien, il le cherche, le découvre sans peine et se plaît à le mettre en lumière. Il ne déguise pas les fautes commises par le parti politique qui a ses justes prédilections, mais il apprécie les bonnes intentions, les illusions généreuses, l'honorable crédulité d'hommes nouveaux dans la science de gouverner. Si M. de Mazade avait pris la tâche facile de censeur, il aurait pu signaler l'inexpérience de quelques-uns, la légèreté, l'insouciance du plus grand nombre; mais il s'est proposé un but plus élevé, plus noble, et ce but, il a su l'atteindre avec talent. Il a pris pour sujet de ses études les hommes les plus distingués de l'Espagne dans la politique, les lettres et les sciences. Ses portraits, malgré le changement de fortune de plusieurs des personnages qu'il dessinait il y a quelques années, ont conservé toute leur ressemblance. P. MÉRIMÉE.

TRAVAUX RÉCENS SUR LA MORALE DE KANT.[1]

Le mouvement des études et des publications philosophiques que le bruit de tant d'événemens et l'inévitable cortége d'émotions et de distractions qu'ils traînent après eux sembleraient depuis trois ans avoir dû sinon arrêter, au moins ralentir, n'a fait que s'accuser davantage au contraire. La raison en est simple, et les esprits élevés la pressentent avant que nous l'exprimions. Cicéron, il y a vingt siècles, la gravait dans ces paroles qui semblent à toutes les époques de révolution destinées à redevenir la devise des âmes fières : *Litteræ conticuerunt forenses et senatoriæ; nihil agere autem quum animus non posset... existimavi honestissime molestias posse deponi, si me ad philosophiam retulissem.* Parmi les esprits sérieux de nos jours dont cette maxime est la règle de conduite, on doit compter l'intelligent et laborieux traducteur de la *Critique du Jugement* et de la *Critique de la Raison pure.* M. Jules Barni nous donne aujourd'hui la version entièrement neuve de deux autres ouvrages de Kant, les *Élémens métaphysiques de la Doctrine du Droit* et les *Élémens métaphysiques de la Doctrine de la Vertu.*

Kant est un des membres de cette incomparable et immortelle famille d'esprits dont Socrate est le père, et dont Platon, Aristote, Plotin, Descartes,

(1) *Élémens métaphysiques de la Doctrine du Droit,* — *Élémens métaphysiques de la Doctrine de la Vertu,* traduits de l'allemand d'Emmanuel Kant par M. Jules Barni; 2 vol. in-8°, Paris, chez Durand.

Malebranche, Leibnitz, sont les frères. Il a vécu comme eux et plus exclusivement même que plusieurs d'entre eux dans ces sublimes et sereines régions du monde de la pensée, dont l'univers changeant et éphémère de faits où le reste des humains s'absorbe n'est que l'ombre toujours grossière et trop souvent souillée. C'était un philosophe dans la simple, bonne, naïve, profonde, et, malgré quelques erreurs, dans la saine acception du terme, c'est-à-dire que ce monde et sa vulgaire draperie d'agitations et d'illusions ne lui ont jamais un seul instant dérobé la vue du modèle éternel de principes dont la libre folie de l'homme peut bien en passant s'écarter, mais que pour son remords il lui est impossible d'oublier, et pour son châtiment de changer.

Il y a trois hommes dans Kant : un mathématicien astronome qui dans le siècle d'Euler et de Lagrange a su marquer sa place et laisser un nom; un métaphysicien qui peut être comparé à ce que tous les temps et tous les peuples ont produit dans ce domaine de plus justement illustre; un moraliste enfin, tel que, pour l'originalité et pour la sévérité des déductions et des analyses, on n'avait pas vu le pareil depuis Aristote. De ces trois hommes, grâce à de beaux travaux, en tête desquels il faudra toujours placer ceux de M. Cousin et ceux de M. Wilm, le métaphysicien était jusqu'à présent en France le seul vraiment connu. Les deux autres l'étaient et le sont généralement encore assez mal ou assez peu. M. Barni, dans la publication qu'il vient de faire, s'est chargé d'initier le public français à la lecture et à l'intelligence des œuvres du moraliste.

Nous disons à l'intelligence. Kant mériterait-il donc la réputation d'obscurité que quelques lecteurs superficiels ou peu instruits ont essayé de lui faire? Nullement; rien de plus net que sa pensée, et rien de plus précis que la forme qu'il lui donne. Seulement d'abord il n'est clair que de cette clarté savante, la seule qu'il soit possible au génie lui-même de répandre sur les sujets qu'il traite, et qui, il n'y a nul inconvénient à l'avouer, ne suffit pas aux esprits inattentifs. Ensuite Kant est admirable pour la vigueur avec laquelle il enchaîne ses idées et pour la sobriété avec laquelle il les exprime, nouvel obstacle qui s'oppose à ce que les métaphysiciens de profession eux-mêmes le lisent en courant. Enfin il s'est créé à lui-même une langue, ou comme on dit, une terminologie particulière très forte, très originale, très appropriée à la nature de ses recherches et dont il fait un merveilleux usage, mais qu'il faut commencer par étudier, si l'on veut la comprendre. De là de grandes difficultés à faire passer sans en altérer l'esprit les œuvres d'un pareil homme dans une langue étrangère. Le traduit-on littéralement : il demeure inintelligible au plus grand nombre, car combien parmi les lecteurs instruits eux-mêmes devineront à première vue ce qu'il veut dire quand il parle par exemple de l'*amphibolie des concepts moraux de réflexion?* Au lieu d'une version littérale, essaie-t-on d'une paraphrase: alors toute son originalité disparaît, et toute sa force se perd.

M. Barni s'est tiré d'une manière heureuse de ce pas difficile : il a traduit d'abord Kant, et il l'a traduit, à notre gré du moins, avec une fidélité vraiment vivante et de texte et d'esprit; mais, comprenant très bien qu'il fal-

lait préparer le plus grand nombre des lecteurs à l'intelligence de pareils ouvrages, il en a fait précéder la traduction de larges introductions analytiques et critiques, où, sans difficulté et sans fatigue, un esprit doué seulement de quelque attention peut se faire une idée exacte des beaux monumens dont l'original lui est ensuite mis sous les yeux. M. Barni a ainsi trouvé le moyen de rendre ce qu'il devait à son auteur et à ses lecteurs : il n'a pas défiguré son auteur, ce que tant de paraphrastes, sous prétexte de le traduire, avaient fait avant lui, et il offre cependant à ses lecteurs des ouvrages que, grâce au remarquable talent d'exposition qu'il déploie, ils peuvent entendre et admirer à l'aise.

Parlerons-nous maintenant de ces ouvrages en eux-mêmes? Ce serait une grande et longue tâche. Les *Élémens métaphysiques de la doctrine du Droit* et les *Élémens métaphysiques de la doctrine de la Vertu* ne sont pas de ces écrits qui s'analysent d'un trait de plume. M. Barni a consacré plus de trois cents pages à les exposer, et nulle part il n'est trop long. Nous n'avons pas la prétention de refaire en quelques lignes un travail pareil. Kant, dans ces chefs-d'œuvre qui se complètent l'un l'autre, a donné une théorie universelle des droits et des devoirs de l'homme; on y trouve la description des principes du monde moral tout entier, et, ce qui est plus sublime encore, la philosophie de ces principes. Depuis l'*Éthique* d'Aristote assurément la science des lois et de la destinée morales de l'humanité n'a pas produit de monument comparable.

A défaut d'une critique impossible ici, on nous permettra de présenter seulement une réflexion que la lecture de la traduction et des belles analyses des deux ouvrages de Kant nous a d'elle-même suggérée. C'est en 1796 et en 1797 que Kant mit au jour les deux traités dont l'ensemble forme le grand corps de science morale que M. Barni vient de traduire. La date de cette publication n'est rien moins qu'indifférente. Kant, ainsi qu'on l'a souvent remarqué, et comme nous le rappelions tout à l'heure nous-mêmes, a vécu exclusivement pour la philosophie, et le reste des choses de ce monde lui a toujours paru de si peu de conséquence, qu'en métaphysique pure, comme on sait, il avait fini par élever un doute extravagant en pratique, mais sublime, à le bien entendre, en théorie, sur la valeur de ce qu'on appelle dans l'école la réalité objective. La vie de Socrate ou celle de Spinoza sous ce rapport peuvent seules être comparées à la sienne. Cependant quelque reclus qu'un philosophe vive et quelque retiré qu'ait vécu Kant, il est une chose cependant dont le bruit pénétra, et de la manière la plus profonde, dans le silence de sa solitude; ce bruit fut celui que fit en 1789 l'explosion de la société française. La révolution, en renversant un monde d'abus, mit, comme on sait, en question tout un monde aussi de principes, parmi lesquels les principes moraux tenaient la première place. Les petits écrits, la correspondance, les souvenirs intimes des dernières années de la vie du sage de Kœnigsberg témoignent de la manière la plus authentique que cette grande commotion sociale et le spectacle tour à tour magnifique et misérable qu'elle donna aux nations agirent fortement sur son âme. Kant y puisa une leçon qu'il a rendue comme personne dans ses œuvres :

c'est que, à côté des droits de l'homme, il y a ses devoirs, et que ces devoirs, antérieurs et supérieurs à ces droits, en sont en même temps le premier fondement et la vraie garantie. A ce titre, l'apparition en plein directoire, au lendemain des illusions généreuses de la constituante et des crimes de la terreur, des *Élémens métaphysiques de la doctrine du droit* et *de la vertu* était, comme on dit, toute de circonstance. Les principes sont éternels, et à quelque époque de l'histoire qu'un homme de génie se mette à les décrire, la description à coup sûr vient toujours en son temps; mais ce fut en quelque sorte comme une bonne et honnête fortune morale à l'œuvre de Kant de paraître à un moment où la vive intelligence, la soudaine proclamation des droits de l'homme, avaient singulièrement oblitéré le sentiment de ses devoirs.

Par une rencontre remarquable, la traduction de M. Barni arrive à une époque qui, non moins que celle de la première révolution, a besoin aussi qu'on lui rappelle (car ou elle l'a oublié ou elle s'en soucie médiocrement) qu'il n'est point de droit en ce monde dont la possession se légitime ou l'exercice se justifie autrement que par le respect et par la pratique d'un devoir. M. Barni se trouve donc très certainement, en traduisant Kant, avoir fait, lui aussi, une œuvre qui, outre qu'elle convient à tous les temps, est particulièrement à l'adresse du nôtre. Sans doute il vaudrait mieux que les *Élémens métaphysiques du droit* et *de la vertu* fussent à la portée de la généralité des intelligences, et qu'il ne fût pas nécessaire d'être un homme éclairé et instruit pour lire ces beaux ouvrages; mais la religion du devoir a des enseignemens pour tout le monde, et pour le monde qui a des lumières aussi bien que pour celui, moins coupable aussi quand il se trompe, qui n'en a pas. Nous portons tous avec nous la mémoire, le culte, le dépôt de traditions et de droits dont la jouissance ne peut nous être assurée qu'à une condition, celle que Kant, il y a soixante ans, expliquait à nos pères, qu'ils n'ont pas comprise, et qu'il est temps, ce semble, que nous nous mettions à comprendre. Cette condition, c'est que la société française à tous ses degrés reconnaisse que l'individu a des devoirs d'abord, des droits ensuite, et non pas le contraire, comme des esprits généreux, mais chimériques, l'ont trop longtemps cru et dit. La publication de M. Barni, envisagée de ce point de vue, n'est plus seulement une œuvre de science : c'est aussi, dans le domaine du gouvernement des esprits, une bonne œuvre. C'est principalement à ce titre qu'elle nous a frappé, et c'est à ce titre surtout aussi que nous la distinguons et que nous la recommandons.

CHARLES GOURAUD.

V. DE MARS.